

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LE PROBLÈME DE L'IMPOSITION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN ÉGYPTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 19 juillet, à 14 heures

PAR

SALEH BICTACHE

Attaché au Ministère des Finances en Egypte
Membre de la Mission Scolaire Egyptienne

JURY

Président : M. E. ALLIX, professeur.
Suffragants : M. W. OUALID, professeur.
M. R. MAUNIER, professeur.

Librairie PICART

59, Boulevard Saint-Michel, 59

PARIS (5^e)

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LE PROBLÈME DE L'IMPOSITION
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
EN ÉGYPTE**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

**LE PROBLÈME DE L'IMPOSITION
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
EN ÉGYPTÉ**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 19 juillet, à 14 heures

PAR

SALEH BICTACHE

Attaché au Ministère des Finances en Egypte
Membre de la Mission Scolaire Egyptienne

JURY

Président : M. E. ALLIX, professeur.
Suffragants : M. W. OUALID, professeur.
M. R. MAUNIER, professeur.

Librairie PICART

59, Boulevard Saint-Michel, 59

PARIS (5^e)

1980



BIBLIOGRAPHIE

I

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ALLIX (E.). — *Traité élémentaire de science et de législation financière*. 5^e édition. Rousseau. Paris 1927.
- ALLIX (E.) et LECERCLÉ (M.). — *Les impôts français. L'impôt sur le revenu. Impôt cédulaire et impôt général*. 2 vol. Paris, Rousseau, 1925.
- ALLIX et LECERCLÉ. — *La taxe sur le chiffre d'affaires*. Paris, Rousseau, 1927.
- ALLIX et LECERCLÉ. — *Les Contributions indirectes*. Rousseau, 1929.
- ARMINJON. — *La situation économique et financière de l'Egypte*. Librairie de droit et de jurisprudence. Paris, 1911.
- BARAKAT. — *Privilèges et immunités dont jouissent les étrangers en Egypte*. Thèse Montpellier, 1912.
- J. BARTHELEMY. — *La Conférence économique internationale*. Revue politique et parlementaire, 1927.
- BASDEVANT. — *Traités et Conventions en vigueur*.
- BESSON. — *Le chiffre d'affaires*. Librairie Dalloz, Paris, 1921.
- BERGERET. — *L'impôt et les patentes*.
- BORIE. — *L'introduction du forfait dans les impôts sur les revenus*. Paris, 1924.

- CAVILLOT. — Etude sur les impôts fonciers et autres, devant les droits Européens en Egypte, 1887.
- DE CLERCQ. — Recueil des traités de la France.
- MAUNIER (R.). — Bibliographie économique juridique et sociale de l'Egypte moderne (Le Caire, 1918).
- COPIN. — Traité de l'impôt sur le revenu. Paris, 1926. Chevalier-Maresq.
- LORD CROMER. — Modern Egypt.
- DROZ. — L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Paris. Dalloz, 1928.
- DUGUIT. — Manuel de droit constitutionnel. 4^e édition.
- DUGUIT. — L'Etat, le droit respectif et la loi positive. Paris, 1901.
- DE FÉLICE. — Le bénéfice commercial imposable. Paris, Dalloz, 1929.
- FOURNIER DE FLAIX. — La réforme de l'impôt en France.
- FOURNIER DE FLAIX. — L'impôt dans les diverses civilisations.
- GUILHOT. — Code de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Edit. Goddé.
- R. HOFFHEN. — La Conférence économique internationale de Genève. Revue d'Economie politique, 1927.
- W. IBRAHIM. — La nouvelle Constitution de l'Egypte. Duchemin. Paris, 1925.
- IMBRECQ. — Traité de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. 1926.
- LAMBA. — Code administratif égyptien annoté.
- LAMBA. — L'évolution de la condition juridique des Européens en Egypte. Paris, Rousseau, 1896.
- LECARPENTIER. — L'Egypte moderne. Paris, Roger.
- MESSINA. — Traité de droit égyptien mixte. Alexandrie 1927.
- MILNER. — L'Angleterre en Egypte.
- MORILLOT et GARDES. — L'impôt sur le chiffre d'affaires. Poitiers. Oudin, 1928.
- PALAGI. — Les modifications de la législation mixte jusqu'au 1^{er} janvier 1914. Alexandrie, 1914.

- PAPASIAN (E.). — L'Egypte économique et financière. Paris, 1923. Le Caire, 1926.
- PHILIPPE. — De l'impôt sur le revenu. 1898. Auxerre. Gallot, éditeur.
- OUALID. — Cours de doctorat : la législation industrielle, 1926-1927.
- PIERSON. — Les revenus de l'Etat. Traduction française SURET.
- R. RENOULT. — Rapports parlementaires sur l'impôt sur le revenu. Paris. 1907. 2 volumes.
- ABD EL HAKIM EL RIFAÏ. — Le mouvement de réforme des impôts directs en Egypte. (Thèse, Paris, 1929).
- DU RAUSAS (P.). — Le régime des Capitulations dans l'empire ottoman. 2^e édit. Paris. Rousseau, 1911.
- ROSIER. — Tous nos impôts.
- TARDIEU (J.). — Traité théorique et pratique des Patentes. Librairie du Sirey. Paris, 1903.
- VERCAMER. — La Juridiction mixte égyptienne et ses attributions législatives. Bruxelles, 1911.

II

DOCUMENTS

- MOURAD-KAMEL-BEY. — Etude générale sur la condition des étrangers en Egypte. Paris. Les Presses Universitaires, 1930.
- SIDKY. — Conférence faite au Jeune Barreau, Le Caire, 26 mars 1926, Egypte contemporaine, 1926, p. 81.
- LEVI. — La statistique officielle en Egypte, ses travaux et son développement. Egypte contemporaine, III, 1912, pp. 317-340.
- LÉVI. — Egypte contemporaine, 1922, p. 596.
- BAXTER. — Egypte contemporaine, 1923, p. 427.
- LIVRE VERT sur le projet d'accord Saroit-Chamberlain.
- AUTRE LIVRE, sur le projet d'accord Henderson-Mahmoud.

LES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES. — Egypte 1884-1893 (publiés en Annexes aux débats parlementaires de la Chambre française des députés).

Chambre de Commerce Internationale du Caire. — Bulletins mensuels et Rapports annuels.

Bulletin de la Chambre de Commerce française du Caire et d'Alexandrie.

Notes du Conseiller financier sur les budgets.

III

REVUES

L'Egypte contemporaine, 1922, p. 526.

L'Egypte contemporaine, 1923, p. 293.

L'Egypte contemporaine, 1924, p. 1 à 5.

L'Egypte contemporaine, 1926, p. 30 et 31.

Revue générale de droit international, 1927. R. Picard. La Conférence économique internationale.

« L'Egypte Industrielle ». — Bulletin de l'Association des industries en Egypte.

« L'Egypte nouvelle au point de vue économique et financier ». Paris, Economiste Européen, 1907.

Revue Internationale d'Economie Politique. Bruxelles. Décembre 1929.

L'Economiste égyptien. Alexandrie.

INTRODUCTION

Le régime fiscal, en Egypte, est défectueux ; la terre et la propriété bâtie paient tous les impôts ; les paysans et les propriétaires sont donc seuls contribuables. Le nombre est grand de ceux qui ne paient rien à l'Etat.

L'Egypte aujourd'hui a besoin d'argent pour faire face aux dépenses qui s'imposent à tout pays civilisé ; son budget des recettes est insuffisant. Le moment est venu d'accroître les ressources du budget et de faire contribuer tous ceux qui résident en Egypte aux charges de l'Etat.

Il est impossible de retarder la réforme ; les besoins sont urgents ; nous venons d'obtenir notre indépendance et notre place au milieu des nations ; nous voulons un pays digne de nous, digne de notre Roi, digne des Etats amis, digne de la Société des Nations, dans laquelle nous demandons notre admission. Et nous voulons, tout en gardant notre caractère national, ressembler en bien aux autres nations, et, en particulier, obéir à une législation assez voisine de la leur, tant en matière pénale, que civile et

fiscale ; le monde est en train de s'uniformiser, qu'on veuille bien nous passer cette expression ; c'est comme cela que nous supprimerons les heurts entre les Etats et la guerre.

« Ce n'est pas par un amour purement théorique de l'égalité, écrit Lord Milner, mais en raison des besoins urgents du Trésor, que le Gouvernement britannique a été entraîné, dès les premiers jours de l'occupation, à insister auprès des Puissances pour obtenir qu'au point de vue de l'impôt les étrangers fussent placés sur le même pied que les indigènes ».

Lord Cromer avait écrit, plusieurs années auparavant : « On ne peut pas trouver un argument solide en faveur de l'exemption des Européens de ces impôts. Pourquoi n'ont-ils pas payé ces impôts ? C'est parce qu'ils n'ont pas voulu les payer ». Lord Cromer faisait allusion à l'impôt de la patente, que le Gouvernement avait établi en 1891 et qu'il dut supprimer quelques mois après, devant le refus de payer opposé par les étrangers ; ceux-ci d'ailleurs étaient plutôt encouragés dans leur résistance par leurs Gouvernements respectifs, qui permirent à l'Egypte de prélever sur son fonds de réserve un chiffre respectable de millions de livres, pour compenser la perte que faisait le Trésor par la suppression de la patente.

La réforme fiscale s'impose depuis plus d'un demi-siècle.

Une commission supérieure d'enquête avait été nommée en 1878 pour étudier les finances de l'Egypte. Déjà, parmi ses propositions, on trouve celle-ci « que l'exercice du Pouvoir législatif soit entouré de garanties telles que les

lois fiscales puissent être appliquées à tous les habitants de l'Égypte, sans distinction de nationalité ».

Depuis 1878, on n'entend que des plaintes sur l'insuffisance des recettes de l'Égypte et sur l'iniquité de ses impôts.

Le Conseiller financier anglais en Égypte écrivait, en 1914, dans ses Notes sur le budget : « Si l'on tient compte de la diminution des recettes, il ne reste donc, pour le moment, qu'à choisir entre un ralentissement de l'exécution des projets de développement ou la création de nouvelles sources de revenus ». Même note de M. Lindsay sur le budget de 1917.

En 1927 et 1928, la Chambre égyptienne des députés a émis le vœu que le Gouvernement essaie :

1° de réaliser l'égalité fiscale entre ceux qui paient des impôts, parce que la plupart des impôts sont à la charge des propriétaires fonciers, et que les autres revenus ne supportent pas de charges.

2° de faire des démarches auprès des Puissances étrangères pour être débarrassé de cet état exceptionnel de choses, qu'on dit résulter des Capitulations, et qui, en effet, est purement une application abusive de ce régime.

Il n'y a pas lieu de faire une distinction entre des personnes qui vivent ensemble sur le même sol et qui jouissent ensemble de la richesse du pays, en chargeant les uns de payer les impôts, en en exceptant les autres.

Dans le courant de notre thèse, nous enregistrons les plaintes qui ont été entendues aux Conférences de Londres (1885), de Genève (1927), de Paris (1928 ; nous rencontrerons les protestations véhémentes de nos hommes

d'Etat les plus éminents et les plus compétents, comme Sidky-Pacha, l'ancien ministre des Finances ; nous indiquerons les efforts patients du Gouvernement, ses Notes aux Puissances, ses enquêtes, ses pourparlers décisifs, espérons-le, en vertu du Traité d'Alliance avec l'Angleterre ; ce traité peut, une fois signé, amener la solution en quelques mois.

Le nœud de la question, c'est l'abrogation des Capitulations, c'est-à-dire des privilèges accordés aux étrangers, au détriment des nationaux.

*
* *

Une réforme des impôts s'impose : laquelle ? Quels impôts faut-il introduire en Egypte, pour qu'ils soient justes et tolérés ? Quels impôts conviennent à ses mœurs, à sa production, à sa capacité ?

L'impôt est *territorial*, c'est-à-dire qu'il doit être payé par tous ceux qui habitent un territoire déterminé. Et cela, parce que l'impôt paie les services publics, dont chaque résident profite.

Vauban écrivait : « D'autant plus qu'une personne est élevée au-dessus des autres par sa naissance ou par sa dignité, et qu'elle possède de plus grands biens, d'autant plus a-t-elle besoin de la protection de l'Etat et a-t-elle intérêt à subvenir à son entretien. Tous doivent se faire honneur et plaisir de contribuer aux besoins de l'Etat, à sa conservation, à son agrandissement et à tout ce qui peut l'honorer et le maintenir ».

L'impôt doit *peser également sur tous*, c'est-à-dire être

plus léger pour les épaules faibles, plus lourd pour les épaules solides. L'impôt par suite doit être proportionnel ou progressif.

Condorcet donnait le 1^{er} juin 1793, de ces deux taux de l'impôt, la définition suivante : « L'impôt proportionnel est celui qui augmente dans la même raison que la valeur imposée. L'impôt progressif est celui qui augmente plus qu'en proportion de la valeur imposée ».

M. Levasseur disait dans son cours d'Economie politique : « On appelle impôt progressif celui qui est prélevé d'après un tarif d'autant plus élevé que les facultés des contribuables sont plus grandes ».

Et M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son *Traité de la science des Finances*, définit l'impôt progressif : « Celui qui prélève une quote-part d'autant plus grande du revenu de chaque citoyen que ce revenu est plus considérable ».

« L'impôt progressif, d'après M. Stourm, est celui dont le tarif s'élève au fur et à mesure que croissent les valeurs auxquelles il s'applique ».

Il nous faudra donc trouver des impôts qui comportent la juste proportionnalité et progressivité.

L'impôt doit être *multiple*. Dans un pays où il n'existerait qu'un seul impôt, la charge serait sentie trop lourdement et la perception en serait très difficile. Une note à payer paraît moins forte, si elle est fractionnée, échelonnée, si elle porte sur des matières différentes, surtout si on la paie sans le savoir. De là les deux espèces d'impôts, qu'on rencontre partout : les *directs*, sur les revenus, réels ou supposés, les *indirects*, sur la consommation.

L'impôt direct doit *porter sur le revenu*, et non sur le

capital, en règle générale, du moins. M. ALLIX (1) a écrit textuellement : « Un grand principe domine la théorie de l'impôt ; quelle que soit son assiette, qu'il soit levé sur les consommations ou sur la situation de fortune, il ne doit être pris que sur le revenu des contribuables. Par le fait qu'il est un prélèvement qui se renouvelle, il ne doit être fourni que sur des richesses qui se renouvellent aussi, sans quoi la fortune nationale diminuerait ».

L'impôt sur les revenus sera une innovation dans notre législation fiscale ; notre thèse va être consacrée à la possibilité d'introduire chez nous l'impôt sur les revenus industriels et commerciaux, et sur ses modalités. L'innovation devra être prudente et sage.

Quels sont les impôts qui respectent le mieux ces principes fondamentaux ? Les impôts *directs*, ou les *indirects* ? Parmi ces impôts, lesquels ? Pas tous, sans doute. Ce qui réussit dans un pays pourrait échouer dans un autre. Dès maintenant, nous pensons qu'un impôt direct est parfaitement possible sur le commerce et l'industrie, sous la forme de la patente, et que l'impôt indirect, sur la consommation, mais payé par l'industriel ou le commerçant, sur le chiffre d'affaires, sera tout aussi acceptable par les Egyptiens que la patente.

*
* *

Mais, avec quelle prudence, avec quelle modération devra se conduire le législateur : que d'écueils à éviter,

(1) ALLIX. — *Traité élémentaire de science et de législation financière*, 5^e édition, p. 436.

surtout quand il s'agit d'impôts, d'une chose qui, par elle-même est une gêne, une charge pénible pour tout le monde ! Il faudra faire un choix, et appliquer avec précaution et comme en tâtonnant, en essayant, les modalités les plus légères, les moins gênantes.

Signalons quelques dangers, dont il faudra se garder.

On croit trop que le principe de la progressivité est *absolu*, alors qu'il comporte des limites.

La proportionnalité simple est un principe qui ne manque pas de justice. M. Thiers l'a parfaitement montré ; la progressivité, mal comprise, comporte une part appréciable d'arbitraire et de partialité. Stuart Mill n'admet que l'abattement à la base ; cette opinion est peut-être excessive, mais il est bon d'y songer toujours, si l'on veut rester dans la mesure juste. Insistons un peu sur cette idée de Stuart Mill, que la théorie du minimum contient toute la portion de vérité que contient la progressivité : disons seulement « presque toute ».

« En partant du principe que l'on doit demander à chaque individu un sacrifice égal, nous avons à rechercher si ce principe serait appliqué dans le cas où chacun donnerait la même proportion pour cent de ses revenus. Un grand nombre de personnes soutiennent que non, disant que celui qui donne le dixième d'un petit revenu, se prive plus que celui qui donne le dixième d'un gros revenu : c'est sur cette assertion qu'est fondée l'idée très répandue de l'impôt progressif, c'est-à-dire d'un impôt du revenu dont le taux pour cent s'élève à mesure qu'il s'applique à des revenus plus considérables.

« A bien examiner la question, il me semble que la por-

tion de vérité que contient cette doctrine tient principalement à la différence d'une taxe dont le montant peut être économisé sur des consommations de luxe, et d'une taxe qui diminue si peu que ce soit les consommations nécessaires à la vie. Si l'on prend 1.000 livres par an à celui qui en a 10.000 de revenu, on ne le prive de rien qui soit réellement nécessaire pour soutenir son existence, ou même pour la rendre agréable, et si l'on demande 5 livres à celui dont le revenu est de 50, on lui impose un sacrifice non seulement plus grand, mais qui ne peut en aucune façon être comparé au premier. La manière de compenser ces inégalités qui semble la plus équitable est celle que propose Bentham, et qui consiste à dispenser de l'impôt un minimum de revenu suffisant pour procurer à celui qui le possède les choses nécessaires à la vie. Supposez que 50 livres (1250 francs) suffisent à pourvoir aux besoins des personnes qui vivent ordinairement sur un revenu, de façon à ce qu'elles aient ce qui leur est nécessaire pour vivre et se bien porter, se défendre contre les souffrances physiques ordinaires, sans pouvoir se procurer une petite douceur. Alors on prendrait cette somme comme minimum et les revenus qui la dépasseraient seraient soumis à l'impôt, non pour la totalité, mais pour la somme qui dépasserait le minimum. Si la taxe était de 10 %, un revenu de 60 livres serait considéré comme un revenu de 10 livres et imposé à une livre par an, et un revenu de 1.000 livres serait imposé sur 950. En ce cas, chacun paierait un impôt proportionnel, non à son revenu, mais à son superflu. Tout revenu de 50 livres et au-dessous serait exempt d'impôt sous la forme de taxe sur les objets de

première nécessité ; comme d'après notre hypothèse, c'est le revenu le plus médiocre que puisse obtenir le travail, le Gouvernement ne doit pas chercher à le réduire ».

Nous avons insisté, parce que nous allons rencontrer la progressivité partout, dans les patentes, comme dans le chiffre d'affaires, comme dans les objets de luxe, et que nous ferons bien de ne pas imiter les législations qui se proposent de frapper la grande richesse et le grand commerce, d'empêcher leur développement, plutôt que d'établir des impôts ; des théories économiques ne sont pas toujours transportables dans la législation fiscale. De la progressivité, — c'est Stuart Mill qui a raison, — il faut savoir appliquer le minimum, l'abattement, le taux dégressif, régressif, plutôt que progressif, afin de ne pas se laisser tenter par une fiscalité excessive.

Voici un second écueil : ce serait de redouter les impôts de consommation. Depuis les théories socialistes du milieu du xix^e siècle en France et en Belgique, les impôts de consommation sont considérés comme antidémocratiques, comme pesant sur le pauvre plus que sur le riche, comme augmentant le coût de la vie matérielle ; ces reproches sont mérités pour une part ; mais aucun impôt n'est sans reproche ; toute la question est de savoir s'il est tolérable, peu sensible, tout en restant juste. L'impôt de consommation reste juste, quand il est plus lourd sur les objets de luxe, quand il ne frappe pas les choses rigoureusement nécessaires à la vie, ou quand il est réduit sur certaines denrées ; il comporte, comme l'impôt direct, des modalités sous lesquelles il garde sa justice et sa modération.

L'éminent professeur ALLIX (2) a bien fait ressortir les qualités des impôts de consommation. Ils se fractionnent pour l'acheteur, en une infinité de petits versements journaliers. L'impôt est amalgamé dans le prix de vente du produit taxé et s'y dissimule. Les taxes de consommation évitent les contacts directs entre le fisc et la masse des consommateurs ; ce sont les commerçants qui sont les collecteurs de l'impôt. Le rendement est immédiat. Ces taxes sont invisibles et frappent tout le monde, sans privilèges personnels. Elles sont impropor­tionnelles, et frappent le pauvre, comme le riche, quelquefois plus que le riche, en ce qui concerne les objets de première nécessité ; mais ce défaut des Contributions indirectes est compensé par la proportionnalité et la progressivité dans les Contributions directes.

M. ALLIX déclare, avec l'autorité de sa science et de son expérience, qu'un bon système fiscal associe les impôts directs et les taxes de consommation, et c'est là toute la vérité.

« (3) Associés, ils combinent leurs avantages et compensent leurs défauts respectifs... Les impôts indirects sont mieux tolérés par le contribuable... Les taxes de consommation font participer aux charges publiques les petits revenus, qui, en matière d'impôts directs, bénéficient généralement d'immunités excessives.

En France, à peu près les deux tiers des revenus privés

(2) *Les Contributions Indirectes*. — ALLIX et LECERCLÉ. Rousseau, 1929, p. 53.

(3) ALLIX et LECERCLÉ. — *Les Contributions Indirectes*, p. 59.

ne paient pas de contributions directes, et les quatre cinquièmes des revenus privés échappent à l'impôt général, qui est à peu près exclusivement supporté par 100.000 contribuables.

Les revenus inférieurs ne subissent que l'impôt indirect, tandis que les revenus plus élevés supportent la charge additionnée des impôts directs et des impôts indirects... Comme les impôts directs admettent l'application de tarifs progressifs, cette progressivité inflige aux gros revenus une surcharge qui compense l'improportionnalité dont les revenus moins élevés souffrent, en matière de taxes de consommation ».

Et le savant professeur indique pourquoi les différents pays doivent, selon leur situation économique, doser l'emploi simultané de ces deux sortes d'impôts : « Un pays, comme la France, où la fortune est extrêmement divisée et où les petits revenus ménagés par les exemptions à la base et les tarifs progressifs sont la majorité, ne peut évidemment demander à l'impôt direct autant qu'un pays à fortunes concentrées comme l'Angleterre, et il est obligé de recourir dans une plus large mesure aux impôts de consommation ».

Le Gouvernement égyptien, sur la répartition des fortunes, est suffisamment renseigné, pour être en mesure de doser justement les impôts directs et indirects.

Au fond, nous exprimons ici la même idée que nous reprenons dans Stuart Mill : il est bon de ne pas trop frapper le riche, et de ne pas trop peu frapper le pauvre ; on a trop oublié que chacun doit être intéressé à la marche de son pays, ne fût-ce que par une contribution rela-

tivement faible ; le mot *contribution* est le mot juste, et la contribution doit être fournie par tous ; la démagogie est si près de la démocratie !

Un troisième écueil serait de mettre aux droits de douane ce qui doit être mis aux droits sur la consommation ; il faut concilier les droits de douane et les droits d'accise.

Exemple : le Comité égyptien des tarifs douaniers se proposait, écrit le rapporteur du Conseil économique... 4°) la modération dans l'établissement des droits frappant les articles consommés par la grande majorité de la population ; 5° le relèvement des droits pour les articles somptuaires.

Les droits de douane étant imposés très faiblement sur les articles du n° 4, ne valait-il pas mieux établir à l'intérieur des droits de consommation ? L'entrée de ces marchandises en Egypte en eût été favorisée. N'y aurait-il pas là une révision à faire, si l'Egypte prend son parti de subir quelques impôts de consommation ?

L'Egypte ne produit pas d'objets de luxe. Si les droits de douane sur les articles du n° 5 étaient modérés, n'était-ce pas en faciliter l'entrée en Egypte, et en même temps se réserver la facilité de les frapper d'un droit somptuaire de consommation ? Là encore, il y aura peut-être une révision de tarifs.

Par ces deux exemples, nous voulons montrer qu'on peut établir des impôts indirects, dans des pays à douane, sans que le coût des produits en soit augmenté.

Nous prions que l'on ne nous considère pas comme un rétrograde, si nous soutenons que la déclaration directe du revenu par le contribuable n'est pas sans mériter de gra-

ves reproches ; ces déclarations sont-elles *sincères* ? Le bon citoyen ne paie-t-il pas pour le mauvais ? Ces déclarations ne livrent-elles pas tous les secrets de l'homme et de la famille aux agents du fisc et à d'autres personnes, à la suite d'indiscrétions inévitables ? Si le contrôle de l'administration était efficace, ne devrait-il pas être redoutable par ses sanctions et par ses moyens d'investigation ? Oui, la déclaration directe du revenu réel serait le procédé le meilleur, si elle était la déclaration *sincère* du revenu réel ; or, c'est une question de savoir si, dans beaucoup de cas, l'estimation des revenus n'est pas plus près de la vérité, quand elle est faite sur les signes extérieurs, que la déclaration mensongère d'un contribuable indélicat ; il y a un paradoxe qui n'est qu'apparent, quand on ne se cache pas à soi-même cette vérité journalière, que presque tous les contribuables dissimulent le chiffre réel de leurs revenus. Alors, pourquoi l'inquisition ? Pourquoi la recherche dans l'impôt d'une justice qui est inaccessible, étant donné la nature humaine et la nature des choses ? N'est-ce pas oublier ce sage proverbe : « Le mieux est l'ennemi du bien » ?

La patente ne faisait pas peur aux commerçants, le chiffre d'affaires n'a soulevé aucune colère, aucune résistance.

Nous prions également qu'on ne nous considère pas comme des amis des privilèges, parce que nous ne proposerons pas de frapper les bénéfices agricoles, même à la patente : l'Egypte est dans cette situation spéciale, que la terre est déjà lourdement chargée, et qu'il faudra d'abord la dégrever de l'impôt foncier ou d'une partie de cet impôt, si l'on veut l'atteindre en tant que source de revenus soumis eux-mêmes à l'impôt.

Quel est le plan de notre travail ?

PREMIÈRE PARTIE. — *La législation fiscale, en général, sur le commerce et l'industrie.*

Notre but est de proposer à l'Egypte deux types d'impôts nouveaux, sur le commerce et l'industrie.

Notre première recherche ne peut que porter sur les impôts *possibles* en la matière, et sur les *applications* qui en ont été faites dans la législation fiscale des autres pays ; nous avons choisi les lois françaises, plus particulièrement.

Mais nous ne recommandons pas une imitation exacte, servile, loin de là ; nous ne faisons que des suggestions ; nous proposons des exemples. Aussi nous étudierons les règles positives des textes législatifs, français ou autres, sans nous astreindre à être complet ; nous chercherons plutôt à dégager les principes, les règles les plus générales, et non les détails, à moins que les détails ne soient eux-mêmes des suggestions utiles.

Quels sont les impôts possibles sur le commerce et l'industrie ?

Demandons-le au Traité de *Science financière* de l'éminent professeur, M. ALLIX :

« L'impôt sur les revenus proportionnels existe dans la législation fiscale de presque tous les pays. On a, pour l'établir, le choix entre divers moyens. On peut d'abord recourir à un ensemble de signes extérieurs et de présomptions diverses qui permettront de supputer l'importance

respective des bénéfices des contribuables. C'est celui qui était appliqué par notre ancien impôt *des patentes*.

Un autre système consiste à déterminer la consistance réelle des *bénéfices nets* du commerce et de l'industrie, en ayant recours, pour les connaître, aux déclarations des assujettis ou aux enquêtes de l'administration. L'inconvénient de cette méthode, c'est la possibilité des dissimulations, et, d'autre part, son caractère inquisitorial, qui, en France, à tort ou à raison, lui attire beaucoup d'adversaires.

On peut enfin adopter un procédé moins radical, en percevant l'impôt sur les *bénéfices bruts* ou sur le *chiffre d'affaires*.

Proposé en France, après la guerre de 1870, il n'échoua qu'à une faible minorité. L'avantage de cette méthode est que, pour les contribuables eux-mêmes, le chiffre d'affaires est plus facile à connaître, et, par conséquent, à indiquer au fisc que le chiffre du profit net qu'il est parfois assez difficile de dégager exactement de la comptabilité ; en second lieu, la publication du chiffre d'affaires n'éveille pas les mêmes susceptibilités chez le commerçant ou chez l'industriel que celle des bénéfices nets, qu'il peut craindre de voir divulguer à ses concurrents. Il y a toutefois une objection grave : c'est que le chiffre d'affaires ne peut donner lieu directement à aucune présomption légitime sur le chiffre réel des bénéfices. Dans les industries de luxe, par exemple, de gros bénéfices peuvent être réalisés avec un chiffre d'affaires modique, tandis qu'au contraire, dans les industries courantes, le principe est de vendre à petit bénéfice et de vendre beaucoup. Aussi, une

taxe sur le chiffre d'affaires ne se conçoit guère rationnellement, que comme une taxe sur les ventes, destinée à jouer le rôle d'impôt général sur les transactions ou les consommations. C'est en effet le caractère de notre taxe sur le chiffre d'affaires de la loi du 25 juin 1920.

Il y a cependant un moyen d'utiliser le chiffre d'affaires comme signe extérieur du bénéfice réalisé ; c'est de l'interpréter en le divisant par des coefficients appropriés et variables pour chaque nature de profession. On posera en principe, après s'être éclairé par des enquêtes, que le bénéfice habituel et moyen représente, dans telle profession, telle fraction du chiffre d'affaires, et telle fraction dans telle autre profession. Il va de soi que ce procédé, comme tous les procédés forfaitaires, n'aboutit qu'à des approximations plus ou moins lâches.

On verra que pour la taxation des revenus professionnels, notre loi du 31 juillet 1917 a adopté le principe de la déclaration, et qu'elle admettait, à titre subsidiaire, celui du forfait basé sur le chiffre d'affaires. »

Lisons attentivement ce résumé substantiel, et nous y trouverons notre plan tout fait.

Nous plaçons en premier lieu l'impôt sur les revenus commerciaux et industriels, avec la déclaration directe du revenu réel ; ce procédé semble l'idéal des législateurs contemporains ; les bénéfices commerciaux et industriels sont une cédule spéciale de l'impôt sur les revenus et sur le revenu.

Dans un second chapitre, nous étudierons la patente, en tant qu'elle est un impôt sur les revenus, mais sur les revenus supposés, tel qu'on peut les deviner d'après les

signes extérieurs comme la valeur locative, la nature de la profession, l'importance du pays où elle est exercée.

L'impôt sur les revenus industriels et commerciaux calculés sur la *production moyenne* de chaque commerce et de chaque industrie, eût constitué en France un grand progrès déjà, en 1907 ; la France n'en a pas fait l'expérience, mais l'Alsace-Lorraine s'en trouvait très bien. Le *chiffre d'affaires* une fois donné, le calcul du revenu imposable n'était plus que la plus simple des opérations d'arithmétique. Nous examinerons cette forme d'impôt sur le revenu par la méthode indiciaire, car elle nous paraît, sinon la plus parfaite, du moins, la forme la plus acceptable pour l'Égypte, le jour où elle accueillera l'impôt sur les revenus et le revenu, comme impôt unique, remplaçant tous les autres, en particulier la patente.

Un impôt sur le chiffre d'affaires lui-même, et non plus comme indice de revenu, est possible ; la France l'applique. C'est plutôt une taxe de consommation qu'un impôt direct sur le commerce et l'industrie. mais c'est le commerçant et l'industriel qui le paient, sauf, pour eux, à en récupérer le montant sur les acheteurs. Cet impôt, cette taxe, comme l'on voudra, présente de tels avantages, surtout quand il porte sur le luxe, que nous l'examinerons avec assez de détails.

Enfin, pour terminer cette première partie, nous verrons où nous en sommes en Égypte, ce que nous avons comme impôts, et, par suite, le champ qui nous resterait à parcourir, si nous voulions les établir tous. Que les contribuables égyptiens se rassurent ; nous n'en accepterons que deux, l'un direct, la patente, l'autre indirect, la taxe sur le chiffre d'affaires.

DEUXIÈME PARTIE. — *Une législation fiscale est-elle possible en Egypte, au point de vue international ?*

L'Egypte n'est malheureusement pas une Nation souveraine et indépendante, comme les autres ; elle est sous un régime d'exception, le régime des Capitulations, en vertu duquel elle ne peut établir d'impôt nouveau qui atteindrait les étrangers, en même temps que les nationaux.

La Conférence de Londres a porté une première atteinte à ce principe, qui n'en est pas un et qui n'est pas un droit ; c'est un principe auquel les étrangers ont pris l'habitude de croire. Aux Conférences de Genève et de Paris, le Gouvernement égyptien s'est fait entendre et a posé solennellement la question. Nous analyserons rapidement ces Conférences.

Quand l'Egypte était sous le régime du Protectorat de l'Angleterre, de 1914 à 1922, le Gouvernement anglais avait intérêt à supprimer les Capitulations, afin d'avoir les mains libres dans l'administration intérieure de l'Egypte ; lord Cromer, en 1906, particulièrement, lord Milner, en 1920, en ont officiellement réclamé l'abrogation. L'Angleterre n'a pas renié sa tradition ; dans ses projets d'accord avec l'Egypte, elle propose de l'aider à obtenir des Puissances la disparition des Capitulations. L'étude de ces projets est du plus haut intérêt, car l'Angleterre est une Puissance de premier ordre ; la Guerre de 1914 l'a rapprochée fortement de la France ; de ce côté, nous sommes sûrs de réussir.

Mais, chose curieuse, les Capitulations, dont on parle tant, sont peu connues telles qu'elles sont ; nous publie-

rons en annexe le texte du traité français de 1740. Les Capitulations ne sont pas des droits ; elles avaient des raisons qu'elles n'ont plus ; même si elles étaient des droits, ces droits seraient en conflit avec les droits actuels très supérieurs. L'Egypte est aujourd'hui souveraine et indépendante.

En attendant que se terminent les pourparlers diplomatiques en vue de l'abrogation des Capitulations, existe-t-il, dans l'organisation législative actuelle de l'Egypte, un organisme, reconnu déjà comme autorisé par les Puissances capitulaires, et compétent pour soumettre au Parlement égyptien des lois fiscales, contre lesquelles les Puissances capitulaires seraient gênées pour protester et s'insurger ? Nous exposerons les pouvoirs de l'Assemblée générale des Tribunaux mixtes, et nous montrerons quel pourrait être son rôle pour l'élaboration rapide de projets de lois.

TROISIÈME PARTIE. — *Projets de législation fiscale sur le commerce et l'industrie, en Egypte.*

L'Egypte peut supporter des impôts nouveaux, au point de vue économique ; la charge fiscale actuelle est beaucoup moins lourde dans notre pays que dans les autres pays du monde. On peut y introduire la patente et la taxe sur le chiffre d'affaires, sous certaines modalités, à certaines conditions, évidemment ; ces deux impôts, l'un direct, l'autre sur la consommation, se complèteraient ; la taxe sur le chiffre d'affaires est d'une application plus simple que la patente ; celle-ci pourrait être simplifiée et

n'être à peu près que ce qu'elle était dans le projet de 1890 ; l'étude assez détaillée de cette loi inappliquée est intéressante ; nous publierons le texte intégral de cette loi en annexe.

L'impôt sur le revenu réel et déclaré, à la manière française, ne peut être acclimaté, pour le moment, en Egypte. Mais, avec le temps, avec l'habitude de l'impôt, notre pays voudra peut-être suivre les autres, et réaliser cette forme d'imposition sur le revenu et les revenus. Nous pensons pourtant qu'une étape s'imposera, celle de l'impôt cédulaire sur les revenus supposés, mais le plus exactement possible d'après la productivité moyenne et le chiffre d'affaires. Nous avons besoin de statistiques et de renseignements économiques : n'est-ce pas l'occasion de faire, comme en Alsace-Lorraine, une enquête minutieuse, désintéressée, sans préoccupation pratique, immédiate, sur l'industrie, et le commerce en Egypte et sur la productivité moyenne ?

Nous consacrerons notre dernier chapitre à l'étude sommaire du nouveau tarif douanier et des lois de février 1930. Les impôts directs, les impôts de consommation, les droits de douane, forment un système dont toutes les parties sont liées et interdépendantes.

Pour parcourir notre question d'un bout à l'autre, la route eût été trop longue, et l'effort trop au-dessus de nos forces. Nous nous sommes bornés à une esquisse, bien plus que nous n'avons fait un travail complet. Mais nous avons présenté le problème dans son ensemble. M. Allix,

notre maître, le professeur éminent de la Faculté de droit de Paris, a pensé que le sujet traité sous cette forme serait d'un grand intérêt et jetterait des lueurs sur tous les points du problème. Tout en travaillant, nous sentions derrière nous ce bon maître, à qui tant d'élèves doivent déjà une juste reconnaissance. A notre tour, nous lui présentons l'hommage de notre respectueuse gratitude.

PREMIÈRE PARTIE

La législation fiscale, en général,
sur le commerce et l'industrie,
dans les pays étrangers, en France plus particulièrement.

CHAPITRE PREMIER

L'IMPÔT SUR LES REVENUS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE AVEC LA DÉCLARATION PERSONNELLE DU REVENU RÉEL

Certains pays connaissent l'impôt sur *le revenu ou sur les revenus* ; les revenus du commerce et de l'industrie y trouvent leur place.

En France, ils rentrent dans les cédules 4^e, 5^e, 6^e (bénéfices de l'exploitation minière, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices de l'exploitation agricole).

En Angleterre, ils rentrent dans la cédule D. de « *l'Income-tax* ».

En Italie, il existe un impôt général sur la *richesse mobilière*. Les produits de l'industrie et du commerce rentrent dans la cédule B de cette taxe générale, et ceux des professions manuelles, dans la cédule C.

En Espagne, la loi du 27 mars 1900 a importé l'impôt italien sur les revenus mobiliers, presque tel quel.

En Autriche, la loi du 25 octobre 1896 porte sur *quatre*

espèces de revenus : l'impôt général sur l'industrie, l'impôt spécial sur les catégories soumises à un compte rendu public, l'impôt sur les intérêts, l'impôt personnel sur les revenus et les traitements.

EN FRANCE

M. le professeur Allix recommande de ne prendre l'impôt que sur le revenu du contribuable, car « par le fait qu'il est un prélèvement qui se renouvelle, il ne doit être fourni que sur les richesses qui se renouvellent aussi, sans quoi la fortune nationale diminuerait ». La France, dans son bon sens, a frappé *le revenu* et non le capital.

Elle a substitué, en principe, le système de *la constatation directe* au système des signes extérieurs. Elle a préféré *l'impôt personnel*, « celui qui vise les biens, mais en tenant compte du contribuable qui en jouit et du degré d'aisance qu'ils lui procurent » (1) à l'impôt réel, « celui qui s'attaque à la matière imposable sans tenir compte de la personne du contribuable, de sa situation ou de son degré d'aisance ». Elle a tenu compte de la qualité et de l'origine des revenus imposables. Elle les a distingués pour leur appliquer des taux et des traitements fiscaux différents. Elle a combiné l'impôt cédulaire, système anglais, et l'impôt global, système prussien, en créant les impôts cédulaires sur les revenus et l'impôt complémentaire sur le revenu. Elle a appliqué le principe de la progressivité, de la dégressivité, des abattements à la base, des tranches. Elle a renoncé à la répartition, pour s'en tenir à la *quotité*.

(1) DOUMER. — Exposé des Motifs du budget de 1897.

Trois lois essentielles ont établi l'impôt sur le revenu en France : *la loi du 29 mars 1914*, qui réforma l'impôt foncier et reporta sur les valeurs mobilières une partie des charges qui pesaient sur la terre ; *la loi du 15 juillet 1914*, qui établit l'impôt sur le revenu global et complémentaire ; *la loi du 31 juillet 1917*, qui compléta l'ensemble de la réforme.

Ce qui nous intéresse dans notre thèse, ce sont les cédules qui visent le travail, l'industrie et le commerce, les impôts sur les revenus professionnels (4, 5, 6, 7, 8).

En France, ceux qui sont imposables, et la plupart de ceux qui ne le sont pas, doivent faire leur déclaration avant le 1^{er} avril de chaque année.

Les modèles imprimés de déclaration portent :

Premier paragraphe : le nom, les prénoms et la profession ou qualité du déclarant ;

Deuxième paragraphe : la situation et les charges de famille ;

Troisième paragraphe : les membres de la famille du déclarant, dont celui-ci entend ne pas totaliser les revenus avec les siens pour l'établissement de l'impôt ;

Cinquième paragraphe : les intérêts des dettes contractées ou arrérages de rentes payées à titre obligatoire ;

Sixième paragraphe : les contributions directes et taxes assimilées ;

Septième paragraphe : les pertes résultant d'un déficit d'exploitation ;

Huitième paragraphe : la récapitulation, le total des revenus, le total des charges à déduire et ainsi le revenu net global.

Au paragraphe « 4 » sont mentionnées les différentes catégories de revenus, les bénéfices industriels, commerciaux, agricoles, occupent les n^{os} 4, 5, 6. Donnons le tableau à remplir par le contribuable dans sa déclaration.

IV. Revenus nets des diverses catégories

L'indication DÉTAILLÉE des revenus par catégorie est obligatoire

CATÉGORIES DE REVENUS 1	MONTANT DES REVENUS NETS. 2
A. REVENUS ENCAISSÉS EN FRANCE (et, s'il y a lieu en Algérie, et aux colonies) :	francs
1^a — Revenus des propriétés foncières bâties :	
Revenu net.....	
ou bien :	
Revenu net servant de base à la contribution foncière ..	
2^c — Revenus des propriétés foncières non bâties :	
Revenu réel	
ou bien	
Revenu net servant de base à la contribution foncière ..	
3^e — Revenus des valeurs et capitaux mobiliers :	
a) — Revenus des valeurs mobilières	
b) — Intérêts des créances, dépôts et cautionnements	
4^e — Bénéfices de l'exploitation minière. , ...	
5^e — Bénéfices industriels et commerciaux :	
Bénéfice réel de l'exercice précédent.....	
OU BIEN, SI LE BÉNÉFICE RÉEL N'EXCÈDE PAS 50.000 FRANCS :	
Bénéfice moyen de la catégorie dans laquelle le déclarant s'est rangé en vue du calcul de l'impôt cédulaire.....	
6^e — Bénéfices de l'exploitation agricole :	
Bénéfice réel	
ou bien	
Bénéfice forfaitaire	
7^e — Traitements publics et privés, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères :	
a) — Traitement ou } du chef de famille.....	
salaire net } des autres membres de la famille...	
b) — Pensions et rentes viagères	
8^e — Bénéfices des professions non commerciales :	
a) — Charges et offices.....	
b) — Professions libérales	
c) — Occupations ou exploitations lucratives nom dénommées ci-dessus (<i>en indiquer la nature</i>).	
B. REVENUS ENCAISSÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT A L'ÉTRANGER	
Enumérer ces revenus par catégories, suivant l'ordre ci-dessus (revenus fonciers, mobiliers, industriels, commerciaux, agricoles, etc.) {	
.....	
.....	
.....	
Total du Paragraphe IV.....	

L'Administration des Finances a fait établir un modèle de déclaration pour les bénéfices industriels et commerciaux.

Elle est plus claire que toutes les analyses que nous pourrions faire.

Département
.....
Commune ou ville
.....

IMPOT

SUR LES

BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

ANNÉE 19.....

(Bénéfices de l'année précédente ou de l'exercice précédent)

Modèle A
Division de contrôle
.....
Date de réception
.....
Date d'envoi de l'accusé de réception
.....

DÉCLARATION

A PRODUIRE AVANT LE 1^{er} MARS DE CHAQUE ANNÉE

(Voir au verso la désignation du fonctionnaire à qui doit être adressée la présente déclaration).

NOTA. — Le délai de déclaration est étendu jusqu'au 31 mars pour les personnes ou sociétés qui, au cours de l'année antérieure à celle de l'imposition ont clos leur exercice comptable pendant le mois de décembre et qui sont tenues ou qui prennent l'engagement de communiquer leur comptabilité à l'appui de leur déclaration. (Lois codifiées par le décret du 15 octobre 1926, article 8).

Nom et prénoms de l'exploitant ou
raison sociale de l'entreprise :

Nature de l'industrie,
du commerce ou de la profession :

Siège de la direction de l'entreprise ou
lieu du principal établissement :

Lieu du domicile de l'exploitant
et, dans le cas de société, nom, prénoms
et domicile de chacun des associés :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Voir

**Si votre
BÉNÉFICE NET
DÉPASSE
50.000 FRANCS**

Remplissez le cadre ci-contre et joignez, soit un résumé de votre compte de profits et pertes, soit un état de vos bénéfices.

BÉNÉFICE NET de l'année 19.....
ou de l'exercice s'étendant
du 19..... au 19..... } francs

CI-JOINT (1) : { Un résumé du compte de profits et pertes.
Un état des bénéfices.

....., le 19.....

Signature,

(1) Rayer la mention inutile

au

**Si votre
BÉNÉFICE NET
NE DÉPASSE PAS
50.000 FRANCS**

Indiquez ci-contre soit la catégorie dans laquelle vous devez être rangé pour le calcul de l'impôt (A), soit le chiffre de votre bénéfice (B).

BÉNÉFICE NET de l'année 19..... ou de l'exercice s'étendant
du 19..... au 19.....

A. compris dans la catégorie de fr. à fr.

ou

B. s'élevant à francs.

....., le 19.....

Signature,

Verso

Observations Générales

I. — Le bénéfice soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est le **bénéfice net**, après déduction de toutes charges, y compris la valeur locative des immeubles affectés à l'exploitation et les amortissements généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie ou de commerce. (Lois codifiées : Décret du 15 octobre 1926, art. 4).

II. — Lorsque le bénéfice net **n'excède pas 50.000 francs**, le contribuable peut se borner à indiquer dans sa déclaration celle des catégories prévues par la loi (*voir ci-après*) dans laquelle il doit être rangé pour le calcul de l'impôt. (Lois codifiées : Décret du 15 octobre 1926, art. 9).

III. — Lorsque le bénéfice net **excède 50.000 francs**, le contribuable est tenu de fournir, en même temps que sa déclaration, un résumé de son compte de profits et pertes ou un état de ses bénéfices et de représenter, à toute réquisition du contrôleur, tous documents comptables de nature à justifier la sincérité de sa déclaration.

La même obligation incombe, quel que soit le chiffre de leurs bénéfices, aux sociétés qui sont soumises au droit de communication des agents de l'Enregistrement. (*Sociétés anonymes, sociétés en commandite par actions, sociétés à responsabilité limitée, sociétés quelconques exerçant un commerce de banque, sociétés de toute nature se livrant à des opérations d'intermédiaire pour l'achat ou la vente des immeubles ou des fonds de commerce, ou qui, habituellement, achètent en leur nom les mêmes biens dont elles deviennent propriétaires en vue de les revendre*). (Lois codifiées : Décret du 15 octobre 1926, art. 10 et 19).

IV. — En ce qui concerne les entreprises qui justifient de leurs résultats par la production d'une comptabilité régulière et complète, le déficit d'exploitation subi au cours d'un exercice **clos postérieurement au 1^{er} janvier 1928** est considéré comme une charge de l'exercice suivant et déduit du bénéfice réalisé pendant ce dernier exercice. Si ce bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est déduit des bénéfices réalisés pendant le deuxième exercice qui suit l'exercice déficitaire ; s'il existe un reliquat, il peut être reporté sur le troisième exercice. (Loi du 30 décembre 1928, art. 4).

Catégories de Bénéfices

BÉNÉFICE NET COMPRIS ENTRE :				BÉNÉFICE MOYEN DE LA CATÉGORIE (1).	
0	et	800	francs	400	francs
801	et	1.500	—	1.150	—
1.501	et	3.000	—	2.250	—
3.001	et	5.000	—	4.000	—
5.001	et	7.000	—	6.000	—
7.001	et	10.000	—	8.500	—
10.001	et	15.000	—	12.500	—
15.001	et	20.000	—	17.500	—
20.001	et	25.000	—	22.500	—
25.001	et	30.000	—	27.500	—
30.001	et	35.000	—	32.500	—
35.001	et	40.000	—	37.500	—
40.001	et	45.000	—	42.500	—
45.001	et	50.000	—	47.500	—

(1) Le bénéfice moyen doit être porté sur la déclaration relative à l'impôt général sur le revenu si le bénéfice réel n'y est pas indiqué.

La présente déclaration, dont il sera accusé réception, doit être adressée sous pli affranchi au *Contrôleur des Contributions directes* de la commune où l'entreprise a le siège de sa direction, ou, si cette commune est rattachée, pour l'assiette de l'impôt, à un bureau d'Enregistrement au *Receveur-Contrôleur* de ce bureau.

Nous empruntons à M. le Professeur ALLIX l'énumération systématique des *assujettis*.

L'impôt (2) (3.200.000 au budget 1927) est dû sur les bénéfices réalisés en France :

1° Par toutes les personnes (personnes physiques ou Sociétés) qui exercent une profession commerciale au sens du code de commerce ;

2° Par toutes celles qui exercent une profession industrielle au sens technique du mot, même si cette profession a un caractère civil et non commercial ;

3° Par toutes personnes ou sociétés qui se livrent habituellement à des opérations immobilières. L'Administration, toutefois, considère comme imposables à cette cédule les professions qui, bien que n'étant pas commerciales au sens du code de commerce, sont analogues aux professions juridiquement commerciales (par exemple la profession de loueur en meublé).

En principe, les artisans et les faïonniers sont imposables à la cédule. La loi de 1917 se bornait à leur accorder une exemption d'impôt jusqu'à concurrence de 1.500 francs de bénéfice. Après la création de la taxe sur le chiffre d'affaires, par la loi du 25 juin 1920, taxe qui frappe les affaires de tous les contribuables cotisés à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux, on a estimé qu'il en résulterait pour les artisans et faïonniers une charge fiscale beaucoup trop lourde, étant donné qu'au point de vue économique et social, ils se rapprochent plus de la classe ouvrière que de la classe du chef d'entreprise. Aussi la loi du 30 juin 1923

(2) ALLIX. — *Tr. de Sc. Gén. fin.*, p. 554.

a-t-elle transféré la plupart d'entre eux de la cédule des bénéfices commerciaux à la cédule des traitements et salaires, ce qui les fait bénéficier d'un taux d'imposition moins élevé, et les exonère en même temps de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Jouissent de cette faveur, c'est-à-dire sont cotisés à la cédule des traitements et salaires et non à celle des bénéfices commerciaux :

1° Les façonniers, c'est-à-dire les ouvriers travaillant chez eux exclusivement pour le compte d'industriels ou commerçants, quand ils n'utilisent pas d'autre concours, soit en association, soit autrement, que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, habitant avec eux, d'un apprenti de moins de seize ans et d'un compagnon ;

2° Les artisans travaillant chez eux ou au dehors et qui n'utilisent pas d'autres concours que ceux qui viennent d'être énumérés ;

3° La veuve de l'ouvrier ou de l'artisan travaillant dans les mêmes conditions ;

4° Quelques autres professions modestes, comme marchands des quatre-saisons, mariniers et pêcheurs, chauffeurs ou cochers, propriétaires d'une et deux voitures.

Mais tous les façonniers et artisans qui ne remplissent pas ces conditions limitatives restent maintenus à la cédule des bénéfices commerciaux. »

L'impôt est perçu sur les *bénéfices de l'année précédente* ; tout commerçant ou industriel est imposable sur son bénéfice *réel*. Toutefois, pour les contribuables, dont les *bénéfices* de l'année n'excèdent pas 50.000 francs, ils sont

taxés, non sur le chiffre effectif, mais sur *l'ordre de grandeur* de leurs bénéfices rangée en un certain nombre de catégories.

Le bénéfice imposable est le bénéfice *net*.

Le contribuable qui n'a pas fait de déclaration en temps utile est taxé d'office avec une majoration de droits comme amende.

Les déclarations sont vérifiées par le contrôleur, mais cette vérification (3) est effectuée d'une façon très différente, suivant que le contribuable a moins ou plus de 50.000 francs de bénéfices. Au premier cas, le contrôleur ne peut exiger la production d'aucun document comptable et d'aucune pièce justificative. Il en est réduit à ses éléments personnels d'appréciation. Quant aux contribuables dont le bénéfice est supérieur à 50.000 francs, le contrôleur dispose à leur égard de plus larges pouvoirs d'investigation. Il peut prendre sur place connaissance de toute la comptabilité, des inventaires, bilans, etc. ; le résultat de cette vérification peut conduire le contrôleur à faire subir à la déclaration une rectification dont il est tenu d'aviser l'intéressé en lui donnant un délai de vingt jours pour faire parvenir son acceptation ou ses observations.

En cas de désaccord, la loi du 4 avril 1926 a introduit une procédure nouvelle, caractérisée par l'intervention, avant l'établissement du rôle, d'une Commission composée de commerçants et qui a un caractère consultatif.

Cette Commission, composée de cinq commerçants ou industriels désignés par la Chambre de commerce, siège au

(3) ALLIX. — *Pr. de Sc. fin.*, p. 559.

chef-lieu d'arrondissement. Elle peut être saisie, en cas de différend, soit par le contrôleur, soit par le contribuable. La Commission formule son avis écrit ; cet avis n'a d'autre effet que de fixer la position des parties au point de vue de la charge de la preuve, en cas d'instance contentieuse devant le Conseil de préfecture.

Ce sera, en effet, à celle des parties dont les prétentions ne sont pas conformes à l'avis de la Commission à fournir la preuve ; si, par exemple, la taxation du contrôleur est conforme à l'avis de la Commission, le contribuable ne pourra obtenir du Conseil de préfecture une réduction de sa cotisation qu'en prouvant le chiffre exact de ses bénéfices. C'est au contraire le contrôleur qui devra prouver le bien-fondé du forcément qu'il a fait subir à la déclaration, si l'avis de la Commission donne raison au contribuable. Au cas où l'avis de la Commission s'attache à un chiffre intermédiaire, ce sera au contribuable à prouver que ce chiffre est excessif et au contrôleur qu'il est insuffisant.

EN ANGLETERRE

Income-tax

L'income-tax a été créé par Pitt, en 1798, à titre d'impôt de guerre. Profondément modifié, d'abord en 1799, puis en 1803, et supprimé après le traité de 1815, il a été rétabli en 1842 par Sir Robert Peel, et a continué de fonctionner depuis lors sans interruption.

L'income-tax est général et porte : d'une part, sur tous les revenus ayant leurs sources sur le territoire du Royaume-

Uni ; d'autre part, sur tous les revenus ayant leurs sources à l'étranger et perçus par les personnes domiciliées ou résidant en Grande-Bretagne. Toutefois, ces revenus ne sont pas totalisés, ils sont, pour l'établissement de l'impôt, divisés en cinq cédules entièrement distinctes :

Cédule A. — Revenus et profits résultant de la propriété d'immeubles bâtis ou non bâtis.

Pour les revenus de la propriété non bâtie, l'income-tax n'est pas établi sur le revenu brut ; il y a lieu aux déductions suivantes :

1° La taxe du sol, si la terre est soumise à l'ancien land-tax

Cédule B. — Bénéfices des fermiers : ils sont parmi les plus difficiles à déterminer, non seulement pour le fisc, mais pour le contribuable, dépourvu, en général, d'une comptabilité même rudimentaire.

Le législateur anglais a tourné la difficulté par une présomption légale ; le bénéfice du fermier est sensé égal à la moitié des $\frac{7}{8}$ du fermage en Angleterre et au $\frac{1}{3}$ en Ecosse et en Irlande.

Cédule C. — Pensions, rentes viagères, intérêts et annuités servis par l'Etat ; arrérages des fonds publics anglais et étrangers: la perception se fait par voie de retenue. C'est la Banque d'Angleterre qui sert d'intermédiaire. De même qu'en Espagne, et dans quelques autres pays, les nationaux sont seuls taxés, les étrangers peuvent obtenir des restitutions de l'impôt perçu en observant certaines formalités assez compliquées et coûteuses.

Cédule D. — Revenus du commerce et de l'industrie, auxquels on assimile les bénéfices tirés des exercices des professions libérales ; les dividendes, coupons, intérêts et revenus divers, non spécifiés dans les autres cédules : C'est la partie de l'income-tax qui correspond à l'impôt des patentes, mais beaucoup plus étendu ; elle comprend, en définitive, tous les revenus professionnels, sauf les traitements et salaires, classés dans la cédule suivante.

L'imposition est établie sur la moyenne des bénéfices des trois dernières années

La cédule D se divise en cinq cases :

- 1° Profits du commerce et de l'industrie ;
- 2° Revenus professionnels, mais non compris dans aucune autre cédule ;
- 3° Profits d'une valeur annuelle incertaine ;
- 4° et 5° Revenus venant du dehors.

Les revenus et dividendes des chemins de fer, mines, carrières, canaux, forges, etc..., bref, les revenus de tout ce que nous appelons valeurs mobilières sont classés dans cette cédule

Cédule E. — Traitements des employés: dans cette généralité rentrent les traitements des fonctionnaires civils et militaires, sociétés, compagnies, et annuités, pensions, salaires payés par la Couronne et par l'Etat, à l'exception des rentes taxées dans la cédule C. Comme dans la cédule C, l'impôt est établi sur la moyenne des trois dernières années ; le traitement imposable ne comprend, en déduction du trai-

tement brut, que les dépenses nécessitées totalement, exclusivement et nécessairement par le service et l'accomplissement de la fonction (voyages, entretien d'un cheval, etc.). L'impôt est avancé par le patron et retenu par lui au moment du paiement.

A la différence de l'impôt prussien sur le revenu, qui est uniquement perçu par voie de rôles nominatifs, l'impôt anglais est recouvré suivant un système mixte : au moyen de rôles, pour les cédules A, B et D ; par voie de retenues directes, en ce qui concerne les cédules C et E.

La détermination des revenus des cédules A et D est basée sur la déclaration des contribuables

Dans la cédule D, la déclaration, personnelle et directe, porte sur les bénéfices moyens des trois dernières années.

Il n'est pas tenu compte des charges de famille.

Le taux de l'income-tax est le même pour toutes les natures de revenus ; il est fixé chaque année ; avant la guerre de 1914, il était de 1 shilling par livre sterling de revenu, soit 5 %.

L'assiette de l'income-tax est confiée à des agents de deux sortes, les uns locaux, les autres dépendant du Gouvernement. Les commissaires de l'impôt foncier (nommés par le Parlement) choisissent des *commissaires de district*, ou commissaires généraux, lesquels à leur tour nomment des *commissaires adjoints*, chargés de l'imposition des revenus de la cédule D, un secrétaire-conseil, et, dans chaque paroisse ou groupe de paroisses, un ou plusieurs *assesseurs* (assessors).

A côté de ces agents purement locaux, se trouvent les commissaires spéciaux (commissaires du revenu intérieur ou fonctionnaires nommés par les commissaires du Trésor), les contrôleurs (surveyors) et les inspecteurs (inspectors). Les contrôleurs et les inspecteurs sont les véritables agents du Trésor, nommés et salariés par lui

Bien que l'impôt soit annuel, les revenus des cédules A et B sont évalués seulement tous les trois ans. D'autre part, les contribuables peuvent, pour les revenus de la cédule D, passer avec le Trésor une sorte d'abonnement triennal.

Les redevables, qui font des déclarations inexactes ou qui ne les produisent pas en temps utile, sont passibles d'une amende de 20 £ (500 francs), et d'un triple droit, ou d'une amende de 50 £ (1.250 francs), au gré des agents du Trésor. Lorsque les déclarations à fin d'exemption totale ou partielle ne sont pas reconnues exactes, le triple droit et l'amende de 20 £ sont également applicables.

Les contribuables qui se croient imposés à tort ou surtaxés peuvent réclamer dans les dix jours de la connaissance de leur imposition. Les réclamations sont examinées par les commissaires généraux qui entendent le réclamant, le contrôleur et l'inspecteur, et qui peuvent prononcer les réductions demandées s'il n'y a pas d'opposition des agents du Trésor.

Les commissaires spéciaux statuent en dernier ressort sur les réclamations motivées par des questions de fait.

Si le litige soulève une question de droit ou de principe, la décision des commissaires peut être attaquée devant les tribunaux ordinaires.

EN ESPAGNE

La contribution atteint :

1° Les revenus obtenus, sans le concours du capital, en récompense de services ou de travaux personnels.

2° Les produits du capital employé en vertu d'un contrat civil ou commercial.

3° Les revenus produits par le travail et le capital dans l'exercice d'industries non soumises à une autre forme d'impôt.

Sont soumises à l'impôt toutes les personnes naturelles ou juridiques, à raison des revenus obtenus sur le territoire espagnol ou payés en Espagne par des personnes ou établissements ayant leur domicile à l'étranger.

Revenus provenant du travail combiné avec le capital.

La cotisation est fixée à :

1° 15 % sur les revenus nets obtenus par les banques d'émission ou d'escompte.

2° 12 % sur les revenus nets des sociétés par actions autres que les sociétés minières et des sociétés anonymes qui exploitent des tramways ou toutes autres concessions à l'exception de celles des chemins de fer.

3° 7 % sur les revenus des sociétés anonymes de chemin de fer ou de navigation.

4° 6 % sur les revenus des sociétés de production et de consommation, à l'exception des sociétés coopératives de crédit, de production et de consommation des classes

ouvrières et sur les bénéfices nets des sociétés coopératives de crédit.

5° 2 % sur les primes des compagnies d'assurances dont l'objet est de réparer les dommages causés aux choses et aux propriétés.

6° ... centimes % sur les primes d'assurances : vie, accidents et transports.

Nous citons les pourcentages d'avant la guerre, notre intention n'est pas d'être exact sur ce point, mais d'appeler l'attention sur les six catégories de revenus distincts.

La contribution sera perçue, soit par voie de retenue directe ou indirecte, soit en vertu d'une liquidation établie d'après la déclaration faite sous serment par le contribuable.

L'Etat effectuera directement la retenue de l'impôt sur les intérêts de la dette, le traitement des fonctionnaires et les redevances ou droits payés par lui.

Les corporations ou compagnies l'effectueront directement sur les dividendes, intérêts, prêts hypothécaires, appointements, que les municipalités, compagnies ou particuliers allouent à leurs employés, et sur les émoluments payés aux artistes d'après les contrats et états d'émargement que les entrepreneurs seront tenus de produire.

Les directeurs des sociétés anonymes seront tenus de produire le procès-verbal des assemblées fixant le dividende des actions, une déclaration des bénéfices nets réalisés et la copie du bilan. Le défaut de présentation dans les deux mois, à partir de la date de l'assemblée, sera puni d'une amende de 50 à 500 pesetas. Toute altération de la vérité sera poursuivie devant les tribunaux.

Les directeurs des sociétés et les particuliers présenteront

chaque trimestre des déclarations, sous serment, des revenus soumis à l'impôt, et faisant connaître le montant des appointements payés aux artistes et aux employés. Il leur sera accordé, à titre de prime, une allocation de 1 %.

Les députations provinciales et les municipalités remettront, le premier mois de chaque année, la copie de leur budget, en ce qui concerne les appointements de leurs employés en activité ou à la retraite.

Les employés, chargés de l'enregistrement de la propriété, fourniront chaque trimestre, sous serment, la déclaration des honoraires encaissés par eux.

Sans préjudice des pénalités qui pourront être encourues pour défaut de déclaration dans les délais fixés, l'Administration pourra, en cas de refus des particuliers ou des collectivités de fournir lesdites déclarations, liquider et recouvrer l'impôt en prenant pour base les documents qu'elle pourra se procurer.

Les cotes de la contribution sur le revenu ne pourront être frappées d'aucune surtaxe au profit des provinces ou des municipalités

EN ITALIE

Objet.

Il porte sur les revenus de toute nature, provenant soit de capitaux mobiliers, soit de l'activité personnelle. Ces revenus sont divisés, au point de vue de la taxation, en quatre catégories ou cédulas.

A. — Revenus permanents provenant du capital seul.

B. — Revenus temporaires mixtes, à la production desquels concourent le capital et le travail (profits tirés du commerce et de l'industrie, y compris les industries agricoles comme l'élevage, bénéfices agricoles).

C. — Revenus provenant de traitements ou pensions, en espèces ou en nature, servis par l'Etat, les provinces et les communes.

Enfin, les revenus des métayers forment une cinquième catégorie, entièrement distincte, taxée d'après le montant de l'impôt foncier de la terre affermée

Le revenu soumis à l'impôt est le produit net, obtenu par la déduction du produit brut, des charges passives et des dépenses inhérentes à la fabrication ou à l'exploitation. Dans les déductions, n'entrent pas :

- 1° Les intérêts du capital engagé ;
 - 2° La rémunération du travail du contribuable et des membres de sa famille occupés par son commerce, dont l'entretien est mis à sa charge et qui demeurent avec lui ;
 - 3° Le loyer d'habitation du contribuable et de sa famille.
- Il n'est pas tenu compte des charges de famille

L'impôt est proportionnel, et son taux était fixé à 20 %, avant 1914 ; mais, avant la taxation, la plupart des revenus subissent, en vue de la discrimination, une réduction proportionnelle plus ou moins forte suivant leur nature. Les revenus de la cédule A (richesse acquise) sont imposés pour leur totalité : 8/8 ; les revenus mixtes (cédule B) ne sont taxés que pour les 6/8 ; ceux de la cédule C (revenus

du travail) pour les $\frac{5}{8}$; les traitements et pensions (cédule D) pour la moitié de leur chiffre, soit les $\frac{4}{8}$

Les revenus imposables, c'est-à-dire intégraux ou ramenés, selon les cas, aux $\frac{6}{8}$, aux $\frac{5}{8}$ ou aux $\frac{4}{8}$ de leur montant effectif, soit seuls, soit cumulés avec d'autres revenus mobiliers ou fonciers, ne dépassant pas 400 livres, sont exemptés.

Les revenus imposables des cédules B et C, c'est-à-dire calculés de même, compris entre 400 et 800 livres, bénéficient des réductions déterminées par l'échelle suivante :

Montant des valeurs imposables	Montant des réductions
De 400 à 500 livres.....	250 livres
500 à 600 —	200 —
600 à 700 —	150 —
700 à 800 —	100 —

Les revenus imposables rangés dans la cédule D, lorsque le montant du revenu total ne dépasse pas 500 livres, jouissent d'une modération de 100 livres

De même que l'income-tax, l'impôt sur les revenus de la fortune mobilière est perçu suivant un système mixte.

Il est prélevé par voie de retenue directe, opérée au moment du payement, sur les traitements et pensions à la charge du Trésor, et sur les rentes, annuités, intérêts payés par l'Etat ou pour son compte, soit dans le royaume, soit à l'étranger.

Sur tous les autres revenus, il est perçu au moyen de rôles nominatifs, et basé sur les déclarations des redevables,

ou, à défaut de déclaration, sur des évaluations faites d'office

Une des principales caractéristiques du système italien est que les contribuables ne peuvent contester l'évaluation faite de leurs revenus qu'avant la formation des rôles. Leurs réclamations sont portées devant une *Commission de première instance*, instituée par arrondissement, et composée d'un président nommé par l'administration et de quatre membres élus par les Conseils municipaux. Les décisions de la Commission de première instance peuvent être attaquées devant une *Commission provinciale*, composée d'un président désigné par le préfet et de quatre membres, dont deux sont élus par les corps représentatifs de la province et deux par la direction générale des Contributions directes. Enfin, une *Commission centrale*, siégeant au ministère des Finances et dont les membres sont nommés par le Ministre, tranche en dernier ressort les questions de droit.

Après la publication des rôles, les contribuables ne peuvent plus réclamer que dans les cas d'erreur matérielle, de double emploi ou d'extinction de revenu.

Les agents et les Commissions disposent de moyens de contrôle très étendus ; ils ont le droit (art. 37 de la loi) :

1° De requérir des officiers publics les extraits de documents dont ils peuvent avoir besoin ;

2° De citer tout contribuable à comparaître en personne ou à se faire représenter par un mandataire légalement constitué pour fournir des explications ou des preuves ;

3° D'avoir accès dans les locaux affectés à l'exercice d'un commerce ou d'une industrie ;

4° D'assigner, pour être entendue par eux, toute personne capable de leur fournir des informations ;

5° D'examiner les livres des compagnies anonymes et des sociétés en commandite par actions ;

6° De se faire représenter les titres des revenus d'une somme définie ;

7° De prendre en considération la valeur locative de l'habitation des contribuables ;

Les notaires, receveurs de l'enregistrement, conservateurs des hypothèques, envoient aux agents les extraits sommaires des actes reçus par eux et constatant des contrats productifs de revenus, les Chambres de commerce leur transmettent les copies de statuts, déclarations, etc... portant formation de sociétés, ouverture d'établissement commercial ou industriel, etc...

EN AUTRICHE

Une loi du 25 octobre 1896 frappait les *impôts directs personnels* ; l'impôt sur l'industrie est l'un d'entre eux.

1° Cet impôt assujettit quiconque exploite une entreprise industrielle ou exerce une profession ayant pour but de réaliser un gain.

Sont exemptées les industries soumises à la surveillance des Pouvoirs publics, les domestiques, les cultivateurs, les professions ne dépassant pas 50 florins par an.

Il pèse sur les revenus, non sur les revenus réels, mais moyens et supposés.

2° L'impôt frappe les entreprises dont le compte rendu est publié.

Ici l'impôt frappe le revenu net. Les personnes physiques grevées de l'impôt sur le revenu moyen sont assujetties également à l'impôt sur le revenu personnel ; les personnes juridiques sont exemptes. Ce traitement différent provient de la difficulté de constater le revenu net en général et de la facilité de le constater pour les industries obligées à un compte rendu public, ainsi que de l'idée qu'un impôt progressif sur le revenu personnel ne serait pas applicable à des personnes juridiques.

Sont soumis à l'impôt :

1° Entreprises industrielles et, en particulier, toutes les entreprises des sociétés et commandites par actions : sociétés minières, assurances (sauf assurances mutuelles) ; établissements publics de crédit, chemins de fer de l'Etat, associations coopératives de toute nature.

2° Entreprises d'utilité publique, associations coopératives, et, en particulier, celles qui se limitent au commerce avec leurs membres, caisses d'épargne, d'avances communales.

Sont exemptées de l'impôt, les entreprises qui n'ont pas en vue le bénéfice et qui sont fondées sur le principe de la réciprocité, telles que celles fondées par des corporations, par des entrepreneurs pour leur personnel, concernant les secours en cas de maladies, d'accidents, d'invalidité, de caisses pour les veuves et les orphelins, les funérailles, ou en vue du secours pour des fonctionnaires publics ou privés, domestiques, ouvriers, aides et apprentis, pour autant qu'elles ne reçoivent pas de cotisations des personnes qui n'en sont pas membres ; la caisse d'épargne postale, cer-

taines caisses d'avances et de crédit (caisses d'épargne et de prêts) ; certaines associations agricoles pour la réunion des commissions des fonds nécessaires pour achats des semences, engrais, bétail, machines, instruments, etc... en tant qu'aucun bénéfice n'est distribué entre les membres, les entreprises et associations qui reposent sur le principe de l'aide personnelle.

L'impôt industriel sur les sociétés était fixé, chaque année, à 10 % du revenu net imposable. Cet impôt ne pouvait jamais être inférieur à 1 pour 1.000 de l'ensemble du capital engagé

Le taux de l'impôt est progressif et les revenus sont divisés en 65 catégories ou degrés

Des abaissements de classe et des dégrèvements d'impôts peuvent être accordés, par la Commission, par suite de circonstances de famille spéciales, pour les revenus au-dessous de 2.000 florins. Pour les mêmes raisons, les contribuables des trois premiers échelons peuvent même être complètement libérés de l'impôt.

Pour l'établissement de l'impôt, il est constitué, en dehors des autorités financières :

1° Des Commissions d'évaluation par districts, correspondant à peu près aux sous-préfectures en France, et des Commissions locales pour les villes ou les centres industriels de plus de 100.000 habitants.

2° Des Commissions d'appel pour l'étendue d'une province. Le nombre des membres des Commissions d'évaluation est fixé par le Ministre des Finances, qui nomme le

président ainsi que la moitié des membres, l'autre moitié étant nommée à l'élection par les habitants du district soumis à l'impôt personnel sur le revenu. Il en est de même pour les Commissions d'appel. Des prescriptions détaillées règlent ce qui se rapporte aux élections, ainsi qu'au travail des Commissions (art. 177-193).

Le Conseil des Finances, Comité d'imposition local, dresse une liste des contribuables. Chaque contribuable est obligé de donner verbalement ou par écrit une description détaillée de ses revenus annuels. Les personnes, dont le revenu imposable ne dépasse pas 1.000 florins, sont, en règle générale, dispensées de la déclaration et n'y sont obligées que lorsqu'elles y sont spécialement requises.

Une fois la liste complétée par le Conseil des Finances, commence le rôle de la Commission d'évaluation, dont la compétence est la même. Elle peut inscrire les contribuables à la classe qu'elle juge préférable, soit en prenant pour base leurs déclarations, soit d'après leur genre d'existence ou d'après d'autres indications. Mentionnons que pour les revenus fixes, on doit tenir compte des conditions de l'année précédente et de celles de l'année dans laquelle l'impôt doit être appliqué, et, pour les revenus variables, de la moitié de ceux des trois dernières années.

Une fois ces travaux terminés, la Commission transmet les renseignements recueillis au Conseil des Finances, qui informe les contribuables, sous forme d'invitation, à payer l'impôt d'après la taxation dont ils sont l'objet.

Un extrait du registre contenant la désignation des contribuables et le montant de l'impôt est mis, pendant quatorze jours, à leur disposition. Cette publicité a fini par être

admise par la loi, après avoir été chaudement discutée. M. de Schullern-Seprattenhofer la considère comme une des plus fortes garanties pour les contribuables, et pense qu'elle servira à adoucir les sentiments de défiance entre les diverses classes sociales.

Il peut être appelé des décisions de la Commission d'évaluation, tant de la part des contribuables que du Conseil des Finances, devant la Commission d'appel. Le recours n'est pas suspensif. Enfin, un recours est ouvert contre les décisions de ladite Commission au ministère des Finances.

*
* *

Tout cet historique, en gros, de la législation française, anglaise, italienne, espagnole et autrichienne, sur les impôts qui pèsent sur l'industrie et le commerce, contient des exemples utiles et appelle l'attention sur la complexité infinie des détails qu'un législateur doit prévoir et régler.

CHAPITRE II

LA PATENTE EN FRANCE

La patente fut, sous la Révolution, un impôt sur le *droit au travail* ; la liberté d'exercer n'importe quel commerce, n'importe quelle industrie, n'importe quel art fut proclamée, mais en payant patente. L'article 7 de la loi des 2-17 mars 1791 pose le principe :

« A compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toutes personnes de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon, mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, ou d'en acquitter le prix suivant les taux ci-après déterminés et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits. »

L'obligation de prendre patente était en principe imposée à toutes professions commerciales, industrielles ou même libérales. Le législateur de 1791 n'en avait dispensé que les fonctionnaires publics, les cultivateurs occupés aux exploitations rurales, les propriétaires et cultivateurs, pour la vente de leurs bestiaux, denrées et productions autres que les

boissons vendues au détail, les personnes non inscrites au rôle mobilier pour la taxe de trois journées de travail, les apprentis, compagnons et ouvriers à gages, travaillant dans les ateliers de patentables (art. 7), enfin certains petits commerçants vendeurs de fleurs, fruits, légumes, boissons, beurres et œufs dans les rues, halles et marchés, et non pourvus de boutiques ou d'échoppes (art. 8).

La loi de 1791 faisait du droit de patente une simple taxe proportionnelle. Il était assis uniquement sur la valeur locative, tant de la maison d'habitation du patentable que de ses ateliers, boutiques et magasins. Le tarif, avec une tendance légèrement progressive, était le suivant : Deux sous pour livre du prix du loyer jusqu'à 400 livres, deux sous six deniers pour livre du prix du loyer depuis 400 jusqu'à 800 livres ; trois sous pour livre du prix du loyer au-dessus de 800 livres (art. 12). Par exception, les boulangers, qui n'avaient pas d'autre commerce ou profession, ne devaient payer que la moitié du prix de ces patentes (art. 13).

Les particuliers faisant le commerce des boissons, soit seul, soit uni à une autre profession, marchands de vins, de bières, de cidre, brasseurs, limonadiers, distillateurs, vinaigriers, aubergistes, hôteliers, donnant à boire et à manger, traiteurs, restaurateurs, ainsi que les fabricants et débitants de cartes à jouer et de tabac, étaient soumis à un tarif plus élevé ; 30 livres pour un loyer de 200 livres et au-dessous ; 3 sous 6 deniers, pour livre, pour un loyer de 200 à 400 livres, 4 sous, pour livre, pour un loyer de 400 à 600 livres, 4 sous 6 deniers, pour livre, pour un loyer de 600 à 800 livres ; 5 sous, pour livre, pour un loyer de plus de 800 livres. Des patentes temporaires pouvaient être délivrées

aux propriétaires et cultivateurs qui voulaient vendre en détail des boissons provenant de leurs récoltes (art. 15).

Enfin, des patentes particulières et spéciales étaient réservées aux colporteurs et marchands forains.

Elles étaient établies conformément aux règles générales, mais avec un minimum de 10 livres pour les colporteurs avec balle, de 50 livres pour les colporteurs avec cheval et de 80 livres pour ceux qui se servaient d'une voiture (art. 16).

Une loi complémentaire du 17-29 septembre-9 octobre 1791 conféra à ces patentes les noms de demi-patentes, patentes simples et patentes supérieures.

De vives réclamations s'élevèrent contre la nouvelle taxe dont l'assiette fut bientôt reconnue défectueuse. On avait pensé, en 1791, que les bénéfices des patentables devaient se révéler par l'importance des bâtiments occupés par eux, et on avait écarté les objections formulées par quelques représentants qui avaient fait remarquer que des industries très lucratives pouvaient être exercées dans des locaux très exigus. De plus, cette contribution, ayant la même base que la contribution mobilière, paraissait faire double emploi avec elle. On lui reprochait d'être un impôt de consommation déguisé que le commerçant avançait au Trésor et qu'il mettait ensuite sur ses factures.

Ces divers motifs amenèrent la Convention à supprimer l'impôt des patentes (décret 21-22 mars 1793, art. 5). « Les droits de patente demeureront supprimés à partir du 1^{er} janvier de la présente année ; les revenus d'industrie et autres soumis auxdites patentes seront pris en considération dans la contribution mobilière. »

Telle fut la patente dans le principe : un impôt sur le

droit au travail et une taxe proportionnelle sur la valeur locative de la maison d'habitation du patentable et de ses ateliers, boutiques et magasins.

Supprimée en 1793, elle fut rétablie le 4 Thermidor an III, mais sur de nouvelles bases.

Le droit de patente cessait d'être proportionnel à la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation. Il consistait désormais en un droit fixe variant suivant la nature de la profession et le chiffre de la population du lieu où elle était exercée. Les patentes étaient de deux sortes : les patentes générales et les patentes spéciales. Les premières, qui étaient soumises à un droit uniforme de quatre mille livres pour toute la France, permettaient d'exercer toute espèce de commerce ou de négoce, les secondes étaient accordées à ceux qui voulaient faire des négoces spécialement désignés. On pouvait en prendre autant qu'on voulait exercer de commerces différents (art. 2) ; le tarif comprenait six classes de professions et 4 catégories de communes d'après le chiffre de la population.

La loi nouvelle n'était applicable qu'au commerce de gros et de détail, et non *aux arts, métiers et professions* (art. 6). Elle contenait encore quelques dispositions sur les colporteurs, marchands, vendeurs de menues denrées dans les rues et marchés, et prenait des précautions multiples contre l'accaparement des marchandises et particulièrement des grains (art. 10, 14 et sq.).

Une loi de l'an VII régit la patente jusqu'en 1844.

A la différence de la loi de l'an III, qui n'assujettissait au droit de patente que le négoce et le commerce, la patente frappe désormais tous les commerces, toutes les industries,

les arts, métiers et professions quelconques, autres que ceux formellement exempts.

A partir de ce moment le législateur combine le droit fixe et le droit proportionnel pour arriver à une détermination plus exacte de *l'importance respective des affaires des contribuables*.

Le droit de patente reste divisé en deux parties :

1° Un droit fixe qui est réglé d'après un tarif, dans lequel les professions sont classées, soit d'après leur importance relative combinée avec le chiffre de la population de la commune où elles sont exercées, soit d'après leur nature seule. A cet égard le tarif de l'an VII est beaucoup plus complet que le précédent : il divise les professions en sept classes (l'ancienne huitième classe étant exemptée) et les communes en sept catégories.

2° Un droit proportionnel fixé uniformément au dixième de la valeur locative des locaux servant à l'habitation du patentable et à l'exercice de sa profession (art. 2-3-5).

Le droit fixe représente le droit professionnel, le droit de travailler.

En dépit de nombreuses *améliorations* successives, la contribution des patentes était toujours l'objet de vives et amères critiques. On alléguait que certains payaient trop, d'autres pas assez. Dès 1834, le Gouvernement se préoccupa de donner satisfaction à ces réclamations, en déposant un projet qui codifiait toute la législation des patentes et améliorait la classification des professions. Ce projet, négligé par plusieurs législatures, repris et remanié à plusieurs reprises, est devenu la loi du 25 avril 1844, qui devait régir la patente jusqu'en 1880.

Le législateur de 1844 eut la sagesse de résister aux propositions qui tendaient à faire table rase de la législation existante et à substituer à un impôt qui avait, bien qu'imparfaitement assis, fait ses preuves, un impôt entièrement nouveau.

Les uns demandaient, en effet, que la patente devînt un impôt de répartition ; les autres voulaient au contraire renoncer au mode d'imposition à l'aide de signes extérieurs et donner aux agents de l'administration le droit de faire des investigations dans les livres de commerce des assujettis. Ces divers systèmes furent écartés, et la loi nouvelle se borna à améliorer par d'heureuses innovations de détail le régime existant. Tout d'abord, elle remplace les cinq catégories de professions des lois de l'an VII, 1817 et 1818, par trois tableaux qui comprennent une énumération aussi complète que possible de toutes les professions imposables. Celles-ci sont distribuées entre les trois tableaux A. B. C., d'après les bases suivantes :

Le tableau A comprend toutes les professions, dont le principal élément de prospérité consiste dans l'affluence des acheteurs et dont par suite l'importance se mesure à la population. Tous les commerçants de gros, de demi-gros et de détail sont ainsi passibles d'un droit fixe général qui varie selon l'importance relative du commerce et suivant le chiffre de la population. La loi ajoute au tarif de l'an VII une huitième classe de professions et une huitième catégorie de population.

Dans le tableau B, continuent à figurer les professions hors classe, qui, tout en étant taxées eu égard à la population, ne peuvent cependant, à raison de leur importance ou

de la nature de leurs opérations, être soumises au tarif général, doivent faire l'objet d'un tarif exceptionnel et en quelque sorte individuel.

Enfin le tableau C contient l'ensemble des professions industrielles qui doivent être taxées sans égard de la population. Dans ce tableau, qui constitue l'innovation la plus importante de la loi, les industriels qui, jusqu'alors, étaient traités comme des marchands de demi-gros et de détail, seront imposés au droit fixe d'après le nombre de leurs éléments matériels de production. Ce mode de taxation est la généralisation du système que les lois de 1817 et 1818 avaient appliqué à quelques professions, telles que les fabriques à métier et les filatures. Toutefois, ces taxes variables sont limitées par un maximum.

Toutes les modifications introduites dans la législation paraissent inspirées par le désir d'arriver à une proportionnalité plus exacte entre les bénéfices et le montant de la patente.

En ce qui concerne le droit proportionnel, la loi introduisit un principe nouveau, celui de sa gradation ; sous l'empire des lois antérieures, le taux de ce droit était uniformément fixé au dixième du loyer. Mais, dans la pratique, les Commissions locales chargées de l'évaluation de la matière imposable établissaient les gradations, en atténuant la valeur locative dans des proportions qui variaient de commune à commune et de profession à profession. Cet état de choses présentait de sérieux inconvénients, auxquels la nouvelle loi a voulu remédier en établissant des règles générales. Pour faire accepter les réformes par les intéressés, elle procéda à la péréquation, par voie de dégrèvements, en

abaissant le taux du droit proportionnel au $1/15^{\circ}$, au $1/20^{\circ}$, au $1/30^{\circ}$ et même au $1/40^{\circ}$ de la valeur locative.

Pour l'application du taux à une profession déterminée, il est tenu grand compte des conditions dans lesquelles cette profession s'exerce ; si elle exige des locaux immenses, le taux sera nécessairement réduit. Dans certains cas même, les locaux professionnels ne seront pas imposés ; seule la maison d'habitation supportera le droit.

*
* *

La patente évolua ; d'impôt sur le droit de travailler, elle est devenue un impôt sur les bénéfices du travail. De là les remaniements incessants des augmentations de droit pour les gros patentés et des atténuations pour les petits.

Ce qui nous intéresse dans notre thèse, c'est de démontrer que la France suivit pendant cent ans passés le système indiciaire, et non de la déclaration directe. L'Egypte ne pourra faire autrement que la France ; quand elle le pourra, c'est qu'elle sera mûre pour l'impôt sur le revenu.

« (1) Dès l'origine, le législateur s'est trouvé en présence de deux systèmes entre lesquels il lui a fallu faire un choix : ou bien assurer la proportionnalité mathématique des charges aux bénéfices nets de chaque contribuable, ce qui entraînait nécessairement *l'obligation pour le contribuable de déclarer* le chiffre de ses affaires et de ses bénéfices, et d'étaler sous les yeux du fisc le secret de ses opérations, les difficultés de son existence, le peu de solidité de son crédit, le caractère aléatoire de sa prospérité apparente et le *droit*

(1) J. TARDIEU. — *Les Patentes*, p. 15.

pour le fisc de vérifier la sincérité des déclarations ; ou bien se contenter de déterminer le revenu d'après ses signes apparents extérieurs et graduer les charges d'après ces signes, quelquefois trompeurs, mais exacts dans la majeure partie des cas, en sacrifiant la proportionnalité rigoureuse à la tranquillité des citoyens.

« Si la crainte de l'inquisition fiscale avait fait repousser par le législateur de 1791 l'établissement de l'impôt général sur le revenu, à plus forte raison devait-elle faire écarter le système mathématique, en ce qui touche l'impôt sur les revenus commerciaux, plus mobiles et plus susceptibles d'être influencés par les circonstances extérieures que les revenus fonciers ou mobiliers.

« On a donc eu recours aux signes extérieurs pour taxer les revenus professionnels. Ceux qui ont été retenus sont :

« 1° La nature et les conditions d'exercice des professions ;

« 2° Le chiffre de la population du lieu où elle s'exerce ;

« 3° Le nombre des employés, ouvriers, machines et autres éléments de production possédés par le patentable ;

« 4° La valeur locative de son habitation et de tous les locaux qui servent à l'exercice de sa profession.

« Envisagés isolément, chacun de ces signes donnerait des résultats manifestement inexacts et iniques. Réunis, ils se neutralisent les uns par les autres, se compensent et produisent une taxation moyenne qui correspond assez exactement à la réalité des faits. »

La loi française, dans la patente, a donc préféré le système *indiciaire*, des signes extérieurs, la taxation des valeurs ostensibles, au système de la *constatation directe* et de la déclaration obligatoire.

Le système des signes extérieurs présente d'ailleurs des avantages.

C'est d'abord sa commodité : il est infiniment plus simple, pour le fisc, de se contenter d'un formulaire de signes extérieurs, toujours le même, pour en dégager automatiquement le revenu présumable, que de scruter des situations de fortune de chaque individu, pour en déterminer le montant réel, et de se livrer à des investigations spéciales pour chaque contribuable.

C'est en second lieu sa discrétion. Le fisc respecte le secret des fortunes privées, le contribuable est à l'abri des enquêtes administratives, et, d'autre part, l'automatisme du système le protège contre l'arbitraire des taxateurs. C'est même précisément, en France, le mauvais souvenir laissé par l'arbitraire des impôts de l'ancien régime qui a conduit le législateur de la Révolution à établir les impôts sur des bases ostensibles, sur des signes extérieurs, ne laissant place ni à l'appréciation incertaine, ni à l'inquisition du fisc (2). »

*
**

Voici le résumé de la loi de 1880.

Elle classe les professions d'après la nature des opérations effectuées, et répartit l'industrie et le commerce en trois tableaux.

Tableau A, comprenant les commerçants ordinaires et les artisans, occupant des ouvriers, imposés d'après un tarif général qui comporte huit classes, dont chacune est divisée en neuf catégories de population.

(2) ALLIX. — *Traité de science financière*, p. 465.

La Ville de Paris, qui, auparavant, était rangée dans la catégorie des communes au-dessus de 100.000 âmes, formait une catégorie à part se distinguant de la suivante par une surélévation des taxes afférentes aux trois premières classes.

Tableau B, comprenant les hauts commerçants et les banquiers, dont le droit fixe est réglé suivant un tarif exceptionnel, gradué, pour chaque profession en particulier, d'après divers degrés de population.

Ce tableau, tel qu'il était constitué par la loi du 25 avril 1844, ne comportait que des droits fixes, sans aucune relation avec les éléments de production, et consistant en une taxe unique réglée suivant la population des communes.

La loi du 15 juillet, par contre, faisait entrer dans les bases de la patente d'autres signes présomptifs de l'importance des bénéfices ; elle soumettait, notamment, les patentables du haut commerce (banquiers, agents de change, courtiers, etc...), indépendamment d'une taxe déterminée, invariable pour chaque catégorie de population, à une taxe complémentaire par personne employée, en sus du nombre de cinq, aux écritures, aux caisses, à la surveillance, aux achats et aux ventes intérieures ou extérieures.

Tableau C, comprenant les industriels, taxés d'après un tarif spécial à chaque profession, et reposant, pour la plupart d'entre elles, sur les éléments de production (ouvriers, métiers, machines, etc...).

Ce fut, d'ailleurs, la préoccupation constante du législateur de faire entrer dans les bases de l'impôt les éléments qui caractérisent le mieux l'importance relative des professions.

Tableau D, dans lequel furent rangées les professions libérales, assujetties seulement au droit proportionnel.

D'une manière générale, la contribution des patentes, d'après la loi de 1880, se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel, d'un droit fixe seulement dans certains cas spéciaux, et d'un droit proportionnel seulement en ce qui touche les professions libérales.

Pour l'établissement du droit fixe, les professions sont réparties en trois tableaux, ainsi que nous venons de l'indiquer.

Dans le tableau A, le droit fixe est réglé, eu égard à la population, et d'après un tarif général comprenant huit classes et neuf catégories de population.

Dans le tableau B, le droit fixe est réglé eu égard à la population, et d'après un tarif spécial pour chaque profession.

Il comporte, en général, outre une taxe « déterminée », invariable par catégorie de population, une taxe par employé, qui a pour effet de faire varier le droit fixe, suivant le plus ou moins grand nombre de personnes occupées en sus de cinq.

Dans le tableau C, le droit fixe est établi sans avoir égard à la population.

D'ordinaire, il se compose d'une taxe déterminée de 5 francs et d'une taxe par ouvrier occupé ; pour un certain nombre d'industries, le droit fixe est établi par machines, métiers, broches ou autres éléments d'imposition, sans taxe déterminée ; pour quelques autres, le droit fixe ne comporte qu'une taxe déterminée. Dans les deux premiers cas, le droit fixe varie de patentable à patentable suivant les éléments

dont il dispose ou qu'il met en œuvre ; dans le troisième, le droit fixe reste le même dans toutes les communes, quels que soient l'importance de la profession ou le chiffre de la population

Le droit proportionnel est établi, d'une part, sur la valeur locative de l'habitation, et, d'autre part, sur celle des locaux servant à l'exercice de la profession.

En ce qui concerne spécialement les usines et les établissements industriels, il est calculé sur la valeur locative de ces établissements pris dans leur ensemble et munis de tous leurs moyens matériels de production, c'est-à-dire que les usines et autres établissements industriels sont évalués tels qu'ils se comportent et prêts à fonctionner, y compris les bâtiments, les moteurs et l'outillage.

La maison d'habitation du patentable est toujours soumise au droit proportionnel de patente, à moins qu'il n'exerce pas son industrie par lui-même, et que cette industrie ne constitue pas sa profession principale ; dans ce cas, il ne paye le droit proportionnel que sur l'habitation de l'agent préposé à l'exploitation.

Pour qu'une patente puisse être établie, il faut et il suffit qu'il y ait exercice d'une profession, c'est-à-dire qu'il y ait un ensemble d'opérations présentant un caractère habituel ; des actes isolés de commerce ne rendraient pas plus un individu redevable de la patente qu'ils ne lui donneraient la qualité de commerçant.

Mais, du moment qu'un individu se livre à des actes, suffisamment suivis pour constituer l'exercice d'une profession, il devient patentable, s'il ne se trouve pas formellement exempté par la loi.

Sont exempts de la patente :

1° Les fonctionnaires et employés salariés par l'Etat, les départements et les communes.

2° Les peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs considérés comme artistes ; les professeurs de belles-lettres, sciences et arts d'agrément, les instituteurs primaires, les sages-femmes, les éditeurs de feuilles périodiques, les artistes dramatiques.

3° Les laboureurs et cultivateurs, les concessionnaires de mines (d'ailleurs assujettis à la redevance des mines), les propriétaires ou fermiers de marais salants, les propriétaires ou locataires louant accidentellement une partie de leur habitation personnelle, les pêcheurs ;

4° Les associés en commandite ; les caisses d'épargne et de prévoyance administrées gratuitement, les assurances mutuelles ;

5° Les capitaines de navires de commerce, les cantiniers attachés à l'armée, les écrivains publics, les commis et employés, les ouvriers travaillant sans compagnons ni apprentis, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique, les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti âgé de moins de seize ans, la veuve qui continue, avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti, la profession précédemment exercée par son mari.

6° Les savetiers, les chiffonniers au crochet, les porteurs d'eau à la bretelle ou avec une voiture à bras, les rémouleurs ambulants, les gardes-malades.

7° Les personnes qui vendent dans les rues, les lieux de passage ou les marchés, soit des fleurs, de l'amadou, des balais, des statuettes et figurines en plâtre, soit des fruits,

des légumes, des poissons, du beurre, des œufs, du fromage et autres menus comestibles.

Tous les individus qui vendent en ambulance des objets non compris dans les exceptions ci-dessus, et tous ceux qui vendent sous échoppe ou en étalage, ne sont passibles que de la moitié des droits que payent les marchands vendant les mêmes objets en boutique, à l'exclusion, toutefois, des bouchers épiciers et autres marchands ayant un étal permanent ou occupant une place fixe dans les halles et marchés.

*
* *

Voyons quelques modalités de la patente.

Quand la France appliqua à l'Algérie la loi du 15 juillet 1880 sur la patente, par le décret du 26 décembre 1881, elle lui apporta certains tempéraments : la réduction au taux de la classe immédiatement inférieure du droit applicable aux assujettis musulmans des sept premières classes du tableau A, l'abaissement général à la moitié du taux du droit proportionnel tel qu'il était réglé en France : le mode employé pour la détermination du chiffre de la population dans laquelle les indigènes musulmans, non naturalisés français, domiciliés hors des parties agglomérées, ne sont comptés que pour le tiers de leur nombre.

Le décret du 15 janvier 1889 régleme la patente de la loi de 1880 pour la Cochinchine ; à Saïgon et à Cholon, la patente comporte le droit fixe et le droit proportionnel ; à l'intérieur, elle ne comporte que le droit fixe.

La valeur locative peut être comptée pour le dixième, le

quinzième, le vingtième, le cinquantième. Aux établissements français de l'Océanie, un droit fixe particulier atteint les professions libérales (agents d'affaires, arpenteurs, géomètres, avocats ou défenseurs, commissaires-priseurs, huissiers, médecins et notaires).

A la Guyane, la patente est compliquée par le chiffre d'affaires, six classes avec un droit fixe déterminé pour chacune des cinq dernières classes ; dans la première, le droit fixe est gradué à raison de trois cents francs par cent mille francs d'affaires. On peut n'imposer que le droit fixe, ou que le droit proportionnel, comme les professions libérales à la Martinique.

A Mayotte, les droits de patente sont exclusivement perçus en droit fixe, selon l'importance des professions et la nature des opérations (gros, demi-gros ou détail).

« Saint-Pierre et Miquelon (3). — Les maisons de banque, les commis-voyageurs séjournant dans *la colonie*, sont soumis à des taxes déterminées. Pour les autres patentables, ils sont répartis en douze classes, dont les trois dernières (commerce inférieur à 20.000 francs d'affaires) sont frappées d'un droit fixe invariable. Les neuf autres classes *ont leur droit fixe réglé sur le chiffre d'affaires*, avec maximum de six cents francs (trois cent mille francs d'affaires et au-dessus), et minimum de 75 francs (chiffre d'affaires de 20.000 à 50.000 francs). On entend par *chiffre d'affaires le débit du compte « Marchandises » de l'année précédente.* »

En Autriche-Hongrie, la loi du 31 décembre 1812 attei-

(3) D. S. Patente, n° 24.

gnait quatre catégories d'assujettis, savoir les industriels et marchands en gros, les commerçants, les détaillants et les *simples artisans*.

Combinaison de la patente et de l'impôt sur les bénéfices.
En Belgique, suivant les lois du 21 mai 1819 et du 22 janvier 1849, la contribution des patentes *composée d'un droit fixe seulement*, est établie d'après deux tarifs. Le tarif A comprend, dans dix-sept classes, les professions imposées sans égard à la population ; le tarif B qui contient les professions imposées eu égard à la profession renferme quatre catégories se divisant chacune en quatorze classes. *Un prélèvement de 2 % sur les bénéfices remplace la patente pour les sociétés par actions et les compagnies d'assurances.*

En Saxe, comme en Prusse, les bénéfices commerciaux sont atteints par l'impôt sur le revenu global et l'impôt des patentes.

Dans le canton de Fribourg (Suisse), l'impôt perçu sur les revenus du commerce et de l'industrie a beaucoup d'analogie avec la contribution française des patentes et varie suivant la valeur locative des locaux occupés par chaque patenté ; le droit proportionnel de l'impôt fribourgeois est établi soit sur le gain personnel de l'assujetti, s'il s'agit de l'exploitant d'un métier ou d'une profession n'exigeant point ou peu de capital d'exploitation, soit sur le revenu du capital placé dans l'exploitation, s'il s'agit d'un commerçant ou d'un industriel.

Sur le capital d'exploitation, déterminé conformément à la loi, on fixe le rapport net à raison d'un tant pour cent, et ce rapport net est ajouté, s'il y a lieu, à l'évaluation du gain personnel.

Le revenu net est obtenu après certaines déductions au nombre desquelles figurent notamment :

Les frais d'entretien du contribuable et de sa famille estimés aux cinq dixièmes si l'estimation du gain personnel ou du revenu du capital n'excède pas 1.500 francs ; quatre dixièmes si elle ne dépasse pas 5.000 francs ; trois dixièmes si elle est supérieure.

Le droit fixe est établi par le tarif.

Les commerçants ambulants, sous échoppe ou en étalage, sont exonérés d'une moitié de l'impôt.

Le taux est de 3,50 %.

Les contribuables sont tenus de déclarer par écrit le montant de leur gain personnel, de leur capital d'exploitation ou de leur revenu. Les chiffres peuvent en être rectifiés par les commissions de district chargées avec les commissions communales des taxes du service de l'assiette.

Au Wurtemberg, la loi du 15 juillet 1821 basait l'impôt sur l'industrie sur le *produit des capitaux engagés* et la *valeur du travail de l'assujetti et de ses ouvriers*.

*
* *

L'impôt de la patente a été supprimé par la loi de 1917 qui établit en France l'impôt sur les revenus et sur le revenu.

Ses inconvénients avaient été maintes fois mis en relief, pourtant les commerçants et industriels le supportaient facilement.

Un questionnaire avait été adressé en août 1894 par le ministre du Commerce aux Chambres de Commerce et aux Chambres consultatives.

Les principales questions posées étaient les suivantes : Est-il possible de constater directement avec exactitude le montant des revenus professionnels de chaque commerçant ou industriel ? La constatation directe du revenu commercial ou industriel peut-elle être faite autrement que par la voie de la déclaration ? Quels seraient les inconvénients de l'obligation imposée à chaque patenté de déclarer ses revenus professionnels ? Si le système de la constatation directe du revenu présente trop d'inconvénients, est-il possible de le présumer d'après le chiffre d'affaires, c'est-à-dire d'après l'importance des ventes annuelles de chaque patenté ? La taxation actuelle d'après des signes extérieurs est-elle préférable à la taxation directe du revenu et à la taxation d'après le chiffres d'affaires ? Ainsi, déclaration du revenu, constatation du chiffre des affaires, ou taxation d'après les signes extérieurs, telle était la triple alternative offerte aux commerçants et aux industriels. La réponse a été presque unanime. La déclaration des revenus industriels et commerciaux a été repoussée pour les raisons suivantes : En principe, les revenus commerciaux ne peuvent être exactement évalués, parce que les bénéfices supposés restent longtemps soumis à des risques divers qui peuvent toujours les annuler : si l'impôt devait être exactement sur les bénéfices constatés, les recouvrements du fisc seraient à la fois très lents et très incertains, mais, dans la pratique, la déclaration des bénéficiaires serait généralement erronée, soit par suite de l'insuffisance des comptabilités, soit à cause des divergences d'appréciations, soit enfin par l'effet de fraudes, à l'aide desquelles il serait aisé de modifier les inventaires : réserves occultes, attribution de béné-

fices à des succursales ou à des correspondants étrangers, transports même du siège social à l'étranger, etc... Il en résulterait une grande inégalité de l'impôt dont la plus lourde charge retomberait sur les gens scrupuleux et sur les industriels et commerçants les moins riches, le besoin de crédit forçant ces derniers à ne pas découvrir leur véritable situation. Enfin, dans tous ces cas, le contrôle serait inefficace, même avec la communication des livres, sorte d'inquisition que les commerçants déclarent aussi intolérable que dangereuse pour le secret de leurs affaires.

En ce qui concerne le chiffre des affaires, il n'existe aucune relation directe et constante entre le chiffre des ventes et celui des bénéfices. La nature des articles vendus, l'importance plus ou moins grande des frais généraux, le plus ou moins d'habileté de la direction font qu'avec un chiffre de vente restreint, on gagne souvent plus qu'avec un chiffre supérieur. Dans la Banque, ou la commission, le chiffre des affaires offrirait des éléments d'appréciation encore plus hypothétiques et insuffisants. La déclaration et le contrôle du chiffre des affaires serait plus facile que pour les revenus, mais ils offriraient des inconvénients analogues. En résumé, la taxation de cette époque leur parut préférable, la patente conserva la vie jusqu'en 1917.

*
**

La patente était supportée avec patience par les commerçants ; le Gouvernement égyptien a eu tort de ne pas persévérer dans son projet de 1891 ; l'Egypte s'y serait habituée.

CHAPITRE III

L'IMPOT SUR LA PRODUCTIVITÉ MOYENNE

Dans notre chapitre I^{er}, nous avons examiné les grandes lignes de toute législation sur l'impôt sur les revenus, en particulier commerciaux et industriels, *quand la déclaration personnelle du revenu* réel est à la base de cet impôt. La déclaration personnelle restera critiquée, parce qu'elle est l'inquisition et la dissimulation.

Dans notre chapitre II, nous avons étudié la patente dans ses grandes lignes également, et nous avons vu qu'elle cherchait à atteindre le revenu, *supposé d'après certains signes extérieurs*, mais *exact et fidèle*, autant que possible le plus près de la vérité.

Ces signes extérieurs sont discutables. N'y a-t-il pas mieux ?

Si, il y a mieux ; faisons connaître nos préférences, au moins à une étape intermédiaire entre la méthode indiciaire pure et la déclaration directe, personnelle du revenu réel.

La Commission des Finances de la Chambre, en 1907, avait proposé de multiplier la productivité moyenne des

revenus dans chaque entreprise par le chiffre global d'affaires. C'était le système suivi en Alsace-Lorraine.

Donnons dans ce troisième chapitre quelques détails sur ce procédé ; notre temps ne sera pas perdu ; il semble bien que ce soit là une excellente méthode indiciaire.

En 1907, M. Caillaux, ministre des Finances, déposait à la Chambre des Députés un projet de loi sur l'impôt sur les revenus.

Dans ce projet, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux était établi *sur la productivité des entreprises*.

Cette productivité était déterminée par les signes extérieurs, les conditions matérielles d'exercice de la profession et les renseignements recueillis auprès des administrations publiques. Ce projet, qui avait été adopté par la Commission de la Chambre, fut rejeté par la Chambre, *qui vota la déclaration du bénéfice réel*. Le Sénat refusa de suivre la Chambre. La transaction entre les deux Chambres fut la taxation d'après le chiffre d'affaires. Les contribuables auront le choix entre *faire connaître leurs bénéfices réels*, ou un forfait reposant sur le chiffre d'affaires ; le bénéfice imposable sera déterminé en appliquant au chiffre d'affaires un coefficient pris dans un tableau dressé par une Commission.

La loi du 16 avril 1924 a restreint le régime forfaitaire aux commerçants, dont le chiffre d'affaires est 200.000 fr., s'il s'agit de redevables dont le commerce principal est de vendre des marchandises, denrées, fournitures et objets à emporter ou consommer sur place, ou de fournir le logement, et 40.000 francs, s'il s'agit d'autres redevables. La loi du 26 mars 1927, art. 58, a élevé à 300.000 francs le maxi-

mun de 200.000 francs, sans modifier le chiffre de 40.000 francs.

Ainsi, la loi actuelle française a conservé quelque chose du système de la Commission des Finances de la Chambre et de l'Alsace-Lorraine.

*
* *

Citons textuellement les articles 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 39 *bis*, 39 *ter*, adoptés en 1907 par la Commission des Finances de la Chambre.

4^e CATÉGORIE : *Bénéfices des professions industrielles et commerciales.*

ARTICLE 32

L'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales, ainsi que des charges et offices, est établi annuellement d'après les faits existants au 1^{er} janvier, à raison de la productivité des établissements imposables.

La productivité d'un établissement est représentée par le chiffre qui, dans des conditions normales d'exploitation et sous déduction des frais généraux, peut être pris comme revenu moyen annuel de l'établissement.

Sur le montant de la productivité ainsi calculée, et lorsque ce montant ne dépasse pas 20.000 francs, chaque imposable payera :

0,50 % pour la portion de son revenu comprise entre 0 et 500 francs ;

1 % pour la portion de son revenu comprise entre 501 et 1.500 francs ;

1,50 % pour la portion de son revenu comprise entre 1.501 et 2.500 francs ;

2 % pour la portion de son revenu comprise entre 2.501 et 3.500 francs ;

2,50 % pour la portion de son revenu comprise entre 3.501 et 4.500 francs ;

3 % pour la portion de son revenu comprise entre 4.501 et 5.500 francs.

Le surplus sera taxé au taux plein de 3,50 %.

ARTICLE 33

Les taxes sont établies, au nom des exploitants, dans les communes où les établissements assujettis ont leur siège.

ARTICLE 34

L'évaluation de la productivité imposable est faite ou révisée annuellement par le contrôleur des contributions directes, d'après les signes extérieurs, les conditions matérielles d'exercice de chaque profession, ainsi que les renseignements de toute nature qu'il pourra recueillir auprès de toute administration publique.

ARTICLE 35

Les imposables sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un avis spécial du contrôleur des contributions directes, de fournir par écrit des indications précises au sujet de la nature de la profession qu'ils exercent, du nombre de leurs employés et ouvriers, de l'importance des

locaux et moyens d'exploitation (moteurs, machines, appareils, outillage), qu'ils utilisent.

ARTICLE 36

Le contrôleur a le droit de visiter, pendant les heures de travail, les locaux et emplacements servant à l'exercice des professions imposables.

ARTICLE 37

Au moyen des renseignements recueillis et des constatations effectuées conformément aux dispositions des articles précédents, le contrôleur détermine provisoirement le chiffre de la productivité, et le communique directement aux intéressés, en les avisant qu'un délai de quinze jours leur est accordé pour adresser leurs observations.

Il prend connaissance des observations produites, il entend ceux des contribuables qui demandent à être personnellement entendus, il examine et discute les éléments d'information ou les justifications qu'ils estiment devoir fournir relativement à la productivité de leur établissement ou à leur revenu véritable.

Il apporte aux évaluations primitives les rectifications qu'il juge nécessaires et arrête définitivement les bases d'imposition, sans préjudice, pour les intéressés, du droit de réclamer par la voie contentieuse, après l'émission du rôle.

Dans le cas de réclamation contentieuse, les réclamants sont tenus de déclarer les bénéfices effectivement réalisés par eux au cours des trois dernières années, ou depuis l'ouverture de l'établissement, si celui-ci a moins de trois ans d'existence ; ils doivent, en outre, justifier leur déclaration

par la présentation de tous documents susceptibles de faire preuve.

La moyenne annuelle des bénéfices nets ainsi constatés constitue la base de l'impôt.

ARTICLE 38

La communication prévue au paragraphe 1^{er} de l'article précédent, après avoir été faite pour une année, n'est obligatoirement renouvelée pour les années suivantes qu'au cas où une modification du revenu imposable a été reconnue nécessaire.

ARTICLE 39

Tout assujetti qui s'est abstenu de répondre, dans le délai prescrit, à la demande de renseignements visée à l'article 35, ou qui a fourni sciemment des indications inexactes, ou qui s'est opposé à l'exercice du droit de visite prévu à l'article 36, doit, s'il réclame ultérieurement contre la cotisation qui lui a été assignée, supporter en tout état de cause la totalité des frais de l'instance, y compris ceux d'expertise.

ARTICLE 39 bis

Toute personne dont le revenu total ne dépasse pas 1.250 francs a droit à l'exemption complète d'impôt sur la fraction de son revenu de la quatrième catégorie ne dépassant pas 625 francs.

ARTICLE 39 ter

Pour obtenir le bénéfice de cette exemption, les contribuables doivent faire annuellement, à la mairie de

leur domicile réel, dans le délai d'un mois à partir de la publication du dernier des rôles dans lesquels ils sont imposés pour des revenus de la quatrième catégorie, une déclaration de tous leurs établissements professionnels avec l'indication des localités où ils sont situés et du revenu pour lequel ils sont taxés.

Ils doivent affirmer, en outre, dans cette déclaration que le total de leurs revenus de toutes catégories n'est pas supérieur à 12.350 francs.

Sont applicables, en cas de fausse déclaration, les sanctions prévues par l'article 18 de la présente loi.

Le rapporteur à la Chambre des députés, R. Renoult, écrivait : « (1) On aurait pu concevoir que l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels fût établi sur le chiffre même du revenu net réalisé par l'imposable. Théoriquement, ce système eût sans doute été préférable à celui de l'article 32 ; mais, en fait, il eût présenté de grandes difficultés d'application.

« Les bénéfices d'un commerce, d'une industrie, ne se prêtent guère, en effet, sans des recherches d'une extrême complexité, à une évaluation exacte, et, dans bien des cas, l'intéressé lui-même serait fort embarrassé d'en dire le chiffre.

« Aussi a-t-on cru devoir s'arrêter à un régime qui, servant d'aussi près que possible la vérité, écartât cependant les complications inutiles. C'est le régime qui fonctionne d'une façon tout-à-fait satisfaisante en Alsace-Lorraine, où

(1) R. RENOULT. — Rapport sur l'impôt sur le revenu, 1907, t. I, p. 202.

il a remplacé notre contribution des patentes, et qui consiste à imposer les professions suivant leur productivité normale, appréciée d'après tous les signes extérieurs qui peuvent la révéler, et en tenant compte de la situation économique et des circonstances de temps et de lieu qui peuvent avoir sur elle de l'influence. »

*
**

Ce fut la loi du 8 juin 1896 qui institua l'impôt professionnel en Alsace-Lorraine. Elle soumettait à l'impôt les industries sédentaires exercées en Alsace-Lorraine, ainsi que les professions de médecin, d'huissier, de notaire et d'avocat-avoué.

Les articles 3, 4, 5 exemptaient certaines professions, comme l'agriculture, la vente de ses produits, les coopératives, l'exercice d'une profession scientifique, littéraire, pédagogique, etc...

ARTICLE 6

« L'impôt sur les professions est établi sur la base de leur productivité.

« La productivité d'une profession se mesure d'après le chiffre qui, dans des conditions normales d'exploitation et sous déduction des frais généraux, peut être pris comme revenu annuel moyen. »

ARTICLE 13

« L'impôt est établi sur la base des estimations faites conformément à la loi du 6 mars 1893.

« A cet effet, les estimations doivent être rectifiées et complétées d'après la situation du 1^{er} avril 1897, en tenant compte des dispositions de la présente loi. »

ARTICLE 14

« Dans la suite on procèdera, pour chaque année fiscale, à la détermination de l'impôt pour les professions nouvellement créées, ainsi qu'à la rectification des évaluations, qui sera devenue nécessaire à raison de l'augmentation, de diminution ou de modification durable dans l'exploitation ou d'erreurs matérielles.

« Lors de la taxation annuelle, il sera fait application des principes généraux d'évaluation établis par l'article 7 de la loi du 6 mai 1893.

« Les personnes juridiques, les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions, les associations coopératives inscrites, et toutes les entreprises industrielles ou commerciales obligées à la publication de leurs comptes, sont tenues de produire chaque année au directeur des contributions directes, conformément aux prescriptions ministérielles, leurs comptes rendus et leurs bilans, ainsi que les délibérations des Assemblées générales qui s'y réfèrent.

« Les déclarations exigées par l'article 13 de la loi du 6 mai 1893 ne sont requises que des contribuables qui, dans l'exercice écoulé, n'étaient pas encore soumis à l'impôt sur les professions, et qui ont, depuis, changé le siège et le mode, ainsi que l'importance d'exploitation de leur profession. Le délai pour la remise de ces déclarations est de trois semaines.

« Certains contribuables peuvent être également tenus, dans des cas autres que ceux précités, de remettre leur déclaration dans le même délai.

« Le ministère peut ordonner aussi pour des années déterminées la production générale des déclarations, de même qu'une révision générale des taxations.

« Les résultats de la taxation annuelle ne sont appliqués qu'à partir de l'exercice suivant, sous réserve des dispositions spéciales de l'article 27, alinéas 2 et 3. »

ARTICLE 15

« Quiconque, après l'entrée en vigueur de la présente loi, entreprend l'exercice d'une profession, doit en faire préalablement la déclaration au maire de la commune où il doit l'exercer.

« Cette déclaration n'est pas nécessaire dans le cas où l'exploitation est annoncée conformément à l'article 14 de la Gewerbe-Ordnung.

« Les maires sont tenus de communiquer à la direction des Contributions compétente, dans le délai fixé par le ministère, toutes les déclarations de professions qui leur sont remises.

« La cessation de toute profession soumise à l'impôt doit être déclarée, par écrit, par celui qui l'exerce, au bureau de perception chargé du recouvrement des contributions. »

ARTICLE 16

« La taxation des professions est faite par des Commissions spéciales.

« Il sera formé pour chaque district de taxation une Commission d'arrondissement et pour chaque département administratif une Commission départementale. »

ARTICLE 17

« Les commerces ou industries qui consistent principalement dans la vente immédiate aux consommateurs, ou dont l'exploitation est essentiellement locale, ainsi que les professions de géomètre privé, d'agent d'affaires, ou de négociateur de contrats immobiliers, d'emprunts ou de mariages, sont taxés par les Commissions d'arrondissement. Toute les autres professions sont taxées par les Commissions départementales.

« Sont également taxés par les Commissions départementales, les médecins, pharmaciens, architectes et ingénieurs, huissiers, notaires, avocats, avoués, vétérinaires et dentistes. »

ARTICLE 22

« Les Commissions de taxation contrôlent les déclarations et avis de mutation qui leur sont remis (art. 14 et 15) et on le droit de poursuivre la révision.

« Elles peuvent, afin de déterminer la situation réelle d'un commerce ou d'une industrie, faire prendre par des experts ou autres personnes compétentes le complément d'information nécessaire ; elles peuvent également, pour se procurer tous autres renseignements indispensables à l'évaluation, faire visiter les magasins et les ateliers pendant les heures de travail.

« Ces visites ne peuvent être faites que par des fonctionnaires de l'Etat, sauf l'assentiment du patentable.

« Les experts et les autres personnes appelées à donner des renseignements peuvent, avant d'être entendus, prêter serment devant la justice de paix du lieu où s'exerce la profession qu'il s'agit de taxer. »

ARTICLE 23

« Le directeur des Contributions directes fixe le montant de l'imposition, conformément au tarif (art. 7), sur les bases établies par les Commissions de taxation et dresse les rôles en conséquence.

« Il a le droit de rectifier, à cette occasion, les erreurs d'écriture ou de calcul qui auraient été commises dans les délibérations antérieures.

« Les rôles sont déclarés exécutoires et publiés par lui suivant les prescriptions en vigueur en matière de contributions directes. »

Les décisions des Commissions de taxation et de l'administration peuvent toujours être frappées d'appel devant une Commission de révision.

Nous renvoyons au commentaire très complet de cette loi du 8 juin 1896, par M. R. Renoult, dans son rapport à la Chambre française des députés, en 1907, tome 2, page 252 ; nous n'en donnons qu'un résumé ici.

COMMENTAIRE DE LA LOI. — LE GEWERBESTEUER

Le Gewerbesteuer, qui a remplacé la patente, est donc un impôt de quotité, direct et réel.

Et quant à la réalité de l'impôt, les avantages en sont trop évidents pour qu'il soit nécessaire d'y insister. On a fini, il est vrai, par dégrever, par exempter les bénéfices inférieurs à une certaine somme ; mais personne n'a formulé de plaintes à cet égard. D'ailleurs, outre qu'il est généralement admis que l'Etat ne doit pas prélever de taxe sur ce qui est nécessaire à l'entretien minimum du contribuable et de sa famille, il est à remarquer que, si le Gewerbesteuer frappait les tout petits revenus professionnels, il frapperait le travail personnel du contribuable seul représenté par ces tout petits revenus ; et ce fait serait contraire à l'esprit de la loi, qui prétend toucher les profits réalisés par la fabrication ou la transformation des produits manufacturés. La loi de 1884 sur la patente n'exemptait-elle pas les artisans travaillant sans aide ?

D'ailleurs, l'exemption pour les revenus inférieurs à 700 marks a exonéré 12.000 contribuables (24 %), dont la taxation était onéreuse et peu fructueuse à cause des cotes irrécouvrables.

Les contribuables. — La loi vise les personnes physiques (commerçants, industriels, notaires, avocats...) et les personnes morales (sociétés ou associations poursuivant un but industriel ou commercial, coopératives de production et de consommation).

Par contre, elle exempte : 1° les revenus inférieurs à 700 marks ;

2° En raison de la personne du contribuable, l'Empire, les Chemins de fer, ainsi que l'Alsace-Lorraine, les départements et les communes (au moins pour leurs entreprises

d'utilité publique) ; 3° en raison du but ou de la nature de l'entreprise, les œuvres d'utilité publique (banque de l'Empire, sociétés publiques, de crédit, d'épargne, d'assurance, associations de crédit privées d'un capital inférieur à 50.000 francs, œuvres populaires, scolaires, charitables) ; 4° afin d'éviter une superposition de taxe ou pour sauvegarder des situations acquises (sociétés agricoles vendant ses produits ou en achetant, exploitations forestières et agricoles, distilleries, commerce de certains objets de consommation sur les marchés hebdomadaires).

Assiette. — La productivité, base de l'impôt, n'est pas le bénéfice net, qui suppose la connaissance exacte des affaires de l'industriel ; c'est le produit brut, déduction faite des frais généraux, dans des conditions d'exploitation normales.

Dans les frais généraux, on comprend les réparations et l'amortissement du matériel, l'achat des matières premières, les salaires inférieurs à 10.000 marks, les assurances, mais non les agrandissements d'ateliers ou de magasins, les versements au fonds de réserve, les amortissements des obligations, les dividendes, les rétributions accordées aux industriels, les tantièmes d'administrateurs, le loyer des locaux industriels.

La dégression. — On a vu que le taxateur n'a pas à évaluer les bénéfices du contribuable, mais à le ranger dans une des classes prévues. Le taux est dégressif jusqu'à un certain revenu.

Lors du vote de la loi, le Gouvernement proposait la dégression en faveur des bénéfices inférieurs à 5.000 marks,

en disant : « Le Gewerbesteuer a pour but essentiel d'atteindre le bénéfice industriel et commercial ; le produit des métiers, petits et moyens, ou des boutiques, moyennes et petites, étant en majeure partie la rémunération du *travail personnel* de l'industriel, il s'ensuit que ces petits revenus doivent être soumis à un tarif de faveur. » Mais, devant le Landesauschuss, M. Spies défendit et fit prévaloir un vœu de la Chambre de commerce de Strasbourg étendant la faveur de la dégression jusqu'à 20.000 marks.

De 1896 à 1903, le « Gewerbesteuer » fut perçu au taux de 1 m. 90 % et d'après le tarif dégressif.

En 1901-1902, on comptait 56.008 contribuables jouissant d'un revenu total de 107.082.750 marks et profitant de l'échelle dégressive, et 852 contribuables soumis au tarif proportionnel et représentant 92.230.000 marks.

Evaluation de la productivité. — Pour évaluer la productivité des industries, la loi institue des organismes spéciaux, composés, partie de fonctionnaires, partie de contribuables désignés par le Gouvernement et par les Corps électifs. Les contribuables choisis sont des techniciens ou hommes d'affaires, connaissant les industriels, et capables de juger, aussi exactement que possible, la situation d'une industrie et d'un commerce.

Il y a d'abord, pour chaque département, une Bezirks-Commission, présidée par un fonctionnaire de l'administration des Finances, et composée, pour la majorité, de membres nommés par le Conseil départemental et les Chambres de commerce, pour la minorité de membres nommés par le directeur des Contributions directes. La

Bezirks-Commission estime la productivité des professions, qui ont, comme champ d'action, un département.

Il y a ensuite, pour chaque arrondissement, la Kreis-Commission, de composition analogue à la précédente, et qui évalue la productivité des industries et des commerces ayant un champ d'action purement local.

En principe, il semble bien que les deux intérêts en présence, — celui de l'Etat et celui des contribuables, — soient représentés et défendus, le premier par les fonctionnaires, le second par les contribuables délégués dans les fonctions de taxateurs.

L'estimation préalable de la productivité des professions, prescrite par la loi du 6 mai 1893, n'avait pas été, comme on l'a vu par les critiques que provoque son exécution, absolument parfaite. Et c'est assez naturel : au début, les taxateurs tâtonnaient, manquaient d'éléments d'appréciation, marchaient dans l'inconnu. Mais, par la suite, l'expérience acquise et les renseignements recueillis ont servi, et l'évaluation s'est notablement perfectionnée, améliorée.

Lors de la première évaluation, de l'évaluation provisoire, les contribuables avaient dû fournir les renseignements qu'on leur demandait en vertu de la loi. Depuis cette époque, on n'a point exigé de nouvelles déclarations, sauf pour les professions nouvellement établies (et encore, dans ce dernier cas, on ne peut exiger que les renseignements prévus par la loi). Il est certain que, petit à petit, on arrive à une connaissance plus approfondie, plus exacte, de la situation de chaque contribuable.

En passant, il convient de remarquer que les contribuables, au point de vue de la taxation, sont divisés en deux

groupes. Les contribuables individuels sont taxés sur leur production présumée, les Sociétés doivent produire leurs bilans et leurs comptes de profits et pertes. Il est vrai que, par contre, ces dernières jouissent de certains privilèges légaux.

Quant à la révision générale des estimations, l'exposé des motifs de la loi donne au Gouvernement le droit de la faire. Mais il n'en a pas usé.

Enfin, la loi ordonne et garantit le secret des délibérations des taxateurs et des rôles de contributions.

Réclamations. — La loi institue un double recours contre les Commissions de taxation. En premier lieu, le contribuable s'adresse aux taxateurs ; en second lieu, s'il n'obtient pas satisfaction, il peut interjeter appel devant la Berufungs-Commission (Commission de révision), qui est composée de sept membres : deux magistrats, trois contribuables nommés par le Statthalter.

Cette loi fut, pour l'Alsace-Lorraine, un grand progrès, très bien accueillie ; elle ne tarda pas à réaliser une justice immédiatement appréciable dans l'impôt sur les revenus industriels et commerciaux ; R. Renoult en donne de nombreuses preuves dans son Rapport. De là l'idée, que la Commission des Finances de la Chambre et le Gouvernement français de M. Caillaux avaient eue, de l'imiter, et d'adopter le système de la productivité moyenne multipliée par le chiffre des affaires.

CHAPITRE IV

LA TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES, EN FRANCE, ET SUR LES OBJETS DE LUXE

Le décret du 15 décembre 1926 porte codification de la législation en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires ; la taxe avait été créée par la loi du 25 juin 1920, et l'on comptait vingt lois différentes sur cette même question dans l'espace de six ans. C'est la preuve au moins que cette taxe se modifie dans le sens du mieux.

Analysons ce décret.

SECTION I

CHAMP D'APPLICATION DE L'IMPOT

ARTICLE PREMIER

Affaires imposables

Il est institué un impôt sur le chiffre des affaires faites en France, par les personnes qui, habituellement ou occasionnellement, achètent pour revendre, ou accomplissent

des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre I^{er} de la loi du 31 juillet 1917, ainsi que par les exploitants d'entreprises assujetties à la redevance proportionnelle prévue par l'article 33 de la loi du 21 avril 1810.

Les lois ont ajouté depuis à cette définition générale les opérations effectuées par les intermédiaires pour l'achat ou la vente des immeubles ou des fonds de commerce, par certains agents, employés, intermédiaires, mandataires, par des entreprises de transport qui ont construit elles-mêmes leurs voitures automobiles ; c'est l'expérience qui permet de voir par où pèchent certaines dispositions des lois fiscales.

ARTICLE 2

Exemptions

Ici encore la loi de 1920 portait onze exemptions ; le décret de 1926 en porte 27. Ces exemptions ont pour but souvent d'éviter la pluralité d'impôts sur une même matière, par exemple le numéro 11 des décrets :

Sont exemptes de la taxe :

1° Les affaires effectuées par les sociétés ou compagnies d'assurances et tous autres assureurs, quelle que soit la nature des risques assurés, et qui sont soumises aux taxes de timbre et d'enregistrement édictées par les articles 6 de la loi du 23 août 1871, 8 de la loi du 20 décembre 1884, 16 de la loi du 13 avril 1899, 16, 17, 18, 20 et 21 de la loi du 29 juin 1918, 2 de la loi du 14 juin 1919 et 39 de la loi du 25 juin 1920.

Dans d'autres exceptions, il s'agit de favoriser certaines

affaires, comme la vente du pain et des grains de blés tendres et de seigles destinés à la fabrication du pain, la vente des phosphates, os et pyrites servant à la fabrication des superphosphates, les affaires effectuées par les syndicats agricoles, sur les produits ou objets nécessaires à l'exercice de la profession d'agriculteur.

D'autres exemptions s'expliquent pour des raisons diverses, par la nature des choses, par la réglementation imposée d'un prix de vente... par exemple le 2 et le 3 de la loi de 1920.

2° Les affaires ayant pour objet la vente des produits monopolisés par l'Etat ainsi que les timbres et papiers timbrés débités par l'Etat ;

3° Les affaires effectuées par les exploitants de services publics concédés, tenus d'appliquer des tarifs fixés ou homologués par l'autorité publique, et soumises à ces tarifs.

Cet article des exemptions est le moyen de donner à la loi la souplesse nécessaire par la pratique ; la loi du 16 avril 1930 porte quatre nouvelles exemptions, celles des opérations effectuées par des corporatives artisanales, et de certaines opérations sur les laines brutes, le lait et le façonnage.

SECTION II

DÉTERMINATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES IMPOSABLE

L'article 3, à son tour, a été largement modifié, citons-en les éléments essentiels.

Pour la liquidation de l'impôt, le chiffre d'affaires est constitué, ou *par le montant des ventes effectives et définitives*

réalisées, ou par la valeur de la production cédée (par exemple pour les cokeries livrant des coques aux usines métallurgiques), par le prix de revient des voitures automobiles mises en service, par le montant des courtages, remises... et autres profits définitivement acquis.

SECTION III

TAUX DE L'IMPOT

ARTICLE 4

Affaires faites à destination de l'intérieur

Le taux est fixé à 2 %.

Il est *réduit* à 1,3 % pour les affaires réalisées par les entreprises de journaux ainsi que pour les ventes de papiers faites et les prestations de services rendus à ces mêmes entreprises.

Il est augmenté et porté :

1° A 4 % pour les affaires afférentes au logement et à la consommation sur place de boissons et denrées alimentaires quelconques effectuées dans des établissements classés comme étant de seconde catégorie ;

2° A 12 % si l'établissement est de première catégorie (la loi du 16 avril 1930 ramène ces deux taux à 3 % et à 10 % pour les établissements qui afficheront leurs prix).

3° A 6 % pour les ventes d'automobiles ou leur mise en circulation dans certaines conditions.

A 12 % dans certaines autres conditions.

4° A 2,5 % pour les ventes de charbon de terre, lignites, coke, brai minéral et agglomérés.

Le taux de la taxe de luxe (n° 3 de cet article) est de 12 %.

ARTICLE 5

Affaires faites à destination de l'exportation

Le taux est de 1,3 % seulement ; dans certains cas, il est porté à 3 et à 12 %.

Le Gouvernement est autorisé :

1° A appliquer par décret le taux de 1,3 % aux affaires portant sur les objets de luxe quand ils ne peuvent supporter les taux de 3 ou de 12 %.

2° A suspendre l'application de la taxe si les conditions des échanges viennent à changer.

SECTION IV

CLASSEMENT DES MARCHANDISES, DENRÉES

FOURNITURES OU OBJETS DE LUXE

ET DES ÉTABLISSEMENTS DE PREMIÈRE ET DE SECONDE CATÉGORIES

ARTICLE 6

La codification de 1926 a peu modifié cet article 64 de la loi de 1920.

Le Gouvernement est autorisé à effectuer par décret le classement des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques de luxe, ainsi que la modification du classement opéré. Ces décrets seront soumis à la ratification législative, immédiatement, si les Chambres sont réunies, sinon,

dès l'ouverture de leur plus prochaine session ; ils resteront applicables jusqu'à la mise en vigueur de la loi statuant sur leur ratification.

Le classement des établissements de première et de seconde catégories sera effectué dans chaque département par une Commission siégeant au chef-lieu et composée : du directeur de l'Enregistrement, du directeur des Contributions directes et du cadastre, du directeur des Contributions indirectes, de deux représentants du commerce intéressé désignés par les Chambres de Commerce, ou, à défaut, par le ministre du Commerce, et d'un membre délégué par les grandes associations de tourisme ou les syndicats d'initiative, ou désigné, à défaut, par le ministre des Travaux publics. La Commission est présidée par le plus ancien en grade des chefs de service ci-dessus énumérés. En cas de partage des voix, celle du président sera prépondérante.

Les décisions des Commissions départementales seront notifiées au chef de l'établissement intéressé, par lettre recommandée, avec accusé de réception.

Dans le délai d'un mois à compter de cette notification, appel peut être interjeté, soit par le chef de l'établissement, soit par le directeur des Contributions indirectes. Cet appel est porté devant une Commission supérieure composée de :

Un délégué du ministre du Commerce ;

Deux délégués du ministre des Finances ;

Deux membres des chambres syndicales des commerces intéressés ;

Trois membres désignés par la réunion des Présidents des Chambres de Commerce, ou, à défaut, par le ministre du Commerce.

Le président de la Commission sera désigné par arrêté du ministre des Finances, et aura voix prépondérante, en cas de partage.

La Commission supérieure statue sur mémoire. Ses décisions ne peuvent être attaquées que pour excès de pouvoir ou violation de la loi, devant le Conseil d'Etat ; mais l'intéressé et le Directeur des Contributions indirectes peuvent, après une année révolue, réclamer de la Commission un nouvel examen, et ainsi d'année en année.

L'appel ne suspendra pas l'exécution des décisions des Commissions départementales.

Un décret déterminera les conditions de fonctionnement des Commissions départementales et de la Commission supérieure.

SECTION V

REDEVABLES DE L'IMPOT. LEURS OBLIGATIONS

L'essentiel sur ce point était déjà contenu dans les articles 66 et 67 de la loi de 1920.

ARTICLE 66

« Toute personne redevable de l'impôt sur le chiffre des affaires devra, si elle ne tient pas habituellement une comptabilité régulière, avoir un livre aux pages numérotées sur lequel elle inscrira jour par jour, sans blanc ni rature :

a) Si elle vend des marchandises, denrées, fournitures ou objets, chacune des ventes qu'elle a effectuées ;

b) Si elle vend des services, chacun des courtages, commissions, remises, salaires, prix de location, intérêts, escomptes, agios et autres profits constituant la rémunération de ces services.

Chaque inscription doit indiquer la date, la désignation sommaire des objets vendus ou du service rendu, ainsi que le prix de la vente ou le montant des courtages, commissions, remises, salaires, prix de location, intérêts, escomptes, agios ou autres profits. Toutefois, les opérations au comptant pour des valeurs inférieures à 100 francs et ne s'appliquant pas à des objets classés comme étant de luxe, pourront être inscrites globalement à la fin de chaque journée.

Lorsque la vente aura été conclue avec un autre commerçant et que le prix dépassera 500 francs, le livre portera, en outre, le nom et l'adresse de ce commerçant.

Le montant des opérations inscrites sur le livre sera totalisé à la fin de chaque mois.

Le livre prescrit par le premier alinéa du présent article, ou la comptabilité en tenant lieu, ainsi que les pièces justificatives des opérations effectuées par les redevables, notamment les factures d'achats, devront être conservées, pendant un délai de trois ans, à compter du 1^{er} janvier de l'année durant laquelle le livre a été commencé ou durant laquelle les pièces ont été établies.

ARTICLE 67

Les personnes visées à l'article précédent sont tenues :

1° De fournir aux agents des Contributions directes, ainsi qu'à ceux des autres services financiers qui seront désignés

par un règlement d'administration publique pour chaque catégorie de commerçants, tant au principal établissement que dans les succursales et agences, toutes justifications nécessaires à la fixation du chiffre d'affaires.

2° De remettre chaque mois, de la manière et dans les délais qui seront fixés par le règlement d'administration publique prévu au premier alinéa du présent article, un relevé qui indiquera le montant total du chiffre de leurs affaires pendant le mois précédent, et distinctement, s'il y a lieu, les fractions de ce chiffre passibles de la taxe de 10 %, ainsi que d'acquitter le montant des taxes exigibles d'après ce relevé, dans les conditions qui seront arrêtées par le même règlement.

Ce règlement pourra déterminer les conditions auxquelles l'Administration aura la faculté de dispenser les redevables de certaines des obligations édictées par l'article 66, et de celles édictées sous le n° 2 ci-dessus, moyennant le versement d'un forfait annuel, ou de modifier exceptionnellement le délai de déclaration et de paiement fixé audit numéro.

Les articles 11 et 12 du décret de 1926 ont introduit les régimes spéciaux du forfait et des acomptes provisionnels.

L'admission au forfait est facultative et doit être demandée. M. Bokanowsky, rapporteur à la Chambre de la loi du 16 avril 1924, qui a organisé le forfait, écrivait : « On ne saurait se dissimuler que le contrôle exercé sur les petits redevables apparaît plus lourd et plus irritant que pour les grandes maisons. D'une part, dans les villages ou les petites villes, la vérification revêt un caractère moins anonyme : l'agent du Trésor connaît chaque contribuable et est connu

de lui. Le petit commerçant ne peut se défendre de voir, dans les démarches du fisc, une suspicion personnelle qui l'inquiète et le vexe... Dans les grandes maisons, le contrôleur s'adresse directement au service de la comptabilité qui peut lui fournir tous les renseignements utiles, sans intervention personnelle du directeur de l'entreprise. Dans une petite boutique, au contraire, le commerçant lui-même ou sa femme, ou son fils, peuvent seuls recevoir l'agent du Trésor ; ils doivent interrompre leurs opérations, délaisser leur clientèle, pour répondre aux demandes qui leur sont adressées. » M. Bokanowsky pensait que le forfait était une modalité nécessaire pour assouplir la réglementation de l'impôt sur le chiffre d'affaires, et pour l'adopter plus étroitement à la situation spéciale des petits commerçants.

La loi du 16 avril 1924 a modifié le régime fiscal applicable au petit commerce et à la petite industrie (*Journal Officiel* du 17 avril 1924).

TITRE PREMIER

ARTICLE PREMIER

L'article 7 de la loi du 31 juillet 1917 est complété par la disposition suivante :

« Pour l'imposition des contribuables dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 200.000 francs, s'il s'agit de redevables dont le commerce principal est de vendre des marchandises, denrées, fournitures et objets à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, et 40.000 francs, s'il s'agit d'autres redevables, il est fixé un

coefficient unique pour chaque nature de profession ou chaque catégorie déterminée conformément à l'alinéa premier du présent article.

ART. 2

L'article 9 de la loi du 31 juillet 1917, modifié par l'article 3 de la loi du 25 juin 1920, et l'article 5 de la loi du 30 juin 1923, est complété par la disposition suivante :

« Sont dispensés des déclarations et justifications prévues au présent article, les contribuables admis au versement d'un forfait annuel pour l'assiette de la taxe prévue par les articles 59 à 72 de la loi du 25 juin 1920.

« Pour ces contribuables, le chiffre d'affaires qui sera utilisé pour le calcul du bénéfice imposable sera constitué par le montant du forfait annuel prévu ci-dessus, auquel sera ajoutée, s'il y a lieu, une évaluation forfaitaire, établie dans les mêmes conditions, pour le montant des affaires exonérées de la taxe instituée par les articles visés à l'alinéa précédent. »

ARTICLE 3

Le cinquième alinéa de l'article 10 de la loi du 31 juillet 1917 est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« En ce qui concerne le contribuable visé au troisième alinéa de l'article 7, le bénéfice imposable est évalué en appliquant au chiffre d'affaires le coefficient unique déterminé dans les conditions prévues à cet alinéa. Le Contrôleur notifie aux intéressés le coefficient qu'il a appliqué, en les avisant qu'un délai de vingt jours leur est accordé pour pré-

senter leurs observations par écrit ou verbalement au sujet de cette fixation. Dans le cas où le contribuable juge que le coefficient qui lui est appliqué ne correspond pas à la catégorie de profession dans laquelle il doit être rangé, il a la faculté d'indiquer le coefficient qu'il estime devoir être adopté et d'en demander l'application, à condition de fournir les justifications nécessaires. »

« A la suite des observations présentées ou à l'expiration du délai de vingt jours prévu aux alinéas 3 et 5 du présent article, le contrôleur arrête définitivement les bases d'imposition, sans préjudice, pour les intéressés, du droit de réclamer par la voie contentieuse après la publication du rôle. »

ARTICLE 5

Les 4^e, 5^e et 6^e alinéas de l'article 67 de la loi du 25 juin 1920, modifiés par l'article 13 de la loi du 30 mars 1923, sont modifiés comme suit :

« Seront dispensés, sur leur demande, et moyennant le versement d'un forfait annuel, de la tenue des documents prévus à l'article 66 de la loi du 25 juin 1920 et de la production des justifications et relevés fixés au paragraphe 1 et 2 de l'article 67 de la loi précitée, ainsi que des obligations prévues par l'article 32 de la loi du 31 juillet 1920, les redevables dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 200.000 francs, s'il s'agit de redevables dont le commerce principal est de vendre des marchandises, denrées, fournitures et objets à emporter ou consommer sur place et de fournir le logement, ou 40.000 francs, s'il s'agit d'autres redevables.

« Le montant du forfait, servant de base à l'impôt, sera établi par l'Administration, après entente avec le contribuable.

« En cas de désaccord, l'évaluation sera effectuée sur la demande du contribuable par une Commission. »

La section V du décret de 1926 règle les pénalités et le contentieux, et la section VI établit la carte de commerce pour toute personne se livrant en France, ailleurs qu'en *boutique ou magasin*, à des ventes d'objets ou marchandises quelconques.

Le titre II établit une taxe à l'abatage des bestiaux, c'est un *essai de taxe à la production* et non plus à la vente.

Le titre III vise les *taxes à l'importation*.

Sur ce point, l'article 72 de la loi de 1920 est à citer par nous, qui ne cherchons point à recopier une loi de France pour l'acclimater en Egypte, mais qui désirons dégager les idées fondamentales, simples ; cet article 72 a été modifié depuis ; la taxe a été portée à 2 % et 12 % sur les marchandises de luxe. Le nombre des exemptions a été étendu. Les importations d'objets ou de marchandises sont soumises, quelque soit l'importateur, à l'impôt de 1 %, qui sera liquidé sur la valeur desdits objets ou marchandises, droits de douane et de consommation ou de circulation compris, ou, s'il s'agit de marchandises, denrées, fournitures ou objets destinés à un non-commerçant et classées comme étant de luxe, à l'impôt de 10 % édicté par l'article 63 de la présente loi. Dans ce cas, l'impôt sera perçu, les contraventions seront punies, les poursuites seront effectuées et les instances instruites et jugées comme en matière de douane, et par les tribunaux compétents en cette matière.

Lorsqu'une personne résidant hors de France a acheté en France des marchandises ou objets qu'elle donne l'ordre de livrer en France à un tiers auquel elle les a revendues, la livraison opérée en vertu de cet ordre sera assimilée à une importation, et le vendeur qui l'effectuera sera, en conséquence, tenu d'acquitter, indépendamment de l'impôt applicable à l'affaire réalisée avec ladite personne, un second impôt de 1 ou de 10 % selon la qualité du tiers qui a reçu la livraison et la nature des marchandises ou objets livrés.

Sont exemptes de l'impôt de 1 ou de 10 % les affaires s'appliquant à des opérations de ventes, de commissions ou de courtage qui portent sur des objets ou marchandises exportés, sous réserve, en ce qui concerne les affaires passibles de l'impôt de 10 %, des exceptions qui seront déterminées par les décrets prévus à l'article 64 de la présente loi.

Il n'y a pas lieu de s'y tromper : la présente taxe à l'importation n'est pas un impôt de douane, mais de consommation. Une taxe spécifique est imposée sur les importations de viande en compensation de la taxe d'abatage.

*
* *

La taxe sur le chiffre d'affaires accroît le coût de la vie, comme tout impôt de consommation, et pas plus, peut-être moins, et son rendement est considérable ; M. Bokanowsky écrivait dans son rapport du 25 mars 1920 que le Gouvernement en attendait 4 milliards et demi ; le Gouvernement se trompait pour les années 1920, 1921, 1922, 1923 et 1924, mais, depuis, la taxe a dépassé les 4 milliards et demi. La taxe a donné 936 millions pour six mois en 1920, 1.900

millions en 1921, 2.280 millions en 1922, 3 milliards en 1923, 4 milliards en 1924, 4.535 millions en 1925 et 7.400 millions en 1926. Au budget de 1930, son produit est prévu pour 8.097.723.000 francs.

Nous terminerons sur une remarque importante, la taxe de luxe est devenue une modalité de la taxe sur le chiffre d'affaires, ce qui lui enlève bon nombre d'inconvénients ; elle est à la charge des commerçants, directement du moins, mais au moins est-on sûr qu'elle sera payée — ce qui était douteux quand l'acheteur la payait au moment de son achat. La surveillance de la rentrée de l'impôt de luxe en est de plus très simplifiée.

CHAPITRE V

LES IMPOTS ACTUELS EN EGYPTE

Consultons le budget pour l'exercice 1929-1930 et promulgué le 21 mars 1929.

La première division des recettes comporte *la propriété non bâtie*, pour un revenu de 5.242.000 livres égyptiennes, *et la propriété bâtie*, pour un revenu de 836.000 livres égyptiennes.

Et ce sont les seuls impôts directs. Le taux de l'impôt *sur la propriété non bâtie* est de 28,64 %. Il serait faux de dire aujourd'hui que les finances de l'Egypte ne puisent guère à d'autres ressources que la bonne terre du Nil, puisque cet impôt n'est prévu au budget de 1929 que pour 5.242.000 livres égyptiennes.

Cet impôt reste invariable, ne progresse pas ; la moyenne annuelle était de 5.120.000 livres égyptiennes pour les exercices 1916, 1917, 1920, 1921, il a produit, au compte de l'année 1927, 5.452.335 livres égyptiennes ; la superficie cultivable reste stationnaire en Egypte.

Le taux de cet impôt n'est même pas de 28,64 %, car le

décret de 1899, qui régit la matière, dispose que le taux de 28,64 ne sera appliqué que si l'on ne dépasse pas P. T. 164. Ce maximum représente une location de 5 livres égyptiennes par feddan, ce qui est rare aujourd'hui ; surtout avec la hausse des loyers et des prix auprès guerre (1). La classe agricole est écrasée par l'impôt, la situation du paysan égyptien est très pénible, surtout depuis la baisse du coton. Il arrive même que ce sont les terres les plus faibles qui sont le plus lourdement imposées.

Le taux de l'impôt sur la *propriété bâtie* est de $\frac{1}{12}$ de la valeur locative, et au Caire de $\frac{1}{10}$.

On peut comparer le taux sur la propriété bâtie en Egypte et en France ; il est le même à quelque chose près, il est même plus lourd en France qu'en Egypte.

Ne sont soumis à cet impôt que les immeubles situés dans quarante villes ; on ne l'applique pas dans les petits villages.

Les bases d'évaluation de la valeur locative sont les mêmes qu'en France, les baux, la comparaison avec d'autres immeubles ou l'évaluation directe de la valeur locative par des Commissions d'évaluation composées de trois délégués du Gouvernement et de trois membres tirés au sort sur une liste de douze propriétaires élus par les redevables ; l'un de ces propriétaires doit être un étranger. Au-dessus de ces Commissions d'évaluations se trouvent des Conseil de révision. Devant ceux-ci, la loi distingue, suivant que le recours est fait par un Egyptien ou par un étranger ; s'il s'agit d'un recours intéressant un Egyptien, la majorité des membres

(1) RIFAÏ, thèse, p. 96.

du Conseil devra être égyptienne, s'il s'agit d'un étranger, la majorité devra être étrangère.

La deuxième division des recettes se rapporte aux douanes; elles sont prévues au budget de 1929-1930 pour 11.612.700 livres égyptiennes. Il y aura dans l'avenir un déchet sur cette prévision, car les nouveaux tarifs du 15 février dernier ont été précédés d'un mouvement de spéculation effrénée; les importateurs ont rempli l'Egypte de marchandises avant ce 15 février, afin de payer encore les anciens tarifs. Le déficit affectera 1930-1931 et n'atteindra pas 1929-1930, puisque les marchandises entrées ont été plus abondantes et que les recettes de 1927 auraient été de 11.802.235 livres égyptiennes. Du nouveau tarif le Gouvernement attend 3.000.000 livres égyptiennes de plus.

A la troisième division se trouvent les droits de port et de phare, pour 304.300 livres égyptiennes; à la quatrième division, les pêcheries, pour 84.000 livres égyptiennes, à la cinquième, le timbre-quittance, pour 176.000 livres égyptiennes, à la sixième, les droits judiciaires et d'enregistrement, pour 2.252.000 livres égyptiennes; à la septième, les railways, pour 6.971.000 livres égyptiennes; à la huitième, les télégraphes, pour 221.000 livres égyptiennes; à la neuvième, les téléphones, pour 675.000 livres égyptiennes; à la dixième, les postes, pour 723.000 livres égyptiennes; à la onzième, les intérêts du Fonds, pour 2.795.000 livres égyptiennes; à la douzième, les recettes diverses, pour 2.713.000 livres égyptiennes.

Dans les recettes diverses rentrent pour un million de livres le produit de deux taxes d'accise ou de consommation.

Le 13 avril 1901, un décret établissait un droit *ad valorem*

sur les tissus de coton fabriqués en Egypte : ce droit est égal au droit de douane perçu sur les produits similaires importés de l'étranger (art. 4^e). « Sont exemptés du droit les produits y énumérés (à l'article premier), qui proviennent des petites industries locales qui travaillent exclusivement avec des métiers à bras. »

Le décret du 13 avril 1901 taxe les fils, tissus, étoffes et tous autres produits manufacturés de coton fabriqués en Egypte.

Le 18 avril 1920, un autre décret établissant un droit fixe de P. T. 35 par hantar sur toutes les classes *de coton produites en Egypte*, droit encore d'accise ou de consommation.

La loi n° 3 du 14 février 1930 porte : « *Article premier.* --- Les droits d'accise, établis et réglementés par les décrets des 30 mars 1921, 25 juin 1921, 27 juillet 1921, 23 avril 1922, 22 octobre 1923, 14 octobre 1925 et 21 mai 1926, ainsi que les autres dispositions desdits décrets, pourront être modifiés par décret. »

Et le décret du même jour, 14 février 1930, établit un droit d'accise sur l'alcool, la bière, les sucres raffinés et les autres bruts, livrés directement à la consommation, les sucres bruts allant en raffinerie, les sucres candis, les huiles de pétrolé, de schistes et autres huiles minérales, la benzine et whit spirit, les huiles lubrifiantes.

ARTICLE PREMIER

A partir du 17 février 1930, il sera perçu un droit d'accise sur les seuls produits énumérés au tableau annexé au présent décret et d'après les taux indiqués audit tableau.

ART. 2

Aux fins de l'application du présent décret sont compris, sous la dénomination d'alcool, indépendamment de l'alcool proprement dit ou alcool éthylique d'industrie ou autre, les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, bitters, amers et boissons apéritives autres qu'à base de vin, les vins de raisins secs, de figues, de dattes et autres analogues, ainsi que toutes les autres boissons alcooliques non dénommées au tarif des douanes et toutes les préparations à base d'alcool.

Les mistelles, les vins de liqueurs et d'imitation, les vermouths et en général toutes les boissons à base de vin, ne sont considérées comme alcool, pour l'application du présent décret, qu'en ce qui concerne les degrés alcooliques excédant 13°.

ART. 3

Sont assimilés à l'alcool éthylique tous les alcools susceptibles d'être consommés comme boissons ou employés dans la préparation des parfumeries, ainsi que dans la fabrication des vinaigres en nature ou après mélange.

ART. 4

Le droit d'accise est perçu sur la base de l'alcool pur contenu dans les produits énumérés au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, et sur la base de l'alcool pur contenu, défalcation faite de treize degrés dans les produits visés à l'alinéa 2 du même article.

Dans tous les cas, l'alcool est mesuré à la température de 15° centigrade.

ART. 5

Sont affranchis du droit d'accise les alcools qui sont dénaturés suivant les procédés et dans les conditions fixées par notre ministre des Finances.

ART. 6

Aux fins de l'application du présent décret, doit être considérée comme bière, toute boisson obtenue par la fermentation alcoolique du moût fabriqué avec du houblon et du malt d'orge pur ou associé à un poids au plus égal de malt provenant d'autres céréales, de matières amylacées, de sucre interverti ou de glucose.

C'est le début des impôts de consommation. Que donneront-ils ? Il y a déjà des protestations au nom de l'égalité de l'impôt. Ce sont les étrangers qui boivent de l'alcool, et qui se verront obligés de payer les droits alors que les Musulmans, buveurs d'eau, n'en paieront pas.

L'ensemble du budget 1929-1930, décrété le 21 mai 1929, se chiffre par 47.410.000 livres égyptiennes de dépenses, par 38.950.000 livres égyptiennes de recettes ; le déficit sera prélevé sur le fonds de réserve, c'est-à-dire L. E. 8.460.000.

Il est temps, sans s'arrêter devant la superposition regrettable des impôts, d'y recourir, et, sauf sur la terre déjà si chargée, de ne pas hésiter à créer des impôts qui frapperont directement ou indirectement plusieurs fois la même matière imposable.

* *
* *

Sur l'insuffisance des ressources du budget égyptien, nous avons des renseignements précis dans le discours de

S. E. Ministre des Finances, William Makram Bey, devant les Chambres en février 1930.

« Les deux Commissions des Finances à la Chambre et au Sénat ont déploré l'état actuel des choses, en indiquant que les sources de revenus dépassant une vingtaine, trois d'entre elles seulement sont susceptibles de fournir une base solide à un budget équilibré : ce sont l'impôt sur la propriété non bâtie, sur la propriété bâtie et les douanes. Elles ne produisent, à elles trois, que la moitié du revenu de l'Etat ; on ne peut pas compter sur les autres contributions peu stables et moins souples, et nous n'avons pas, comme c'est l'usage dans les autres Etats, la possibilité de créer une variété d'autres impôts pour alimenter nos revenus et pour établir l'égalité fiscale entre les différents contribuables. Rien ne nous le prouve mieux que la nécessité où le Gouvernement se trouve de *prendre dans la réserve*, pour son budget de l'exercice courant, 6.880.000 livres égyptiennes, et plus de 8.000.000 de livres égyptiennes pour l'exercice de l'année précédente. Or, vous n'ignorez pas non plus que la réserve seule ne peut pas suffire aux besoins croissants de la nation et ne saurait servir à réaliser les projets de réforme en souffrance, tels que l'enseignement obligatoire, la santé et l'hygiène publique, les questions sociales, la réforme agricole... Il est à remarquer également qu'en plus du capital de réserve, nous perdons aussi un revenu annuel d'intérêt de trois millions de livres égyptiennes, ce qui vous démontre que l'augmentation du revenu produite par la modification de notre tarif douanier est une augmentation aussi juste que nécessaire. »

Dans une conférence faite au jeune Barreau au Caire, S. E. Ismaïl Sidky Pacha, ancien ministre, disait :

« Rien que comme dépense de capital, c'est-à-dire de première installation, des dizaines de millions de livres sont encore requises pour entreprendre un système aussi complet que possible d'irrigation et de drainage et pour propager l'instruction dans toutes les classes.

« Du côté de la santé publique, on sait généralement que tout ou presque tout reste encore à faire. Nous avons une enfance qui est décimée par les maladies ; les conditions de salubrité dans les villages sont indignes d'un pays civilisé. L'anémie, et tout ce qu'elle entraîne après elle de misère, se propage dans les champs et dans les écoles, affaiblissant aussi bien l'effort physique que le niveau mental de la population.

« Ajoutez à cela que le progrès de nos villes appelle encore de grands travaux d'élidité, que la modicité de leurs ressources ne permet pas d'accomplir, que notre réseau de chemins de fer, de routes, est encore loin de répondre à nos besoins, et qu'enfin nos services publics manquent, dans une grande mesure, de l'outillage nécessaire à leur perfectionnement.

« Tout cela, Messieurs, exige de formidables crédits, et, pour se les procurer, on doit avoir recours ou aux impôts ou aux emprunts, ce qui, du reste, est assez indifférent quant aux résultats, puisque le remboursement des emprunts se traduit, en définitive et dans la plupart des cas, par des taxations nouvelles.

« Mais l'appel aux contribuables ne se limite pas aux ressources qu'exige occasionnellement la création de nouvelles

entreprises d'utilité publique. Les ponts, les canaux, les routes, les tribunaux, les hôpitaux, les écoles, à créer, n'ont-ils pas besoin d'être entretenus, dirigés, exploités, et tout cela n'exige-t-il pas des dépenses nouvelles, auxquelles nous allons voir que les ressources actuelles du budget sont loin de suffire.

« Et je ne vous parle pas, Messieurs, du jour où, contre notre désir et indépendamment de notre volonté, les conditions politiques de l'univers nous mettraient dans la cruelle nécessité de consacrer à une flotte ou à une armée, si modeste soit-elle, des ressources à peine suffisantes pour entretenir notre seule activité productive.

« Or, de quoi donc est fait le budget qui doit faire face à tout cela et qui doit constituer l'instrument souple et efficace avec lequel nous pouvons affronter les difficultés de l'avenir et résoudre les problèmes qui vont bientôt s'imposer à la sollicitude et à l'effort de la Nation ?

« Parcourez le budget des recettes de l'Etat égyptien, et vous serez frappés du petit nombre de rubriques se rapportant aux impôts proprement dits, par rapport aux autres ressources n'ayant pas ces caractères. Sur vingt-cinq chefs de recettes, seul l'impôt foncier, l'impôt sur la propriété bâtie, la taxe sur le coton et les droits de douane, constituent la base purement fiscale du budget. Tout le reste est constitué par des ressources provenant, soit du domaine de l'Etat, domaine qui est susceptible d'aliénation, soit des intérêts des fonds, intérêts qui peuvent subir une forte diminution par suite de l'emploi de la réserve ou de la modification du régime monétaire, soit enfin des recettes des administrations entreprenant des services publics, tels que les chemins de

fer, les postes, les télégraphes, etc..., et on sait que de pareils services sont très rarement rémunérateurs et ne peuvent en tous cas servir d'aliment sérieux à un budget.

« On voit par là combien serait peu avisé un Etat qui construirait l'édifice de son organisation sur des fondations, telles que celles que nous venons d'énumérer, fondations en partie précaires et dont tous les matériaux sont si peu homogènes. Et lorsque, sur un budget ordinaire L. E. 36.870.000 les impôts et taxes ne rapportent que L. E. 18.290.000, on doit comprendre le grave danger auquel s'expose l'armature du pays si jamais l'équilibre venait à être rompu entre les dépenses et les recettes, au cas où une partie de celles-ci viendraient à faire défaut.

« Nous en sommes donc arrivés, Messieurs, à une double conclusion : 1° L'Egypte a beaucoup d'étapes à franchir et beaucoup de progrès à réaliser pour arriver à occuper une place qui soit digne d'elle dans le monde ; 2° les ressources qui sont à la disposition de ses dirigeants pour la conduire vers ce but sont loin d'être suffisantes et d'une assiette solide. »

*
* *

Et ce régime des impôts actuels est injuste. Avec sa grande autorité, Son Excellence Sidky Pacha regrette que le système fiscal actuel grève presque exclusivement la production agricole et la consommation, tandis que les commerçants, les industriels, les fonctionnaires, les personnes adonnées aux professions libérales, les porteurs de titres, sont exempts de toutes taxations spéciales de leurs revenus. « Or, d'après un calcul aussi rapproché que possible de la vérité,

les revenus des catégories susdites égalent ceux du domaine foncier, et il s'ensuit qu'à part leur participation indirecte aux droits de douane, par le fait du renchérissement qui en découle du prix des marchandises, ces personnes, dont le revenu atteint la moitié du revenu national, n'apportent aucune contribution aux charges publiques... Cela nous amène à parler d'une autre inégalité, découlant tout naturellement de la première. Il s'agit du fait que les Egyptiens, détenant la presque totalité de la terre, c'est sur leurs épaules que se jette tout le fardeau de l'impôt foncier. En effet, sur deux millions environ de propriétaires terriens, huit mille seulement sont des étrangers.

Les statistiques de 1917 indiquent les chiffres suivants :

Grecs	56.731
Italiens	40.198
Anglais	24.354
Français	21.270
Austro-Hongrois	2.789
Allemands	157

et autres nationalité 29.653. On doit remarquer, poursuit Son Excellence Sidky Pacha, par contre, que le grand commerce, la grande industrie, dont le revenu absorbe une proportion très importante du revenu national, et qui est à peu près exempt de toute charge fiscale, se trouvent virtuellement entre des mains étrangères.

« Au point de vue d'une stricte justice, ne voyez-vous pas une anomalie à cette situation ? Est-ce que le négociant n'a pas le même intérêt que le propriétaire à ce que la sécurité publique soit assurée, à ce qu'une bonne justice soit

rendue, à ce que l'agriculture, dont dépend la prospérité de ses affaires, reçoive les encouragements et l'aide qu'elle exige ? Ne profite-t-il pas et même dans une plus grande mesure que le propriétaire d'un lopin de terre, du progrès des villes, du bon état du réseau des chemins de fer et des routes, du bon agencement des ports ?

« Et pourtant, c'est à peine si, par quelque voie indirecte, impalpable et lointaine, il apporte une contribution dérisoire aux dépenses que l'énorme machine qui met en branle l'outillage de sa propre prospérité ne cesse de réclamer. Réfléchissez, je vous prie, d'un de ces grands magnats du commerce ; il réalise chaque année des bénéfices se chiffrant par des dizaines de milliers de livres ; il remue des capitaux énormes, il impose sa loi à une armée de producteurs. Que donne-t-il à l'Etat ? Rien, ou, pour être plus strictement dans la vérité, il verse à la caisse de la municipalité, pour son habitation et ses bureaux d'Alexandrie, une taxe de 2 % sur la valeur locative des locaux qu'il occupe. S'il habitait le Caire ou toute autre ville d'Egypte, il n'aurait absolument rien à payer.

« Réfléchissez encore à ce qu'aurait eu à payer ce même négociant si, au lieu de s'adonner en Egypte à sa profession, il l'exerçait en Angleterre, en France ou en Italie ? N'aurait-il pas eu à payer un impôt sur le revenu, sur le chiffre d'affaires, sur les opérations de Bourse ? N'aurait-il pas eu à acquitter des droits de timbre, d'enregistrement, etc... et par-dessus tout cela, n'aurait-il pas eu à assumer le fardeau de taxes municipales ou locales qui, dans certains pays, atteignent jusqu'à 40 % des impôts d'Etat ? »

De telles injustices sont en contradiction flagrante avec l'esprit de notre temps et avec l'organisation moderne de la société. Elles doivent disparaître, et l'on ne voit pas bien comment les puissances capitulaires s'y opposeraient.

Il faut à l'Egypte des impôts nouveaux et des contribuables nouveaux, telle est sur ce point notre conclusion.

DEUXIÈME PARTIE

**Au point de vue international
une réforme de la législation fiscale est-elle possible
en Egypte ?**

AVANT-PROPOS

S'il s'agissait d'introduire une réforme fiscale en France, par exemple, d'y établir un impôt nouveau, la question de savoir si cette réforme peut être faite, établie, ne se poserait pas au point de vue international ; le Parlement français fait des lois en maître chez lui.

En Egypte, c'est une autre affaire. En vertu des Capitulations, et pour protéger leurs ressortissants, les puissances ont à dire leur mot ; et mieux, même, elle peuvent imposer leur veto.

Où en est la question, aujourd'hui ? Le temps a marché. Les conférences de Londres, de Genève, de Paris, ont bien laissé quelques traces. La situation de l'Angleterre au regard de l'Egypte s'est modifiée ; de protégée de la Grande-Bretagne, l'Egypte est devenue son alliée. La souveraineté de l'Egypte a été proclamée par les Anglais, et le roi Fouad a promulgué une Constitution pour Etat libre.

En France, le législateur se demanderait, au point de vue fiscal pur, au point de vue économique, au point de vue de la justice, si tel impôt nouveau peut être établi ; en Egypte, quand le législateur s'est placé à ce premier point de vue,

quand il a reconnu que sa nouvelle loi sera juste, bonne, praticable, nécessaire, même, il n'a encore rien fait ; il doit demander aux puissances d'agréer son œuvre, si les Capitulations le leur permettent. .

Dans notre seconde partie, nous allons voir où en est notre souveraineté et comment elle peut s'exercer, c'est-à-dire examiner le côté international du problème de l'impôt en Egypte.

La troisième partie de notre thèse sera purement fiscale et économique.

CHAPITRE PREMIER

LES CONFÉRENCES DE LONDRES (1885) DE GENÈVE (1927), DE PARIS (1929)

Dans ces Conférences, les droits de l’Egypte ont été officiellement affirmés, même reconnus dans la Conférence de Londres, en 1885, par les Puissances signataires de la Convention. Les deux Conférences internationales de Genève (1927) et de Paris (1929) ont plutôt vu l’affirmation unilatérale de notre souveraineté, en matière fiscale, par nos hommes d’Etat, que la reconnaissance par les délégués des Nations de cette souveraineté. Les nations semblent avoir peur, les unes, de perdre leurs privilèges, les autres, d’imposer la justice à celles qui sont injustes. Ces deux dernières Conférences se terminèrent d’ailleurs sans conclusion, sans solutions définitives.

1. — *La Conférence de Londres (1885).*

Dans l’exposé des motifs du projet de loi ratifiant la déclaration de Londres et présenté aux Chambres françaises, le 30 mars 1885, le Gouvernement français s’exprimait ainsi :

« Trois questions s'imposaient à notre attention : l'utilité de contracter un emprunt pour le paiement des indemnités d'Alexandrie ; — la nécessité d'introduire dans le régime financier de l'Egypte certaines modifications pour tenir compte des charges nouvelles imposées au Gouvernement khédivial — ; enfin, l'institution pour le canal de Suez d'un régime conventionnel qui garantisse à toutes les puissances l'usage de cette grande voie de communication maritime. »

La Déclaration était ainsi conçue ; elle avait été arrêtée à Londres :

« Le 17 mars 1885, entre les gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, de Russie et de Turquie, pour régler la situation financière du Gouvernement égyptien.

« ...Considérant qu'ils reconnaissent l'équité de soumettre leur nationaux en Egypte aux mêmes taxes que les indigènes..., déclarent accepter l'application à leurs nationaux comme aux sujets locaux du droit de timbre et du droit de patente, et s'engagent à entreprendre immédiatement, de concert avec le Gouvernement égyptien, l'étude des projets de loi établissant ces deux impôts. »

La Convention de Londres, du lendemain 18 mars, portait sur la garantie d'un emprunt égyptien.

La Conférence de Londres a donc retenu explicitement — et les Parlements ont ratifié la Convention de Londres — que le Gouvernement égyptien pouvait modifier son régime financier, si les circonstances l'exigeaient, s'il était en présence de charges nouvelles. Nous prenons acte de cette

autorisation à nous donnée par les Puissances en 1885, en attendant que nous nous appuyions sur notre souveraineté tout simplement pour établir notre législation fiscale.

2. — *La Conférence internationale économique de Genève*
(Mai 1927)

Le but de cette Conférence était de collaborer à la garantie de la paix et de la sécurité. Cinquante pays étaient représentés par 194 membres, assistés de 157 experts.

Ne retenons de cette Conférence que ce qui intéresse notre sujet.

L'une des Commissions, celle des Entraves au commerce, suggéra aux Etats de conclure une Convention collective, tendant à réaliser l'égalité de traitement entre les étrangers et les nationaux, en ce qui concerne notamment les impôts et la liberté du travail, du commerce et de l'industrie.

Par un paradoxe qui est, hélas ! une vérité pour l'Egypte, notre pays se présente toujours, pour réclamer l'égalité entre les étrangers et les nationaux, en ce sens qu'il y a lieu de faire disparaître les privilèges des étrangers, privilèges qui sont au détriment et en défaveur des nationaux ; nous sommes toujours dans une posture bizarre devant les autres nations lorsque nous demandons l'égalité en faveur de nos nationaux ; elles veulent aller de l'avant, acquérir de nouveaux droits, et nous avons l'air de rétrogrades, qui battent en retraite et demandent la suppression de droits acquis.

La Commission recommande, en ce qui concerne le traitement fiscal des étrangers :

1° Le traitement des étrangers sur le pied d'égalité avec les

nationaux, ce qui doit être une règle rigoureusement observée. Les sociétés commerciales, industrielles ou financières étrangères, dès qu'elles sont admises à exercer librement leur activité sur le territoire d'un pays, doivent être soumises aux mêmes impôts que les nationaux. Elles ne doivent pas être soumises, « en ce qui concerne leurs biens, leur industrie, ou toute forme d'activité économique, à des taxes générales ou locales, ou à des impôts, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les ressortissants de cet Etat ».

2° Lorsque l'entreprise étrangère est la succursale d'une entreprise dont le siège social se trouve dans un autre pays, la Commission propose de faire la distinction suivante :

a) Lorsque l'impôt est prélevé sur le capital, l'impôt ne doit frapper que le capital réellement employé dans le territoire de cet Etat ;

b) Lorsque l'impôt est prélevé sur les revenus, il ne doit atteindre que les revenus résultant de l'activité économique dans ce pays.

Nos délégués à la Conférence étaient Sadek Henein, Wahba Ibrahim, Fikry.

En substance, Sadek Henein Pacha rappela que la situation de l'Egypte contient le germe de la discorde internationale ; il est impossible d'établir dans ce pays une politique économique rationnelle.

L'Egypte, par suite de restrictions imposées par le régime des Capitulations, se trouve dans une situation malheureuse.

Les Capitulations ont un effet néfaste sur tous les ressorts de la vie de l'Egypte et sur son développement naturel.

Sadek Henein montra comment il existe en Egypte une

situation de fait d'après laquelle le Gouvernement est obligé d'obtenir l'assentiment de douze Puissances pour frapper ses propres ressortissants d'impôts directs, lorsque ces impôts atteignent des étrangers ; les ressortissants des Puissances non capitulaires se trouvent par contre assujettis à toute loi fiscale que le Gouvernement égyptien peut édicter.

Cette restriction a pour ainsi dire paralysé l'activité fiscale du Gouvernement égyptien et a eu, par suite, des résultats nuisibles à la vie économique du pays.

C'est ainsi qu'il existe aujourd'hui en Egypte une certaine catégorie d'étrangers qui, à l'exception des impôts qui frappent les propriétés foncières et immobilières, en sont venus dans la pratique à jouir d'une immunité parfaite en matière d'impositions directes, alors que, parallèlement à cette catégorie, il en existe une seconde astreinte à tout régime fiscal, que le Gouvernement égyptien peut imposer à ses propres nationaux.

Sadek Henein ayant indiqué les réformes à introduire dans l'administration de l'Egypte, pour mettre le Gouvernement en état de remplir sa mission de progrès, concluait : « Le seul remède possible consiste à lever les restrictions actuelles et à permettre ainsi l'adoption d'un régime fiscal qui assure une égalité raisonnable dans la répartition du fardeau de l'imposition entre les diverses classes de la collectivité, au point de vue de leur capacité fiscale, qui, en même temps, renonce à toute discrimination d'ordre fiscal entre une partie de la collectivité et une autre. »

« Il est inconcevable qu'un tel état de choses puisse être accepté, soit par les Egyptiens, soit par les étrangers, qui ne jouissent pas d'exonération, sans soulever des protesta-

tions violentes et justifiées et sans envenimer les rapports privés et les relations d'affaires qui existent, d'une part, entre les Egyptiens et les résidents étrangers qui paieraient des impôts et, d'autre part, les résidents étrangers qui bénéficient d'exonérations.

« D'ailleurs, les relations commerciales de l'Egypte avec d'autres Etats ne pourraient être que fâcheusement affectées et, par suite, la paix économique du monde serait mise en danger. »

Sir Brunyate, dans une note sur le fonctionnement des Capitulations, insérée au rapport de Lord Cromer, 1904, écrivait : « Les Capitulations, dans leur plus complet développement, remontent à une époque où le Gouvernement n'était à bien des égards que purement arbitraire. Ceux qui se trouvaient à sa portée étaient sous la menace perpétuelle des caprices comme des exactions créées par un semblable régime. Aussi n'était-il que légitime de chercher à s'affranchir autant que possible de ce danger.

« Toutefois, dès le moment où un Gouvernement cesse d'être arbitraire, les aspirations du propriétaire, du marchand, et, en somme, de tout citoyen respectueux des lois, commencent à devenir positives, de purement négatives qu'elles étaient. Le libre développement des biens, comme des affaires, ne peut s'effectuer qu'à l'abri d'une administration respectée et capable de remplir les obligations d'un Gouvernement civilisé.

Les restrictions imposées à un Gouvernement pour soustraire l'étranger à son action malfaisante deviennent malfaisantes à leur tour, quand elles l'empêchent de donner à cet étranger l'aide et la protection que ses affaires exigent. »

3. — *La Conférence internationale de Paris (1929)*

Le Conseil de la Société des Nations décida, en 1929, de réunir à Paris une Conférence internationale. Les délégués de cinquante Etats s'y trouvèrent ; l'Egypte était représentée par son ministre plénipotentiaire à Paris et par le Conseiller royal au ministère des Affaires étrangères au Caire. Le but de cette Conférence était « d'instituer par un statut commun les garanties civiles, juridiques, fiscales et économiques, indispensables aux nationaux de chacun des Etats admis à s'établir sur le territoire des autres, pour y développer leur activité, et d'empêcher tout traitement discriminatoire ou injuste, qui pourrait, sur leur propre territoire, entraver le commerce des nationaux des autres pays ».

Un projet de Convention avait été élaboré pour servir de base de discussion à la Conférence. L'article 12 de ce projet vise les impôts et les taxes.

ART. 12

« 1° En matière d'impôts et de taxes de toutes sortes, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des autres Hautes Parties contractantes y jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire des autres Hautes Parties contractantes, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce, industrie et profession.

« 2° Aucune discrimination dans la fixation du taux des

impôts et taxes de tous genres grevant le commerce et l'industrie ne pourra être établie, en raison de l'origine différente des marchandises employées ou mises en vente.

PROTOCOLE

« (*Ad. article 12.*) — Pour l'application de l'alinéa 2 de l'article 12, il est entendu qu'il ne s'applique pas aux droits de douane, non plus qu'autres taxes afférentes à l'entrée ou à la sortie des marchandises. »

La Conférence, faute d'accord entre les délégués des Etats, après des discussions qui ont duré tout un mois, du 5 novembre 1929 au 5 décembre 1929, et en vue d'éviter un échec, a été ajournée à une année, pour laisser la porte ouverte et permettre aux délégués de s'en référer à leurs Gouvernements.

Mourad Kamel Bey remarque : « Je ne puis faire mention des objections que chaque Etat a formulées, car cela dépasse le cadre de mon étude, mais des réserves, des contre-réserves, des dérogations et des exceptions que j'ai remarquées dans les procès-verbaux, je tire cette conséquence générale que la plupart des Gouvernements n'ont pas estimé qu'il était dans leur intérêt d'octroyer purement et simplement aux étrangers le traitement national et s'en tenaient au système de la réciprocité, ou du moins de l'équivalence entre les obligations consenties et les avantages recueillis, en prenant pour principes : *Do ut des et idem placitus consensus.* »

Le protocole de clôture a été ainsi établi : « Les soussignés... se référant aux délibérations consignées dans les rapports de la Commission et dans les procès-verbaux de

la Conférence, constatant que, malgré l'effort le plus large de collaboration, la complexité de la matière n'a pas permis pour l'instant de trouver sur certaines questions des solutions généralement adoptées,

« Estimant que ces questions méritent un nouvel examen et que, dès lors, une deuxième session de la Conférence devient nécessaire pour atteindre le but envisagé, sont convenus... »

*
**

Deux documents méritent d'être connus, ce sont la Note du Gouvernement égyptien, répondant à l'invitation à la Conférence, et le discours de Son Excellence Fakry Pacha, à la séance du 6 novembre 1929.

Nous extrayons quelques passages de la *Note du Gouvernement*, d'abord :

« Le Gouvernement royal, qui se propose d'entreprendre des négociations avec les Etats capitulaires au sujet des Capitulations, exprime l'espoir que la Conférence voudra bien prendre en considération le cas de l'Egypte, où il existe aussi un régime différentiel entre certaines catégories d'étrangers et les nationaux, *mais en faveur desdits étrangers*.

« Ce régime différentiel est caractérisé en premier lieu par ce qu'on a coutume d'appeler l'immunité de juridiction

« Un autre trait caractéristique de ce régime différentiel imposé à l'Egypte en faveur de certaines catégories d'étrangers est une situation privilégiée revendiquée au

profit des dits étrangers en matière fiscale. On soutient que l'Egypte n'a pas la liberté d'assujettir en toutes matières les étrangers ressortissants des Etats capitulaires aux impôts et taxes auxquels seraient assujettis les Egyptiens eux-mêmes sans l'agrément de ces Etats. »

« A la vérité, le Gouvernement royal conteste cette manière de voir ; les textes des traités et les précédents n'accordent aux étrangers ressortissants des Etats capitulaires que l'égalité de traitement avec les Egyptiens. Mais comme les tribunaux mixtes ne semblent pas partager entièrement cette dernière interprétation, et qu'ils peuvent éventuellement mettre en échec l'application des lois fiscales, le Gouvernement royal a dû limiter son activité de ce chef.

« Toujours est-il que le Gouvernement royal est prêt à reconnaître l'égalité de traitement à tous les étrangers sans distinction, en adhérant aux dispositions de l'article 12 du projet de Convention. Le traitement égal est, en toute justice, le maximum de ce que l'étranger peut demander. La thèse, d'après laquelle les Capitulations apporteraient une restriction à la liberté d'imposition, ne pouvait s'expliquer que par la crainte que, dans l'Etat politique et administratif de l'ancien Empire ottoman, une discrimination ne fut établie entre les étrangers et les nationaux.

« Par son adhésion à l'article 12 du projet, l'Egypte s'engagerait à observer l'égalité de traitement. Le Gouvernement royal a pleine confiance que, dans ces conditions, la Conférence, qui va se réunir, sera considérée par les Etats capitulaires comme une occasion opportune d'examiner si le régime du projet de Convention ne constitue pas, à l'heure présente, une garantie amplement suffisante.

« Le Gouvernement royal ne se refuserait pas, d'ailleurs, à envisager, pour une période transitoire, un arrangement destiné à assurer les ressortissants des Etats capitulaires établis en Egypte, de la parfaite égalité de traitement qui constituera désormais le régime légal.

« Enfin, sous l'influence d'idées plus ou moins analogues, les lois applicables aux étrangers sont soumises à l'approbation de l'Assemblée générale des Tribunaux mixtes.

« Toutefois, de même que pour la législation fiscale, le Gouvernement royal est convaincu que le régime du projet de Convention sauvegarderait amplement les intérêts légitimes des étrangers et pourrait, en définitive, remplacer avantageusement l'approbation préalable de l'Assemblée générale précitée.

« Le système actuel gêne le Gouvernement territorial dans ses responsabilités, porte atteinte à sa dignité, ne s'accommode pas de l'activité législative, surtout dans un régime parlementaire, et pourrait nuire, en fin de compte, aux intérêts qu'il est censé protéger. »

Nous extrayons également quelques passages du discours de Son Excellence Fakry-Pacha, le distingué représentant de l'Egypte à Paris :

« Au seuil de cette Conférence, le Gouvernement royal ne peut s'empêcher d'observer que certaines catégories d'étrangers se prévalent en Egypte de privilèges qui leur assurent un traitement autre que le traitement national et les soustraient en partie à la souveraineté de l'Etat.

« Cette situation résulte des traités connus sous le nom de « *Capitulations* », conclus autrefois entre les Etats de la Chrétienté et l'Empire ottoman, et aussi, on doit le dire,

d'une extension progressive des garanties conférées par ces traités, obtenues peu à peu de la faiblesse ou d'une trop grande tolérance des gouvernements locaux.

« Le Gouvernement royal se rend parfaitement compte que la présente Conférence n'a pas pour but de débattre la question de l'abolition ou de la modification du régime dit « *Capitulations* », et que le projet de Convention, qui doit faire l'objet de ses travaux, se propose de régler d'autres situations.

« Ce régime différentiel est caractérisé principalement par trois privilèges ou immunités : l'immunité de juridiction, l'immunité d'imposition et l'immunité législative.

« Les étrangers sont, en Egypte, mêlés à la vie sociale, économique et même à la vie publique du pays. Ils sont, non seulement commerçants, mais avocats, médecins, banquiers, fonctionnaires. Leur nombre est considérable. Les statistiques de 1917, qui sont les dernières publiées, indiquent les chiffres suivants :

Greco	56.731
Italiens	40.198
Anglais	24.354
Français	21.270
Austro-Hongrois	2.789
Allemands	157
Autres nationalités	29.653

« Il est, en effet, inconcevable que l'Etat égyptien ne puisse pas à l'heure actuelle légiférer pour tous ; qu'il ne puisse pas faire juger par ses magistrats toutes les infractions pénales qui se commettent sur son territoire ; inconce-

vable qu'on lui conteste le pouvoir d'établir des impôts à l'égard de certains étrangers, alors que d'importants travaux publics commandés par l'accroissement constant de la population, le souci de l'hygiène, la diffusion de l'instruction, réclament une augmentation correspondante des ressources de l'Etat.

« Tout cela est d'autant plus inconcevable que, seule parmi les nations formées du démembrement de l'Empire ottoman, l'Egypte supporte encore l'entrave du régime capitulaire. »

Dans le chapitre suivant, nous allons résumer la pensée de l'Angleterre et des diplomates anglais et égyptiens, qui viennent de discuter le Traité d'alliance et d'amitié entre les deux pays.

CHAPITRE II

PROJET D'ACCORD ANGLO-ÉGYPTIEN

I. — *Projet d'accord Chamberlain-Sarait (1927)*

En ce qui concerne l'indépendance de l'Égypte, l'Angleterre a fait du chemin depuis 1885. A cette époque, avec quelques grandes puissances, elle autorisait l'Égypte à faire un emprunt et à créer l'impôt du timbre et de la patente. En 1920, elle commençait à négocier l'abolition des Capitulations, car elle avait alors proclamé son protectorat, et son intérêt était d'être complètement maîtresse de son action en Égypte. En 1927, elle propose d'intervenir dans les négociations directes du Gouvernement égyptien, en vue, non de la suppression des Capitulations, mais d'un certain nombre de réformes qui constitueraient une étape vers l'indépendance plus complète de l'Égypte.

Ne faisons pas de l'histoire pour l'histoire, mais pour marquer le point auquel nous sommes arrivés et par là considérer le reste de la route à parcourir.

Le 18 juillet 1927, Sarait Pacha remit à Sir A. Chamberlain un premier projet de traité, à l'occasion des conversa-

tions qu'il avait eues avec le ministre anglais lors de la visite à Londres de Sa Majesté le Roi d'Egypte.

L'article 3 porte — n'oublions pas que c'est Saroit Pacha qui propose cette rédaction — : « La Grande-Bretagne prend l'engagement d'employer toute son influence auprès des puissances capitulaires en Egypte, pour obtenir substitution au régime capitulaire existant actuellement en Egypte, d'un régime plus conforme à l'esprit du temps et à l'état actuel de l'Egypte. En vue de la reconnaissance à l'Egypte du droit de légiférer à l'encontre des étrangers, le Gouvernement égyptien reconnaît à la Grande-Bretagne le droit d'intervenir par l'intermédiaire de son représentant, en Egypte, pour empêcher l'application de toute loi égyptienne dont l'application aux étrangers est aujourd'hui conditionnée au consentement des puissances capitulaires, et la Grande-Bretagne s'engage de son côté à n'exercer ce droit que dans le cas où la loi ferait inéquitablement une différence de traitement au détriment des étrangers en matière fiscale, ou si la loi est incompatible avec les principes de législation communs aux puissances capitulaires... »

Sarait ne demandait pas l'abrogation des capitulations, mais la substitution de l'Angleterre aux puissances capitulaires; il ne demandait même pas l'indépendance de l'Egypte au regard de l'Angleterre, *puisque'il admettait le contrôle anglais*. Sarait était mal parti ; ses amis et le Parlement l'arrêtèrent net. L'article 8 ajoutait : « L'Egypte nommera, d'accord avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique, un conseiller financier en vue de lui conférer en temps voulu les pouvoirs actuellement exercés par les commissaires de la Dette, et qui sera à la disposition du gouvernement égypt-

tien pour toutes autres matières sur lesquelles il désirerait le consulter. »

Dans le contre-projet britannique, l'article 7 répète le premier paragraphe du projet Saroit. « La Grande-Bretagne prend l'engagement d'employer toute son influence... », et l'article 8 se termine par cette phrase prometteuse de servitude : « Le Gouvernement égyptien maintiendra dans l'administration du pays un élément étranger qui suffira à assurer une telle protection (la protection des étrangers). L'article 12 maintient la position et les fonctions actuelles du conseiller financier nommé par l'Egypte d'accord avec l'Angleterre. » Saroit eut un sursaut d'énergie ; c'était un recul. Dans son mémorandum, au début de septembre 1927, en réponse au contre-projet britannique, il écrivait : « De pareils engagements n'ont jamais été réclamés à l'Egypte dans les négociations antérieures... Se sont là des engagements si vagues et si absolus, que leur acceptation équivalait purement et simplement à une main-mise totale sur l'administration intérieure de l'Egypte. » Pour ce qui concerne l'engagement de maintenir un élément étranger dans l'administration égyptienne, on semble perdre de vue que, depuis la loi n° 28 de 1923, consacrée par une convention entre l'Egypte et la Grande-Bretagne, l'Egypte est sans aucune obligation de maintenir un étranger dans son poste, à moins encore de nommer un étranger dans un poste à créer à son intention.

Dans un premier projet de note de novembre 1927, envoyé par Sir A. Chamberlain à Saroit Pacha, on trouve l'article 7 du projet de traité que nous avons discuté qui dit ce qui suit :

« Sa Majesté Britannique s'engage à employer toute son

influence auprès des puissances ayant des droits capitulaires en Egypte, à l'effet d'obtenir la modification du régime capitulaire, qui existe actuellement en Egypte, de manière à le rendre plus étroitement en harmonie avec l'esprit du temps et la situation présente de l'Egypte... « Maintenant la législation égyptienne nécessite le consentement des puissances ou de l'Assemblée générale des tribunaux mixtes, pour être applicable aux nationaux des puissances capitulaires en Egypte. Les pouvoirs de l'Assemblée générale des tribunaux mixtes devront être étendus à cet égard, de manière à comprendre toute la législation égyptienne, *sauf celle imposant des charges financières aux étrangers ou intéressant la constitution ou la juridiction des tribunaux mixtes eux-mêmes*. La première catégorie n'entrerait pas en vigueur avant que le représentant de Sa Majesté Britannique ne se fût déclaré convaincu qu'elle n'impose pas aux étrangers une charge inéquitable. »

La seconde catégorie modifierait ce qui en réalité constitue un arrangement conventionnel entre l'Egypte et les puissances, et, par conséquent, ne devrait pas entrer en vigueur avant son approbation par les puissances.

Ainsi, l'Angleterre ne s'oublie pas ; elle contrôlera la législation des Assemblées générales des tribunaux mixtes. Mais elle veut bien rendre aux puissances ce qui leur est dû, le droit de négocier avec l'Egypte.

Nous avons insisté sur ce passage de la note de Chamberlain, car nous pensons qu'il cache un danger ; il ne faut pas que l'Egypte négocie avec les puissances à l'occasion de *projets de loi séparés*, les uns sur la constitution des tribunaux mixtes, les autres sur telle ou telle réforme fiscale ;

notre Gouvernement doit aller droit au but et prendre la négociation dans son ensemble, dans son principe. « Pourquoi ne sommes-nous pas chez nous ? Nous ne modifions pas le régime des Capitulations, supprimons-le. » Négocier chaque projet de loi à part, séparé des autres, il n'y aurait rien de changé, ce serait l'impossibilité d'aboutir et renier ainsi notre indépendance.

Dans le projet définitif de traité, l'Angleterre se réservait le droit de *veto* en matière de législation fiscale. Seroit Pacha consacrait ainsi le bénéfice des Capitulations au profit de l'Angleterre, car quoi qu'il en dise dans l'annexe II, elle eût été la propre maîtresse de son *veto*. Avec ce traité, nous nous éloignons du but, puisque, sous une autre forme, sous un autre nom, l'Angleterre restait puissance capitulaire ; les autres puissances n'auraient pas voulu céder bénévolement leurs propres droits.

« Relativement à la législation applicable aux étrangers, l'article 12 du code civil mixte couvrirait tout le terrain de la législation ordinaire, *par opposition à la législation fiscale*. L'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte n'aurait qu'à s'assurer que cette législation n'est pas incompatible avec les principes de législation communs aux pays capitulaires.

« Quant à la législation fiscale, le *veto* que je serai disposé à reconnaître ne devrait être opposé qu'aux lois établissant une inégalité de traitement au détriment des étrangers et pourvu :

« 1° Qu'il ne soit exercé qu'à la suite d'un rapport élaboré par un organisme créé à cet effet et dans lequel le gouverne-

ment égyptien serait représenté. Par exemple, une Commission de quatre membres, dont deux Egyptiens, un représentant les grandes puissances et un autre les petites.

« 2° Que ce soit seul l'exercice du *veto* qui suspende l'exécution de la législation.

« 3° Qu'un recours soit consenti au profit du Gouvernement égyptien devant une autorité internationale, soit la Société des Nations, soit le Tribunal de la Haye. »

Telles étaient les vaines réserves de Saroit : que devenait la souveraineté pourtant proclamée de l'Egypte.

II. — *Projet d'accord Henderson-Mahmoud* (1929)

La rédaction du projet de traité Henderson-Mahmoud (Saroit étant tombé sans grâce à l'occasion de ses pourparlers avec Chamberlain) est plus concise, plus précise, plus nerveuse ; elle constitue un grand progrès en faveur de l'indépendance de l'Egypte.

Quelques passages nous intéressent plus particulièrement :

Paragraphe 6. — « Le gouvernement de Sa Majesté britannique reconnaît que la responsabilité de la sauvegarde de la vie et de la propriété des étrangers en Egypte incombe désormais au Gouvernement égyptien. Sa Majesté le Roi d'Egypte assurera l'exécution de ses obligations à cet égard. »

Paragraphe 2. — « Sa Majesté britannique reconnaît que le régime des Capitulations existant en Egypte ne s'accorde plus avec l'esprit du temps, ni avec l'état actuel de l'Egypte. En conséquence, Sa Majesté britannique s'engage à user de toute son influence auprès des puissances ayant des droits

capitulaires en Egypte, pour obtenir, dans des conditions qui sauvegarderont les intérêts légitimes des étrangers, le transfert aux tribunaux mixtes de la juridiction consulaire existant *et l'application aux étrangers de la législation égyptienne.* »

Paragraphe 12. — « L'Angleterre et l'Egypte seront représentées l'une près de l'autre par un ambassadeur. »

Paragraphe 15. — « Les hautes parties contractantes conviennent que toute divergence de vues au sujet de l'application ou l'interprétation des dispositions des présentes propositions, qu'elles ne parviendront pas à résoudre par des négociations directes, sera réglée conformément aux dispositions du pacte de la Ligue des Nations. »

Dans une note britannique, annexée à ce projet, sur les Capitulations, nous trouvons une précision : « Je reconnais, écrit le Ministre anglais, que les conditions dans lesquelles les Capitulations sont actuellement appliquées, en ce qui regarde le pouvoir du Gouvernement égyptien de légiférer pour les étrangers, ou de leur imposer des taxes, ne s'accordent plus avec les conditions modernes.

« Je serai disposé à conclure un accord stipulant que, dans l'avenir, tout assentiment nécessaire pour l'application aux étrangers de la législation égyptienne, *y compris la législation fiscale*, sera donné par l'Assemblée générale des tribunaux mixtes, sauf dans le cas de la législation intéressant la constitution ou la juridiction des tribunaux mixtes eux-mêmes, laquelle ne devra pas entrer en vigueur avant son approbation par les puissances.

« Il appartiendra à l'Assemblée générale des tribunaux

mixtes de s'assurer que la législation en question n'est pas incompatible avec les principes généralement adoptés dans la législation moderne applicable aux étrangers, et en ce qui concerne particulièrement la législation d'un caractère fiscal, qu'elle n'établisse pas une discrimination inéquitable à l'égard des étrangers, y compris les sociétés étrangères. »

La question de la souveraineté de l'Égypte fait cette fois-ci dans la pratique un grand pas ; l'Angleterre traite l'Égypte en puissance libre et égale aux autres puissances. Plus de fonctionnaires étrangers pour assurer la protection des étrangers ; le roi d'Égypte a la charge de cette protection au même titre que tout autre gouvernement. Plus de distinction entre la législation ordinaire et la législation fiscale ; la législation égyptienne s'imposera aux étrangers. Pour avis, l'Assemblée générale des tribunaux mixtes examinera si les lois à intervenir sont conformes à la législation commune internationale, et si les étrangers ne sont pas traités autrement et plus mal que les Égyptiens, en ce qui concerne les impôts et taxes ; il y a des chances pour que transitoirement un tel procédé soit admis par les puissances en vue de modifier ou de compléter les lois d'Égypte, les tribunaux mixtes étant comme leur émanation et leurs défenseurs. « *Transitoirement* », car la souveraineté du Parlement égyptien s'affranchira sûrement de tout avis qui aurait un caractère imposé par les autres nations.

Le 15 avril 1930, les journaux publiaient l'information suivante :

LES POURPARLERS ANGLO-ÉGYPTIENS

Londres, 15 avril. — Les pourparlers entre M. Arthur Henderson, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, et les représentants du gouvernement du Caire, pour la conclusion du traité anglo-égyptien, se poursuivent activement.

Une conférence qui s'est engagée hier après-midi au Foreign Office s'est prolongée jusqu'après quatre heures ce matin.

L'accord a été réalisé sur de nombreux points. La question du Soudan reste épineuse. On compte cependant qu'un accord définitif interviendra dans la journée de demain et que le traité pourra être signé jeudi. (*Journal.*)

Nouvelle information

LES POURPARLERS DE LONDRES POUR LA CONCLUSION
D'UN TRAITÉ AVEC L'ÉGYPTE SONT AJOURNÉS

Londres, 17 avril. — Les négociations relatives au statut de l'Égypte, qui se déroulaient depuis trois semaines à Londres, entre le Gouvernement britannique et les représentants du gouvernement du Caire, viennent d'être ajournées au moment où l'on pensait qu'un traité allait pouvoir être conclu avant Pâques. Certaines difficultés se sont présentées au dernier moment, portant notamment sur la question du Soudan.

Les propositions égyptiennes à ce sujet ont été jugées inacceptables par le Gouvernement britannique et il a été décidé de remettre à après Pâques la poursuite des négociations

afin de permettre au premier ministre égyptien, Nahas Pacha, de consulter ses collègues du Cabinet en Egypte. L'un des délégués pourrait même se rendre en personne au Caire. (*Journal.*)

Le désaccord porte sans doute sur le paragraphe 13 du projet de traité : « Tout en réservant la liberté de conclure à l'avenir de nouvelles conventions modifiant la convention de 1889, les hautes parties contractantes conviennent que le statut du Soudan sera celui résultant de la convention dont il s'agit. En conséquence, le Gouverneur principal continuera à exercer, au nom des hautes parties contractantes, les pouvoirs qui lui sont conférés par ladite convention. »

Nous ne connaissons pas le point de frottement entre les deux puissances sur cette question. Espérons que l'accord se fera, car ce traité sauvegarde la dignité de l'Egypte et fait prévoir, en particulier, la disparition des obstacles à son indépendance, des Capitulations surtout.

Le 20 mai courant 1930, la signature du traité vient d'être ajournée à quelques mois.

CHAPITRE III

IL FAUT ABROGER LES CAPITULATIONS

Les Capitulations sont-elles de véritables droits qui reposeraient sur des traités ?

Comment s'expliquent-elles ? Les raisons qui les ont justifiées autrefois existent-elles encore aujourd'hui ?

Si elles étaient des droits, ne devrait-on pas les abroger au nom de droits supérieurs et incontestés ?

*
**

Les Capitulations sont-elles de véritables droits ? Que de gens parlent des Capitulations, sans les avoir lues ! Nous en publions le texte dans notre annexe n° 1 : c'est le texte officiel, publié par de Clercq (1) et par Basdevant (2) ; la traduction est authentique. Ce traité, conclu entre le sultan Mah-

(1) DE CLERCQ. — *Rec. des tr. de la France*, t. 1, p. 21.

(2) BASDEVANT. — *Traités et Conventions en vigueur*, t. 3, p. 577, 1920.

moud et Louis XV, contient toutes les Capitulations, anciennes et nouvelles, à la date du 17 mai 1740.

On dit, — les Egyptiens qui ont intérêt à dire la vérité, — que les Capitulations sont des octrois volontaires, et non des droits imposés par la force, à la suite des victoires. Jugez-en :

« ... Notre très magnifique, très honoré et très sincère et ancien ami Louis XV, ayant envoyé à notre auguste Cour une lettre contenant des témoignages de la plus parfaite sincérité et de la plus patriarcale affection, son ambassadeur à notre Porte a demandé la permission de présenter ladite lettre, ce qui lui a été accordé par notre consentement impérial... Et, comme les expressions de cette lettre amicale font connaître le désir et l'empressement de Sa Majesté à faire comme par ci-devant tout honneur à l'ancienne amitié jusqu'à présent maintenue depuis un temps immémorial entre nos glorieux ancêtres ; ... il est question dans ladite lettre de renouveler, de fortifier, d'éclairer les Capitulations impériales... »

Ces expressions sont-elles d'un vaincu, d'un suzerain, qui obéirait à la force ?

Les Capitulations sont-elles des privilèges ? Qu'on en juge ! « ... Lesquelles Capitulations avaient pour but que les ambassadeurs, consuls, interprètes, négociants et autres sujets de la France *soient protégés et maintenus en tout repos et tranquillité*... Les preuves convaincantes que Sa Majesté nous a données, faisant espérer que les liens d'une pareille amitié ne peuvent que se resserrer et se fortifier de jour en jour, ces motifs nous ont inspiré des sentiments conformes à ses désirs et, voulant procurer au commerce une

activité, et aux *allants et venants* une sûreté, — fruit de l'amitié, — nous renouvelons les Capitulations anciennes... et pour procurer encore *plus de repos aux négociants* et de vigueur au commerce, nous leur avons *accordé* l'exception du droit de *mézéterie*, qu'ils ont payé de tout temps... »

Ce droit de *mézéterie* était certainement un droit *sur les allants et venants* ; existe-t-il encore ? Le paient-ils aujourd'hui ? S'il existe, que les négociants ne le paient pas ! Voilà tout. Si le sultan exemptait du droit de *mézéterie*, c'était de celui-là, et non de tous les autres, présents et à venir.

Lisons, de ce point de vue, les Capitulations. Quelles faveurs fiscales contiennent-elles ? On ne pourra empêcher les Français d'acheter des cotons de laine (2^e article) ni les cires et les cuirs (art. 2) ; ils ne paieront pas de droits sur la monnaie française qu'ils apportent avec eux, c'est-à-dire on ne les inquiétera pas, en prétendant qu'ils font de la monnaie turque avec de la monnaie française (art. 3) ; les marchandises, pour la douane, seront estimées au même prix qu'elles l'étaient anciennement, sans augmentation sur l'estimation desdites marchandises (art. 8) ; *on n'exigera la douane que des marchandises débarquées pour être vendues*, et non de celle qu'on voudra transporter dans d'autres échelles (art. 9) ; on n'exigera d'eux ni le nouvel impôt de *Kassabie*, ni *Reft*, ni *Badj*, ni *Jassah kouli* et pas plus de 300 aspres pour le droit de bon voyage (art. 10) ; les interprètes seront exempts du tribut *kharadj*, du droit de *kassabie* et des autres impôts arbitraires, dits *Tékialif Orfié* (art. 13).

S'il arrivait quelque meurtre ou quelque autre désordre entre les Français, leurs ambassadeurs et leurs consuls en

décideront, selon les us et les coutumes, sans qu'aucun de nos officiers puisse les inquiéter à cet égard (art. 15).

Les consuls ne pourront être mis en prison (art. 16).

Les ambassadeurs et les consuls ne paieront ni douane, ni droit de *Badj* sur les provisions de bouche et ravitaillements (art. 18).

Les Français, marchands et autres, iront et viendront « librement par mer et par terre, pour vendre, acheter et commercer dans nos Etats, et, après avoir payé les droits d'usage et de consulat, selon qu'il s'est toujours pratiqué, ils ne pourront être inquiétés ni molestés en allant et venant, par nos amiraux, capitaines de nos bâtiments et autres, non plus que par nos troupes (art. 20).

« ... On n'exigera point de *kharadj* ou tribut des Français établis dans nos Etats » (art. 24).

« Quoique les marchands français aient de tout temps payé 5 % de douane sur les marchandises qu'ils apportaient dans nos Etats, et qu'ils en emportaient, comme ils ont prié de réduire ce droit à 3 %, en considération de l'ancienne amitié qu'ils ont avec notre Sublime Porte, ... nous ordonnons qu'on ne puisse exiger d'eux plus de 3 % (art. 37).

« Des domestiques *rayas* ou sujets de ma Sublime Porte, quinze seulement seront exempts des impositions... (art. 47).

« ... Lorsque les Français négocieront ces sortes de marchandises, avec quelqu'un, l'on ne pourra exiger d'eux le droit de *mézéterie*, dont l'exemption leur est pleinement accordée, pour *l'article de mézéterie tout seulement* » (art. 55).

Plusieurs Capitulations portent sur les déprédations des corsaires d'Alger, sur les pèlerins libres d'aller à Jérusalem, sur les religieux, sur l'aide aux vaisseaux français en péril... mais le caractère de faveurs octroyées ne leur manque jamais, et, à chaque pas, revient l'idée que les Français paieront les mêmes droits que les autres, *excepté le tribut*.

Ces droits-là avaient tous les caractères d'un octroi fait par le bon plaisir du sultan, mais la faiblesse de l'Egypte aidant, les Puissances fortes ont mis leur force au service des *intérêts* de leurs ressortissants ; on ne peut employer d'autre mot que celui « d'intérêt », le jour où il ne peut plus être question de sécurité et de liberté dans le commerce ; sécurité et liberté sont deux droits, mais les intérêts ne sont pas des droits, et, à l'heure actuelle, en Egypte, il ne peut même plus être question d'intérêts ; ceux-ci sont aussi bien assurés que la liberté et la sécurité.

*
* *

Telles sont les Capitulations : des faveurs accordées par bienveillance, que la force n'a pas arrachées, et que l'amitié seule a dictées, et non un échange bilatéral, un contrat à deux ; ici le sultan ne trouvait pas de compensation, de contre-partie autre que l'amitié, mais il n'abandonnait pas sa souveraineté pour cela ; il concédait des faveurs et ne s'engageait pas à les faire durer au détriment de son peuple.

Il y a une *Convention*, entre la France et la Porte, du 25 novembre 1838, dont l'article 3 porte : « Les marchands français ou leurs ayants-cause qui achèteront un objet quelconque, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans

le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire ottoman, paieront lors de l'achat ou de la vente les mêmes droits qui sont payés dans les circonstances analogues par les sujets musulmans ou par les rayas les plus favorisés parmi ceux qui le livrent au commerce intérieur. »

Ce texte est formel : égalité de traitement entre les sujets turcs et les étrangers.

L'amitié de deux princes devait-elle, pouvait-elle dicter de telles Conventions ? Oui, certes ; ne comparons pas notre époque aux temps anciens, comparons ceux-ci avec eux-mêmes. Quelles furent les raisons de ces exceptions ?

D'abord une différence de mœurs tellement grande, tellement accentuée, que le mot « étranger » avait sa pleine signification, d'homme *autre* que les autres, *égaré* au milieu des autres, dont la venue est un *trouble* pour les gens du pays. Cet étranger ne se mêlera pas facilement aux autres il sera isolé, ne se mariera pas dans le pays, vendra ses marchandises au prix le plus haut, afin de retourner dans sa patrie, fortune faite, au besoin fera de l'usure ou sera accusé d'en faire ; il n'ira pas à l'assemblée de la mosquée chaque semaine. Le Coran distingue le fidèle et l'infidèle, et cette distinction suffit à engendrer une opposition, une haine entre les croyants de chaque religion, car les uns sont aussi sectaires que les autres ; nous sommes au pays des Croisades ; ce ne sont pas les Musulmans qui sont venus chercher les chrétiens en France.

Si le prince n'intervient pas, l'anarchie déchirera son Empire ; ce sera la misère avec toutes ses conséquences pour le peuple et pour le prince.

Cette raison existe-t-elle encore aujourd'hui ? L'interven-

tion directe du roi est-elle nécessaire pour la protection de l'étranger ? Même sans passeport, si le voyageur risque une amende, il ne risque pas d'être emprisonné, assassiné, et ses marchandises ne seront pas confisquées. Où sont les corsaires et les pirates d'autrefois ? les femmes enlevées et vendues comme esclaves ? les marins et les hardis commerçants, réduits eux aussi à l'esclavage et dispersés sur les côtes de l'Afrique du Nord ? Un étranger vient en Egypte, trouve que le pays lui plaît et qu'il a des ressources, qu'il peut y travailler, y élever sa famille, avec des relations avec les autres hommes et les autres familles, quelles que soient leurs coutumes et leurs mœurs. Il retrouve là des lois voisines de celles de son pays d'origine, les mêmes lois souvent, pour-quoi ne resterait-il pas dans cette nouvelle patrie, où *il est bien* ? Est-il un « étranger » en Egypte ? Se sent-il *isolé, exposé à des dangers* ? Au-dessus de tous ceux qui habitent l'Egypte, n'y a-t-il pas les *Lois*, comme partout ailleurs, les lois invisibles et puissantes ? N'y a-t-il pas les intérêts communs ? n'y a-t-il pas la civilisation commune, avec ses chemins de fer, ses commerces, ses journaux, ses préoccupations d'art et de science ? N'y a-t-il pas là les mêmes professions, médecins, avocats, professeurs, les mêmes artisans, les mêmes produits de leur industrie ? N'obéissent-ils pas aux mêmes sentiments ? Ignorent-ils les idées des uns et des autres ? Y a-t-il encore des étrangers ? S'il en est encore, ce n'est pas en Egypte.

Dans les mœurs d'autrefois, ce qui était caractéristique, c'était l'absence de droits quelconques, civils ou politiques, pour l'étranger : « Je suis chez moi, et tout est à moi ici ; pourquoi, étranger, viens-tu nous prendre un peu de notre

pays ? » A Rome, un étranger était-il trouvé dans la rue, qu'un Romain lui mettait la main sur l'épaule et le prenait comme esclave, tout comme il eût fait pour un chien errant. L'étranger n'avait ni droits, ni juges. C'est le commerce, avec ses exigences juridiques, c'est la nature humaine, avec ses exigences morales, ses besoins de relations avec ceux qui sont instruits, qui sont des amis, ou les fils des amis, ou avec ceux qui sont envoyés par leurs amis, c'est cette nature humaine qui se souvient, qui aime, qui a besoin des autres hommes, qui a enlevé lentement au mot « étranger » sa signification d'ennemi et d'usurpateur du bien des citoyens et des nationaux. Il fallut accorder la capacité juridique aux commerçants étrangers, un statut personnel à tous les étrangers, des droits et des libertés, le droit à la sécurité, au travail, à la propriété et des juges pour faire respecter ces droits.

Dès 1073, le sultan Salah-ed-Dine traite avec les Pisans et leur garantit, en plus de la liberté du commerce, la liberté du culte et le droit de séjourner sur son territoire, le droit à un funduk, à une église et à un bain ; il donne l'ordre à ses agents de ne pas intervenir dans les contestations qui s'élèvent entre ces commerçants, à moins qu'ils n'y consentent de leur propre volonté.

On trouve souvent dans les livres de droit cette doctrine de la *personnalité des lois*, qui suit l'étranger partout où il va, parce qu'ailleurs que dans son pays d'origine il n'a ni droits ni juges. Aujourd'hui, la doctrine contraire a prévalu, la *plupart des lois sont territoriales* ; elles protègent ceux qui habitent le territoire, quelle que soit leur nationalité.

M. Péliissié du Rausas écrit (3) : « Entre la juridiction et la législation, il y a indivisibilité, le droit de juger ayant la même origine que la loi et n'ayant d'autre but et d'autres raisons d'être que de garantir le respect dû à la loi. Aussi les Européens, qui n'étaient justiciables que de juridictions étrangères, n'étaient soumis qu'aux lois étrangères de ces mêmes juridictions ; il n'y avait donc pas à leur appliquer les lois égyptiennes : corollaire forcé entre l'immunité législative et l'immunité judiciaire. »

Cette indivisibilité existe-t-elle encore aujourd'hui ?

Le grand principe du droit international privé est le *principe de la dissociation*, sans lequel le droit international privé serait impossible. Aujourd'hui, un tribunal français applique la loi anglaise, ou toute autre loi ; il se réfère à la loi propre, nationale de cet Anglais, de cet Américain, de cet Italien. Toutes lois nationales ne s'appliquent pas à tous les hommes qui résident sur ce territoire. Les tribunaux égyptiens sont aussi respectueux de la justice que ceux des autres nations et aussi compétents, aussi dégagés de toute préoccupation religieuse, aussi impartiaux ; leurs jugements sont publics et publiés ; ils ne redoutent pas la grande lumière. Empruntons encore à Péliissié du Rausas quelques réflexions sur ce sujet (4) : « Lorsque les premières capitulations ont été conclues, dit-il, le droit officiel de l'Empire ottoman était le *droit musulman*, c'est-à-dire un droit religieux. L'étranger — le non musulman — est en dehors de la

(3) PÉLISSIÉ DU RAUSAS. — *Le régime des Capitulations dans l'Empire Ottoman*, t. 2, p. 251.

(4) PÉLISSIÉ DU RAUSAS, op. cit., p. 20, tome I.

religion. La loi civile, qui est en même temps la loi religieuse, ne peut, ni ne veut la protéger ; le droit étant un bienfait de la religion, les croyants seuls peuvent y participer.

« Mais l'étranger ne pouvait pas toujours rester l'ennemi ; fatalement, le moment devait venir de lui fournir l'accès de la vie juridique, lorsque les intérêts du commerce et les exigences de la politique imposent le règlement de la situation légale de l'étranger. La loi musulmane n'a pas été faite pour l'étranger, puisqu'il est non musulman ; il faut donc qu'il reste soumis à sa propre loi. La loi musulmane ne peut ni le protéger, ni le juger, ni le punir, puisqu'elle ne protège, ne juge et ne punit que les musulmans ; il faut donc qu'il soit protégé, jugé et puni par sa propre loi. En d'autres termes, l'étranger, voyageant ou résidant dans l'Empire ottoman, reste soumis à sa loi personnelle, parce que, le droit de l'Empire ottoman étant un droit religieux, ne peut pas lui être appliqué. Les Capitulations nous apparaissent ainsi comme l'expression positive, dans le domaine des faits internationaux, du système de la personnalité des lois. »

Ces deux grandes raisons des Capitulations, différence de mœurs entre l'étranger et le national, isolement de l'étranger, sans droits, ni juges, ont disparu : les *Capitulations* sont *sans raison*, ce sont des faits tombés dans le passé de l'Histoire.

L'Egypte a une Constitution qui repose sur la Déclaration des Droits de l'Homme et sur les principes des Révolutions anglaise et française. Elle a des codes qui ont été rédigés par un Français sur les codes français. Elle a des lois qui ont été rédigées par les conseillers judiciaires anglais depuis plus de

quarante ans. Elle a des conseillers et des juges, quelques-uns étrangers. Elle demande son admission à la Société des Nations ; l'Angleterre a recherché son alliance et traite avec elle sur le pied de l'égalité. Elle a des ambassadeurs dans tous les grands pays. Elle a des écoles, pour les écoliers et pour les étudiants. Elle est contemporaine : aucun progrès ne lui est étranger.

Etes-vous étonnés maintenant si l'accord Henderson-Mahmoud porte cette formule : « S. M. Britannique prend l'engagement d'employer toute son influence auprès des Puissances capitulaires pour obtenir la modification du régime capitulaire existant actuellement en Egypte, de façon à le rendre plus conforme à l'esprit du temps et à l'état actuel de l'Egypte... »

En 1874, déjà, les Parlements des Puissances capitulaires avaient voté le transfert de la juridiction de leurs consuls aux tribunaux mixtes.

A la Chambre italienne, la loi fut votée à la suite d'un rapport remarquable de M. Mancini : « Personne ne niera, qu'à juger les Capitulations d'après les règles de la raison, elles représentent une institution judiciaire qui déroge aux vrais principes de justice internationale ; qu'elles constituent une relique des réglementations grossières du Moyen-Age ; qu'elles sont une offense permanente à l'indépendance nationale des peuples auxquels appartient la souveraineté territoriale dans leurs pays respectifs ; qu'elles forment enfin un état de choses incompatible avec l'application pleine et entière du droit des gens. C'en est assez pour conclure qu'on ne peut jamais attribuer à des institutions de ce genre qu'une légitimité temporaire et transitoire, selon la nature de toutes

les exceptions et limitations privilégiées aux règles générales et éternelles du droit, et que leur légitimité est subordonnée à la continuation, au maintien des nécessités spéciales qui leur ont donné naissance (5). »

Si cela pouvait être proclamé en 1874, combien n'est-ce pas plus vrai en 1930 ? Le temps a marché à grands pas.

*
**

Voici deux réclamations appuyées sur les Capitulations ; elles sont plutôt ridicules, et nous les citons pour faire voir ce que ces Capitulations ont pu inspirer à travers le temps.

On lit, p. 19, au Rapport de la Chambre de Commerce française sur le projet de Tarif douanier.

« *Vins ordinaires provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais.*

« Les droits sur les vins ont été portés à 25 %. C'est un droit très élevé, qui ne protège aucune culture ou industrie égyptienne, mais qui, par contre, lèse les intérêts vinicoles français.

« Ce n'est donc qu'un droit fiscal, et, au moment où l'on parle de la suppression des Capitulations en assurant que tous seront égaux devant l'impôt, c'est déjà une violation de ce principe, car le vin, défendu par la religion musulmane, n'est pas consommé par l'indigène, mais par les étrangers, pour beaucoup desquels l'usage courant du vin est une nécessité d'alimentation.

(5) Rapport de M. Mancini à la Commission de la Chambre des Députés d'Italie en 1875. — Voir Recueil des traités de la Porte ottomane par Testa, tome 8, p. 564.

« Un droit de 25 % sur le vin est un véritable impôt qui atteint seulement les étrangers. »

Singulier raisonnement, tout de même ! L'Egypte ne pourra pas établir un droit sur les vins parce que les étrangers en boivent et que la religion musulmane défend d'en boire !

Le Rapporteur de la Chambre française de Commerce, dans son étude du nouveau tarif douanier, relève un autre manquement aux Capitulations.

« L'article 8 du projet de loi comporte une violation des Capitulations. Il donne le droit à la Douane, et, pensons-nous, aussi, à la police égyptienne, d'exercer des perquisitions, d'apposer des scellés et, conséquemment, de faire des saisies à bord des navires. Jusqu'ici les navires français ont été considérés comme faisant partie du territoire français, et les autorités égyptiennes n'y ont jamais eu accès que pour le visa des passeports et la visite sanitaire. »

Il s'agit de savoir comment la chose se passe dans tous les pays du monde, et non de savoir comment elle se passait en 1400 ou même en 1740. L'existence des Douanes exige que le Gouvernement égyptien ait la police de ses ports ; les lois de police ne sont-elles pas partout territoriales ?

Voilà de mesquines, de petites choses, et combien petites, en présence des grands principes que peut faire valoir l'Egypte pour réclamer ses droits de souveraineté !

L'Egypte vit avec ses droits actuels, avec le présent, non avec le passé qui n'est plus. Quand elle était vassale, elle avait les devoirs et les droits d'une vassale ; quand elle était sous le protectorat de l'Angleterre, elle avait les droits et les

obligations des nations protégées et contrôlées ; aujourd'hui que son indépendance a été proclamée, elle a les droits d'une nation indépendante, d'un Etat souverain comme les autres Etats. Les Puissances capitulaires n'ont-elles pas accepté la proclamation solennelle de cette indépendance, au nom des principes des Nationalités et de la Liberté des peuples ? Des droits anciens ne pourraient être opposés à l'Egypte que s'ils étaient bien établis, indiscutables, et même que s'ils sont d'accord avec la dignité d'un Etat indépendant, avec la civilisation actuelle, avec les principes actuels, avec notre temps. Y a-t-il des traités qui remontent dans l'histoire à trois siècles, par exemple, et qui soient encore aujourd'hui la loi des parties ? Certes, ce ne sont pas des chiffons de papier, mais il est légitime de pourparler pour les modifier et les actualiser ; l'Egypte va entamer ces pourparlers *au nom de son Indépendance*.

Au début de la guerre de 1914, sir Grey déclara que l'Angleterre ne pouvait entrer dans la guerre tant que l'opinion publique anglaise ne serait pas préparée et ne manifesterait pas ses intentions. Chaque jour, les hommes d'Etat déclarent qu'ils ne peuvent accepter telle ou telle proposition parce que leur pays ne l'admettrait pas, parce que le Parlement les mettrait en minorité... A-t-on remarqué qu'il en est de même en Egypte, maintenant ?

On ne comptait pas avec l'opinion publique des Egyptiens ; il y faut compter, maintenant. Saroit Pacha en fit la pénible expérience. L'Egypte a un *gouvernement d'opinion*, comme tous les pays à régime parlementaire. Or, depuis une quinzaine d'années, l'opinion de l'Egypte est manifeste, éclatante, elle veut être libre de ses destinées ; le patriotisme

s'est affirmé ; l'Egypte a eu son grand patriote, Zagloul, et la descendance ne s'en éteindra plus ; serrée autour de son roi, comme autour du symbole de son unité et de sa perpétuité, elle entend vivre, se défendre, prospérer, collaborer au progrès avec les autres nations ; et les Egyptiens ont tous ce même idéal. Avec les écoles plus nombreuses, ce patriotisme deviendra plus fervent. C'est un peuple tout entier qui exige son indépendance et sa liberté ; sa voix doit être entendue, et c'est avec un peuple tout entier que les Puissances vont traiter, et c'est l'opinion de ce peuple qui jugera de la valeur des nouvelles conventions.

La conférence de Son Excellence Sidky Pacha au Jeune Barreau indiquait le programme des réformes que notre pays doit réaliser, des progrès qui lui restent à faire, des organismes à créer, pour qu'il puisse remplir sa mission de civilisation. Les Capitulations sont l'obstacle à ces progrès ; actuellement, si l'Egypte veut établir chez elle des impôts, elle ne le peut sans la permission des Puissances capitulaires, de toutes ; elles sont encore douze, les pourparlers seraient sans fin, comme ils l'ont été dans le passé. Quelle Puissance aurait le droit de contraindre le Trésor égyptien à puiser dans sa réserve et à s'appauvrir un peu tous les ans ? Quelle puissance oserait s'opposer aux lois d'assurances sociales, aux lois d'hygiène, à la création d'écoles de tous les degrés, à la protection de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, à l'établissement de routes nouvelles, de chemins de fer, de services de transports... ? En 1885, les Puissances signataires de la Convention de Londres accordèrent l'emprunt égyptien et autorisèrent la patente et le timbre pour sauver leurs intérêts pécu-

niaires et ne pas voir diminuer les revenus qui leur provenaient de la Dette égyptienne : seront-elles moins bien disposées quand il s'agit du bonheur d'un peuple, de son organisation, de son entrée dans la Ligue des Nations et de l'avenir de plus de 14 millions d'hommes ? Nous ne demandons pas, comme l'Allemagne, que les Alliés nous prêtent 800 millions de francs-or pour rétablir notre situation économique et pour collaborer à notre relèvement ; nous sommes des amis des Alliés, des amis loyaux — l'Angleterre nous en a rendu témoignage — et nous demandons seulement *d'être libres de prendre l'impôt chez nous, dans notre pays, sur ceux qui l'habitent*, et qui, s'ils ont tous les mêmes droits, doivent avoir tous le même devoir de payer l'impôt et de contribuer aux charges publiques.

L'indépendance d'une nation, l'opinion et la volonté d'une nation, la vie et l'avenir d'une nation peuvent-elles être mises en balance avec l'exemption du droit de 25 % sur les vins ou avec le droit de police sur les bateaux français ? Est-il des principes plus hauts, plus primordiaux, plus essentiels à la base des Sociétés et des Etats ?

C'est au nom de l'égalité et de la liberté des nations que nous demandons la suppression des Capitulations ; c'est au nom de la justice et du respect du droit. Telle a été la loi du progrès social et moral, pour les individus comme pour les Etats : ils ont conquis l'égalité, la liberté, la justice, quelquefois lentement, pas à pas, après de longs temps de servitude relative, quelquefois plus vite, surtout quand ils ont eu recours à la force et à la violence. Ces principes ne sont-ils pas la civilisation elle-même ? Qui oserait leur dénier leur force prépondérante aujourd'hui ? Qui oserait soute-

nir qu'en dehors d'eux il est possible de discuter et de traiter ? « Je suis votre égal. Je veux être libre. Ces droits sont les miens. » A cela, que répondre ?

Pour finir, à la Conférence internationale économique de Genève, les hommes d'État égyptiens ont appelé l'attention sur ce fait que des situations, comme celle de l'Égypte, ne peuvent engendrer que des désordres et entretenir des causes permanentes de guerre. Et cela n'est pas douteux. Les compétitions des autres nations entre elles cesseront définitivement quand l'Égypte sera indépendante chez elle, et ses plaintes s'éteindront avec les satisfactions légitimes qu'elle aura reçues. Un grand malaise, une fois senti, devient un danger menaçant pour la paix universelle ; la guerre de 1914 est la preuve que la solidarité des nations n'est pas un vain mot et que l'incendie, une fois allumé, gagne rapidement de proche en proche et embrase le monde entier.

Que les Puissances capitulaires soient secourables et bienveillantes pour l'Égypte ! Notre Pays leur en sera reconnaissant ; l'amitié et la bienveillance facilitent les relations entre les peuples ; les sultans pensaient ainsi : que les Puissances capitulaires s'en souviennent et ne nous fassent pas regretter la magnanimité à leur égard de nos anciens maîtres.

CHAPITRE IV

DE LA SOUVERAINETÉ DE L'ÉGYPTE ET DE SON DROIT D'ÉTABLIR LES IMPOTS

Etablir des impôts est l'attribut essentiel de la souveraineté d'un Etat. Pour vivre, il faut des ressources ; tel est son premier besoin, primordial, vital.

L'Assemblée Nationale, sous la Révolution française, définissait l'impôt : « La dette commune de tous les citoyens et le prix des avantages que la Société leur procure. »

La dette est due, indiscutable, pour tous ceux qui profitent des avantages que leur procure l'Etat, où ils résident, où ils vivent et prospèrent.

Dans le même sens, M. Cauwès écrit : « L'impôt est le prix que la souveraineté exige de l'individu, en vertu du principe de la solidarité nationale, pour la rémunération des services d'intérêt général et le paiement d'autres charges résultant des dettes de l'Etat. » Dans cette définition, M. Cauwès marque bien le caractère impératif de l'impôt, auquel chacun a le devoir strict de se soumettre, au nom de la justice d'abord, égalité dans les charges et égalité dans

les services reçus, et au nom de la solidarité ; ensuite, obligation pour chacun d'éviter le mal de tous et de travailler au bien pour tous.

« Le fondement de l'impôt (1) réside dans la souveraineté de l'Etat. L'Etat est une nécessité historique et sociale ; il a à remplir un certain nombre de fins matérielles et morales, à pourvoir à un certain nombre de besoins collectifs. Il doit maintenir la solidarité nationale entre tous les individus présents et entre les générations actuelles et passées, et, comme cette mission entraîne des frais, l'Etat a le droit d'y faire concourir au nom de la solidarité nationale tous ceux qui vivent sous la loi. L'impôt est donc simplement un attribut de la souveraineté de l'Etat. »

La souveraineté est le droit pour une nation — sous certaines réserves évidemment, car les nations ont des devoirs réciproques — d'être la maîtresse chez elle et de ne pas dépendre d'une autorité supérieure. La souveraineté doit s'exercer dans le cadre de la Constitution nationale, c'est-à-dire du système de lois qui règlent la délégation des trois pouvoirs de l'Etat et leur fonctionnement.

L'Egypte est-elle souveraine ?

! *
* *

L'indépendance de l'Egypte a été déclarée au monde par l'Angleterre, qui devait la déclarer comme elle avait fait pour son Protectorat en 1914.

Journal Officiel extraordinaire n° 20 du 28 février 1922.

(1) ALLIX. — *P. de Sc. fin.*, p. 396.

« Déclaration à l'Egypte :

« Considérant que le Gouvernement de Sa Majesté, conformément à ses intentions déclarées, désire immédiatement reconnaître l'Egypte comme Etat souverain et indépendant, et, considérant que les relations entre le Gouvernement de Sa Majesté et l'Egypte constituent un intérêt essentiel pour l'Empire Britannique ;

« Sont déclarés par les présentes les principes suivants :

« 1° Le Protectorat britannique de l'Egypte est terminé et l'Egypte est déclarée être un Etat souverain et indépendant.

« 2° Aussitôt que le Gouvernement de Sa Hautesse aura promulgué un acte d'indemnité applicable à tous les habitants de l'Egypte, la loi martiale, proclamée le 2 novembre 1914, sera abrogée.

« 3° En attendant le moment où il sera possible par la libre discussion et des accommodements amicaux, des deux côtés, de conclure entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement égyptien des accords en ce qui concerne les matières suivantes, ces matières sont absolument réservées à la discrétion du Gouvernement de Sa Majesté ;

« a) La sécurité des communications de l'Empire britannique en Egypte ;

« b) La défense de l'Egypte contre toute agression étrangère ou entre toute ingérence étrangère, directe ou indirecte ;

« c) La protection des intérêts étrangers en Egypte et la protection des minorités ;

« d) Le Soudan ;

« En attendant la conclusion de tels accords, le *statu quo* en toutes ces matières restera intact. »

Et le Rescrit royal n° 42 de 1923 établit le régime constitutionnel de l'Etat égyptien.

« Nous, Roi d'Egypte,

ARTICLE PREMIER

« L'Egypte est un Etat souverain, libre et indépendant. Ses droits de souveraineté sont indivisibles et inaliénables...

ART. 3

« ... Seuls, les Egyptiens sont admissibles aux fonctions publiques, civiles et militaires, les étrangers n'y sont admis que dans des cas exceptionnels déterminés par la loi.

ART. 23

« Tous les pouvoirs émanent de la Nation...

ART. 24

« Le pouvoir législatif est exercé par le Roi, concurremment avec le Sénat et la Chambre des Députés.

ART. 28

« L'initiative des lois appartient au Roi, au Sénat et à la Chambre des Députés.

« La Constitution égyptienne repose sur la Séparation des Pouvoirs et la Déclaration des Droits de l'Homme.

« Les autres nations n'ont pas à proclamer l'indépendance

de l'Egypte ; le traité de Versailles a établi, chez certains peuples, *des contrôles* qui doivent finir dès que ces peuples sont capables de maintenir chez eux l'ordre et la sécurité. Or, l'Angleterre avait le contrôle de l'Egypte, ce contrôle n'est plus compatible avec le traité en négociation, d'égal à égal, entre elle et l'Egypte. »

*
* *

L'Egypte avait-elle perdu beaucoup de sa souveraineté ? Les Capitulations ont *limité la souveraineté* de notre pays ; elles ne l'ont pas annulée ; des textes portent pour les étrangers certaines *immunités* qui doivent s'entendre limitativement ; les immunités sont des exceptions qui laissent subsister la règle. « En dehors de la sphère d'application (2), qui est déterminée par les limites logiques et historiques de chaque immunité, les étrangers restent naturellement soumis à la souveraineté territoriale. »

La Cour Mixte, le 16 mars 1880, posait le principe très clairement : « Chaque Etat indépendant, qu'il s'agisse de pays de chrétienté ou de pays hors de chrétienté, est nécessairement le siège d'une souveraineté propre, dont l'essence est d'être territoriale, c'est-à-dire d'étendre son empire à toutes les personnes qui habitent le territoire, sans distinction entre les nationaux et les étrangers, sauf les immunités reconnues à ces derniers par des actes diplomatiques ou par l'usage... Que si les immunités reconnues dans les possessions de l'Empire ottoman ont une étendue plus considé-

(2) S. MESSINA. — *Traité de droit civil égyptien*, p. 316.

nable que dans les autres pays, il n'en résulte pas que la souveraineté locale y soit destituée, dans ses rapports avec les étrangers, de tout rapport primordial d'autorité, et qu'elle n'ait d'autres pouvoirs envers eux que ceux expressément *concedés* par des traités ou des conventions particulières, que cette *proposition qui substituerait l'exception à la règle* est d'autant moins soutenable que les Capitulations de la Porte n'avaient à l'origine que le caractère *d'octrois volontaires...* »

M. S. Messina fait observer que l'article 7 du Code civil mixte statue « que les Tribunaux mixtes *ne pourront connaître des actes de souveraineté*, ni des mesures prises par le Gouvernement en exécution et en conformité des lois et règlements d'administration publique ».

N'est-ce pas là la reconnaissance, dès l'époque de la réforme des Tribunaux, en 1876, par les Puissances capitulaires, de la souveraineté de l'Egypte, en tout ce qui n'est pas les immunités capitulaires ?

*
**

L'Egypte est au surplus un Etat relativement nouveau, puisqu'elle n'est plus la vassale de la Turquie ni la protégée de l'Angleterre. Dans quelle mesure est-elle tenue des engagements pris par la Porte autrefois ? Quand un Etat se dit civilisé, il doit reconnaître et accomplir les engagements pris par les Gouvernements qui l'ont précédé, c'est évident, mais ces obligations sont relatives et méritent un réajustement. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, d'ailleurs, de traité perpétuel : en fait, ils ne le sont pas, en droit ils disparaissent.

sent quand les circonstances qui les ont fait naître ont fait place à des circonstances nouvelles ; *les traités deviennent des anachronismes* douloureux, même pour ceux qui en tiraient profit autrefois.

Mais les privilèges dont se réclament les étrangers sont la plupart du temps *des usurpations arbitraires de leur part* ; ce ne sont ni les fruits de conventions, ni les concessions volontaires de la Turquie et de l’Egypte. Le plus bel exemple que l’on puisse en donner est l’approbation que les Puissances se sont crues obligées de donner à la réforme de l’impôt sur la propriété bâtie en 1884 et 1885. Il est certain que, sur ce chapitre, l’Egypte était bien la maîtresse de ses lois. Chérif Pacha avait écrit au Consulat général de France, en lui communiquant le projet de décret : « Le Gouvernement ne fait qu’user d’un droit qui ne saurait jamais lui être contesté et *qui, d’ailleurs, ne lui a jamais été contesté*. Toutefois je crois devoir, *par esprit de courtoisie*, vous donner connaissance des garanties dont le Gouvernement entend entourer les propriétaires... Le Gouvernement de Son Altesse verrait avec regret et ne saurait admettre qu’une démarche qu’il a faite par pure courtoisie pour le Gouvernement de la République pût être interprétée comme un acquiescement de sa part de porter sur le terrain diplomatique *une question qu’il considère comme purement d’ordre intérieur*. »

Or, quelques années après, lorsqu’il s’agissait du maintien de l’impôt nouveau des patentes en Egypte, le Consulat général de France écrivait à son ministère, en France, que ce décret sur la propriété bâtie était considéré *comme ayant été ratifié par les Chambres françaises en 1885*, et comme

faisant partie d'un même tout, la Convention de 1885 de Londres et ses annexes.

Voilà où mène la courtoisie !

*
* *

L'Egypte d'aujourd'hui n'est plus la vassale d'hier. Elle a ses lois qui sont les lois communes des nations civilisées ; l'Angleterre la reconnaît capable de remplir toute sa mission vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis des étrangers, et toutes les Puissances vont traiter avec elle demain pour le transfert aux Tribunaux mixtes de la compétence des Tribunaux consulaires et pour l'extension de la législation égyptienne, même fiscale, à tous les étrangers.

Si nous affirmons, *dès aujourd'hui*, notre souveraineté par les nouveaux impôts nécessaires, nous hâterons les solutions diplomatiques ; l'action est la solution même, c'est la suppression des intermédiaires, qui retardent le succès.

Ne trouve-t-on pas des gens qui protestent contre les nouveaux tarifs douaniers, sous prétexte que les *Capitulations garantissent la liberté du commerce* ? Les Puissances capitulaires ne protestent pas ; le fait acquis, le tarif décrété est appliqué, voilà la plus vraie, la plus juste, la plus rapide des solutions. L'initiative est l'affirmation du droit, et c'est ce que l'éminent sous-secrétaire d'Etat aux Finances, S. E. Ahmed Abd el Wahab Bey, a tout de suite compris et pratiqué : il eût été ridicule de s'arrêter, ne fut-ce qu'un instant, sur cette grossière confusion *de la liberté du commerce et du libre échange*.

CHAPITRE V

MOYENS LÉGISLATIFS DE LA RÉFORME FISCALE

L'Angleterre admet définitivement, pour sa part, que les pouvoirs de l'Assemblée générale seront étendus à toute la législation égyptienne, y compris la législation fiscale. Qu'est-ce que cette Assemblée générale ?

Une procédure des modifications des Codes mixtes a été fixée par la loi n° 17 de 1911, modifiant l'article 12 du Code civil mixte ; cette loi n° 17 avait été approuvée par la Commission internationale de 1909 ; les Puissances l'ont approuvée à leur tour. En voici le texte :

LOI N° 17 DE 1911 MODIFIANT L'ARTICLE 12 DU CODE CIVIL MIXTE (11 novembre)

« Nous, Khédive d'Egypte,

« Vu le règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Egypte,

« Vu le Code civil mixte,

« Après accord intervenu entre notre Gouvernement et les Puissances qui ont adhéré à la Réforme judiciaire,

« Sur la proposition de notre ministre de la Justice et l'avis conforme de notre Conseil des ministres,

« Décrétons :

ARTICLE PREMIER

L'article 12 du Code civil mixte est modifié comme suit :

« Les conditions et modifications à la législation mixte seront édictées sur l'initiative du ministère de la Justice à la suite et en conformité d'une délibération de l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte, à laquelle sera appelé le juge le plus ancien de chaque nationalité dont le Gouvernement a adhéré à la réforme judiciaire de 1875, et qui n'est pas représentée par un conseiller à la Cour.

(Suivent des détails sur l'organisation, le quorum, le vote...)

« Les projet de loi ainsi approuvés ne peuvent être promulgués que trois mois après leur approbation.

« A la demande d'une ou plusieurs Puissances formulée au cours de ce délai, ils seront, à l'expiration dudit délai, soumis à une nouvelle délibération ; à la suite de cette nouvelle délibération, le projet de loi qui aura réuni la majorité de voix requise pourra être promulgué sans autre formalité ou délai... »

Cette assemblée est l'Assemblée générale, parce qu'elle comprend des membres de toutes les nationalités qui ont adhéré à la Réforme Judiciaire de 1875, qu'ils soient conseillers ou juges.

Mais il est bien évident que l'extension des pouvoirs de

cette Assemblée à l'établissement de la législation fiscale doit avoir l'agrément des Puissances autres que l'Angleterre ; leur agrément est à peu près certain puisque l'Angleterre s'engage à soutenir énergiquement les pourparlers diplomatiques du Gouvernement égyptien. Seulement, cet agrément des Puissances n'est à obtenir qu'une fois pour toutes, et en bloc, en principe, pour toutes les lois fiscales que l'Assemblée étudiera et arrêtera.

Il est à remarquer dans l'histoire que toute réforme rapide et d'ensemble dans les lois d'un pays a toujours été préparée et définitivement votée par une *Assemblée législative* qui, lorsque la Constituante a fini d'élaborer les lois politiques et constitutionnelles, se met à son tour au travail et construit les autres lois et codes. En Egypte, nous sommes en présence de cette même nécessité, une fois de plus, nous allons imiter la France, d'un peu plus loin, c'est vrai ; notre Assemblée législative va jouer le rôle d'un Consulat et d'un Tribunat, aux termes de la Constitution française de l'an VIII. Le Gouvernement avait l'initiative des projets, sous la direction des Consuls ; un Conseil d'Etat était chargé de rédiger ces projets. Le Tribunat discutait ces projets de lois, en votait l'adoption et le rejet ; ensuite le Tribunat envoyait trois de ses membres, le Conseil d'Etat envoyait trois des siens, et tous les six venaient soutenir devant le Corps législatif les projets de leur Assemblée respective.

L'article 54 décidait : « Le Corps législatif fait la loi en statuant par scrutin secret et sans aucune discussion, de la part de ses membres, sur les projets de lois débattus devant lui par les orateurs du Tribunat et du Conseil d'Etat. »

Nous ne pensons pas que cette procédure doive être suivie

à la lettre ; nous en retenons ceci, c'est que les lois nouvelles à faire, nombreuses, en peu de temps, supposent des réunions de légistes et de jurisconsultes expérimentés, comme le sont les conseillers et juges de nos tribunaux mixtes. Nous ne pensons pas non plus que le Parlement égyptien doive jouer le rôle du « *Parlement des muets* », mais il est bien certain que les discussions dans son sein seront d'autant plus courtes que les projets auront été mieux étudiés et plus approfondis.

Y a-t-il d'autres moyens de faire les lois fiscales qui seront nécessaires ?

Lord Cromer proposait un conseil *entièrement composé d'Européens*, avec certains droits restreints de légiférer. « Nulle loi, écrivait lord Cromer, de l'ordre de celles qui exigent aujourd'hui le consentement des Puissances, ne pourra entrer en vigueur si elle n'a été approuvée par la majorité de ce Conseil et si elle n'a pas l'assentiment des gouvernements britannique et égyptien. »

Dans la *Gazette des Tribunaux mixtes*, 1920, page 115, un avocat, M. Pupikofer, proposait la constitution d'une Assemblée législative : « Nous verrons très bien la constitution d'une Assemblée législative, se réunissant à intervalles rapprochés et en sessions régulières, et composée dans une proportion à établir de membres représentant la magistrature, le barreau, le commerce, l'industrie, la banque et aussi le travail. Des magistrats et avocats choisis par leurs pairs, des délégués des diverses Chambres de commerce, des directeurs de banques élus par leurs collègues, des représentants réguliers des syndicats des travailleurs, apportant chacun à l'Assemblée leur compétence et leurs connaissances

spéciales, et discutant, non point sur le néant, mais sur des textes déjà soigneusement établis et élaborés par des juristes. Voilà les garanties qu'il faut en Egypte pour que la législation de ce pays puisse rapidement et convenablement être mise au point. » On recourrait ici, comme dans le projet Cromer, à une Assemblée, à un Conseil qu'il faudrait d'abord organiser. A quoi bon ? L'Assemblée générale des Tribunaux mixtes est là avec ses pouvoirs de 1911 ; lord Cromer ne prévoyait pas la loi n° 17 de 1911, sans quoi il se fut certainement rallié à cette idée.

En 1890, lorsqu'il s'agit pour le Gouvernement égyptien d'établir l'impôt des patentes, il demanda aux Puissances capitulaires de déléguer leurs pouvoirs de contrôle sur le projet de loi aux commissaires de la dette égyptienne. Au fond, c'est la même idée aujourd'hui, sauf que les Commissaires de la dette — émanation des Puissances, seront remplacés par les conseillers et juges de l'Assemblée générale — également émanation des Puissances étrangères, quoique fonctionnaires égyptiens. Les Puissances accepteraient aujourd'hui comme elles ont accepté en 1890.

La procédure suivie par le nouveau tarif des douanes ne convient pas à l'heure actuelle. Le Conseil économique a donné ses directions, ses instructions à un Comité, à une Commission spéciale des tarifs, et ce dernier a établi le projet de loi sur un projet mûrement réfléchi par des experts ; le Parlement a voté la loi, ratifiera les décrets ultérieurs, et le Roi a sanctionné et promulgué la loi du 14 février dernier, la loi des tarifs. Telle est la procédure nouvelle dans tous les pays qui vivent sous le régime de la monarchie constitutionnelle ; telle sera plus tard la procédure de l'Egypte pour

toutes ses lois. Mais, à l'heure actuelle, les Capitulations restent toujours debout et le moyen législatif qui concilie toutes les discussions c'est bien l'Assemblée générale.

La douane dépendait incontestablement du Gouvernement égyptien, malgré le rappel du rapport de la Chambre de Commerce française à l'observation plus stricte des Capitulations, rappel presque préhistorique, et qui surprend sous la plume d'un Français généreux et averti.

Mourad-Kamel Bey, dans sa brochure sur la condition des étrangers en Egypte, conclut : « Plaise aux Puissances capitulaires :

« Concilier les pouvoirs de l'Assemblée législative mixte, les dispositions constitutionnelles du Parlement égyptien, pour que la loi sorte une et que le droit de veto, en ce qui émane de ladite Assemblée, soit réservé au Roi. »

Il faut d'abord concilier les pouvoirs de l'Assemblée générale avec la Constitution de 1923. Celle-ci dispose dans ses articles 134 et 135 « qu'aucun impôt ne peut être établi, modifié ou supprimé qu'en vertu d'une loi ». Donc nulle Puissance ne peut s'opposer à ce que la loi n° 17 de 1911 soit complétée par le rescrit n° 12 de 1923. En effet, si l'approbation de la Cour peut être considérée comme une sauvegarde suffisante pour les intérêts des étrangers, le vote du Parlement nous paraît nécessaire pour garantir les intérêts des nationaux égyptiens, intéressés comme les étrangers, il ne faut jamais l'oublier, au fonctionnement de la législation mixte.

La réforme de l'article 12 du code civil mixte s'impose d'ailleurs. Le Gouvernement, dans sa note de 1927 aux puissances, propose le texte suivant : « A défaut de promulga-

tion dans le délai d'une année à partir de l'approbation de l'Assemblée prévue par le présent article, le projet de loi sera considéré comme abandonné et ne pourra être repris qu'en se conformant à nouveau aux dispositions du présent article. »

En effet, le délai de trois mois n'est pas compatible avec l'article 35 de la Constitution égyptienne qui impose la promulgation dans le délai d'un mois. D'autre part, le délai de six mois après l'approbation d'un projet par la Cour, doit être porté à un an, pour donner au Parlement le temps d'examiner les projets admis déjà par la Cour. Il y a donc lieu de supprimer purement et simplement le délai de trois mois pour la promulgation des lois et de le porter à un an.

Il faut faire une seconde conciliation, celle des pouvoirs du Roi et de ceux de l'Assemblée générale. Le Roi doit évidemment garder son droit de *veto*, comme s'il s'agissait d'une décision du Parlement lui-même.

Quand les puissances auront accepté cette procédure de l'Assemblée générale pour l'établissement des lois fiscales, qu'arrivera-t-il si l'assemblée générale rejette d'avance un projet de loi qui plaît au Parlement ou au Gouvernement ? Qui tranchera le conflit ?

C'est notre dernier mot, ce sont les Capitulations qui sont les coupables ; qu'elles disparaissent et que le Parlement égyptien fasse souverainement les lois et que le Roi souverainement les fasse respecter. On ne peut à la fois être le maître chez soi et ne pas l'être.

TROISIÈME PARTIE

**Projets de législation fiscale
sur le commerce et l'industrie en Egypte**

CHAPITRE PREMIER

Peut-on établir en Egypte des impôts nouveaux au point de vue économique et social ?

Il est certain que l'Egypte s'est développée, qu'elle a besoin de continuer à se développer et que son régime fiscal n'est pas en harmonie avec son état actuel et avec les exigences de l'avenir. Mais encore faut-il qu'un système fiscal soit possible et tolérable, et que les contribuables puissent fournir l'effort nécessaire.

*
* *

Nous trouvons la charge de *l'impôt par tête*, en Egypte, dans un tableau dressé par M. Rifaï (1).

(1) RIFAÏ. — *Le mouvement de réforme*, p. 229.

La charge de l'impôt par tête en Egypte

Années	CONTRIBUTIONS ET DROITS			Population	Taxe par habitant L. E. Mill.
	Contribut. directes	Autres contributions	Totaux		
1914-1915	5.254.096	4.863.536	10.117.632	12.292.000	0,823
1915-1916	5.595.314	5.434.949	11.029.263	12.463.800	0,886
1916-1917	5.575.338	6.592.985	12.169.423	12.595.000	0,966
1917-1918	5.608.712	7.403.583	13.012.295	12.751.000	1,021
1918-1919	5.612.291	9.005.480	14.617.771	12.907.000	1,133
1919-1920	5.624.260	13.213.737	18.837.997	13.065.000	1,442
1920-1921	5.525.635	13.755.439	19.281.074	13.225.000	1,485
1921-1922	5.580.838	12.970.080	18.550.918	13.387.000	1,386
1922-1923	5.616.894	13.709.899	19.326.793	13.551.000	1,429
1923-1924	5.664.572	14.429.025	20.093.597	13.717.000	1,465
1924-1925	5.718.125	14.921.097	20.639.222	13.885.000	1,486
1925-1926	5.793.102	15.717.115	21.510.217	14.055.000	1,531
1926-1927	5.930.564	15.587.305	21.517.869	14.227.000	1,512

Empruntons également à M. Rifaï les lignes suivantes (2) :

« De ces chiffres, il résulte donc que la charge fiscale par tête est d'environ L. E. 1 1/2, chiffre de beaucoup inférieur à celui des autres pays.

« En effet, d'après l'étude de M. Penny, secrétaire financier de la Trésorerie britannique (3), la charge de l'impôt par tête en 1925 est, pour l'Angleterre, de L. E. 15,4 shillings, pour la France (4) 702 fr. 40. On voit par ce qui pré-

(2) RIFAÏ. — *Le mouvement de réforme*, p. 230.

(3) Cité par M. Edgard Allix : op. cit., pp. 1014 et 1015.

(4) D'après l'inventaire de la situation financière de la France au début de la 13^e législature, présenté par M. le Ministre des Finances à la Chambre en 1925, la charge d'impôt par tête d'habitant a passé de 104 francs en 1913 et 637 francs en 1924.

cède combien le chiffre par tête d'habitant en Egypte (une livre 531) est minime, par comparaison à ce qu'il est Angleterre et en France (5).

*
* *

Un second moyen existe de déterminer la charge fiscale d'un pays ; c'est de chercher la proportion qui existe entre le revenu national et le chiffre des impôts ; le procédé est peu sûr, car le revenu national est difficile à évaluer.

Empruntons à M. Rifaï l'analyse du travail de M. Lévi, rapporté dans une conférence de M. Lévi lui-même à la Société royale d'Economie politique, de Statistique et de Législation, en 1923 (6).

M. Lévi, en tenant compte des conditions spéciales de l'Egypte, donne, pour le revenu national, la définition suivante : « Le revenu national est représenté par la valeur des produits du domaine foncier (rural et urbain), ce revenu étant majoré des revenus du capital et du travail engagés dans les autres formes de l'activité productive, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. »

Il décompose alors les revenus en huit catégories :

- 1° Revenu du domaine foncier ;
- 2° Revenu des fonctionnaires et employés d'Etat, activité de service ;
- 3° Les revenus des personnes exerçant des professions libérales ;

(5) La livre égyptienne vaut mille millièmes.

(6) D. LÉVI. — *L'Egypte contemporaine*, 1922, p. 596 et s.

4° Les revenus des porteurs des titres de Sociétés non hypothécaires, ou de celles dont les revenus ne sont pas autrement compris dans les revenus du domaine foncier ;

5° Les revenus de placements à l'étranger ;

6° Les revenus des commerçants, des industriels et de leurs dépendances respectives (non compris ceux du domaine foncier) ;

7° Les revenus des entreprises et domaines exploités par l'Etat ;

8° Les revenus des classes non énumérées ci-dessus.

Les revenus du domaine foncier rural serait de 147.728.000 L. E.

Le revenu du domaine foncier urbain serait de 10.500.000 L. E.

Le revenu des fonctionnaires de l'Etat, montant de leurs traitements, serait de 11.000.000 L. E.

Le revenu des professions libérales serait d'environ 10.000.000 L. E.

Les placements, à l'étranger, donneraient un million de revenus, les titres égyptiens 2 millions ; les revenus du commerce et de l'industrie et de tous ceux qui en dépendent pourraient être estimés 109 millions L. E., les revenus de l'Etat (chemins de fer, téléphones, domaines) 8.176.000 L. E., auxquels il faut ajouter 2 millions de L. E. de recettes diverses.

Le total du revenu national serait alors de 301 millions de L. E.

M. Baxter, ancien secrétaire financier du Gouvernement égyptien, a contesté cette évaluation et l'a trouvée trop

forte de moitié. M. Lévi lui a répondu et maintenu ses chiffres (7). M. Craig, actuellement secrétaire financier du Gouvernement égyptien, affirme (8) que le revenu national de l'Egypte peut être évalué à 270 millions de L. E. Ce dernier chiffre paraît le plus véridique.

M. Rifaï conclut (9) : « Les prélèvements fiscaux de l'Etat égyptien sont à peu près de 20 millions de livres, c'est-à-dire un peu moins de 7 %, chiffre beaucoup inférieur à ce que préleva la France avant la guerre, soit 14 % d'après les statistiques déjà citées.

M. Lévi est arrivé à cette conclusion que l'Etat égyptien pourrait obtenir une somme de L. E. de 10 à 14 millions de livres en créant de nouveaux impôts, dont le taux serait de 4 % sans que le rapport de ce prélèvement au revenu national fût sensiblement différent de ce que prélevèrent la France et l'Italie avant la guerre.

La Conférence de Genève, en 1927, a étudié le problème de charges fiscales comparées des principaux pays avant et après la guerre. Voici un tableau donnant le pourcentage des charges fiscales dans les différents pays, en 1913 et en 1924, par rapport aux revenus nationaux (10).

(7) LÉVI. — Réponse à M. Baxtor. *L'Egypte contemporaine* 1923, p. 437.

(8) CRAIG. — *L'Egypte contemporaine*, 1924, p. 1 et s.

(9) RIFAÏ, op. cit., p. 248.

(10) Mémoire, op. cit., p. 17.

PAYS	ANNÉES	POURCENTAGES
Allemagne	1913-1914	10-11,3
	1913	14
France	1924	17-20
Grande-Bretagne	1913-1914	11,4
	1924-1925	22
Italie	1913-1914	
	1924-1925	19,2
Japon	1913-1914	13,7
	1923-1924	14,4
Norvège	1913-1914	13
	1923-1924	20
Suède	1913	11,5
	1922	20
Australie	1913-1914	10,4
	1923-1924	18,4
Canada	1913	13
	1922	19,2
Suisse	1913	6,4
	1924	—

Nous venons de voir qu'en Egypte le pourcentage actuel ne serait que de 7 %.

*
* *

Des impôts nouveaux sont donc possibles en Egypte et quelle que soit sa capacité fiscale, il est facile de les introduire lentement, successivement, et de modérer leur taux.

En ce qui concerne les droits nouveaux de douane, la Chambre française avait donné de bons conseils de prudence :

« Les articles divers ci-dessus indiqués sont presque tous, pour ne pas dire tous, taxés d'après les procédés de l'ancien tarif c'est-à-dire *ad valorem*. Pour eux ne se pose donc pas, comme pour beaucoup d'autres, le problème de savoir quelle est la façon la plus pratique de percevoir les droits.

« Les différents négociants consultés ne se plaignent donc pas à ce point de vue, mais ils sont unanimes à être d'avis que l'élévation des droits est d'abord excessive, et ensuite trop brusque.

« Il apparaît à tous que l'application brusquée du nouveau régime entraînera des perturbations profondes dont il est difficile de mesurer d'avance les conséquences.

« Tout en rendant hommage aux intentions des promoteurs du nouveau régime, tout en reconnaissant l'intérêt que certaines de ses dispositions peuvent avoir sur le développement de l'industrie égyptienne, on ne peut s'empêcher de remarquer que cette industrie est encore, à quelques exceptions près, à l'état embryonnaire. Ce n'est pas en l'espace de quelques mois qu'elle peut se développer au point de pouvoir répondre dans les années qui viennent aux besoins complets du pays. A défaut d'autres empêchements, la difficulté de formation d'un personnel technique est, à elle seule, une raison suffisante pour retarder pendant longtemps encore le plein épanouissement de cette industrie.

« Pendant cette période qui, dans la plus favorable des hypothèses, peut durer de cinq à six ans au minimum, les manufactures nationales ne pouvant répondre aux besoins locaux, il faudra bien compter sur une large importation étrangère. Comme ces produits seront lourdement grevés par les nouveaux droits, il s'ensuivra fatalement un sérieux renchérissement du coût de la vie, avec son habituel cortège de gêne, de privations. Malheureusement, ce sont les classes pauvres et laborieuses qui seront les plus durement touchées.

« Pour obvier à de si graves inconvénients, sans nuire en

rien au principe même de la réforme envisagée, le moyen le plus simple et le plus rationnel nous paraît être sa mise en application par paliers, en quatre ou cinq ans, ou, si la nécessité s'en fait réellement sentir, des augmentations légèrement progressives, tout en adoptant des modalités permettant de sauvegarder les intérêts du Trésor égyptien.

« Cette méthode aurait, en outre, l'appréciable avantage de ménager les transitions, de réduire au minimum certaines conséquences imprévisibles de la réforme, de pouvoir, le cas échéant, y remédier au fur et à mesure de son application, avant que celle-ci ait eu le temps d'avoir ses répercussions définitives sur l'économie même du pays.

« Si l'élévation raisonnable des droits de douane sur les articles courants, susceptibles d'être manufacturés en Egypte, peut trouver sa justification dans le besoin de développer l'industrie locale, par contre, nous estimons qu'il est contraire aux intérêts de l'Egypte de taxer lourdement des articles dits de luxe qui, pour bien des raisons, surtout d'ordre technique, ne pourront et de longtemps encore être produits ou réalisés en Egypte ; les frapper de droits exagérés n'a rien à faire avec le développement de l'industrie locale.

« La seule conséquence à prévoir, c'est l'abstention des acheteurs, c'est donc une diminution sensible des importations et conséquemment des recettes douanières. En fin de compte, c'est le Trésor égyptien qui fera tous les frais de cette erreur de taxation. »

*
* *

On peut répéter ces suggestions à propos de tous les impôts qui peuvent être établis à l'intérieur du pays, patente et chiffre d'affaires, pour commencer, car ces deux impôts étant de grand rendement, leur taux peut être, au début, à un premier palier, extrêmement modéré et faible. Les fonctionnaires ont un revenu de 11 millions de L. E., les professions libérales de 10 millions de L. E., les industriels, commerçants, et tous ceux qui dépendent de l'industrie et du commerce, de 109 millions de L. E., soit, pour ces trois catégories, 130 millions de L. E.

Une patente, au droit fixe de 3 %, donnerait 3.900.000 L. E. Si maintenant on estime le bénéfice du commerce et de l'industrie à 25 % sur le chiffre d'affaires, 109 millions de L. E. de bénéfices supposent 436 millions de L. E. d'affaires ; impôt infime de 1 % sur le chiffre d'affaires donnerait 4.360.000 L. E.

Pour commencer, le Gouvernement égyptien aurait ainsi les 8 millions de L. E. qui lui manquaient pour équilibrer le budget annuel.

On voudra bien excuser l'imperfection de nos hypothèses fiscales ; elles sont vraisemblables et, en tous cas, si elles ne sont pas des vérités démontrées, elles sont des suggestions et des indications que de plus savants que nous mettront au point.

A nos yeux, les nouveaux impôts doivent être des *essais* pendant quelques années, des essais prudents ; c'est tellement le fond de notre pensée que nous proposons une vaste étude sur la productivité en Egypte et que nous pensons que

là le Gouvernement trouvera dans la suite des indications nécessaires pour ses impôts ; nous n'osons pas proposer l'étude de la patente et du chiffre d'affaires parce que les besoins du Trésor égyptien sont présents et urgents ; mais nous voudrions que la patente et le chiffre d'affaires fussent d'un pourcentage si modéré que l'essai en fût sans douleur et ressemblât presque à une enquête spéculative, de pure statistique.

CHAPITRE II

L'IMPOT SUR LES REVENUS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE AVEC LA DÉCLARATION PERSONNELLE DU REVENU RÉEL, EN ÉGYPTÉ

M. Pierson (1) a bien résumé les inconvénients de chaque impôt ; nous ne résistons pas à la tentation de le citer, bien que nous soyons bien disposés à demander pour l'Égypte des impôts nouveaux ; ils seront imparfaits, soit, mais ils sont nécessaires.

« Les impôts sur le revenu ou la fortune donnent naissance à l'évasion. Les impôts fonciers reposent sur des évaluations imparfaites. Les impôts sur la valeur locative en incitent plus d'un à choisir de moins beaux appartements ; les impôts indirects restreignent la consommation de l'article frappé. Les droits d'importation ont toujours pour résultat un certain protectionnisme, s'ils atteignent un grand nombre de marchandises. Les droits de timbre, d'hy-

(1) PIERSON. — *Les Revenus de l'Etat*, p. 172.

pothèques, d'enregistrement pèsent sur les transactions ; ces derniers constituent fort souvent une véritable imposition du capital, c'est-à-dire un impôt payé au moyen du capital. Les droits de succession prêtent le flanc à la critique, à cause des difficultés qui paraissent inévitables dans leur agencement, sans parler des autres reproches auxquels ils sont sujets. »

C'est sans doute parce que les impôts ont des inconvénients pour celui qui les paie, qu'aujourd'hui même les importateurs étrangers en Egypte se plaignent de l'augmentation des droits de douane ; c'est pour cela que les colonies étrangères ont protesté contre les patentes en 1891, c'est pour cela qu'elles protesteraient demain contre l'introduction de l'impôt sur les revenus industriels et commerciaux en Egypte.

Mais nous, ce n'est pas pour cette raison que nous recu-
lons à plus tard l'établissement de cet impôt sur les reve-
nus dans notre pays. Quand un Gouvernement est fort, il
impose la volonté de la loi et la fait exécuter ; les lois bles-
sent toujours quelqu'un, ne fût-ce que ceux qui les violent
ou voudraient bien les violer. Si l'on prétend que le Gouver-
nement égyptien n'a pas absolument les mains libres, tou-
jours à cause des Capitulations, demandons à ce Gouverne-
ment d'entamer immédiatement les négociations avec les
Puissances capitulaires ; il le peut, l'Egypte est indépen-
dante, l'Angleterre s'y associera.

Qu'il démontre l'erreur de ceux qui s'appuient sur les
Capitulations, et qu'il explique les besoins nationaux de
l'Egypte pour la vie et la prospérité du pays, nationaux et
étrangers. C'est par la force de la raison, par l'autorité dans

l'action, par l'initiative des décisions, qu'un Gouvernement se fait respecter et entendre. Notre Gouvernement actuel a ses qualités, heureusement pour l'Egypte. S. E. Ahmed Abd et Wahab Bey, sous-secrétaire aux Finances, a su imposer ses justes et sages décisions en ce qui concerne le tarif douanier, même aux experts spéciaux ; la majorité de ceux-ci a fini par se ranger à ses idées et par augmenter le nombre des articles assujettis aux droits *ad valorem*, pour ne pas ajouter dans certains cas un droit d'accise au droit douanier, par simplifier l'application du nouveau tarif ; le rôle de S. E. Abd el Wahab Bey a été prépondérant ; qu'on le charge des patentes et la besogne sera bien faite.

Ce n'est pas non plus parce qu'à l'heure actuelle l'Egypte serait tenue d'adopter pour le tout un système nouveau, qu'elle ignore complètement, et qui bouleverserait ses habitudes ; notre pays sait emprunter à bon escient ; nous avons pris aux autres peuples, quand il le fallait, ce que leur législation avait de meilleur ; nous avons dû faire leur place et leur part aux mœurs et aux idées nouvelles.

Non, nous ne demandons pas l'introduction sur les revenus en Egypte, parce que nous n'en avons pas besoin tout de suite, parce que c'est un point d'arrivée et non point un point de départ, parce que nous serons suffisamment à l'aise dans le *transitoire*, parce qu'il nous faut commencer, ne pas tout demander dès le premier coup, parce qu'il serait facile plus tard d'emprunter à l'*incometax* ou à l'*impôt sur le revenu*, comme en France. Il faut aller pas à pas et pratiquer des impôts nouveaux avant de les codifier et de les systématiser dans un seul : « Qui trop embrasse mal étreint. »

La grande valeur de l'impôt sur le revenu et sur les reve-

nus, c'est qu'étant un système, un tout, une unité, on peut compenser des dégrèvements sur un point par des accroissements sur un autre. A l'heure qu'il est, il ne faut pas songer à un dégrèvement des impôts sur la propriété non bâtie, et il ne faut pas songer non plus à la création d'un impôt sur les revenus de l'agriculture; la France a pu dégrever de 60 % la propriété non bâtie, lors de l'établissement de l'impôt sur le revenu, et en même temps imposer le bénéfice de l'exploitation agricole. En Egypte, impossible actuellement de faire une telle synthèse, un tel système, de telles compensations. Il est bien évident que l'Egypte, sans établir l'impôt sur le revenu comme impôt unique, pourrait établir l'impôt sur les revenus de l'industrie et du commerce à l'une des façons quelconques, France, Angleterre, Italie, Espagne, Autriche, et cela, nous pouvons le faire dans des réformes séparées, à des moments successifs, bien choisis, dans des réformes fragmentaires, provisoires, comme l'établissement de la patente et du chiffre d'affaires.

Les auteurs ont insisté souvent sur la mentalité actuelle des Egyptiens qui ne se prêteraient pas à la déclaration personnelle, à l'aveu franc des revenus de toute nature ; nous sommes de leur avis, mais nous en concluons avec eux qu'il faut établir l'impôt sur les revenus industriels et commerciaux d'une manière indirecte, sans la déclaration directe, au moins comme principe et comme règle essentielle.

« Un impôt sur le revenu ou des impôts sur les revenus du type moderne peuvent-ils être introduits en Egypte (2) ? »

(2) RIFAÏ. — *Le mouvement de réforme des impôts directs en Egypte*, page 272.

L'impôt sur le revenu exige du contribuable une éducation civique spéciale et une mentalité particulière. Le succès de cet impôt dépend dans une grande mesure du concours des contribuables eux-mêmes.

Pour être productif, il faut que cet impôt rentre dans les mœurs, qu'on y soit habitué. Tous les peuples ne sont pas mûrs pour adopter un impôt sur le revenu.

« Là où on ne peut parler en général, dit Pierson, de déclaration faite par le contribuable, ou bien là où le niveau de l'honnêteté est si bas que les précautions contre la fraude font défaut, de même que des organes capables pour l'application de la loi, il faudra chercher d'autres moyens pour obtenir ce à quoi l'impôt sur le revenu doit servir. »

Dans les pays qui ont adopté l'impôt sur le revenu, il faut de longues années pour qu'il entre dans les mœurs.

Ainsi que l'a dit M. Charles Dumont à la Chambre, en France, en 1920 : « Vous verrez partout qu'il faut, pendant de longues années, avant que l'impôt sur le revenu global, personnel, cédulaire même, rende ce qu'il doit donner, il faut qu'une mentalité nouvelle se fasse chez le contribuable. Il est nécessaire que les contrôleurs apprennent, par exemple, une première année, à connaître les contribuables les plus importants, une seconde année à rechercher les contribuables moins en évidence, une troisième année ceux un peu plus cachés. *Au bout de quatre ou cinq ans, l'effort des sanctions s'ajoutant à celui de la persuasion, on arrive peu à peu à avoir un impôt sur le revenu établi et qui rend.* »

En Egypte, la richesse mobilière est restée longtemps exemptée de l'impôt. On n'y est donc pas habitué à faire de déclarations. Or, d'une exemption totale de l'impôt, on ne

peut pas passer tout d'un coup, sans un régime de transition, à la complexité des déclarations et des inquisitions administratives qu'exige un impôt sur le revenu.

Il s'agit alors d'examiner quel régime de transition l'on doit adopter, ou plutôt quels succédanés peuvent remplir le rôle que devrait jouer un impôt sur le revenu, organisé scientifiquement, en attendant le bon moment pour introduire cet impôt.

Pour la même raison, M. Bernard Michel n'est pas partisan d'un impôt sur le revenu en Egypte ; il dit que l'impôt sur le revenu exige non seulement (3) une administration très développée et une technique fiscale parfaite, mais une éducation civique, telle que la majorité des contribuables comprennent que ce qu'ils donnent à l'Etat ils le donnent à eux-mêmes, déclarant spontanément et loyalement quel est le montant de leurs revenus ; sans cette spontanéité et cette loyauté, on risque de tomber dans l'un des deux extrêmes, soit de recourir à un contrôle, qui sera une véritable inquisition, une intrusion dans la vie privée, soit d'établir une véritable prime à la fraude.

« Or, l'éducation fiscale de la grande masse n'est pas encore développée suffisamment en Egypte pour pouvoir y introduire l'impôt sur le revenu malgré ses avantages, son caractère d'équité et sa haute valeur éducative. »

Il est certain qu'on ne pourrait appliquer en Egypte, à des fellahs, des sanctions aussi dures que celles de la Prusse ; il

(3) B. MICHEL. — *Les recettes de l'Etat Egyptien, l'Egypte Contempor., 1923, p. 306.*

vaut mieux la taxe d'office, mais ce n'est déjà plus là le véritable impôt sur le revenu.

En Prusse, les obligations édictées par la loi sont sanctionnées par des pénalités rigoureuses, mais admises en Prusse. Faute d'avoir fait sa déclaration dans le délai imparti, le contribuable est déchu du droit de contester l'évaluation administrative ; faute d'avoir obtempéré dans les quatre semaines à la réquisition du président de la Commission de l'Assiette, le contribuable voit son imposition élevée de 25 %, sans préjudice pour le fisc, de poursuivre, le cas échéant, le remboursement des sommes que l'absence de déclaration lui a fait perdre.

L'inexactitude ou la dissimulation volontaire dans la déclaration sont punies d'une amende de quatre à dix fois le préjudice causé à l'Etat et jamais inférieure à 100 marks.

L'inexactitude ou la dissimulation dans les autres renseignements obligatoires entraînent une amende de 300 marks. L'omission de la déclaration du changement de domicile est punie de 20 marks. Des pénalités pouvant aller jusqu'à 1.500 marks et trois mois de prison sanctionnent l'obligation au secret des fonctionnaires.

De plus, il ne suffit pas de réformer la mentalité du contribuable, il faut constituer une administration financière compétente. Toute transformation du système fiscal suppose une réforme de l'administration financière.

En France, on fondit l'Administration des Contributions directes et celle de l'Enregistrement, en 1926.

« En Egypte, bien que la réforme ne soit pas encore réalisée et qu'il n'y ait même pas encore de programme fiscal précis, on a parlé déjà de réforme des administrations finan-

cières. Dans sa note sur le budget de 1923-1924, le conseiller financier aborda le problème dans l'état actuel des choses, l'organisation de l'Administration des Contributions directes, en Egypte, est des plus simples et des moins coûteuses.

« Cela tient au caractère de notre système d'impôts directs. Ce système d'impôt n'exige pas, en effet, la collaboration d'un nombreux personnel, d'une culture financière ou économique spéciale. Mais, dès lors que la nécessité de la création des nouveaux impôts se manifeste, il semble nécessaire d'étudier les réformes qu'on peut accomplir dans cette voie.

« Faut-il même étudier cette réforme avant toute transformation du système fiscal ? M. Lévi déclare : « Avant de songer à y toucher (au système fiscal actuel), il faudrait transformer l'administration fiscale et lui rattacher un personnel nouveau, ce qui exigerait de longues et patientes études. »

« Nous estimons qu'une réforme fiscale ne peut pas produire les résultats désirés sans le concours d'un personnel d'élite. Il y a lieu de constituer un Comité de réformes fiscales pour examiner ce problème.

« Pour la réforme de l'Administration des Contributions directes, il me semble nécessaire d'augmenter le nombre du personnel de cette administration et d'exiger un niveau supérieur dans la culture de ceux qui seront chargés de la perception. C'est là la condition *sine qua non* de toute réforme.

« Faut-il souligner encore que la réforme fiscale exige l'examen du contentieux des impôts directs ? En France, MM. Allix et Lecerclé (impôts sur le revenu) ont proposé l'institution de juridictions fiscales indépendantes. Cette idée fut suggérée, en Egypte, par la Commission supérieure

d'enquêtes en 1878. En Egypte, je crois, pour ma part, qu'il est préférable de soumettre pour le moment ces questions aux tribunaux ordinaires. » (Rifäi, thèse.)

Il ne suffit pas de renouveler la mentalité d'un peuple, il ne suffit pas d'avoir toute prête une administration d'élite quand on veut faire des réformes fiscales ; il faut encore connaître la matière imposable, dans notre cas, les revenus du pays. Il faut avoir des statistiques complètes. Les avons-nous ? Non, et, pour les faire, il faut pratiquer des impôts nouveaux, avec l'idée non seulement de leur faire rendre de l'argent, mais encore avec l'idée de pénétrer les ressources d'un pays et de connaître les pièces de la machine avant de les ajuster et de les mettre en mouvement. Le meilleur impôt actuel sera en Egypte *un impôt statistique*, au moins autant qu'un *impôt de rendement*.

L'impôt statistique est provisoirement, si l'Administration ne veut heurter violemment personne, l'impôt de la patente et l'impôt du chiffre d'affaires. Les signes extérieurs, le forfait, le bénéfice moyen, sont des moyens prudents et sûrs de connaître d'avance les revenus, tels qu'ils seront connus plus tard par la déclaration personnelle.

N'insistons pas, d'ailleurs, nous dirions peut-être que la déclaration personnelle manque trop souvent et manquera toujours, parce que telle est la nature humaine, de sincérité, et que le *revenu supposé* est souvent plus vrai que le *revenu réel déclaré*. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous verrons d'un bon œil les impôts succédanés s'implanter d'abord en Egypte, avant l'impôt sur le revenu ; nous avons bien le droit de dire notre peu de goût pour la déclaration *inquisitoriale*, *peu sincère et injuste*, quand elle est sincère, car, les

autres habitants ne s'y soumettant pas, l'impôt est inégal et ne frappe que les citoyens respectueux des lois et de leur conscience.

L'impôt sur les revenus par déclaration personnelle est, comme tous les impôts défectueux, insupportable, et nous finissons notre chapitre comme nous l'avons commencé, il n'y a pas de bons impôts, même quand ils sont opportuns et venus à leur heure ; de l'impôt sur les revenus déclarés, soi-disant réels, l'heure n'est pas encore sonnée en Egypte.

CHAPITRE III

LA PATENTE EN ÉGYPTES

Dans un article de 1922, de *l'Egypte contemporaine* (page 611), sur l'augmentation des revenus de l'Etat, le docteur Lévy écrit en parlant du droit d'enregistrement et du timbre : « C'est là une source très importante de revenu et un instrument fiscal des plus souples constituant, avec le droit de patente, un moyen — j'appuie sur ce point — des plus efficaces pour le recueil systématique et automatique d'une foule de données statistiques totalement manquantes en ce moment et permettant d'assurer une plus solide assiette de tous les impôts et taxes. »

En 1923, dans un autre article de *l'Egypte contemporaine* (page 306) sur les recettes de l'Etat égyptien, M. Bernard Michel ne voit comme impôts directs possibles actuellement en Egypte que l'impôt de la patente et l'impôt sur les valeurs mobilières.

Nous savons que la patente est possible en Egypte ; elle a existé en 1890, 1891, et la Conférence de Londres, 1885, en avait autorisé l'établissement. Et les colonies étrangères

abritèrent leur résistance à cet impôt nouveau derrière le prétexte que l'Etat égyptien n'en avait pas besoin à ce moment-là. L'impôt de la patente fut-il défectueux — il n'y a d'ailleurs de bon impôt — qu'il faudrait encore l'établir, afin d'acheminer l'Egypte vers un impôt plus juste ; c'est la pratique de la patente qui habituera l'Egyptien à payer l'impôt, à le comprendre, à le discuter et qui fournira des statistiques sur les possibilités d'impôts nouveaux, notamment de l'impôt sur le revenu. La patente touche à tout, s'inspire de tout, se modèle sur tout ; elle est, bien comprise, l'impôt sur le revenu presque exact, presque réel, elle est la transition de l'impôt sur le revenu supposé au revenu réel.

Comment a-t-elle été établie et comment a-t-elle fonctionné en Egypte, en 1890-1891 ?

Comment peut-on l'adapter à l'Egypte ? Quelles suggestions de droit comparé le législateur égyptien pourrait-il suivre ?

*
* *

Le Gouvernement khédivial soumit aux Puissances une première rédaction, en décembre 1886.

Pour établir la rédaction définitive, les Puissances intéressées délèguèrent leurs pouvoirs à la *Caisse de la Dette publique*.

Pour baser sa demande aux Puissances, le Gouvernement égyptien s'appuyait sur les nécessités financières ; il demandait « la faculté d'établir certains impôts, applicables à leurs nationaux aussi bien qu'aux sujets locaux ; tels sont les

impôts sur le timbre et sur les patentes *consentis en principe* en vertu de l'article 2 de la Convention signée à Londres ».

Le Consul général de France au Caire écrivait à M. Flourens, ministre des Affaires étrangères de France : « Notre Chambre de Commerce d'Alexandrie formule de nombreuses objections contre les projets soumis par le Gouvernement khédivial à l'approbation des Puissances. Les observations portent principalement sur les tarifs des taxes et des amendes, qui semblent trop élevées, et sur un assez grand nombre d'articles, qui, s'ils étaient adoptés, porteraient atteinte aux Capitulations et laisseraient les contribuables européens sans garantie contre l'arbitraire administratif. »

Le 28 mars 1890, le Consul général français au Caire, M. d'Aubigny, signalait au Gouvernement français les plaintes en partie justifiées des colonies européennes relativement aux patentes.

La Chambre italienne de commerce d'Alexandrie « formule les critiques les plus vives contre le droit proportionnel, qui avait à ses yeux le tort grave de faire double emploi avec l'impôt sur la propriété bâtie » (remarque du Consul italien citée par M. d'Aubigny). Le Gouvernement italien demande un remaniement complet du projet avec la suppression de la taxe proportionnelle pour base. « L'application de cet impôt va se trouver par suite ajournée pour longtemps ».....

« Il se peut qu'en fin de compte le Gouvernement khédivial se rende compte de l'impossibilité d'arriver à une solution pratique et renonce à une taxe dont il est chaque jour à même de constater les difficultés d'application. » (L. d'Aubigny, 4 décembre 1890.)

Mais le Gouvernement italien retira son opposition et la loi des patentes fut publiée au *Journal Officiel* le 12 mars 1891.

Dans une lettre du 30 juillet 1891, le Consul général de France, marquis de Reverseaux, écrit au ministre des Affaires étrangères : « Je crois devoir faire remarquer à votre Excellence que l'impôt sur la propriété bâtie, qui est aujourd'hui uniformément perçu en Egypte, et sans opposition, n'a jamais été explicitement ratifié par les Chambres françaises. Il a été admis que ces Chambres, en sanctionnant la Convention de Londres du 18 mars 1885, avait sanctionné en même temps la déclaration annexe qui autorisait l'établissement de trois impôts : de la propriété bâtie, des timbres et des patentes. » Le 20 janvier 1892, le Gouvernement égyptien abolit le droit des patentes moyennant 25.000 livres égyptiennes qu'on lui versait en plus sur la part des excédents qui lui revenaient, après compte fait, par la Caisse de la Dette publique.

*
* *

Citons textuellement les passages essentiels de la loi sur les patentes :

- « Nous, Khédive d'Egypte,
- « Sur la proposition de notre ministre des Finances et l'avis conforme de notre Conseil des ministres,
- « Avec l'assentiment des Puissances,
- « Avons décrété et décrétons :

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER

« Le libre exercice de toute profession ou industrie, de tout art, commerce ou métier, est assuré à tous les habitants de l'Egypte, indigènes ou étrangers indistinctement, à la condition d'observer les lois générales du pays, sous réserve des industries dangereuses et de celles qui sont ou peuvent être l'objet de monopoles gouvernementaux.

« Tout individu, sans distinction de nationalité, qui exerce en Egypte une profession, une industrie, un art, un commerce, un métier non compris dans les exemptions déterminées par l'article 2 du présent décret, est assujetti au droit de patente.

ARTICLE II

« Sont exemptés du droit de patente :

« 1° Les Caisses d'épargne et les sociétés de bienfaisance.

« 2° Les auteurs, les professeurs de belles-lettres, de langues, de sciences, de dessin, de musique, d'escrime, d'équitation, de gymnastique, de danse et généralement d'arts d'agrément, les chefs, maîtres et maîtresses d'école et de pensions, les instituteurs et institutrices des écoles publiques ou privées, de pensions, pensionnats ou maisons particulières, les artistes peintres, sculpteurs, dessinateurs, les artistes dramatiques ou lyriques.

« 3° Les laboureurs et agriculteurs ne vendant que le produit des terrains par eux exploités, qu'ils en soient propriétaires ou non.

« 4° Les fonctionnaires et employés de l'Etat et des administrations publiques en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions.

5° Les commis-voyageurs et représentants de maisons de commerce ou de fabriques étrangères lorsqu'ils n'ont pas de domicile stable en Egypte, qu'ils reçoivent leurs rémunérations du dehors et ne voyagent qu'avec des assortiments d'échantillons (sans marchandises) dans le seul but d'obtenir des commandes et d'effectuer des achats, à condition que leur séjour, en Egypte, ne dépasse pas quatre mois par année.

« 6° Les employés et commis, les ouvriers et serviteurs, les domestiques à gages, les personnes travaillant à façon ou à la journée sans compagnon, apprenti, enseigne ni boutique.

« 7° Les entrepreneurs de navigation à voiles.

« 8° Les Compagnies de navigation maritime faisant un service postal régulier.

« 9° Les sages-femmes, les gardes-malades et les nourrices.

« 10° Les marchands ambulants ne figurant pas au tableau A.

« 11° Les propriétaires de baudets de louage ; sont en outre exemptés, dans les localités autres que celles visées aux deux premières colonnes du tableau A, *les commerçants au détail et les artisans.*

TITRE II

ASSIETTE DE L'IMPOT

ARTICLE III

« Les professions soumises à la patente sont divisées en deux catégories :

« La première catégorie comprend les professions désignées au tableau A, lesquelles sont soumises aux droits y figurant.

« Dans la seconde catégorie sont comprises toutes les professions, industries, arts ou métiers ne figurant pas au tableau A, sans autres exceptions que celles énumérées à l'article 2.

« Les contribuables de la seconde catégorie paieront annuellement un droit de patente de 5 % de la valeur locative des locaux affectés à l'exercice de la profession, sans que ce droit puisse toutefois être inférieur à P. T. 12.

« Pour l'estimation de la valeur locative des locaux affectés à l'exercice d'une industrie, on doit tenir compte des machines fixes, et en général de toutes les machines à vapeur.

TITRE III

ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS INSCRIPTIONS, DÉLIVRANCE DES PATENTES PAIEMENT DES DROITS

ARTICLE IV

« Les personnes soumises à un droit de patente devront *faire une déclaration* indiquant leurs nom, prénoms, prénoms de leur père, nation, profession, la rue où la profession est exercée, si possible le numéro de la maison et, s'il y a lieu, l'évaluation du capital ou la valeur locative devant déterminer le montant de l'impôt.

« Si les déclarations ainsi faites sont reconnues exactes par l'autorité administrative compétente, elle fixe le montant du droit sur leur base ; dans le cas contraire, elle *leur fait subir les modifications qu'elle croit justes. Elle inscrit d'office les patentables qui n'auront pas fait de déclarations.*

TITRE IX

COMMISSION DE RÉVISION

ARTICLE XVI

« Les réclamations relatives aux patentes seront portées devant les Commissions de révision, constituées dans les conditions déterminées par les articles 17 à 31.

ARTICLE XVII

« Au Caire et à Alexandrie,

« Les Consulats généraux ou consulats des Puissances représentées à la juridiction mixte désigneront chacun, ceux des Puissances représentées à la Cour d'Appel et le Consulat général ou Consulat de Grèce, quatre, les autres deux de leurs nationaux.

« Les personnes ainsi désignées procéderont, sur la convocation du doyen des corps consulaires de la Ville, à la majorité absolue des votants au premier tour et à la majorité relative au second tour, si besoin en est, à l'élection parmi eux des dix membres de la Commission.

« L'élection de dix indigènes sera faite dans les mêmes formes et conditions par les cheiks de toutes les corporations patentables de la ville, sur la convocation du Gouverneur.

« Même principe appliqué dans l'article 18 pour les Gouvernorats de Port-Saïd et de Suez, dans l'article 19 pour les moudiriehs de Charkieh, Dakahlieh, Garbieh et Siout : l'article 20 règle le fonctionnement de ces commissions.

« Dans les gouvernorats et provinces autres que ceux indiqués aux articles 17, 18, 19, les commissions seront composées du moudir ou gouverneur ou de leur délégué, comme président, et de deux membres indigènes pris parmi dix délégués élus par les cheiks des corporations patentables du Gouvernorat ou de la Province.

« L'Administration et le réclamant seront avisés au moins huit jours à l'avance du jour où aura lieu l'examen de la réclamation ; ils pourront présenter leurs explications écrites ou orales.

ARTICLE XXII

« Les patentables *étrangers* des gouvernorats et provinces visés par l'article 21 pourront porter leur réclamation, à leur choix, soit devant la Commission de révision de leur gouvernorat ou province, soit devant la Commission de la province la plus rapprochée parmi celles désignées à l'article 19, soit devant la Commission du Caire ou Alexandrie.

« Le patentable qui voudra user de la faculté d'option prévue par le présent article devra spécifier, dans sa déclaration même, devant quelle Commission il entend qu'elle soit portée, et la Commission ainsi choisie sera seule compétente. Faute par le patentable d'avoir déclaré son option dans sa réclamation, celle-ci sera portée de plein droit devant la Commission du gouvernorat ou de la province où il est soumis au droit objet de ladite réclamation.

TITRE V

POURSUITES EN MATIÈRE DE RECouvreMENT

« L'étranger qui ne paiera pas sa patente recevra un commandement qui sera communiqué à l'autorité consulaire, l'exécution pour les étrangers sera faite par les tribunaux mixtes.

« Les oppositions seront portées devant les tribunaux indigènes ou mixtes, selon la nationalité.

ARTICLE XXIX

« Tous les impôts perçus jusqu'ici sous la dénomination de taxes professionnelles sont, ou remplacés par le droit des patentes établi par la présente loi, ou supprimés.

ARTICLE XXX

« La présente loi sera affichée dans les trois langues judiciaires, au siège de perception, en même temps qu'elle sera publiée dans le *Journal Officiel*. »

Voici le TABLEAU A., publié en annexe.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS	Le Caire et Alexandrie	Localités désignées au tableau B	Autres localités
1. Société Amne : 1/2 sur le capital versé.			
2. Banques : droit fixe $\left\{ \begin{array}{ll} 60 & \text{La 1}^{\text{re}} \text{ catégorie.} \\ 40 & 2^{\text{e}} \text{ —} \\ 20 & 3^{\text{e}} \text{ —} \\ 10 & 4^{\text{e}} \text{ —} \end{array} \right.$ plus 15 % sur la valeur locative du local affecté à l'exercice de la pro- fession.			
3. Société Amne ou autres, d'Ass. mari- time, sur la vie : droit fixe : 15 L.E. plus 6 % sur la valeur locative.			
4. Compagnie de navigation à vapeur : droit fixe : 10 L.E. plus 10 % sur la valeur locative.			
5. Armateurs. — 6. Commerçants en gros. — 7. Fabricants de spiri- tueux. — 8. Entrepreneurs de travaux publics et de construc- tions.			
9. Commissionnaires pour l'exportation et l'importation : droit fixe, plus 6 % de la valeur locative des bureaux, et 3 % de celle des ma- gasins.	4	2	2
10. Commissionnaires de transports : droit fixe, plus 6 % de la valeur locative des bureaux et 3 % sur le magasin.	2	1	1
11. Agents de changes, courtiers de bourse : droit fixe, plus 6 % sur la valeur locative des bureaux.	2	1	1

De ce tableau A., nous ne citons que des extraits et exemples, car il est évident que, lors de la promulgation d'une nouvelle loi sur les patentes, le législateur devra tenir compte des circonstances qui auront certainement varié. Les numéros 12 et suivant du tableau A. visent :

Les changeurs de monnaie, les loueurs de voitures, les avocats, les médecins et chirurgiens, les pharmaciens, les dentistes, les vétérinaires, les ingénieurs et architectes, les Méhandés Mémari, les propriétaires des journaux, les hôteliers, les marchands ambulants, vendant des produits étrangers, les débitants de tabac, les débitants de spiritueux.

TABLEAU B.

Port-Saïd	Menouf-Tanta	Damanhour	Sohag
Suez Benha	Kafr-el-Zayat	Guizeh	Guerga
Zagaziz	Helouan-les-Bains	Beni-Souef	Kena
Mansourah	Samannoud	Medinet-Fayoum	Lougsor
Mit-Ghamr	Zifta	Minia	Assouan
Chibin-el-Kom	Mehalla-Kobra	Assiout	

Et telle fut la loi éphémère de 1891-1892 sur les patentes.

Le Gouvernement égyptien ne peut la reprendre telle que, que des experts lui préparent les nouvelles modalités ! Proposons ici quelques suggestions.

*
* *

L'article premier reproduit le texte presque littéralement de l'article 7 de la loi de mars 1791, et cela laissait croire qu'à ce moment-là la pensée du Gouvernement khédivial était de considérer la patente comme un impôt sur le travail.

Il est évident qu'il ne devrait plus en être ainsi aujourd'hui. La patente était devenue avec le temps un impôt sur les revenus du commerce et de l'industrie, impôt proportionnel aux ressources du contribuable.

L'article 2 comporte onze exemptions, c'est beaucoup trop, et, de plus, elles reposent sur la nature de la fonction et sur une faveur faite à une profession. Ceci est beaucoup trop la patente impôt professionnel et pas assez la patente impôt sur le revenu. Tous les individus qui habitent l'Egypte doivent contribuer aux dépenses du budget, excepté les indigents, et nulle profession n'a droit à une faveur, à ce point de vue exclusivement fiscal.

Ce serait une grosse faute que de ne pas englober dans les patentes le plus grand nombre possible de contribuables, non seulement au point de vue du rendement, mais encore de l'habitude qu'il s'agit de donner aux Egyptiens de payer tous les genres d'impôts, et encore au point de vue des données utiles de la statistique.

L'article 2 du projet (avant-dernière rédaction) était d'ailleurs moins large ; les ouvriers, notamment, payaient patente (décembre 1886).

Sont exemptés du droit de patente :

- « 1° Les caisses d'épargne et les sociétés de bienfaisance ;
- « 2° Les auteurs, les professeurs de belles-lettres, de langues, de sciences, de dessin, de musique, d'escrime et de gymnastique, les maîtres, instituteurs et institutrices, les écoles publiques ou privées, les pensions, pensionnats ou maisons particulières, les artistes peintres, les artistes sculpteurs, les artistes dessinateurs, photographes, les comédiens,

artistes dramatiques et lyriques, les gardes-malades et les nourrices.

« 3° Les laboureurs et agriculteurs ne vendant que le produit de l'exploitation de leur propre fonds ou du fonds d'autrui. »

Dans cette rédaction de décembre 1866, les commis et employés payaient, par an, de 24 piastres à 180 piastres, selon leur traitement, les marchands et industriels ambulants, de 100 à 8 piastres, les domestiques, de 30 à 60 piastres, les ouvriers des deux sexes de 15 à 30 piastres. Une note du tableau A indique ce qu'il faut entendre par ouvrier : 1° Toutes les personnes travaillant, soit chez elles, soit chez des particuliers et n'ayant ni boutique, ni enseigne, ni apprenti ; 2° Toutes les personnes des deux sexes exerçant individuellement un métier, une industrie quelconque, soit pour leur propre compte, soit en s'engageant à la journée ou à forfait chez des patrons ou des particuliers.

L'article 4 décide que tout patentable devra faire une déclaration, mais il ne s'agit pas de la déclaration de ses revenus et de ses bénéfices ; l'impôt de la patente reste indiciaire, mais il semble bien qu'en modifiant la rédaction, on pourrait rendre la *déclaration facultative*, mais alors une déclaration portant sur le montant du bénéfice réel et annuel ; il y aurait là un acheminement vers la déclaration spontanée et devenue plus tard obligatoire pour tous.

Mais il faudra que la loi le dise explicitement. Dans la loi française de 1880, il n'était pas permis au patentable de faire la preuve que ses bénéfices réels n'étaient pas les bénéfices présumés d'après les indices légaux. Le Conseil d'Etat décidait, d'une manière constante, que l'absence ou la modi-

citée des bénéfices ne pouvait jamais être invoquée à l'appui d'une demande en échange ou en réduction. La patente constituait une sorte d'abonnement ; c'était un reste de la patente comprise comme la licence d'exercer une profession. Quand la loi a fait de la patente une sorte d'impôt sur le *quantum* des affaires et des bénéfices, elle a présumé toujours l'existence d'un revenu. D'ailleurs, si, de son côté, le Trésor ne pouvait rechercher le chiffre véritable des affaires et le montant réel des bénéfices par tous les moyens, si les signes extérieurs étaient les seuls moyens du Trésor, il était juste par réciprocité que les patentables de leur côté ne pussent faire la preuve contraire aux présomptions légales. La patente a toujours été payée, même par des patentables qui restaient, quelquefois plusieurs années, sans exercer leur profession, par exemple des avocats.

Le titre 4, sur les Commissions de révision qui examineront les réclamations, a besoin d'être complètement remanié ; il s'agit non plus de laisser aux étrangers leur situation exceptionnelle, isolée au milieu des Egyptiens, mais de les traiter sur le même pied que les nationaux égyptiens. A la lecture de ces articles du titre 4, nous songeons à l'institution des tribunaux mixtes et nous pensons que, puisqu'il est question de les supprimer, ce n'est pas le moment d'établir une nouvelle juridiction mixte, administrative, pour les patentes. Ce titre 4 est une longue atteinte à la souveraineté de l'Egypte et une violation de la règle commune chez toutes les nations.

Nous ferons la même remarque en ce qui concerne les poursuites pour non paiement de sa patente par un étranger. L'accord Henderson-Mahmoud portera certainement le

transfert aux tribunaux mixtes des juridictions consulaires ; c'est l'occasion de refuser dans le cas particulier de la législation fiscale la compétence des tribunaux mixtes, et de l'accorder aux tribunaux indigènes, nationaux ; pourquoi deux juridictions si l'impôt est le même pour tous ? Pourquoi manquer cette occasion d'accroître la compétence des tribunaux indigènes qui, dans un temps plus ou moins long, sont appelés à devenir les seuls tribunaux en Egypte, les *Tribunaux nationaux* ?

Sur l'article 30, nous observons qu'il est regrettable que les Egyptiens aient l'apparence d'avoir trois langues, alors qu'ils n'en ont qu'une, l'égyptien, l'arabe spécial de l'Egypte. Que l'on se serve de l'anglais ou du français à titre facultatif ou par surcroît, quand il en est besoin, mais une loi égyptienne ne devrait point porter cette mention, qu'elle sera affichée en trois langues.

Si l'on examine maintenant le tableau A, il y a lieu de remarquer que la notion de progressivité dans l'impôt a fait de grands progrès depuis 1890. La loi française a tenu constamment à jour la progressivité en ce qui concerne les petites patentes et les grosses aussi, celles des sociétés, des grands magasins, des grandes industries ; le nombre d'ouvriers et d'employés est devenu un facteur important du calcul de la patente.

Une loi française du 17 juillet 1889 doublait la taxe par employé, au-dessus de deux cents, et la triplait au-dessus de mille. « L'impôt des patentes, disait le rapporteur au Sénat, M. Boulanger, est et doit demeurer proportionnel aux bénéfices commerciaux. Pour dégager ces bénéfices, la loi a fixé des éléments, dont l'un consiste dans le nombre des

employés, parce que chacun de ces employés représente une valeur contributive des profits de la maison. Mais elle n'a pas interdit d'apprécier, suivant les circonstances, qu'elle serait cette valeur contributive réelle. S'il est démontré que cette valeur s'accroît avec le nombre des employés, il est juste d'en tenir compte, pour régler la patente, et pour la rendre précisément proportionnelle aux bénéfices réalisables. Or, d'après les renseignements recueillis par le service des Contributions directes, quand le nombre des employés dépasse un certain chiffre dans une même maison, chaque employé acquiert une force productive supérieure par suite du mouvement des échanges et de la rapidité des réassortiments. En la taxant davantage, on ne fait que proportionner exactement l'impôt aux bénéfices présumés du commerce. »

Quant aux grands magasins, c'est-à-dire à ceux où l'on vend plusieurs espèces de marchandises, et ceux où l'on vend en demi-gros, ou en détail, soit des vêtements confectionnés, soit des objets de quincaillerie, de ferronnerie et des articles de ménage, soit de l'épicerie, des liqueurs et des conserves, la loi du 8 août 1890 les avait soustraits à l'application des tarifs progressifs, en se bornant à élever fortement le tarif de la taxe par employé. Mais la loi du 28 avril 1893 a rétabli le principe du tarif progressif en l'aggravant. « Il résulte des renseignements recueillis, disait le rapporteur de la Chambre, M. Terrier, qu'une sorte de loi paraît régler le fonctionnement des grands magasins. Cette loi, c'est que l'importance des affaires, et plus encore l'importance des bénéfices, se développe suivant une progression prononcée, à mesure que s'accroissent le nombre des

employés, la variété des articles vendus et la superficie des locaux où se meuvent le personnel et la clientèle. A chaque unité nouvelle, qu'il s'agisse d'un employé, d'un objet de vente, ou de la superficie des magasins, correspond une augmentation des bénéfices répercutée sur toutes les autres unités. La production de chaque employé, de chaque article, de chaque mètre carré, de la surface du rez-de-chaussée et des étages, est d'autant plus intense, que la quantité des éléments que nous signalons est plus élevée. Quand on ajoute, par exemple, aux employés déjà en fonction, des employés nouveaux en raison d'une poussée nouvelle des affaires, ou pour la provoquer, le produit net réalisé par tête d'employé s'élève dans une certaine mesure. Le rendement de chacun est augmenté par l'activité de tous, et celui de tous par l'activité de chacun. Il fallait en conséquence, pour que l'impôt fût vraiment proportionnel, lui donner une base en harmonie avec cette progression des affaires et des bénéfices. »

La loi du 28 avril 1893 divise les grands magasins en deux catégories principales, suivant qu'ils occupent moins ou plus de 200 employés. Jusqu'à 200 employés inclusivement, l'établissement est assujetti seulement à une taxe déterminée unique, dont le taux varie suivant le chiffre de la population et suivant que l'établissement compte moins ou plus de cent employés. A partir de 201 employés, les grands magasins sont assujettis à autant de taxes déterminées qu'il compte de spécialités, c'est-à-dire de groupes de professions diverses exercées dans le même établissement. La loi a fixé à seize le nombre des spécialités, dont voici la liste :
1° Accessoires de toilette ; 2° alimentation (sauf les bois-

sons) ; 3° ameublement ; 4° appareils de chauffage et d'éclairage ; 5° bijouterie, horlogerie, joaillerie, orfèvrerie ; 6° bimbeloterie, articles de fantaisie ; 7° carrosserie, sellerie, vélocipèdes, machines à coudre, articles de voyage, ustensiles de chasse et de pêche ; 8° équipement militaire, armes ; 9° habillements pour hommes et jeunes garçons ; 10° habillements pour femmes et jeunes filles ; 11° instruction, éducation, arts d'agrément, optique, papeterie ; 12° articles de ménage et de jardins ; 13° objets d'art ; 14° papiers peints ; 15° tissus non ouvrés, linge de table et de toilette ; 16° vins, liqueurs et boissons.

Chacun de ces groupes de professions est assujetti à une taxe déterminée, dont le montant varie selon le chiffre de la population et selon le nombre des employés ; les localités ont, à cet égard, été divisées en trois catégories, suivant qu'elles ont 10.001 âmes et au-dessus, 50.001 à 100.000 et 50.000 et au-dessous, et les magasins sont divisés en quatre catégories, suivant que le nombre des employés occupés est de 201 à 400, de 401 à 800, de 801 à 1.600, de 1.601 et plus. Pour fixer le taux de la taxe déterminée afférente à chaque spécialité, on a recherché combien de professions différentes rentraient dans chaque groupe, et on a totalisé les droits fixes dont ces diverses professions eussent été passibles, si elles avaient été exercées séparément.

Indépendamment de cette taxe déterminée, les grands magasins paient tous une taxe par employé, en sus des dix premiers, dont le taux varie suivant le chiffre de la population et s'accroît uniformément de 10 francs par centaine et par tête, chaque employé étant, par exemple, taxé 25 francs pour la première centaine, 35 pour la deuxième, 45 pour

la troisième, 55 pour la quatrième, et ainsi de suite en observant la même progression.

Le législateur français s'est montré ingénieux pour frapper juste ; le législateur égyptien ne devra pas, lui non plus, redouter la complication, surtout en ce qui concerne les grands magasins, ruine des commerces locaux.

La France avait gardé la taxe sur le capital pour les sociétés par actions, pour opérations de banque, de crédit, d'escompte, de dépôts de comptes-courants, 30 centimes par mille francs de capital, versé ou non versé.

La loi française sur les patentes est le modèle le plus riche que l'Égypte puisse trouver dans la législation comparée.

Certaines professions avaient même des bases spéciales ; par exemple, pour les adjudicataires de certaines entreprises de services publics, le droit fixe est réglé à raison de tant par cent francs du prix de ferme ou du montant de l'adjudication. Et voici quelques autres bases encore : le nombre des kilomètres, pour les concessions de canaux et de chemins de fer et les entrepreneurs de diligences ; le nombre d'hectares concédés pour les entrepreneurs de dessèchement ou de défrichement ; le nombre de départements où opèrent les patentables pour les entreprises d'assurances ou de réassurances.

Pour les entreprises de concerts ou de spectacles, on fixe une proportion de la recette complète. Enfin quelques professions sont simplement taxées à un droit fixe invariable établi sans égard à la population, sorte d'abonnement forfaitaire. (Banque de France, marchands expéditeurs de bestiaux, etc...)

La détermination de la valeur locative, comprenant l'outil-

lage et la valeur des moyens de production employés, a donné lieu à une législation et à une jurisprudence abondantes. Le livre de J. Tardieu, sur les patentes, est un modèle ; il rapporte avec méthode et conscience tout ce qui peut intéresser sur cette question.

Le droit proportionnel de la patente fut modifié maintes fois, et même approprié presque à chaque espèce de professions ; la valeur locative fut comptée pour des fractions différentes de sa valeur réelle. A titre de curiosité et de suggestions, signalons deux tableaux de M. J. Tardieu, dans son livre des patentes, pages 102 et 103. Ces deux tableaux font ressortir toute la souplesse de l'impôt français, qui fut la patente.

Premier tableau — Tardieu n° 1789

CLASSES DES PATENTABLES	TAUX DU DROIT ASSIS		
	sur l'ensemble des locaux	sur la maison d'habitation	sur les locaux professionnels
B.	10 ^e		
A. 1 ^{re} classe	20 ^e		
2 ^e classe	»		
3 ^e classe	»		
C. 1 ^{re} partie	»		
2 ^e partie		20 ^e	40 ^e
3 ^e partie		»	50 ^e
4 ^e partie		»	60 ^e
5 ^e partie		»	
A. 4 ^e classe	30 ^e		
5 ^e classe	»		
6 ^e classe	»		
7 ^e classe	50 ^e (1)		
8 ^e classe	» (1)		

(1) Seulement dans les communes de plus de 20.000 âmes.

Deuxième tableau. — Tardieu n° 1790

TABLEAU et CLASSES	PROFESSIONS	TAUX normal sur les autres contribuables de la classe	TAUX particulier auquel la profession est assujettie
A. 1 ^{re} cl.	Marchand en gros de bois, charbons, fari- nes, grains, houblon, huiles, vins.	20 ^e sur tous les locaux occupés	40 ^e sur locaux profes- sionnels.
A. 2 ^e cl.	Fermier du droit d'em- magasinage dans un entrepôt.	20 ^e sur tous locaux	20 ^e sur la maison d'ha- bitation seulement.
	Directeur du diorama, géorama, néorama, pa- norama.	»	»
	Exploitant de magasin général.	»	40 ^e sur locaux profes- sionnels.
	Carrossier fabricant.	»	40 ^e sur l'établissement industriel à l'exclusion des magasins de vente
A. 3 ^e cl.	Maître d'hôtel.	20 ^e sur tous locaux	40 ^e seulement pour écu- ries, remises et cham- bres des voyageurs.
	Imprimeur-typographe avec presses mécani- ques.	»	40 ^e sur locaux profes- sionnels.
	Marchand de bois de sciage ayant chantier ou magasin.	»	»
	Marchand d'engrais en gros.	»	40 ^e sur locaux profes- sionnels.
A. 4 ^e cl.	Maître d'hôtel garni.	30 ^e sur tous locaux	40 ^e sur locaux profes- sionnels.
	Manège d'équitation.	»	»
	Exploitant jardin public.	»	»
	Exploitant courses de chevaux (terrain ex- cepté).	»	»
A. 5 ^e cl.	Fournisseur d'objets de consommation pour les cercles.	30 ^e sur tous locaux	30 ^e sur l'habitation seu- lement.
	Tenant école de natation	»	40 ^e sur locaux profes- sionnels.
	Tenant maison d'accou- chement.	»	»
	Tenant parc aux char- rettes.	30 ^e sur tous locaux	40 ^e sur locaux profes- sionnels.

TABLEAU et CLASSES	PROFESSIONS	TAUX normal sur les autres contribuables de la classe	TAUX particulier auquel la profession, est assujettie
A. 6 ^e cl.	Magasinier.	»	»
	Entrepreneur de bains publics.	»	»
	Maître de jeu de paume.	»	»
	Maître de gymnase.	»	»
	Blanchisseur de linge avec buanderie.	»	»
	Tenant lavoir public.	»	»
	Entrepreneur de bains de mer et de rivière.	»	»
	Entrepreneur du loge- ment des troupes de passage.	»	»
	Loueur de force mo- trice.	»	»
	Loueur de chambres meublées.	»	»
B.	Entrepreneur de bateaux à laver.	»	»
	Concessionnaire de pont à péage.	10 ^e sur tous locaux	20 ^e sur l'habitation seu- lement.
	Entrepreneur de distri- bution d'eau.	»	40 ^e sur locaux profes- sionnels.
	Entrepreneur de roulage d'omnibus, de fiacres.	»	»
	Entrepreneur de pompes funèbres.	»	»
	Commissionnaire entre- positaire.	»	»
	Commissionnaire de transport par terre et par eau.	»	40 ^e sur locaux profes- sionnels autres que les bureaux.

*
* *

Les modalités de la patente ont été variées à l'infini, c'est ce qui fait la valeur de cet impôt, trop compliqué, mais s'approchant de la réalité des revenus industriels et commerciaux.

L'Egypte doit appliquer d'abord ce premier impôt sur les revenus du commerce, de l'industrie et de l'art.

M. Pierson (1) recommande de commencer par les succédanés de l'impôt sur le revenu, l'impôt des patentes et l'impôt sur les valeurs mobilières : « Il ne faut pas se plaindre, dit Pierson, que maints législateurs aient recours à des succédanés ; ce procédé a été préférable à une adoption prématurée de l'impôt sur le revenu, ce qui aurait eu pour conséquence de provoquer la naissance d'habitudes et de conceptions dont il sera plus tard très difficile de se débarrasser. » On dirait mieux encore, si l'on reconnaissait, comme c'est ici le cas, que les succédanés préparent les voies au médicament essentiel de la pharmacopée fiscale, à l'impôt sur le revenu. Or, à ce point de vue, on a proclamé des milliers de fois que l'impôt français de la patente avait été le plus parfait et le plus approfondi au point de vue de la technique financière. M. Bernard Michel (2) ne voit également, comme impôts directs possibles actuellement en Egypte que la patente et l'impôt sur les valeurs mobilières.

Telle semble être l'opinion de tous ceux que l'Egypte compte de spécialistes compétents en matière financière.

(1) *Les revenus de l'Etat*, p. 308 et 309.

(2) *Les recettes de l'Etat Egyptien, l'Egypte contemporaine*, 1923, p. 306.

CHAPITRE IV

ENQUÊTE SUR LA PRODUCTIVITÉ

Puisqu'il n'est pas question d'établir l'impôt sur les revenus en Egypte ni par un moyen direct, comme la déclaration personnelle de revenu réel, ni par un moyen indirect, indiciaire, comme la productivité moyenne dans chaque entreprise, le moment est peut-être opportun pour faire au moins une enquête, actuellement désintéressée, sur cette productivité.

Le Gouvernement en tirerait d'utiles données statistiques et des suggestions, non seulement pour les impôts à venir, mais pour la connaissance et l'encouragement de l'industrie et du commerce.

En Alsace-Lorraine, une loi du 6 mai 1893 avait prescrit *l'évaluation de la productivité*, simple étude de statistique et de renseignements.

En voici les principaux articles ; on comprendra que nous citions le texte lui-même plutôt qu'un résumé ; l'exemple à suivre en sera plus clair et plus frappant.

LOI CONCERNANT L'ÉVALUATION DE L'IMPÔT SUR L'INDUSTRIE
DU 6 MAI 1893

ART. 2

La productivité d'une industrie s'évalue d'après le chiffre qui, dans des circonstances normales et avec une exploitation normale, peut, après déduction des frais d'exploitation, être considéré par expérience comme revenu net annuel et moyen.

ART. 3

L'estimation de la productivité des industries a lieu d'après des indices extérieurs et autres données propres à servir de points de repère pour l'appréciation.

Il y aura lieu, à cet effet, de tenir compte du chiffre de la population, des moyens de communication, en tant que ceux-ci influent sur la marche générale des affaires, ainsi que de la nature de la branche de commerce ou d'industrie.

En outre, il y aura lieu, dans l'estimation des industries, de prendre spécialement en considération, savoir : le nombre des aides et ouvriers, les locaux et moyens d'exploitation, l'importance et l'étendue de l'affaire, et, pour les sociétés en commandite par actions et les sociétés par actions, les bilans et les comptes de profits et pertes publiés conformément aux articles 185 *c* et 239 *b* du Code de commerce.

ART. 4

L'évaluation a lieu dans la circonscription communale dans laquelle l'industrie est exploitée.

Si l'exploitation a lieu

ART. 5

Le directeur des contributions directes est chargé de la direction des travaux d'évaluation.

ART. 6

Dans le but d'arriver à une évaluation uniforme de l'ensemble des industries, conforme aux dispositions de la présente loi, il sera formé une Commission de taxateurs du pays.

La Commission des taxateurs du pays se composera de quinze membres, dont le président et cinq membres sont nommés par le ministère. Les autres membres sont élus par le Landesausschuss.

La Commission prend ses décisions à la majorité des voix. Elle est en nombre pour délibérer lorsqu'au moins dix de ses membres, y compris le président, sont présents. La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

ART. 9

L'évaluation des industries se fera par district d'estimation que l'on formera, par des Commissions que présideront des commissaires d'exécution spéciaux désignés par le ministère.

L'évaluation des industries dont l'exploitation consiste principalement en ventes faites aux consommateurs eux-mêmes et aux marchands en détail, ou qui n'ont dans leurs parties essentielles qu'une importance locale, se fait par

arrondissement et par des Commissions d'arrondissement. L'évaluation de toutes les autres industries se fait par département et par des Commissions départementales. Seront également taxés par les Commissions départementales : les médecins, pharmaciens, architectes et ingénieurs, les géomètres privés, huissiers, notaires, avocats-avoués, directeurs d'établissements d'éducation ou de pensionnats, les vétérinaires et les dentistes, ainsi que les personnes s'occupant de l'entremise professionnelle dans les actions judiciaires d'autrui et de l'entremise en ce qui concerne les contrats de vente immobilière, les prêts et les mariages.

Si cela est nécessaire, l'on pourra, avec l'autorisation du ministère, instituer dans certains arrondissements, pour l'évaluation des industries dans les communes importantes, ou dans d'autres parties d'arrondissements, des Commissions spéciales, auxquelles incombent les mêmes obligations et qui ont les mêmes pouvoirs que les Commissions d'arrondissement.

ART. II

La Commission départementale se compose du commissaire exécutif comme président, et de dix membres.

Ceux-ci seront élus, à savoir : trois par le Conseil général et trois par la Chambre de commerce du département ; les autres membres seront nommés par le directeur des Contributions directes, qui devra en choisir la moitié au moins parmi les industriels.

La Commission prend ses décisions à la majorité des voix et est en nombre pour délibérer lorsque sept de ses membres

au moins, y compris le président, sont présents. La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

ART. 12

Les commissaires d'exécution ont à préparer les travaux des Commissions d'arrondissement et de département, à diriger les débats des Commissions et à faire exécuter leurs décisions.

Les Commissions d'arrondissement et de département pourront, dans des cas particuliers, s'adjoindre, pour leurs travaux, des experts ou personnes à même de fournir des renseignements et de leur donner leur avis.

Le ministère réglera, après avoir pris l'avis de la Commission des taxateurs du pays, ce qui concerne les pouvoirs (art. 9, alinéa 2) et la marche des travaux des Commissions d'arrondissement et de département, de même que les indemnités des membres, experts et personnes ayant fourni des renseignements.

ART. 16

Le directeur des Contributions directes tranche provisoirement les recours après avoir entendu la Commission d'évaluation en cause. Il a le droit de demander à cet effet les renseignements complémentaires nécessaires que comporte l'article 13. Il a aussi les pouvoirs que l'article 14 confère aux Commissions d'évaluation.

ART. 17

Si le directeur des Contributions estime que l'évaluation se justifie, il doit soumettre le recours à la Commission de révision.

La Commission de révision se compose de sept membres, y compris le président, et est en nombre pour délibérer dès que cinq de ses membres au moins, y compris le président, sont présents. La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix. Les membres, dont deux au moins doivent être aptes à remplir des fonctions de juge et trois autres au moins doivent appartenir à la catégorie des industriels ou commerçants, sont nommés par le Statthalter.

Les détails concernant la marche des travaux de la Commission de révision et les indemnités à allouer à ses membres seront également fixés par le Statthalter.

*
* *

Conformément aux prescriptions de la loi du 6 mai 1893, qui réglait la marche des opérations dans ses grandes lignes, la *Commission centrale des taxateurs du pays* se réunit et commença par arrêter les principes généraux pour l'estimation de la productivité des professions, d'après un projet qu'avait préparé l'Administration.

On trouvera ces principes généraux au complet dans le rapport de R. Renoult à la Chambre française des députés, 1907, tome II, page 215.

Citons-en textuellement la section II, les règles à observer pour l'estimation.

SECTION II. — RÈGLES A OBSERVER POUR L'ESTIMATION

ART. 2

Principes généraux

1° Le classement des industries d'après le tarif gradué légal a lieu conformément à la productivité des industries.

2° La productivité s'évalue d'après le chiffre qui, en raison du mode et du genre d'organisation de l'industrie, dans des circonstances normales et avec une exploitation normale (usuelle), peut, en tenant compte des frais d'exploitation, être considéré par expérience comme revenu annuel (produit et moyen).

L'on ne tiendra pas compte d'une situation des affaires favorable ou défavorable passagère, créée par suite de circonstances extraordinaires.

ART. 3

Frais d'exploitation

Par frais d'exploitation, il y a lieu de comprendre toutes les dépenses servant directement à réaliser le produit en tant qu'elles correspondent à une exploitation normale (voir l'art. 4).

ART. 4

Productivité

La productivité servant de base pour l'estimation se calcule en déduisant les frais d'exploitation et les décomptes

autorisés (n° 9 ci-après) du revenu brut annuel et moyen que l'industrie, en raison de son outillage et de son exploitation, est, par expérience, en état de fournir.

A. — *Le produit brut annuel comprend :*

1° Le prix obtenu pour toutes les marchandises et produits vendus au comptant ou à crédit ;

2° La valeur en argent des produits et marchandises tirés de l'exploitation et servant à l'usage ou à la consommation de l'industriel, des membres de sa famille et des domestiques étrangers à l'exploitation de l'industrie ainsi que des autres personnes faisant partie du ménage.

Si des produits ou des marchandises ont été employés en partie dans l'intérêt de l'exploitation de l'industrie, l'on opérera un partage équitable répondant aux circonstances réelles.

3° Les indemnités, intérêts, honoraires et autres compensations qui ont été convenus et perçus pour des services commerciaux ou industriels de toutes sortes.

B. — *Les frais d'exploitation à déduire de ce produit brut annuel et moyen sont :*

1° Les frais de conservation et de renouvellement (non d'une augmentation ou d'un agrandissement réel ou d'une amélioration sensible) des installations et établissements immobiliers et mobiliers, des ustensiles, appareils, outils et des bestiaux ;

2° Les frais pour l'achat des matières premières et des substances accessoires, les marchandises, les autres maté-

riaux nécessaires pour l'exploitation, les animaux ainsi que les fourrages pour l'alimentation de ces derniers ;

3° Les frais d'assurance des objets et bêtes désignés aux n^{os} 1 et 2, contre l'incendie et autres dommages ;

4° Les dépenses pour le chauffage et l'éclairage nécessaires pour l'exploitation.

5° Le salaire, les appointements et les remises des employés, voyageurs, ouvriers, commis et apprentis engagés pour l'exploitation de l'industrie, y compris la valeur en argent de la pension, s'il y a lieu, et des autres prestations qui pourraient être fournies en nature, en tant que les denrées en question ne proviennent pas des provisions faisant partie de l'exploitation. Cette conversion en argent se calcule d'après le chiffre moyen des gens employés pendant une exploitation normale et en tenant compte du montant du salaire.

Les tantièmes accordés aux personnes prévues à l'alinéa premier ne pourront être pris en considération que s'ils représentent une partie des appointements ou une compensation pour des services rendus dans l'exploitation industrielle même ;

6° Les cotisations aux caisses d'assurance contre les maladies, les accidents, la vieillesse, l'invalidité, aux caisses de veuves, d'orphelins, de pensions, etc., que l'industriel est tenu de verser pour le personnel de l'exploitation, en vertu des lois ou de contrats en vigueur ;

7° Les impôts publics annuels auxquels sont soumis les terrains et bâtiments servant à l'exploitation industrielle, ainsi que l'industrie elle-même, sans tenir compte si ces

impôts sont prélevés par l'Etat, par les communes ou par d'autres corporations publiques ;

8° Les contributions indirectes à payer pour l'exploitation industrielle.

Lors de l'évaluation de la productivité, l'on pourra, en outre, imputer ;

9° Les décomptes correspondant à une prise en considération équitable de la diminution de la valeur des objets destinés à l'exploitation industrielle, particulièrement en ce qui concerne la détérioration des bâtiments, machines, installations industrielles, etc..., les créances incertaines, etc...

Pour la fixation du montant des décomptes pouvant être effectués, l'on s'en tiendra aux principes relatifs à la comptabilité commerciale généralement admis.

C. — Par contre, *ne pourront pas être déduits* à titre de frais d'exploitation :

1° Les intérêts des fonds de premier établissement et des fonds d'exploitation, n'importe que ces capitaux soient la propriété de l'industriel ou d'un tiers ; de même les intérêts à servir pour des emprunts qui ont été effectués à l'effet d'établir ou d'agrandir l'affaire, d'augmenter le capital d'exploitation ou d'introduire d'autres améliorations dans cette dernière ;

2° Les dépenses pour l'amortissement des emprunts et de premier établissement ;

3° Les dépenses pour les améliorations d'une certaine importance et pour l'agrandissement de l'affaire ;

4° Les sommes prélevées sur les revenus courants de l'in-

dustrie pour alimenter les fonds de réserve, de prévoyance, etc., etc...

5° Les dépenses pour l'entretien de l'industriel et de sa famille.

Si, toutefois, des enfants de l'industriel, ou des personnes qui lui sont parentes, sont occupés dans l'exploitation industrielle comme employés, voyageurs, ouvriers, commis ou apprentis, les salaires qui leur sont accordés, y compris la valeur en argent de la pension, s'il y a lieu, et des autres prestations qui pourraient être fournies en nature, en tant que les denrées en question ne proviennent pas des provisions de l'exploitation, sont déductibles conformément aux principes énoncés sous B, n° 5.

Dans le cas où le paiement de salaires n'aurait pas lieu, l'on pourrait faire une déduction conforme se montant à la moyenne des salaires.

Ne sont, en outre, pas déductibles :

6° Les dividendes distribués par les sociétés par actions et aux autres actionnaires (également aux commanditaires).

En ce qui concerne les professions dites libérales, les dépenses pour les frais de service et de bureau, pour le chauffage, l'éclairage et le nettoyage des bureaux, pour le paiement des employés, ouvriers, aides, pour les voyages d'affaires, pour les cotisations aux caisses d'assurance pour le personnel, et, en outre, en ce qui touche les médecins, les dépenses pour achat d'instruments, ainsi que celles occasionnées par l'entretien des chevaux et voitures nécessaires pour l'exercice de leur état médical, et en ce qui concerne les directeurs de pensions, les dépenses pour la rétribution des instituteurs et des institutrices, représentent des frais

d'exploitation dont il devra être tenu compte lors de l'estimation de la productivité des différentes industries.

En général, les principes d'après lesquels s'effectue l'estimation des autres industries sont également applicables, par analogie, aux exploitations désignées plus haut.

Le tout serait à citer dans cette enquête ; nous résistons au désir légitime de publier surtout l'énumération des industries et des commerces, puisqu'il s'agit d'enquête. L'Egypte fera, elle-même, son énumération et sa classification, les industries et les commerces étant propres à chaque pays.

*
* *

Ces principes généraux arrêtés, la Commission centrale des taxateurs du pays fixa les districts d'évaluation.

Il fut formé d'abord une Commission d'arrondissement (Kreis commission) pour chacun des vingt-deux arrondissements et, en outre, une spéciale pour la ville de Mulhouse, une autre pour la ville de Colmar et une pour chacun des cantons de Saarunion, Lutzehestein, Drulingen.

Il fut ensuite formé une Commission départementale (Bezirkscommission) par département.

Notons que les assemblées électives ayant nommé leurs représentants dans ces Commissions, le directeur des Contributions choisit les membres que la loi lui permettait de désigner parmi les professions importantes non encore représentées.

Enfin, chaque Commission d'arrondissement avait, comme président et commissaire exécutif, un contrôleur des

Contributions directes ; chacune des trois Commissions départementales avait un conseiller de la Direction des Contributions directes.

Les évaluations provisoires étant d'une grande importance, il fallait garantir une application uniforme des règles d'estimation générale. Pour cela, on réunit tous les contrôleurs chargés de procéder à ces évaluations préparatoires et on leur expliqua en détail la méthode à employer. Et pour aller plus vite, tout en utilisant, autant que possible, les connaissances ou renseignements recueillis par ces fonctionnaires au cours de leurs rapports professionnels, on décida que les contrôleurs procéderaient à l'estimation provisoire des industries à l'occasion des tournées de mutation de l'année courante (1894).

A cet effet, les formulaires de taxation leur furent délivrés, et l'on envoya à tous les patentables, dont le recensement avait été fait, des questionnaires leur demandant leur profession, leur nombre d'ouvriers, l'importance des bâtiments, l'état de ces bâtiments, les forces motrices employées, les installations permanentes de métiers, d'instruments, d'outils, qu'ils avaient pour leur exploitation.

Il importe de signaler dès à présent que les patentables remirent leurs déclarations dans les délais prescrits, de sorte qu'on n'eut, dans aucun cas, à appliquer les pénalités prescrites au paragraphe 20 de la loi.

Ces déclarations étant obtenues, les contrôleurs avaient à les compléter et à les modifier, en tenant compte de leurs renseignements personnels. Ils se firent communiquer, par les receveurs d'enregistrement, les registres mentionnant les contrats de sociétés, les actes de vente et de donation, les

contrats de location, de fournitures, d'entreprises, les déclarations pour assurances et primes reçues, les déclarations de succession, etc... par les bureaux des douanes et de la régie, les registres permettant d'apprécier la productivité de certaines professions, notamment des brasseries et des commerces de vins en gros ; par les tribunaux et parquets, les bilans et comptes de profits et pertes déposés par les sociétés ; par les caisses publiques, les versements faits aux médecins d'arrondissement, de canton, d'hôpitaux ; par l'octroi et les abattoirs, les recettes correspondant à des achats faits par des industriels ou des commerçants.

En outre, ils visitèrent les établissements industriels, et le mémoire par lequel le directeur des Contributions directes exposait au Landesauschuss les travaux d'évaluation, a dit à ce sujet :

« Les patentables n'hésitèrent pas dans beaucoup de cas à fournir des renseignements de la meilleure grâce, ce qui prouve sans aucun doute qu'un grand nombre de patentables jugent eux-mêmes nécessaire la réforme de la patente. Beaucoup de contribuables ont renseigné *volontairement* sur la situation particulière de leur industrie ; dans beaucoup de cas, l'inspection des livres d'affaires a été offerte. En classant les bases obtenues de cette manière sur la productivité des industries, il a fallu chercher à établir, autant que possible, des taux moyens pour chaque unité (broches, métiers à tisser, etc.), en se tenant aux principes généraux établis par la Commission centrale d'estimation. Ces taux moyens furent trouvés en comparant les indications obtenues dans un grand nombre d'exploitations industrielles, avec les données fournies par des personnes compétentes. Furent princi-

pablement consultés les bilans et comptes de profits et pertes publiés par les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes.

« Mais avant d'appliquer à l'aveugle les taux moyens ainsi trouvés, la situation spéciale des établissements à évaluer fut prise en considération. »

En thèse générale, pour évaluer la productivité d'une profession, on commençait par calculer son revenu brut ; ensuite, de ce revenu brut, on déduisait les dépenses d'exploitation (matières premières, entretien du matériel, chauffage, éclairage, salaires, assurance des gens, des animaux et des choses, impôts sur les terres et les immeubles ; mais non intérêt du capital de premier établissement, salaires supérieurs à 10.000 marks, valeur locative des bâtiments de l'exploitation, rétribution du patron). Et, enfin, on modifiait le résultat ainsi obtenu en tenant compte de l'état de la population, des conditions de la place, des moyens de communication, des actes de vente des immeubles, des déclarations de succession, des impôts payés par les matières premières utilisées, des bilans et rapports publiés.....

Lorsque les contrôleurs eurent terminé ces évaluations préparatoires, les Commissions commencèrent l'examen de ces premiers résultats, qui avaient été portés, d'autre part, à la connaissance des intéressés.

Beaucoup de contribuables avaient formulé des réclamations. Mais on s'aperçut que la plupart des réclamants avaient confondu la productivité avec le bénéfice net et avaient compté dans leurs frais généraux les intérêts du capital engagé, ceux de la location et l'entretien de leur famille.

Bref, le travail des contrôleurs fut révisé, au besoin à la suite d'enquêtes complémentaires, et ensuite la Commission centrale des taxateurs examina les évaluations ainsi faites au point de vue de l'uniformité.

En opérant le relevé général, on constata qu'il existait en Alsace-Lorraine, en tout, 47.364 professions et industries, auparavant sujettes à la patente. Le chiffre de la production totale de toutes les professions, calculé sur le produit moyen du tarif, se montait à la somme de 159.175.500 marks ; le tant pour cent à répartir sur le produit total de la productivité de toutes les professions, pour fournir le rendement actuel de la patente, était de 1,45 %.

Ces derniers chiffres indiquent l'intérêt statistique de l'enquête que nous suggérons. Nulle mesure ne peut être d'une utilité plus féconde pour l'Egypte.

Et si nous venons d'insister sur ces manières de faire une enquête, c'est que nous trouvons là des suggestions très complètes et un exemple facile à imiter.

CHAPITRE V

LA TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET SUR LES OBJETS DE LUXE EN EGYPTÉ

On pourrait établir une telle taxe en Egypte. Ce n'est pas, à proprement parler, une taxe sur le commerce et l'industrie, puisque indirectement elle retombe sur la consommation, mais c'est le commerçant qui la paie, et le consommateur semble moins s'en apercevoir. C'est au fond une taxe de consommation, par ses effets sur le coût de la vie ; elle ne porte pas sur le revenu personnel du commerçant, mais, cette remarque une fois faite, rien n'empêche de considérer l'impôt sur le chiffre d'affaires comme une taxe sur le commerce et l'industrie, qui frappe, non le revenu des affaires, mais le chiffre brut de ces affaires, c'est-à-dire les objets vendus eux-mêmes.

D'ailleurs, le caractère de cette taxe n'est pas le même pour tous les auteurs ; M. Raphaël-Georges Lévy déclarait au Sénat, le 29 mai 1920, que c'est un impôt direct, et M. L. Hubert, que « c'est un impôt direct en haut et indirect en bas ». Pour le ministre des Finances de

l'époque, M. François Marsal, c'était un impôt commercial ; M. Raphaël-Georges Lévy a même dit au Sénat : « Le jour où l'ordre naturel sera rétabli, la taxe sur les affaires sera loin de peser uniquement sur le consommateur, et en affirmant qu'elle pèsera par moitié sur le consommateur et le commerçant, je ne crois être ni inexact ni téméraire. »

Pour l'Administration des Douanes, c'est un impôt indirect de consommation, qui est un élément de prix de revient.

Pour le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 26 1925, c'est une taxe assimilée aux contributions directes.

Quoiqu'il en soit, c'est une vue féconde que la conception du chiffre d'affaires comme une taxe de consommation ; elle arrivera à embrasser ou à faire disparaître toutes les autres taxes indirectes.

En Egypte, comme en Belgique, le mot « accise » désigne les taxes ou contributions indirectes qui s'appliquent particulièrement à la consommation des objets nécessaires à l'existence, comme viande, boissons, sel, sucre... Les accises se perçoivent tant sur les dernières denrées de provenance étrangère que sur les denrées indigènes. Elles sont indépendantes des droits de douane. L'accise est l'excise en Angleterre (1). M. Allix donne du mot la même définition : « les accises », comme on dit à l'étranger (2).

Le Comité du tarif douanier a bien songé à ces droits d'accises ; page 60 du rapport de Ahmed Wahab Bey (3), on lit : « *Allumettes.* » « En majorant le droit de douane

(1) TRESCAZE. — *Dict. Indirectes.*

(2) ALLIX et LECERCLE. — *Les Cont. Indirectes*, p. 81.

(3) Le sous-secrétaire d'Etat aux finances et président de ce comité.

sur les allumettes il n'a pas été perdu de vue que ce droit constitue une source de légitimes ressources pour l'Etat. Au surplus, il est facile de fabriquer cet article localement, et, dès que cette industrie sera créée, elle trouvera une protection qui lui permettra de se développer. Et il sera possible alors de l'assujettir à un droit « d'accise ».

Le Comité avait d'ailleurs examiné la question du droit d'accise d'une manière un peu plus générale ; sa conclusion est loin d'être solide et définitive. Qu'on en juge !

Articles, pour lesquels le Comité n'a pas cru devoir établir un droit d'accise, contrairement à l'avis de certains parmi MM. les Experts :

« Le Comité est d'avis du point de vue de principe qu'il n'est pas désirable d'instituer un droit d'accise, vu qu'il incombe au Gouvernement d'encourager les industries locales.

« N'eût été que la majoration relative de droits d'importation établis sur certains articles similaires à ceux produits dans le pays entraînerait un ralentissement dans l'importation de ces articles, le Comité n'aurait pas eu recours à ce droit.

« C'est toujours pour des considérations financières que l'on a suggéré d'établir les droits d'accise modérés contenus dans le projet. Cependant, le Comité n'a pas estimé devoir se rallier à certains parmi MM. les Experts, qui étaient d'avis d'établir un droit d'accise sur les articles non produits dans le pays ; de tels droits auraient été, en effet, injustifiables.

« C'est pour des motifs de cet ordre que le Comité n'a pas cru devoir établir un droit d'accise sur le thé, le café, la glucose, les piments, les allumettes, les cartes à jouer. Il a

cependant élevé le droit d'importation prévu sur ces articles, en comparaison avec le droit proposé par MM. les Experts. Toutefois, le nouveau taux, malgré sa majoration, reste au-dessous de l'ensemble des deux droits combinés, proposés par certains parmi MM. les Experts. Par exemple, il était suggéré d'assujettir le café et le thé à un droit spécifique d'importation équivalent à 15 %, majoré d'un droit d'accise estimé à 10 % environ. Le Comité ne voulant pas renchérir le coût de la vie jusqu'à un niveau menaçant de peser lourdement sur le public, a estimé suffisant de s'en tenir au seul droit d'importation en rendant ce dernier équivalent à 20 %.

« Néanmoins, comme la fabrication de certains de ces articles — les allumettes, par exemple — pourrait se pratiquer facilement dans le pays, et, comme la majoration du droit d'importation sur ces articles serait un facteur qui aiderait à la création de cette industrie, le Comité est d'avis que, lorsque l'industrie des allumettes sera implantée dans le pays, il sera alors nécessaire d'assujettir cet article à un droit d'accise qui viendra compenser la perte que subira le Trésor du chef du droit d'importation.

« Le Comité, considérant que la mélasse, extraite du jus de canne, constitue un produit alimentaire consommé par la majorité de la population, s'est abstenu de soumettre cet article à un droit d'accise.

« De même, il n'a pas approuvé la proposition d'établir un droit d'accise sur les eaux gazeuses et minérales fabriquées dans le pays, tenant compte des difficultés que rencontre l'administration des Douanes dans la perception de ce droit. D'ailleurs, même si cette perception pouvait se

faire d'une manière satisfaisante, il serait à craindre que le produit du droit d'accise ne se trouvât absorbé par les frais de perception.

« Le Comité, considérant le droit d'importation établi pour la bière et le sucre, et, ayant en vue les intérêts du Trésor, a cru devoir élever le droit d'accise en ce qui concerne la bière de 120 à 300 M. M. par hecto, et en ce qui concerne le sucre, de 200 à 225 M. M. par 100 kilos. »

Et, au rapport du Conseil économique, sur le nouveau tarif douanier, on peut lire plus clairement : « P. 6. Quant aux articles assujettis à un droit d'accise, le ministre des Finances, sur une demande de la sous-commission, a fait connaître que la *liste publiée n'est pas définitive* et que d'autres articles pourront y être ajoutés, au fur et à mesure du développement des industries qui fabriquent ces articles, à l'abri de la protection douanière établie en leur faveur ».

Mais il faut appeler les choses par leur nom et ne pas toujours abriter les droits imposés par le fisc derrière le protectionnisme.

Envisagée comme impôt de consommation, la taxe sur le chiffre d'affaires constitue un système général d'impôt qui remplace toute la poussière de ces taxes de détail sur le sucre, le café, l'alcool...

Il a été établi que l'impôt sur le chiffre d'affaires est un impôt général de consommation, bien plutôt qu'un impôt sur le commerce. Le rapporteur de la loi française de 1920, à la Chambre des députés, M. Bokanowski, disait à la séance du 23 avril 1920 : « La taxe sur le chiffre d'affaires, telle que nous vous la présentons et telle que les commerçants et industriels du pays la réclament depuis deux ans déjà,

dans leurs réunions et leurs congrès, qu'il s'agisse des Chambres de commerce ou de Syndicats, cette taxe, il ne faut pas se le dissimuler, constitue nettement un impôt sur la consommation... Au moment où il fallait, pour équilibrer le budget ordinaire de 1920, trouver encore quatre ou cinq milliards, et les demander aux impôts indirects, allions-nous recourir uniquement aux taxes habituelles sur le vin, le sucre, les bougies, etc... sur ces produits limités qui supportent presque exclusivement, jusqu'à ce jour, le poids de l'impôt de consommation ? Ou bien allions-nous établir un large impôt général sur la consommation, dilué à l'infini, et qui, frappant tous les objets qui circulent, qui se transforment et qui se vendent, répartirait plus équitablement cette charge de quatre à cinq milliards ?

« Voilà la genèse et le caractère réels de la taxe sur le chiffre d'affaires. »

Pourquoi n'essaierait-on pas d'appliquer en Egypte la taxe sur le chiffre d'affaires ?

La taxe sur le chiffre d'affaires a de grands avantages.

Elle gêne peu le contribuable : il lui est facile de faire connaître son chiffre sans, pour cela, révéler sa situation commerciale et l'importance de sa fortune et de son crédit. Cette déclaration est simple, n'exige de la part du déclarant aucune espèce de réflexion et de raisonnement ; elle est peu susceptible d'être frauduleuse, bien que la malice des hommes est telle que des ruses sont toujours possibles. Elle est peu l'inquisition, et, par là, quoi qu'en pensent les partisans de l'impôt sur le revenu, elle est plus supportable que beaucoup d'autres impôts.

Elle est d'un rendement toujours considérable, puisqu'elle

porte sur l'ensemble des affaires du pays tout entier ; ce rendement est rapide ; elle rentre dans les caisses de l'Etat dès les premiers temps de son fonctionnement ; elle peut être modérée, si l'Etat a peu d'exigences d'argent ou, au contraire, élevée dans des circonstances critiques.

C'est une taxe *ad valorem* dans laquelle la valeur réelle de chaque objet, de chaque chose, n'a pas à être discutée ; c'est une taxe qui tombe sur une masse, sur un total d'argent. C'est la plus commode des taxes *ad valorem* ; c'est le sou du franc, mais organisé par la loi. Or, l'idée du sou du franc est la plus simple et la plus claire du monde.

Sans doute, elle cause le renchérissement de la vie, mais comment faire ? Peut-être pourrait-on, par des mesures énergiques, empêcher le commerçant, non de le faire payer par le consommateur, mais de le faire payer au double ou triple par ce malheureux consommateur.

La taxe sur le chiffre d'affaires habituerait l'assujetti, en Egypte, à tenir des livres, si rudimentaires fussent-ils, et à prendre contact avec l'agent du fisc dans des conditions plutôt douces.

Elle pourrait être très modérée, au moins pour un début, pour un essai ; sa répercussion sur les prix de vente pourrait être presque nulle, mais l'Etat ferait bien d'y veiller, car de mauvaises habitudes se sont glissées presque partout dans le commerce qui perd le caractère d'un juste échange et devient un gain excessif, injustifié, réglé arbitrairement bien des fois. Les impôts ne sont pas les seuls facteurs de la vie chère ; le manque de moralité en est une cause autrement vraie et efficace.

Elle serait *ad valorem*, mode qui a semblé préférable au

Comité du tarif douanier, lors de la réfection de ce tarif, au point de vue de la commodité, et pour le redevable, et pour l'agent qui est chargé d'appliquer la loi et le règlement.

M. Allix (4) critique, avec quelque raison, l'emploi du forfait comme mode de fixation de la taxe. « Le forfait fonctionne toujours au détriment du Trésor ; il est, comme on l'a dit très justement, « la consolidation des insuffisances ». Et, comme le bénéficiaire du forfait ne vendra pas moins cher que ses concurrents, il réalisera simplement, sans avantages pour le consommateur, un profit supplémentaire. De plus, le forfait retire à la taxe sa principale qualité, sa plasticité qui en modère le rendement sur le mouvement des affaires et l'adapte automatiquement aux variations des prix. » Cependant, ces inconvénients du forfait ne sont-ils pas relativement légers en présence de ses avantages ?

Et, quand il s'agit d'essayer une taxe, n'y a-t-il pas lieu de se contenter d'un à peu près, d'un moindre bien, s'il doit être obtenu plus facilement, avec moins de gêne pour le contribuable ? Aussi, pensons-nous que le législateur égyptien devra appliquer le forfait dans des cas strictement limités par le chiffre modeste des affaires.

En terminant ce chapitre, nous rappelons que notre but est de suggérer une organisation possible de certains impôts en Egypte, et non de donner des règles positives, de faire les articles de ces lois nouvelles. Qu'on ne s'étonne donc pas si nous citons le texte primitif de l'article 62 de la loi du 25 juin 1920, en France ; cet article était simple et de prin-

(4) ALLIX. — *Tr. él. de Sc. et de Lég. fin.*, 1927, p. 710.

cipe ; il serait facile pour nous de nous en inspirer, sans nous perdre dans les détails du décret de 1926, détails dont beaucoup n'intéressent pas l'Egypte.

« Pour la liquidation de l'impôt, le chiffre d'affaires est constitué :

« 1° Pour les personnes vendant des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques, par le montant des ventes effectivement et définitivement réalisées ;

« 2° Pour les personnes faisant acte d'intermédiaires, mandataires, façonniers, loueurs de choses, entrepreneurs ou loueurs de services, banquiers escompteurs, changeurs, par le montant des courtages, commissions remises, salaires, par le prix de location, intérêts, escomptes, agios et autres profits définitivement acquis.

« Lorsqu'une personne effectue des opérations rentrant les unes dans la première catégorie et les autres dans la seconde catégorie, son chiffre d'affaires est déterminé en appliquant à chacune des opérations les définitions ci-dessus. »

Nous avons l'air d'être en retard, puisque ce texte a été modifié par des lois ultérieures, mais sous cette forme de la loi de 1920, il est plus clair pour des esprits qui ne connaissent pas cet impôt.

Nous avons bien emprunté un texte de 1791, de la Révolution française, sur la patente, pour en faire le premier article de notre loi de 1891 sur les patentes.

CHAPITRE VI

IMPORTATION ET EXPORTATION : LE TARIF DOUANIER

Un bon système d'impôt comporte actuellement, dans tous les pays, une réglementation appropriée de l'entrée et de la sortie des marchandises en ce pays. Malgré l'opposition sourde de certains mercantis — de l'expression du ministre des Finances, S. E. Villiam Makram Bey — le Gouvernement égyptien promulguait le 15 février dernier un nouveau tarif d'importation et d'exportation.

Le régime douanier antérieur était en contradiction avec les règles les plus élémentaires de l'économie politique, puisqu'il établissait un droit unique *ad valorem* de 8 % sur tous les articles à peu près, mettant au même niveau les objets de première nécessité et ceux de luxe ; ainsi le droit sur les blés était le même que celui qui frappait le champagne. De même l'ancien régime douanier considérait (discours de S. E. William Makram Bey) les matières brutes et les produits manufacturés, les produits indigènes et ceux qui viennent de l'étranger, sans tenir compte de la différence entre les conditions de la production locale et de la production étran-

gère. L'Egypte a hérité de l'Empire ottoman le régime douanier spécifique, en conservant pendant soixante ans un droit unique de 8 % sur presque tous les articles. La Turquie vient de se libérer de ce vieux système ; il était temps que l'Egypte fît sa réforme.

Le but de la réforme du régime douanier a été bien indiqué par le ministre des Finances, dans son discours au Parlement (février 1930), et par le sous-secrétaire d'Etat aux Finances, président du Comité du tarif douanier.

Le premier rappelle (page 9) (1) une lettre du ministre de l'Agriculture du 2 mai 1927 au Conseil économique et attirant son attention sur les desiderata suivants :

- 1° Réduction des droits sur les engrais chimiques ;
- 2° Réduction des droits sur les machines agricoles ;
- 3° Augmentation des droits sur les produits que fournit l'Egypte, sauf le blé et la farine, qui resteront sans changement ;
- 4° Aide et protection aux produits indigènes en les exemptant des droits d'exportation ;
- 5° Augmentation des droits sur les légumes, primeurs et fruits, qui poussent en Egypte ;
- 6° Augmentation des droits sur les produits animaux, confectionnés ou bruts, nécessaires à l'industrie égyptienne ou fournis par celle-ci ;
- 7° Réduction des droits sur les produits chimiques nécessaires à l'arrosage et au fumage des plantes.

Le but était donc bien d'encourager l'industrie et l'agri-

(1) Rapport du Comité gouvernemental du tarif douanier.

culture en protégeant la production indigène et en *augmentant les recettes du budget*.

Le discours du ministre appelle l'attention sur la nécessité de multiplier les espèces d'industries en Egypte et d'accroître leurs productions ; et c'est là une préoccupation sage, que les patriotes de tous les pays ont mise au premier rang, quand ils ont défendu et institué le protectionnisme ; plus un pays se suffit, plus il est fort.

Les buts qui vise le tarif douanier se résument en ce qui suit :

1° L'augmentation des revenus de l'Etat (on en attend une plus-value de trois millions de livres égyptiennes) ;

2° La protection de l'industrie locale ;

3° L'aide à l'agriculture ;

4° La modération dans la fixation des droits sur les articles consommés par le public ;

5° L'augmentation des droits sur les articles de luxe ;

6° La diminution des droits sur les imprimeries et le papier afin d'encourager le mouvement intellectuel du pays ;

7° L'aide à l'exportation, en exemptant de droit d'exportation presque tous les produits indigènes.

Quant aux autres buts économiques que réalisera le nouveau tarif, voici quelques exemples qui vont illustrer ce que je viens de vous dire ; nous avons voulu :

1° Encourager la production nationale, soit industrielle, soit agricole, *par la réduction de l'impôt* sur les matières premières et les machines ; exemple : les droits sur les engrais sont ramenés à 5 % ; sur le bois de chauffage, les

arbustes, les semences, ont été réduits à 4 % ; sur les char-
rues, les tracteurs, les appareils élévateurs d'eau, les mou-
lins, les machines laitières, 6 % ; les peaux brutes, les bois
non travaillés, la pâte à papier, les vers à soie, la laine brute,
les poils, le verre non travaillé, le fer et autres minerais, les
coquillages et les produits de tannage, ont été réduits à 4 % ;
les huiles et matières grasses, nécessaires à la fabrication du
savon, les acides et les machines à tisser et à fabriquer le
papier, ont été réduits à 66 %.

*Par l'augmentation du taux sur les productions qui peu-
vent faire concurrence aux produits locaux : le riz, les
légumes, les fruits, le charbon, les huiles, le savon et les
produits alimentaires, les tapis, les cotonnades, les lainages,
les macaronis, les eaux gazeuses, les marbres, le ciment, la
chaux, ont été élevés à 15 %, les soieries ont été frappées
de 18 %, les meubles et les vêtements confectionnés, les
cartonnages et articles de papeterie, le coton médical ont été
frappés de 20 %, les cigarettes, les tabacs travaillés ont été
frappés d'une livre à 1 1/2 par 500 grammes.*

*Par la différenciation des taux, de manière à les réduire
sur les matières brutes, à les maintenir moyens sur les pro-
duits demi-manufacturés et à les élever proportionnelle-
ment sur les articles finis. La laine brute, par exemple, ne
paiera que 4 %, la laine filée 6 %, les lainages 15 % et les
habits de laine 20 %.*

Le taux sur le bois brut, 5 % ; scié, 8 % ; en planches
rabotées, 10 % ; prêt à la confection des caisses 15 % ; prêt
à la fabrication des meubles, 20 %.

Par l'exemption des produits indigènes du droit d'exportation, sauf sur quatre articles :

Le coton, les grains du coton pour une raison financière, les œufs et les peaux brutes, pour encourager l'industrie locale, protéger les consommateurs et maintenir le prix de la vie à l'abri de la spéculation ; le droit sur le blé a été maintenu à 8 % et sur les bestiaux à 10 %.

Nous avons également recherché l'accroissement des revenus de l'Etat, en augmentant le taux sur les articles de luxe, et autres similaires, susceptibles de produire une augmentation des contributions. Exemple : les spiritueux sont frappés de 25 à 30 %, les parfums de 25 %, les soieries de 18 %, le sucre de 20 et 25 %, le café et le thé de 20 %, les automobiles, instruments de musique 15 %, les cigarettes et le tabac travaillé ont été frappés d'une livre égyptienne à 1 1/2, d'augmentation par 500 grammes.

En résumé, les nouveaux taux n'ont rien de prohibitif, ainsi que les droits sur les produits alimentaires et autres.

L'économie du nouveau tarif douanier est toute entière dans le savant résumé du sous-secrétaire d'Etat, S.E. Ahmed-Abdel-Wahab Bey, président du Comité du Tarif douanier.

« En élaborant son projet, le Comité avait en vue que le tarif devait réaliser les buts suivants :

1° Accroître les ressources budgétaires de l'Etat à condition que cet accroissement soit facile à supporter ; c'est pourquoi le Comité n'a pas été très loin dans le relèvement des droits, ni non plus dans leur réduction. Ainsi le maximum de droits ne dépasse pas 30 % de la valeur ; sauf dans deux cas, le droit minimum n'est pas au-dessous de 4 %.

2° Protéger les industries locales. Pour arriver à ce but, il incombait au Comité d'examiner toutes les importations, afin de déterminer les articles pouvant être considérés comme étant de matière première nécessaire à l'industrie, en vue de réduire les droits. Il avait également à établir une discrimination entre les articles ayant fait l'objet d'une fabrication complète, ceux qui sont à moitié fabriqués et ceux qui n'ont subi aucune transformation, en vue de mettre les droits en harmonie avec le degré de fabrication, de façon à faciliter les moyens de fabrication dans le pays. Il avait aussi à spécifier les machines et outils nécessaires aux industries existantes, ainsi qu'à celles qui pourraient être créées, afin de ne pas assujettir à un droit exagéré ces machines et outils. Au surplus, il était du devoir du Comité de proposer des droits relativement élevés sur les articles produits ou susceptibles d'être produits dans le pays.

3° Fournir une certaine aide à l'agriculture par la réduction d'une part des droits sur les articles qui lui sont nécessaires, tels qu'engrais, machines, instruments aratoires, et d'autre part par la majoration des droits sur des articles similaires à ceux produits dans le pays.

4° Etablir des droits modérés sur les articles consommés par la grande majorité de la population et pouvant être considérés comme des articles de première nécessité.

5° Prendre par exemple sur les autres pays en relevant les droits sur les articles de luxe, consommés par la classe aisée. Il est toutefois à signaler que le Comité, en vue d'éviter un changement par trop brusque, n'a pas cru devoir atteindre à cet égard la limite à laquelle sont arrivés la plupart de ces pays ;

6° Encourager l'exportation en exemptant tous les articles produits localement — exception faite, toutefois, pour certains articles déterminés — des droits d'exportation et de quai ;

7° Prendre en considération les évolutions susceptibles de se produire éventuellement, dans les domaines industriels et agricoles, ainsi que de ce qui pourrait advenir d'intensification, dans la production locale, comme résultante de la mise en vigueur du nouveau tarif ;

8° Empêcher, autant que possible, que la mise en vigueur du nouveau tarif ne provoque un renchérissement du coût de la vie, augmentant sensiblement les charges de la population, surtout celles de la classe pauvre. Il est à remarquer, à ce sujet, que les précautions prises par le Comité ne suffisent pas par elles-mêmes pour réaliser ce but.

Eu égard à ce qui précède, les plus importantes modifications introduites dans le projet préparé par MM. les Experts se limitent à ce qui suit :

1° Substitution aux droits spécifiques d'un droit *ad valorem* sur un grand nombre d'articles.

2° Majoration des droits proposés par les experts, relativement à certains articles, pour les raisons suivantes :

a) Soit que ces articles constituent de façon évidente les articles de luxe et que le Comité a estimé insuffisant le droit proposé ;

b) Soit qu'ils sont similaires à ceux produits localement et qu'il y a lieu de protéger la production locale, agricole ou industrielle, point dont MM. les Experts n'avaient pas tenu

suffisamment compte ou auquel ils n'ont pas attaché la même importance que le Comité ;

c) Soit qu'ils rentrent dans la catégorie d'articles considérés dans les autres pays comme constituant une source légitime de revenus pour le Trésor ;

d) Soit pour plus d'une des raisons indiquées ci-dessus.

3° Réduction des droits proposés par MM. les Experts, relativement à certains articles, pour les raisons suivantes :

a) Soit parce qu'ils sont des articles de première nécessité consommés par la majeure partie de la population ;

b) Soit parce qu'ils sont nécessaires à l'agriculture et à l'industrie ;

c) Soit pour toutes autres raisons ou plus d'une raison.

4° Exemption de certains articles du paiement du droit d'accise, que certains experts avaient proposé d'établir, exemption recommandée, en l'absence d'une production locale ou faute de justification pour l'imposition de ce droit.

5° Modification du droit d'accise imposé sur un certain nombre d'articles, soit eu égard au droit d'importation établi sur ces mêmes articles, soit pour des considérations d'ordre financier.

6° Introduction d'une légère modification dans la proposition faite par la majorité des experts au sujet des droits d'importation, modification visant à réaliser les buts principaux du tarif.

7° Etablissement des droits de quai sur une base rendant plus facile le calcul et la perception de ces droits.

8° Suppression du droit de statistique en vue d'abord d'éviter la multiplicité des droits, surtout au début de la

mise en vigueur du nouveau tarif, ensuite de prévenir les plaintes au sujet des nombreuses formalités que nécessite le dédouanement des marchandises. »

S. E. le sous-secrétaire d'Etat aux Finances reprit *chacun de ces buts et de ces moyens* et, avec une logique remarquable, en fit sortir tout son tarif.

1° Les articles pour lesquels il est proposé de substituer momentanément un tarif *ad valorem* au tarif spécifique, par exemple, le chocolat, les biscuits, les fruits conservés, les meubles, les chaussures, les ouvrages en fer et en acier, les lits, les instruments de musique... tous objets où *la variété est grande entre les qualités d'un même article*.

2° Les articles pour lesquels les droits proposés par les experts ont été majorés, par exemple les chevaux, les viandes, les sucreries, les soies, les fils de coton, les pierres précieuses, les eaux-de-vie, les vins, les champagnes, les cartes à jouer, les broderies, les allumettes, les cigarettes... *soit en vue de ménager une plus grande protection à la production locale de ces articles, soit pour renforcer l'encouragement fourni à la production, soit en vue d'intensifier la production actuelle, soit pour frapper les objets de grand luxe et encourager l'Egypte à les produire*.

3° Les articles pour lesquels les droits proposés par les experts ont été réduits, par exemple le sucre, la glucose, le mazout, les machines agricoles, les machines pour la fabrication du papier..., *tous articles nécessaires à l'industrie et à la culture*.

4° Les articles pour lesquels le Comité n'a pas cru devoir établir un droit d'accise, par exemple sur le café, le thé, les allumettes... *afin de ne pas renchérir le coût de la vie*.

5° Le but que se proposait le Parlement, le Gouvernement, le Conseil économique a été atteint, — au moins provisoirement, — car il y a beaucoup de retouches à faire que l'expérience va suggérer. Le Conseil économique l'a reconnu dans un rapport du 16 janvier 1930, tout en regrettant que l'agriculture n'ait eu aucun organisme, aucune Chambre d'agriculture pour défendre ses intérêts. Quand le Conseil économique se prononçait, le 16 janvier 1930, la rédaction du projet de loi arrêté par la Commission — dont Son Excellence Ahmed Abdel Wahab Bey était le Président — sur les données fournies par les experts douaniers, n'avait pas encore été prévue par le *Contentieux des Finances*, ni par le *Comité consultatif de législation*.

Le Conseil économique accepte pleinement le rapport de Son Excellence Ahmed Abdel Wahab Bey et félicita le distingué président pour sa compétence, le haut esprit et la grande activité apportée au travail si ingrat d'une révision générale, tant du travail des experts que des réclamations multiples que le tarif a suscitées.

Les Chambres de Commerce avaient été appelées à donner leur avis sur le nouveau tarif projeté. Le rapport de la Chambre de Commerce française est plutôt défavorable ; elle trouve que le coût de la vie s'en trouvera augmenté sans profit pour le Trésor ni pour l'industrie, embryonnaire, d'Egypte.

La Chambre de Commerce italienne relève dans beaucoup de cas des tarifs excessifs, par exemple sur les tissus de coton, les papiers et cartons, les pâtes alimentaires, les farines, beaucoup d'articles destinés à l'alimentation, la bière... ; elle reproche également au nouveau tarif de ne pas

suffisamment discriminer les différentes qualités d'un même article, tissus, batteries d'accumulateurs, bière, articles sanitaires...

La Chambre de Commerce anglaise, dès la première heure, s'est montrée intraitable. Elle envoya à Londres un messenger spécial, disant que Manchester et Liverpool allaient souffrir gravement du tarif projeté. Une campagne de presse, menée par des spéculateurs éhontés, prétendit même que l'Égypte, par suite des Capitulations, n'était pas libre de son tarif douanier.

The Egyptian Gazette, qui fut le promoteur de cette assertion, ne put, malgré l'emphase péremptoire de son langage, que reconnaître, dans un article consacré à ce sujet, la justesse et la logique du point de vue égyptien. Il écrivait notamment : « Il est admis désormais que le principe obligeant les étrangers d'acquitter les droits douaniers n'a jamais suscité aucun doute. » Par contre, sa malice semble le trahir, plus loin, quand on le voit se poser des questions comme celles-ci :

« L'Égypte a-t-elle le droit de prélever, comme elle l'entend, de nouveaux impôts ? — Pourquoi a-t-elle fixé cette réforme au 17 février 1930, et pourquoi a-t-elle ajourné par ailleurs la perception de l'impôt de police jusqu'au consentement des Puissances étrangères ? »

La Chambre de Commerce grecque regrette le maintien de trop de taxes *ad valorem* et l'élévation excessive de certains taux ; elle réclame la discrimination entre les qualités d'une même marchandise, comme le fromage, le tabac, les chapeaux de dames..., mais ce rapport est plutôt favorable ; il se termine d'ailleurs par les vœux de la Chambre de Com-

merce pour le développement et la prospérité du commerce et de l'industrie en Egypte. « En terminant, nous croyons qu'il est de notre devoir de transmettre à Votre Excellence (Ahmed Abdel Wahab Bey) nos plus vives félicitations pour l'œuvre considérable accomplie, et dont la mise au point par la pratique inaugurera une nouvelle ère de prospérité et de développement pour le commerce et l'industrie du pays. »

Ces félicitations de la Chambre grecque de Commerce traduisent la pensée profonde de S. E. Ahmed Abdel Wahab Bey : encourager l'industrie de l'Egypte.

*
**

Il n'est pas inutile d'insister sur cette préoccupation constante de S. E. Ahmed Abdel Wahab Bey, le développement de l'industrie en Egypte.

La guerre mondiale de 1914 a démontré suffisamment que l'Egypte dépend des Puissances étrangères pour une bonne part de ses besoins industriels.

C'est pour cette raison que l'élite intellectuelle a créé un courant dans l'opinion publique en faveur de la nécessité de travailler à la renaissance de l'industrie et d'encourager l'artisan dans l'Egypte toute entière.

Ce sentiment se manifesta sous trois aspects importants :

1° La constitution d'une Commission pour l'industrie et le commerce, dont la tâche était d'examiner l'état actuel du pays au point de vue commercial et industriel, et de faire un rapport à ce sujet. En 1917, elle déposa son rapport dans lequel elle proposait la création d'un service spécial

pour l'industrie et le commerce. Ce service fut créé par le Gouvernement et la tâche de la Commission prit fin par la nomination d'un certain nombre d'inspecteurs qui devaient parcourir le pays et présenter ensuite leurs rapports sur l'état de l'industrie et leurs conclusions pour son développement ou son amélioration.

2° Les efforts et l'initiative de la banque « Misr », pour aider à la fondation de nombre de sociétés industrielles, utiles et nécessaires pour le pays, afin de réaliser les buts du programme, buts énoncés dans le discours inaugural de cet établissement financier.

Cette banque s'est aperçue, en effet, dès qu'elle a pris pied sur le marché financier, que le pays avait grand besoin d'équilibrer ses forces productrices, et que seul le travail à la réalisation du développement de l'industrie peut l'aider à obtenir cet équilibre et ouvrir de larges horizons à l'activité économique et à la prospérité financière.

Elle consacre une part de ses dividendes annuels à encourager et à aider l'industrie. Grâce à ces subsides et à la souscription nationale, qui répondit à l'appel de la banque « Misr », nombre de sociétés égyptiennes anonymes et industrielles furent fondées. Ce sont : l'Imprimerie « Misr », la Société Egyptienne pour le Commerce et l'industrie du Coton, de la Papeterie..., la Société des Transports et de Navigation, la Société de production cinématographique, la Société de tissage du coton, la Société de tissage de la soie, la Société de pêche et la Société « Misr » de tissage du lin.

3° Le désir du Gouvernement d'encourager les industries en général s'est manifesté par des mesures efficaces qu'il a prises pour leur développement.

Exemple :

a) Le décret concernant les crédits accordés à l'industrie par l'intermédiaire de la banque « Misr » ;

b) La nomination de trois experts en matière douanière pour établir un régime douanier applicable à partir du 17 février 1930, et dans lequel la protection des industries locales serait particulièrement observée.

c) L'appel à quelques experts étrangers pour étudier certaines industries et établir des rapports sur les moyens de les développer, un expert en tannerie, par exemple, en teinturerie, en battage et décorticage du riz et en menuiserie, ébénisterie et commerce du meuble.

d) Le décret du Conseil des ministres pour dispenser certaines industries des droits de douane, comme la Société « Misr » pour le tissage du coton ; lorsque celle-ci importa de l'étranger les machines nécessaires à l'établissement de son usine, le Gouvernement accorda une exemption des droits de douane, puis un privilège à ses tissus, même quand ceux-ci étaient 10 % plus cher.

LES BESOINS INDUSTRIELS DE L'ÉGYPTÉ SONT TRÈS GRANDS

A l'origine, l'Égypte n'était point un pays agricole ; elle l'est devenue, elle le restera, car elle ne peut compter uniquement sur l'agriculture pour redresser son état économique, vu le nombre croissant de ses habitants et la surface habitable, limitée, par rapport à l'étendue des terrains cultivables. D'après les récentes statistiques, il ressort en effet que la densité de la population dépasse de beaucoup la production des terres cultivables. D'autre part, les récoltes semblent

diminuer en quantité, par rapport à celles des années précédentes, malgré un effort scientifique tenté pour remédier à ce déficit, en appliquant les différentes méthodes de motoculture moderne.

C'est par conséquent un devoir national que de donner à l'industriel une place importante dans l'économie du pays et d'augmenter ainsi ses ressources. L'effort de la nation ne s'appliquera plus uniquement à l'agriculture, celle-ci étant à la merci des intempéries du temps, de l'eau et de la spéculation sur les récoltes. Mais il se tournera vers l'industrie pour subvenir dans la limite de ses moyens aux besoins de la population sur une base d'entr'aide et de solidarité productive. On a prétendu depuis de longues années que l'Égypte ne pourrait jamais devenir un pays industriel ; les champions de cette thèse, pour soutenir cette affirmation, n'hésitent pas à dire que les habitants, étant agriculteurs par naissance, ne peuvent se donner à l'industrie dans un pays dépourvu de charbon.

Paroles tendancieuses et qui ne résistent pas à la critique ! Car les anciens Egyptiens ont prouvé une capacité incontestable dans le domaine industriel, technique et artistique, capacité qui ne s'est point démentie dans les différentes époques de l'histoire et qui prouvent que le peuple égyptien peut aussi bien s'adonner à l'agriculture que s'appliquer à l'industrie. Quant à l'absence de charbon, elle ne peut être en effet un obstacle.

Affirmer que l'Angleterre, la France ou tout autre pays, qui ne cultivent pas le coton, ne doivent pas avoir de filatures ou de tissages de coton parce qu'il n'est pas un produit indigène, serait un non-sens. Autant dire que la Suisse, où les

mines de charbon font défaut, doit fermer ses usines. La vérité est que les nations vivent des échanges de leurs produits et que l'effort de chacune, dans la production mondiale, complète l'effort des autres, et que sur le marché universel l'échange se produit comme une conséquence naturelle de tous ces efforts (matière première, manufacturée, brute ou confectionnée).

*
**

Nous avons vu les appréciations du nouveau tarif douanier par ses auteurs, la Commission spéciale du tarif douanier et le Conseil économique et par les Chambres de Commerce des pays qui en souffriront le plus.

Voilà quelques remarques des différentes représentations politiques étrangères sur le projet douanier :

L'Ambassade d'Allemagne ne fit pas d'objection.

L'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique ne fit pas non plus d'objection.

L'Ambassade belge préférerait continuer le système actuel, en ce qui concerne la perception des droits en nature, et remarque également que la taxe de quai est excessive.

L'Ambassade de France ne s'est pas opposée au texte de la loi sur le tarif douanier.

L'Ambassade de Hollande ne présenta aucune observation; il en fut de même du représentant commercial de la Suisse.

Le Haut-Commissaire britannique fit plusieurs remarques :

1° La taxe de quai sur les voyageurs peut agir sur le mouvement touristique dans le pays ;

2° La taxe de quai sur les marchandises est trop élevée et doit être réduite.

* * *

Quand nous aurons cité l'opinion de certain journal, nous aurons fait connaître l'état d'esprit des adversaires de l'Egypte.

Voici un article récent de la *Bourse égyptienne* :

LE NOUVEAU TARIF DOUANIER

*Plusieurs articles de première nécessité
sont frappés de majoration*

Ainsi qu'on a pu s'en rendre compte par le texte du nouveau projet de tarif douanier, dont nous avons publié quelques extraits, celui-ci n'a pas manqué de produire une énorme surprise dans les milieux commerciaux. Cependant, examinant de près le nouveau tarif douanier, on peut dire qu'il répond aux désirs du Gouvernement égyptien de protéger et développer les industries locales et, dans la mesure du possible, d'augmenter ses revenus. Toutefois, étant donné que plusieurs articles de première nécessité sont frappés de droits de douane assez élevés, on est d'avis, dans certains milieux, que, par une pression amicale des diverses Chambres de Commerce européennes, on pourrait peut-être obtenir une modification du nouveau tarif touchant certaines catégories de marchandises, préalablement à sa ratification par le prochain Parlement égyptien.

On ne peut encore dire dans quelles proportions le nouveau tarif douanier, tel qu'il se présente, affectera les diverses branches du commerce d'importation et d'exportation en Egypte, mais un de nos confrères s'est livré à une enquête à ce sujet auprès de certains négociants d'Alexandrie, enquête qui a abouti à la constatation de certains faits intéressants.

C'est d'abord le commerce du textile, où la Grande-Bretagne est particulièrement intéressée.

Sous ce chapitre, on ne peut encore rien pronostiquer de définitif pour l'instant, mais les importateurs en cotonnades, soucieux de leurs intérêts, sont d'ores et déjà en train de dresser une échelle de pourcentages portant sur les diverses catégories de tissus.

Sous ce rapport, exception faite d'une classe particulière de tissus dont l'Egypte désire assurer la fabrication à ses propres filateurs, il s'avère que les articles cotonnés, contenant 20 % ou plus de soie, ou soie artificielle, seront le plus affectés par le nouveau tarif, puisqu'ils sont imposés d'un droit de 25 % *ad valorem*.

En souffriront également dans une certaine étendue les articles en laine dont l'importation est frappée d'environ 15 % *ad valorem*, soit une majoration de 7 1/2 % sur le droit actuel.

Les droits sur les allumettes sont aussi fortement majorés, ce qui n'a pas manqué de provoquer un certain malaise dans les milieux intéressés.

En effet, alors que les droits actuels, par caisse importée, sont de P. T. 65, le nouveau tarif les élève à L. E. 12. On comprend donc que la perspective de devoir payer doré-

navant un droit de L. E. 12 par caisse d'allumettes (chaque caisse contient 100 grosses), ait jeté la consternation parmi les importateurs de cet article.

Déjà dès hier (ce qui nous paraît injuste) plusieurs grossistes en allumettes refusaient de vendre leurs stocks aux détaillants aux prix actuels, de L. E. 7 1/2 par caisse — prix établi d'après le tarif douanier en cours — exigeant d'eux de L. E. 10 par caisse. Il nous revient cependant que la société suédoise d'allumettes, la plus importante et dont les importations s'étendent à toute l'Égypte, est en train de faire de son mieux, pour établir le calme, et d'éviter au public les inconvénients d'une disette temporaire en allumettes.

Quoi qu'il en soit, il est parfaitement clair que si le Gouvernement insiste sur le maintien de ce droit prohibitif et onéreux, la boîte d'allumettes reviendra au prix payé durant la grande guerre.

Alors, conséquence naturelle, nous assisterons à la généralisation de l'emploi du briquet par les fumeurs, cet article étant passible d'un droit de 15 % *ad valorem*. Il convient de faire remarquer ici que le Gouvernement égyptien, lequel propose d'être très opposé aux monopoles en pénalisant les allumettes étrangères, dévie plutôt de ses principes, car il n'existe qu'une seule fabrique d'allumettes en Égypte à qui le nouveau tarif prohibitif profitera le plus, puisqu'il lui permettra d'exercer une sorte de monopole sur le marché.

Boissons alcoolisées

Les droits sur spiritueux ont subi, eux aussi, de grands changements, et le moins qu'on puisse dire pour le moment,

c'est que la bouteille de bière étrangère coûtera au moins une petite piastre plus cher sur le prix normal des diverses marques.

Le nouveau droit, en effet, par caisse de 100 kilogrammes, comprenant l'emballage, est de P. T. 30, et comme, d'une manière générale, les caisses de spiritueux ont un poids moyen de 75 kilogrammes, la douane prélèvera un droit de P. T. 25 par caisse, alors que d'après le tarif actuel il n'est perçu que P. T. 12.

Il est encore prématuré de dire dans quelles proportions l'industrie locale de la bière profitera du nouveau tarif, mais il est évident qu'il ne peut que lui être favorable.

En ce qui concerne le whisky, nous apprenons, suivant une déclaration faite par un des plus grands importateurs de cette boisson, que celui-ci reviendrait à un prix plutôt inférieur au taux actuel, comme de même certains autres spiritueux, tels le cognac, le zebib, le gin.

Sous ce rapport, il paraît que les droits de douane et d'acise, par caisse de spiritueux, s'élèveront à P. T. 87 au lieu de P. T. 97. Quant aux vins, les droits relatifs sont portés à 25 %, calculés sur le volume des barriques ou caisses, ce qui signifie une majoration considérable comparée au droit actuel de 10 % *ad valorem*...

Le pétrole

Les fervents du volant, lesquels attendaient, non sans une certaine appréhension, la publication du nouveau tarif, apprendront avec une bien désagréable surprise que les droits sur l'essence sont majorés d'environ 100 %, soit à P. T. 280 par tonne métrique au lieu de P. T. 150. On peut

donc s'attendre à une nouvelle augmentation du prix de la benzine, à moins naturellement que les grandes compagnies pétrolifères opérant en Egypte réussissent à obtenir une réduction sur ce chapitre avant la mise en vigueur du nouveau tarif.

En cas d'échec, on prévoit que le bidon d'essence de quatre gallons reviendrait au prix de P. T. 3 au lieu de 2 1/2. La kérosène et la paraffine sont similairement affectées, les droits sur la première étant portés à P. T. 92 par tonne métrique, au lieu de P. T. 20. Quant au mazout, il ne subit aucun changement dans les droits d'importation, étant donné que ce produit est fourni sur le marché en majeure partie par les raffineries du Suez, auxquelles le Gouvernement égyptien se propose d'accorder toute protection.

Pneus

Nos automobilistes devront bientôt veiller avec beaucoup plus de soin à l'usure de leurs pneus. En effet, les nouveaux droits qui seront appliqués aux pneus sont calculés à 25 % *ad valorem*, ce qui signifie une considérable augmentation dans le prix de détail.

Le café

Un autre article de grande consommation courante, le café, est lourdement grevé par le nouveau tarif. Les droits sur ce produit y sont portés à P. T. 200 par 100 kilogrammes, contre P. T. 80, en vertu du tarif en cours, soit une majoration de P. T. 120 pour 100 kilogrammes. A ce propos, il nous semble que les nouveaux droits frappant l'importation du café sont injustifiés, à moins, naturellement, que le Gou-

vernement égyptien n'envisage la culture de cette rubiacée, ce qui est peu probable, étant donné que le caféier ne commence à fructifier qu'au bout de trois ans. Si donc une modification n'est pas introduite, réduisant les droits prévus, il est fort probable que la consommation du café perdra beaucoup de sa vogue.

Le même journal, la *Bourse Egyptienne*, avait ouvert une enquête près des commerçants le 8 janvier 1930 :

« Le projet du nouveau tarif douanier appelé à être appliqué en Egypte, à partir du 18 février prochain, accuse une élévation pour ainsi dire générale des droits frappant à l'entrée les marchandises étrangères importées en Egypte.

« Ces élévations de droits atteignent sur certaines catégories de marchandises, dont un grand nombre de première nécessité, une proportion véritablement exorbitante. Aussi, le nouveau tarif apparaît-il beaucoup plus comme une réglementation purement fiscale destinée à arrondir les revenus de l'Etat, que comme une loi protectrice de l'industrie locale, ainsi qu'on crut le comprendre à certains moments.

« Les conséquences, qu'une pareille méthode d'imposition peut avoir, n'ont jamais pu être prévues par les économistes avec certitude : amènent-elles un surcroît de recettes au profit de l'Etat, ou bien, au contraire, la hausse des tarifs ralentissant les importations, les droits de douane se chiffrent-ils en définitive par un déficit ? L'expérience seule — et l'expérience propre à chaque pays — peut fournir sur ce

point des données précises. Mais il y a un fait qu'on peut considérer comme, dans tous les cas, acquis, c'est que la hausse des tarifs amènera une hausse du coût de la vie. Et l'on peut se demander si le moment est vraiment opportun, en Egypte, pour provoquer un tel renchérissement, alors qu'une crise profonde met le commerce en danger et exerce une influence débilite sur toutes les classes de la société.

« En ce qui concerne le nouveau tarif projeté, des critiques très variées lui sont, en outre, faites sur des points de détail. Pour éclairer l'opinion publique, de façon complète, sur la question, nous avons demandé aux principales personnalités commerciales du pays de nous confier leurs desiderata. Nous consacrerons à cette enquête une série d'articles dont le dernier servira à détacher, à la lumière des renseignements techniques fournis par nos interlocuteurs, tous les dangers que présente l'application du tarif envisagé.

« Le Gouvernement, dès février 1930, mettait en garde le Parlement « contre des inquiétudes qui ne sont que le fruit « de l'imagination », contre les manœuvres tendancieuses, dans l'ombre desquelles rôdent les bas instincts des spéculateurs à l'affût pour satisfaire leur appétit de rapine, sans foi, ce qui provoquerait une crise économique désastreuse pour l'Egypte toute entière. « Nous regrettons que le projet « en question ait fourni à ces requins du mercantilisme une « occasion de répandre sur le marché des bruits alarmants « et d'abuser ainsi de l'ignorance du public. Vous verrez « que ce projet, quelles que soient les interprétations qu'on « lui donne et les divers commentaires qu'il fait circuler, « même modifié dans ses modalités, est dans son ensemble, « et par comparaison aux autres lois similaires en vigueur

« dans les pays étrangers, très juste et plein de modération. »

Le nouveau tarif a reçu l'approbation du Sénat et de la Chambre des députés, il a été sanctionné et promulgué par le Roi, le 14 février 1930 (voir le *Journal officiel* du Gouvernement égyptien, 15 février 1930).

La loi n° 2 de 1930 décide que le tarif et les conditions d'application seront déterminés par décrets, ratifiés ensuite par le Parlement — qu'une surtaxe, égale au montant du droit de douane, sera perçue sur les marchandises originaires des pays avec lesquels l'Egypte n'aura pas conclu de convention douanière — qu'un droit compensateur pourra être établi par décret sur les marchandises importées, qui bénéficient, dans leur pays d'origine, d'une prime directe ou indirecte à l'exportation — que le Gouvernement peut modifier ces tarifs dans les cas d'urgente nécessité — qu'il est autorisé à conclure des conventions avec les Gouvernements étrangers sur la base du traitement de la nation la plus favorisée. La loi n° 2 de 1930 fixe les droits d'embarquement et de débarquement des voyageurs, les droits de quais pour les marchandises, les droits d'ardieh, de factage et de tamkin.

La loi n° 3 est relative au droit d'accise, qui sera établi par décret, sauf ratification ultérieure par le Parlement.

Viennent ensuite les décrets qui réglementent avec certains détails la perception des droits de douane et d'accise, sur la taxe au poids, brut ou net, sur les emballages, sur l'expertise, sur l'alcool. Ne sont soumis au droit d'accise en Egypte que l'alcool, la bière, les sucres, la benzine et white spirit, les huiles lubrifiantes.

Le *Journal officiel* du 15 février 1930 contient également tous les arrêtés ministériels qui réglementent l'organisation de la réforme.

On nous excusera si nous ne donnons pas ici le tableau des nouveaux droits, notre but ne pouvant être que d'indiquer l'esprit de la réforme et de montrer dans quelles voies s'engage l'Egypte vers le progrès de son industrie.

Notre but n'est également que de montrer que les impôts nouveaux, patente, chiffre d'affaires, objets de luxe, à établir à l'intérieur de l'Egypte, devront être mis d'accord avec ce tarif d'importation et d'exportation, et, comme lui, devront être modérés, mesurés, réglés sur la capacité et le rendement de chaque commerce et de chaque industrie. Cette mesure est une exigence précisément du progrès possible dans chacune de nos espèces d'industries. Et l'on a pu voir de quelle utilité auraient été de patientes enquêtes préalables comme celle dont nous avons indiqué la nécessité au chapitre précédent sur la productivité dans chaque commerce, dans chaque industrie.

Tout se tient en Egypte, comme ailleurs ; un bon régime fiscal est surtout l'effet de bonnes statistiques fiscales ; la pratique de l'impôt suppose à sa base une grande compétence et de grandes connaissances ; là-dessus les contrôleurs des contributions directes en France et les inspecteurs des Finances pourraient nous donner d'utiles leçons ; leur science étendue, à la fois générale et de détail, a toujours étonné ceux qui s'intéressent à la législation financière, en particulier à la législation fiscale.

Quand les experts voulurent modifier le tarif douanier, ils durent, pour connaître les besoins de l'industrie locale,

rendre visite aux établissements industriels, recueillir le témoignage de tous ceux qui s'intéressent au commerce et à l'industrie. S. E. Ahmed Abdel Wahab Bey, le sous-secrétaire d'Etat aux Finances, regrette, dans son rapport sur le résultat des travaux du Comité du Tarif douanier, « qu'il n'ait pas été possible aux industriels égyptiens — surtout aux petits d'entre eux — de soumettre leur cas et de présenter, de façon satisfaisante, leurs arguments avec la clarté et la précision dont firent preuve leurs confrères étrangers ».

Ceci prouve que des enquêtes doivent être faites, longtemps à l'avance, et menées lentement et patiemment.

C'est dans le même esprit que S. E. Abdel Wahab Bey propose, dans son rapport sur le tarif douanier (page 7) de créer un Comité d'études pour la tarification des sucres, Comité qui s'entourerait de tous renseignements utiles, tous ces renseignements se compléteraient et fourniraient les éléments d'un tout solide, le moment venu, l'ouvrage serait, pour ainsi dire, tout fait.

En ce qui concerne le sucre, le Comité, tout en tenant compte de la nécessité de protéger une industrie locale ayant son importance, et à laquelle se rattachent intimement les intérêts des cultivateurs de canne, est d'avis qu'il est désirable d'éviter un changement brusque, ou, en d'autres termes, de se contenter de relever les droits actuels de 8 %, de façon à les porter à un taux équivalent à 25 %, alors que l'estimation des experts atteignait presque 40 %. Le Comité a donc fixé un droit spécifique de 400 mills par 100 kilogrammes, cependant que l'évaluation de la majorité des experts était de 700 mills par 100 kilogrammes, celle du

troisième expert étant sensiblement inférieure à celle du Comité.

A la suite des discussions qu'il a eues avec le directeur général de la Société des sucreries, le Comité est sous l'impression que celle-ci pourrait formuler certaines objections au sujet de cette estimation à cause des grosses pertes qu'elle encourt actuellement. Toutefois, le Comité, tout en appréciant les explications données par le directeur général de la Société, explications visant à faire ressortir que la Société des Sucreries rencontre nombre de difficultés très sérieuses, est d'avis que, pour prendre en considération les chiffres fournis par la Société, il faut procéder à un examen approfondi, embrassant les points suivants :

1° Etude de l'état de la culture de la canne et estimation d'un rendement approprié pour cette culture.

2° Discussion contradictoire avec les fournisseurs de canne, au sujet de la situation de cette culture, et détermination des raisons qui ont poussé les cultivateurs à l'abandonner dans certaines régions.

3° Examen des données à fournir par l'administration des Douanes et le service d'Accise, pour déterminer la consommation actuelle et la consommation probable après modification des coefficients du tarif.

4° Examen des livres de la Société pour déterminer les pertes qu'elle subit actuellement.

5° Elaboration d'un programme comportant les mesures à prendre, dans les quelques années à venir, pour l'importation du supplément de sucre nécessaire à la consommation dans le pays, jusqu'au moment où il sera possible à la

Société de produire une quantité suffisante pour faire face aux besoins de la consommation.

Pour arriver à faire cet examen, il est indispensable qu'un comité soit institué, où seront représentés les ministres de l'Agriculture et des Finances, quelques-uns parmi les grands cultivateurs de canne intéressés, ainsi que la Société elle-même.

Ce Comité aura pour mission de mettre à l'étude les points que j'ai signalés, et, tant que cette étude n'est pas terminée, il est impossible, pour notre Comité, d'aller, dans la voie du relèvement des droits, au-delà de ce qu'il a établi, malgré que cela ne réponde pas aux desiderata de la société.

Néanmoins, le Comité a pressenti la société au sujet de la solution qu'elle proposerait à certaines questions énumérées ici-bas, solution qu'il importe de trouver et sans laquelle il ne serait pas dans l'intérêt du pays d'accorder une protection à l'industrie du sucre :

1° Question du prix de la canne.

Par lettre adressée au ministère des Finances, la Société a accepté qu'au cas où une production douanière ne lui serait pas accordée, les prix d'achat de la canne des fournisseurs seraient fixés annuellement par un Comité institué au ministère de l'Agriculture et où elle serait représentée.

2° Question du prix de vente.

La Société a également accepté que les prix de vente seraient fixés d'un commun accord avec le Gouvernement, au cas où le tarif serait assez élevé pour protéger l'industrie.

3° Question de la distribution.

Le Comité a approuvé la proposition qui lui a été faite

quant à la nécessité de garantir une distribution équitable entre les commerçants en gros, à des conditions déterminées, afin de mettre un terme aux plaintes formulées à ce sujet.

En demandant ces explications, le Comité a voulu s'assurer que la protection réclamée par la Société couvre, à côté de l'intérêt d'une industrie qui fait vivre un grand nombre d'ouvriers égyptiens, d'autres intérêts importants pour le pays : intérêts des cultivateurs de canne, qui, lorsqu'ils s'apercevront que cette culture est devenue rémunératrice, cesseront d'être tentés de la délaisser pour s'adonner à d'autres cultures, ainsi qu'ils l'ont précédemment fait ; intérêts des consommateurs de ne pas voir les prix atteindre un niveau constituant une lourde charge pour eux, en ce moment où la consommation du sucre s'est répandue dans toutes les classes de la société.

Il est à souhaiter que lorsque la protection de l'industrie sucrière deviendra un fait accompli, la culture de la canne se fera sur une plus grande échelle, réalisant ainsi l'un des buts importants poursuivis par ceux qu'intéresse l'économie nationale : empêcher le pays de s'adonner à la seule culture du coton.

Nous avons dit que les experts, voulant modifier le tarif douanier, durent, pour connaître les besoins de l'industrie locale, rendre visite aux établissements industriels et recueillir le témoignage de tous ceux qui s'intéressent et au commerce et à l'industrie. S. E. Ahmed Abdel Wahab Bey regrette, dans son rapport sur le résultat des travaux du Comité des tarifs douaniers, « qu'il n'ait pas été possible aux industriels égyptiens — surtout aux petits d'entre eux — de soumettre leur cas et de présenter de façon satisfaisante leurs

arguments avec la clarté et la précision dont firent preuve leurs confrères étrangers ».

Et tout cela prouve l'utilité d'enquêtes nombreuses, comme celle que nous demandons au chapitre précédent, sur la productivité moyenne de chaque industrie en Egypte.

CONCLUSION

Telle est la manière dont nous croyons que peut être résolu le problème de l'imposition du commerce et de l'industrie en Egypte ; deux impôts peuvent être établis, la patente et la taxe sur le chiffre d'affaires, les objets de luxe étant surtaxés.

Ils peuvent être établis, au point de vue intérieur, ils seront tolérés; ce sont les étrangers, d'ailleurs, qui ont refusé d'obéir à la loi sur les patentes de 1891 et non les nationaux. L'impôt sur le chiffre d'affaires dans tous les pays est bien toléré par les commerçants.

Ils peuvent être établis, au point de vue international ; la patente a déjà été autorisée à la Conférence de Londres, et le projet de loi de 1891 avait été approuvé par les puissances capitulaires.

Le chiffre d'affaires ne peut heurter des Etats, qui, tous à peu près, en font la base directe ou indirecte d'un impôt. Cependant, la difficulté existe ; il faut entamer des négociations diplomatiques, soit sur l'abrogation en bloc des Capitulations, soit sur ces deux objets spéciaux, la patente et le

chiffre d'affaires. Il paraît bien que les puissances n'opposent aucune résistance à la volonté légitime du législateur égyptien.

Les deux problèmes, celui de l'unité de juridiction et de la liberté de la législation fiscale, se ressemblent ; ils partent du même besoin, la liberté de l'Egypte chez elle ; ils se résolvent, au point de vue international, de la même manière, par des accords avec les puissances capitulaires. Et au fond, c'est toujours le même obstacle, les Capitulations. Quand donc n'en parlera-t-on plus ? Quand donc ne seront-elles plus qu'un souvenir dans l'histoire ?

L'Egypte veut ses lois et ses juges, ses lois fiscales comme ses lois civiles et pénales ; nous aurons nos lois et nos juges quand les puissances capitulaires, éprises de justice, nous reconnaîtront les droits qui sont le corollaire de notre souveraineté et de notre constitution.

L'Egypte veut aussi l'eau de son Nil et le lointain de ses frontières, que l'homme n'avait pas autrefois définies et délimitées ; ces deux rêves, nous les réaliserons quand l'amitié anglo-égyptienne portera ses fruits.

L'Egypte doit entamer avec les puissances des négociations sur tout le problème, en bloc ; comment s'expliquerait sa timidité ? L'indépendance de l'Egypte, solennellement proclamée, ne serait-elle qu'un vain mot ? Le traité de Versailles ne repose-t-il pas sur le principe des nationalités et sur leur liberté ? Les Capitulations n'ont-elles pas disparu pour toujours dans les pays qui les ont reniées, rejetées dans leurs jours de violence et de révolution, et les Etats n'ont-ils pas sanctionné purement et simplement ce reniement, cette abrogation violente dans des traités de paix ?

Et pourquoi demandons-nous la liberté fiscale ? Pour travailler au progrès de l'Egypte et à la paix du monde.

Egypte du renouveau, la fleur du printemps s'entr'ouvre sur le tombeau des Pharaons, fleur non plus de puissance et de grandeur, mais fleur plus belle d'indépendance et de liberté ?

Vu : le Président,

ALLIX.

Vu : le Doyen,

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

ANNEXE I

CAPITULATIONS OU TRAITÉS ANCIENS ET NOUVEAUX ENTRE LA
FRANCE ET LA PORTE OTTOMANE, RENOUVELÉS ET AUGMENTÉS
LE 28 MAI EN L'AN DE J.-C. 1740 ET DE L'HÉGIRE 1153 (1).

L'Empereur sultan Mahmoud, fils du sultan Moustapha,
toujours victorieux.

Voici ce qu'ordonne ce signe glorieux et impérial, conquérant du monde, cette marque noble et sublime, dont l'efficacité procède de l'assistance divine :

Moi, qui par l'excellence des faveurs infinies du Très-Haut, et par l'éminence des miracles remplis de bénédictions du chef des prophètes (à qui les saluts les plus amples, de même qu'à sa famille et à ses compagnons) suis le sultan des glorieux sultans, l'empereur des puissants empereurs, le distri-

(1) Le texte que nous reproduisons ici est de la traduction officielle faite par M. Deval, premier Drogman à la cour ottomane et secrétaire interprète du Roi, en 1761, sur l'instrument original en langue turque déposé aux archives de l'Ambassade de France à Constantinople.

buteur des couronnes aux Cosroès qui sont assis sur les trônes, l'ombre de Dieu sur la terre, le serviteur des deux illustres et nobles villes de la Mecque et de Médine, lieux augustes et sacrés où tous les musulmans adressent leurs vœux, le protecteur et maître de la sainte Jérusalem ; le souverain des trois grandes villes de Constantinople, Andrinople et Brousse, de même que de Damas, odeur de Paradis, de Tripoli en Syrie ; de l'Egypte, la rareté du siècle et renommée pour ses délices ; de toute l'Arabie ; de l'Afrique, de Barca, de Cairovan, d'Alep ; des Irak, Arab et Zdgen, de Bassora, de Lasha, de Dilem et particulièrement de Bagdad, capitale des khalifes, de Rakka, de Mossoul, de Chehrezour, de Diabeskir, d'Erzeroum, la délicieuse, de Sébaste, d'Adana, de la Caramanie, de Kars, de Tchildir, de Van ; des îles de Morée, de Candie, Chypre, Chio et Rhodes ; de la Barbarie, de l'Ethiopie, des places de guerre d'Alger, de Tripoli et de Tunis ; des îles et des côtes de la mer Blanche et de la mer Noire ; des pays d'Anatolie et des pays de Roumélie, de tout le Kurdistan, de la Grèce, de la Turcomanie ; de la Tartarie, de la Circassie, du Cabarta et de la Géorgie ; des nobles tribus des Tartares et de toutes les hordes qui en dépendent ; de Caffa et d'autres lieux circonvoisins ; de toute la Bosnie et dépendances ; de la forteresse de Belgrade, place de guerre, de la Serbie, de même que des forteresses et châteaux qui s'y trouvent ; des pays d'Albanie, de toute la Valachie, de la Moldavie, et des forts et fortins qui se trouvent dans ces cantons ; possesseur enfin de nombre de villes et forteresses, dont il est superflu de rapporter ici et de vanter les noms ; moi qui suis l'empereur, l'asile de la justice et le roi des rois, le centre de la victoire, le sultan fils de sultan, l'empereur Mahmoud, le conquérant, fils de sultan Mustafa, fils de sultan Mehemed ; moi qui, par ma puissance, origine de félicité, suis orné du titre d'empereur des deux Terres, et pour comble de la grandeur de mon khalifat, suis illustré du titre d'empereur des deux Mers.

La gloire des grands princes de la croyance de Jésus, l'élite des grands et magnifiques de la religion du Messie, l'arbitre et le médiateur des affaires et des nations chrétiennes, revêtu des vraies marques d'honneur et de dignité, rempli de grandeur, de gloire et de majesté, l'empereur de France et d'autres vastes royaumes qui en dépendent, notre très-magnifique, très honoré sincère et ancien ami Louis XV, auquel Dieu accorde tous succès et félicité, ayant envoyé à notre auguste Cour, qui est le siège du khalifat, une lettre contenant des témoignages de la plus parfaite sincérité et de la plus particulière affection, candeur et droiture, et ladite lettre étant destinée pour notre Sublime-Porte de félicité qui par la bonté infinie de l'Etre suprême, incontestablement majestueux, est l'asile des sultans les plus magnifiques et des empereurs les plus respectables, le modèle des seigneurs chrétiens, habile, prudent, estimé et honoré ministre Louis Sauveur, marquis de Villeneuve, son conseiller d'Etat actuel et son ambassadeur à notre Porte de félicité, dont la fin soit comblée de bonheur, aurait demandé la permission de présenter et de remettre ladite lettre, ce qui aurait été accordé par notre consentement impérial, conformément à l'ancien usage de notre cour, et conséquemment ledit ambassadeur ayant été admis jusques devant notre trône impérial, environné de lumière et de gloire, il y aurait remis sa lettre et aurait été témoin de notre majesté en participant à notre faveur et grâce impériale ; ensuite la traduction de sa teneur affectueuse aurait été présentée et rapportée, selon l'ancienne coutume des Ottomans, au pied de notre sublime trône, par le canal du très-honoré Elhadjy Mehemmed pacha, notre premier ministre, l'interprète absolu de nos ordonnances, l'ordonnateur des grades de notre Empire, l'instrument de la gloire de notre couronne, le canal des grâces de la majesté royale ; le très vertueux grand vizir, mon vénérable et fortuné ministre lieutenant général, dont Dieu fasse perpétuer et triompher le pouvoir et la prospérité.

Et comme les expressions de cette lettre amicale font connaître le désir et l'empressement de Sa Majesté à faire, comme ci-devant, tous honneurs et ancienne amitié jusqu'à présent maintenus depuis un temps immémorial entre nos glorieux ancêtres (sur qui soit la lumière de Dieu) et les très magnifiques empereurs de France ; et que dans ladite lettre il est question, en considération de la sincère amitié et de l'attachement particulier que la France a toujours témoigné à notre glorieux règne, de renouveler encore et éclaircir, par l'addition de quelques articles, les capitulations impériales, déjà renouvelées en l'an de l'hégire 1084, sous le règne de feu sultan Mehemed, notre auguste aïeul, noble et généreux pendant sa vie, et bienheureux à sa mort, lesquelles capitulations avaient pour but, *que les ambassadeurs, consuls, interprètes, négociants et autres sujets de la France soient protégés et maintenus en tout repos et tranquillité*, et qu'enfin il est parvenu à notre connaissance impériale qu'il a été conféré sur ces points entre ledit ambassadeur et les ministres de notre Sublime-Porte ; et les preuves convaincantes que Sa Majesté a donné de son amitié solide envers la Sublime-Porte, faisant espérer que les liens d'une pareille amitié ne peuvent que se resserrer et se fortifier de jour en jour, ces motifs nous ont inspiré des sentiments conformes à ses désirs ; et voulant procurer au commerce une activité et aux allants et venants une sûreté, qui sont les fruits que doit produire l'amitié, non seulement nous avons confirmé par les présentes dans toute leur étendue les capitulations anciennes et renouvelées, de même que les articles insérés lors de la susdite date ; mais pour procurer encore plus de repos aux négociants et de vigueur au commerce nous leur avons accordé l'exemption du droit de *mézeterie* qu'ils ont payé de tout temps, de même que plusieurs autres points concernant le commerce et la sûreté des allants et venants, lesquels ont discuté, traité et réglé en bonne et due forme dans les diverses conférences qui se sont

tenues à ce sujet entre le susdit ambassadeur muni d'un pouvoir suffisant et les personnes préposées de notre part de notre Sublime-Porte ; après l'entière conclusion de tout, mon suprême et absolu grand vizir en aurait rendu compte à notre étrier impérial, et notre volonté étant de témoigner spécialement, en cette occasion, le cas et l'estime que nous faisons de l'ancienne et constante amitié de l'empereur de France, qui vient de nous donner des marques particulières de la sincérité de son cœur, nous avons accordé notre signe impérial pour l'exécution des articles nouvellement conclus, et conséquemment les capitulations anciennes et renouvelées, ayant été transcrites et rapportées exactement, mot pour mot au commencement, et suivies des articles nouvellement réglés et accordés, ces présentes capitulations impériales auraient été remises et consignées dans l'ordre susdit, entre les mains dudit ambassadeur ; et pour l'exécution d'icelles le présent commandement impérial sera émané dans les termes suivants savoir :

ARTICLE PREMIER

L'on n'inquiétera point les Français qui vont et viendront pour visiter Jérusalem, de même que les religieux qui sont dans l'église du Saint-Sépulcre dite Kamana.

ART. 2

Les empereurs de France n'ayant eu aucun procédé qui pût porter atteinte à l'ancienne amitié qui les unit avec notre Sublime-Porte, sous le règne de feu l'empereur Sultan Selim, d'heureuse mémoire, il aurait été accordé aux Français un commandement impérial pour la levée ci-devant prohibée des cotons en laines, cotons filés et cordouans ; maintenant en considération de cette parfaite amitié, comme il a été déjà inséré dans les capitulations, que personne ne puisse les

empêcher d'acheter des cires et des cuirs, dont la sortie était défendue du temps de nos magnifiques aïeux, ce privilège leur est confirmé comme par le passé.

ART. 3

Et comme par ci-devant, les marchands et autres Français n'ont point payé de droits sur les piastres qu'ils ont apportées de leur pays dans nos Etats, on n'en exigera pas non plus présentement et nos trésoriers et officiers de la Monnaie ne les inquiéteront point, sous prétexte de fabriquer des monnaies du pays avec leurs piastres.

ART. 4

Si des marchands français étaient embarqués sur un bâtiment ennemi pour trafiquer (comme il serait contraire aux lois de les dépouiller et de les faire esclaves parce qu'ils se seraient trouvés sur un navire ennemi), l'on ne pourra, sous ce prétexte, confisquer leurs biens, ni faire esclave leur personne, pourvu qu'ils ne soient pas en acte d'hostilité sur un bâtiment corsaire et qu'ils soient dans leur état de marchand.

ART. 5

Si un Français, ayant chargé des provisions de bouche en pays ennemi, sur son propre vaisseau, pour les transporter en pays ennemi, était rencontré par des bâtiments musulmans, on ne pourra prendre le vaisseau ni faire esclave les personnes sous prétexte qu'ils transportent des provisions à l'ennemi.

ART. 6

Si quelque'un de nos sujets emportait des provisions de bouche, chargées dans les Etats musulmans, et qu'il fut pris

en chemin, les Français qui se trouveraient à la solde dans le vaisseau ne seront point fait esclaves.

ART. 7

Lorsque les Français auront acheté, de plein gré, des provisions de bouche des navires turcs, et qu'ils seront rencontrés par nos vaisseaux, tandis qu'ils s'en vont dans leur pays, et non en pays ennemis, ces vaisseaux français ne pourront être confisqués, ni ceux qui seront dedans faits esclaves, et s'il se trouve quelque Français pris de cette manière, il sera élargi et ses effets restitués.

ART. 8

Les marchandises qui, sous le bon plaisir de l'empereur de France, seront apportées de ses Etats dans les nôtres par leurs marchands, de même que celles qu'ils emporteront, seront estimées au même prix qui se percevra de la même façon, sans qu'il soit fait aucune augmentation sur l'estime des dites marchandises.

ART. 9

On n'exigera la douane que des marchandises débarquées pour être vendues et non de celles qu'on voudra transporter dans d'autres échelles, à quoi il ne sera mis aucun empêchement.

ART. 10

On n'exigera d'eux ni le nouvel impôt de kassabié, ni reftnni badj, ni yassah, kouly et pas plus de 300 astres pour le droit de bon voyage dit selamelik resmy.

ART. 11

Quoique les corsaires d'Alger soient traités favorablement lorsqu'ils abordent dans les ports de France, où on leur donne de la poudre, du plomb, des voiles et autres agrès, néanmoins, ils ne laissent pas de faire esclaves les Français qu'ils rencontrent et de piller le bien des marchands, ce qui leur a été plusieurs fois défendu sous le règne de notre aïeul, de glorieuse mémoire, ils ne se seraient point amendés ; bien loin de donner mon consentement impérial à une pareille conduite, nous voulons que s'il se trouve quelques Français esclaves de cette façon, ils soient remis en liberté et que leurs effets leur soient entièrement restitués, et si, dans la suite, ces corsaires persistent dans leur désobéissance, sur les informations par lettre qui nous en seront données par Sa Majesté, le beglerbey qui se trouvera en place sera dépossédé et l'on fera dédommager les Français des agrès dont ils auront été déprédés. Et comme, jusqu'à présent, ils ne se sont pas beaucoup soucié des défenses réitérées qui leur ont été faites à ce sujet, en cas que dorénavant ils n'agissent pas conformément à notre ordre impérial, l'empereur de France ne les souffrira point sous ses forteresses, leur refusera l'entrée de ses ports, et les moyens qu'il prendra pour réprimer leur brigandage ne donneront aucune atteinte à notre traité, conformément au commandement impérial émané de nos ancêtres, dont nous confirmons ici la teneur, promettant encore d'agréer les plaintes, de même que les bons témoignages de Sa Majesté sur cette matière.

ART. 12

Nos augustes aïeux, de glorieuse mémoire, ayant accordé des commandements pour pêcher le corail et du poisson dans le golfe d'Usturgha, dépendant d'Alger et de Tunis, nous leur permettons pareillement de pêcher le corail et du pois-

son dans lesdits endroits, suivant l'ancienne coutume, et on ne les laissera inquiéter sur ce sujet par personne.

ART. 13

Leurs interprètes qui sont au service de leurs ambassadeurs seront exempts du tribut dit Karatch, du droit de kasabié et des autres impôts arbitraires dits tekrahi-urfié.

ART. 14

Les marchands français qui auront chargé des effets sur leurs bâtimens et ceux de nos sujets qui trafiqueront avec leurs navires en pays ennemis payeront exactement aux ambassadeurs et aux consuls le droit de consulat et leurs autres droits, sans opposition ni contravention quelconque.

ART. 15

S'il arrivait quelque meurtre ou quelque désordre entre les Français, leur ambassadeur et leurs consuls décideront selon les us et coutumes sans qu'aucun de nos officiers puisse les inquiéter à cet égard.

ART. 16

En cas que quelque personne intente un procès aux consuls établis pour les affaires de leurs marchands, ils ne pourront être mis en prison, ni leur maison scellée, et leur cause sera écoutée à notre Sublime-Porte de félicité ; et si l'on produisait des commandemens antérieurs ou postérieurs contraires à ces articles, ils seront de nulle valeur et il sera fait en conformité des capitulations impériales.

ART. 17

En outre que la famille des empereurs de France est en possession des rênes de l'autorité souveraine avant les rois

et les princes les plus renommés parmi les nations chrétiennes, comme depuis le temps de nos augustes pères et de nos glorieux ancêtres elle a conservé avec notre Sublime-Porte une amitié plus constante et plus sincère que tous les autres rois, sans que depuis il ne soit rien survenu entre nous de contraire à la foi des traités et qu'elle a témoigné à cet égard toute la constance et la fermeté possibles, nous voulons que lorsque les ambassadeurs de France, résidant à notre Porte de félicité, viendront à notre suprême divan, et qu'ils iront chez nos vizirs et très honorés conseillers, ils aient suivant l'ancienne coutume le pas et la préséance sur les ambassadeurs d'Espagne et des autres rois.

ART. 18

On n'exigera d'eux ni douane ni droit de badj sur ce qu'ils feront venir à leurs dépens pour leurs présents et habillements et pour leurs besoins et provisions de boire et de manger ; et les consuls de France qui sont dans les villes de commerce auront pareillement la préséance sur les consuls d'Espagne et des autres rois, ainsi qu'il se pratique à notre Porte de félicité.

ART. 19

Comme tous les Français qui commercent en tout temps avec leurs biens, effets et navires dans les échelles et dans les ports de nos Etats, y vont et viennent sur la bonne foi et l'assurance de la paix ; et lorsque leurs bâtimens seront exposés aux accidents de la mer et qu'ils auront besoin de secours, nous ordonnons que nos vaisseaux de guerre et autres qui se trouveront à portée aient à leur donner toute l'assistance nécessaire et que les commandants, chefs, capitaines et lieutenants ne manquent pas envers eux aux moindres égards, donnant tous leurs soins et leur attention à ne faire fournir, pour leur argent, les provisions dont

ils auront besoin ; et si, par la violence du vent, la mer jetait à terre leurs bâtimens, les gouverneurs, juges ou autres personnes les secourront, et tous les effets et marchandises sauvés du naufrage leur seront restitués sans difficulté.

ART. 20

Nous voulons que les Français, marchands, drogmans et autres, pourvu qu'ils soient dans les bornes de leur Etat, aillent et viennent librement par mer et par terre pour acheter et commercer dans nos Etats ; et qu'après avoir payé les droits d'usage et de consulat, selon qu'il s'est toujours pratiqué, ils ne puissent être inquiétés ni molestés en allant et venant par nos amiraux, capitaines de nos bâtimens et autres, non plus que par nos troupes.

ART. 21

On ne pourra forcer les marchands français à prendre contre leur gré certaines marchandises et ils ne seront pas inquiétés à cet égard.

ART. 22

Si quelques Français se trouvent endettés, on attaquera le débiteur et l'on ne pourra rechercher ni prendre à partie aucun autre, à moins qu'il ne soit sa caution. Si un Français vient à mourir, ses biens et effets, sans que personne puisse s'y ingérer, seront remis à ses exécuteurs testamentaires, et, s'il meurt sans testament, ses biens et effets seront donnés à ses compatriotes par l'entremise de leur consul, sans que les officiers du fisc et du droit d'aubaine, comme beitulmadgy et cassam, puissent les inquiéter.

ART. 23

Les marchands, les drogmans et les consuls français, dans leurs achats, ventes, commerce, cautionnements et autres

affaires de justice, se rendront chez le cadi où ils feront dresser acte de leurs accords et le feront enregistrer, afin que si, dans la suite, il survenait quelque différend, on ait recours à l'acte et aux registres et qu'on juge en conformité ; et si, sans s'être muni de l'une ou de l'autre de ces formalités, l'on veut intenter quelque procès contre les règles de la justice en ne produisant que de faux témoins, on ne permettra point de pareilles supercheries, et leur demande contraire à la justice ne sera pas écoutée ; et si, par pure avidité, quelqu'un accusait un Français de lui avoir dit des injures, on empêchera que le Français ne soit inquiété contre les lois de la justice, et si un Français venait à s'absenter pour cause de dette ou de quelque fait, on ne pourra saisir ni liquider à ce sujet aucun autre Français qui serait innocent et qui n'aurait point été sa caution.

ART. 24

S'il se trouve dans nos Etats quelque esclave dépendant de la France et qu'il soit réclamé par la France, par ses ambassadeurs ou consuls, il sera amené avec son maître où son procureur à ma Porte de félicité pour que l'affaire soit décidée. Ceci n'exigera point de kharatch ou tribut des Français établis dans mes Etats.

ART. 25

Lorsqu'ils enverront de leurs gens capables pour remplacer leurs consuls établis à Alexandrie, à Tripoli de Syrie et dans les autres échelles, personne de s'y opposera et ils seront exempts d'impôts arbitraires dit tekialif-urbé.

ART. 26

Si quelqu'un avait un différend avec un marchand français, et qu'ils se portassent chez le cadi, ce juge n'écouterà

point leur procès si le drogman français ne se trouve présent et si cet interprète est occupé pour lors à quelque affaire pressante, on différera jusqu'à ce qu'il vienne, mais aussi les Français s'empresseront de le représenter sans abuser du prétexte de l'absence de leur drogman. Et s'il arrive quelque contestation entre les Français, les ambassadeurs et les consuls en prendront connaissance et en décideront selon leurs us et coutumes sans que personne ne puisse s'y opposer.

ART. 27

Il est d'un usage ancien que les bâtimens français qui partaient de Constantinople, après y avoir été visités, l'étaient encore aux châteaux des Dardanelles, après quoi on leur permettait de partir ; on a introduit depuis, contre l'ancienne coutume, une autre visite à Gallipoli ; dorénavant, conformément à l'ancien usage, ils poursuivront leur route après qu'on les aura visités aux Dardanelles.

ART. 28

Quand nos vaisseaux, nos galères et nos armées navales se rencontreront en mer avec les vaisseaux français, ils ne feront aucun dommage, mais, au contraire, ils se donneront toutes sortes de témoignages d'amitié ; et si, de leur plein gré, ils ne se font aucun présent, on ne les inquiétera point et on ne leur prendra par force ni agrès, ni hardes, ni jeunes garçons, ni aucune chose qui leur appartienne.

ART. 29

Nous confirmons pour les Français tout ce qui est contenu dans les capitulations impériales accordées aux Vénitiens ; et défendons à toutes sortes de personnes de s'occuper par aucun empêchement, contestation ou chicane, au cours de la justice ou à l'exécution de mes capitulations impériales.

ART. 30

Nous voulons que les navires et autres bâtimens français qui viendront dans nos Etats y soient bien gardés et soutenus et qu'ils puissent s'en retourner en toute sûreté ; et si l'on pillait quelque chose de leurs hardes et de leurs effets, non seulement on se donnera toutes sortes de mouvemens pour le recouvrement, tant des biens que des hommes, mais même on punira les malfaiteurs quels qu'ils puissent être.

ART. 31

Commandons à nos gouverneurs, amiraux, vice-rois, cadis, douaniers, capitaines de nos navires, et généralement tous autres habitants de nos Etats, d'exécuter ponctuellement tout ce qui est contenu dans cette capitulation impériale, symbole de la justice, sans y apporter la moindre observation et la moindre contravention ; de sorte que si quelqu'un ose s'opposer et s'opiniâtrer contre l'exécution de mon commandement impérial, nous voulons qu'il soit regardé comme criminel et rebelle, et que comme tel il soit châtié, sans aucune rémission et délai pour servir d'exemple aux gens. Enfin, notre volonté est qu'on ne se permette jamais rien de contraire à la bonne foi et aux accords conclus par les capitulations accordées sous les augustes règnes de nos magnifiques aïeux, de glorieuse mémoire.

ART. 32

Comme les nations ennemies qui n'ont point d'ambassadeurs accrédités à ma Porte de félicité allaient et venaient ci-devant dans nos Etats, sous la bannière de l'Empereur de France, soit pour commerce, soit pour pèlerinage, suivant la permission impériale qu'ils en avaient eue sous le règne de nos aïeux de glorieuse mémoire, de même qu'il est aussi porté par les anciennes capitulations accordées aux Français ; et comme ensuite, pour certaines raisons, l'en-

trée de nos Etats avait été absolument prohibée à ces mêmes nations, et qu'elles avaient été même retranchées desdites capitulations, néanmoins l'Empereur de France ayant témoigné par une lettre qu'il a envoyée à notre Porte de félicité qu'il désirait que les nations ennemies auxquelles il était défendu de commercer dans nos Etats eussent la liberté d'aller et venir à Jérusalem, de même qu'elles avaient coutume d'y aller et venir, sans être aucunement inquiétées ; et que si par la suite il leur était permis d'aller et venir trafiquer dans nos Etats, ce fut encore sous la bannière de France, comme par ci-devant, la demande de l'empereur de France aurait été agréée en considération de l'ancienne amitié qui, depuis nos glorieux ancêtres, subsiste de père en fils entre Sa Majesté et ma Sublime-Porte, et il serait émané un commandement impérial dont la teneur suit : Que les nations chrétiennes et ennemies qui sont en paix avec l'empereur de France et qui désireront visiter Jérusalem puissent y aller et venir dans les bornes de leur état en la manière accoutumée, en toute liberté et sûreté, sans que personne ne leur cause aucun empêchement ni trouble, et si, dans la suite, il convient de faire accorder aux dites nations la liberté de commercer dans nos Etats, elles iront et viendront pour lors sous la bannière de l'empereur de France, comme auparavant, sans qu'il leur soit permis de venir sous aucune autre bannière.

Les anciennes capitulations impériales qui sont entre les mains des Français depuis les règnes de mes magnifiques aïeux jusqu'aujourd'hui, et qui viennent d'être rappelées en détail ci-dessus, ayant été maintenant renouvelées avec addition de quelques nouveaux articles, conformément au commandement impérial, émané en vertu de mon katt-cherif, le premier de ces articles porte que les évêques indépendants de la France, et les autres religieux qui professent la religion franque, de quelque nation ou espèce qu'ils soient, lorsqu'ils se tiendront dans les bornes de leur état, ne seront point

troublés dans l'exercice de leurs fonctions, dans les endroits de notre Empire où ils sont depuis longtemps.

ART. 33

Les religieux francs qui, suivant l'ancienne coutume, sont établis dedans et en dehors de la ville de Jérusalem, dans l'église du Saint-Sépulcre, appelée Kamana, ne seront point inquiétés pour les lieux de visitation qu'ils habitent et qui sont entre leurs mains, lesquels resteront encore entre leurs mains comme par ci-devant, sans qu'ils puissent être inquiétés à cet égard, non plus que par des prétentions d'impositions, et s'il leur survenait quelque procès qui ne pût être décidé dans les lieux, il sera renvoyé à ma Sublime Porte.

ART. 34

Les Français ou ceux qui dépendent d'eux, de quelque nation ou qualité qu'ils soient, qui iront à Jérusalem, ne seront point inquiétés ni en allant ni en revenant.

ART. 35

Les deux ordres de religieux français qui sont à Galata, savoir les Jésuites et les Capucins, y ayant deux églises, qu'ils ont entre leurs mains, *ab antiquo*, resteront encore entre leurs mains et ils en auront la possession et la jouissance ; et, comme l'une de ces églises a été brûlée, elle sera rebâtie avec la permission de justice et elle restera comme ci-devant entre les mains des Capucins, sans qu'ils puissent être inquiétés à cet égard. On n'inquiétera pas non plus les églises que la nation française a à Smyrne, à Seude, à Alexandrie et dans les autres échelles, et l'on n'exigera d'eux aucun argent sous ce prétexte.

ART. 36

On n'inquiétera pas les Français quand, dans les bornes de leur état, ils liront l'Évangile dans leur hôpital de Galata.

ART. 37

Quoique les marchands français aient, de tout temps, payé cinq pour cent de douane sur les marchandises qu'ils apportaient dans nos États et qu'ils en emportaient, comme ils ont prié de réduire les droits à 3 % en considération de l'ancienne amitié qu'ils ont avec notre Sublime-Porte, et de le faire insérer dans ces nouvelles capitulations, nous aurions agréé leur demande, et nous ordonnons qu'en conformité on ne puisse exiger d'eux plus de 3 % ; et lorsqu'ils payeront leur douane, on la recevra en monnaie courante dans nos États pour la même valeur qu'elle y est reçue au trésor inépuisable, sans pouvoir être inquiétés sur la plus ou moins value d'icelle.

ART. 38

Les Portugais, Siciliens, Catalans, Messinois, Anconois et autres nations ennemies qui n'ont ni ambassadeurs, ni consuls ni agents à ma Sublime-Porte et qui de leur plein gré, comme ils le faisaient anciennement, viendront dans nos États sous la bannière de l'empereur de France, payeront la douane comme les Français, sans que personne puisse les inquiéter, pourvu qu'ils se tiennent dans les bornes de leur état, et qu'ils ne commettent rien de contraire à la paix et à la bonne intelligence.

ART. 39

Les Français paieront le droit de mészeterie sur le pied que le paient les marchands anglais ; et les receveurs de ce droit qui seront à Constantinople et à Galata ne pourront les

molester pour en exiger davantage. Et si les receveurs de la douane, pour augmenter leurs droits, veulent estimer les marchandises à plus haut prix, ils ne pourront refuser de la même marchandise au lieu d'argent, et quand ils auront été payés de la douane sur les soies et les indiennes, ils ne pourront l'exiger une seconde fois, et lorsque les douaniers auront reçu leur douane, ils en donneront l'acquit et n'empêcheront point les Français de porter leurs marchandises dans une échelle où l'on ne pourra non plus les inquiéter par la prétention d'une seconde douane.

ART. 40

Les consuls de France et ceux qui en dépendent, comme religieux, marchands et interprètes pourront faire du vin dans leurs maisons, en faire venir de dehors pour leur provision ordinaire sans qu'on puisse les inquiéter à ce sujet.

ART. 41

Les procès excédant 4.000 astres seront écoutés à mon divan impérial et nulle part ailleurs.

ART. 42

S'il arrivait quelque meurtre dans les endroits où il y a des Français, tant qu'il ne serait point donné de preuves contre eux, on ne pourra les inquiéter ni leur imposer aucune amende, dite gérimé.

ART. 43

Les privilèges ou immunités accordées aux Français auront lieu pour les interprètes qui sont au service de leurs ambassadeurs. Non seulement j'accepte et confirme les présentes capitulations anciennes ou renouvelées, ainsi qu'il a été rapporté ci-dessous, sous le règne de mon auguste aïeul, de

glorieuse mémoire, mais encore les articles demandés et nouvellement réglés et accordés ont été joints à ces anciennes capitulations dans la forme et teneur ci-après, savoir :

ART. 44

Outre le pas et la préséance portés par le sens des précédents articles en faveur des ambassadeurs et des consuls du très magnifique empereur de France, comme le titre d'empereur a été attribué *ab antiquo* par ma Sublime Porte à Sa Majesté, ses ambassadeurs et ses consuls seront aussi traités et considérés par ma Porte de félicité avec les honneurs convenables à ce titre.

ART. 45

Les ambassadeurs du très magnifique empereur de France, de même que ses consuls, se serviront de tels drogmans qu'ils voudront et emploieront tels janissaires qu'il leur plaira, sans que personne puisse les obliger de se servir de ceux qui ne leur conviendraient pas.

ART. 46

Les drogmans véritablement français étant les représentants des ambassadeurs et des consuls, lorsqu'ils interpréteront au juste leur commission et qu'ils s'acquitteront de leurs fonctions, ils ne pourront ni être réprimandés, ni être emprisonnés, et s'ils viennent à manquer en quelque chose, ils seront corrigés par leurs ambassadeurs ou leurs consuls, sans que personne autre puisse les molester.

ART. 47

Des domestiques ou sujets (Raïas) de ma Sublime-Porte qui sont au service de l'ambassadeur, dans son palais, quinze seulement seront exempts des impositions et ne seront point inquiétés à ce sujet.

ART. 48

Ceux qui sont sous la domination de ma Sublime-Porte, musulmans ou raïas, quels qu'ils soient, ne pourront forcer les consuls de France, véritablement Français, à comparaître personnellement en justice, lorsqu'ils auront des drogmans; et, en cas de besoin, ces musulmans ou raïas plaideront avec les drogmans qui auront été commis à cet effet par leurs consuls.

ART. 49

Les pacha, cadî et autres commandants ne pourront empêcher les consuls, ni leurs substituts par commandement, d'arborer leur pavillon, suivant l'étiquette, dans les endroits où ils ont coutume d'habiter depuis longtemps.

ART. 50

Il sera permis d'employer, pour la sûreté des maisons des consuls, tels janissaires qu'ils demanderont, et ces sortes de janissaires seront protégés par les odabachis et par les autres officiers sans que pour cela on puisse exiger desdits janissaires aucun droit ni reconnaissance.

ART. 51

Lorsque les consuls, les drogmans et autres dépendants de la France feront venir du vin dans les maisons qu'ils habitent, ou qu'il leur viendra du vin pour leur provision, nous voulons que, tant à l'entrée que lors du transport, les janissaires, aga, bostandgy-bachy, topehybachy, vaïvodes et autres officiers ne puissent demander aucun droit ni donation et qu'on se conforme à cet égard au contenu des commandements qui ont été donnés à ce sujet par les empereurs nos prédécesseurs et qu'on a été dans l'usage de donner jusqu'à présent.

ART. 52

S'il arrive que les consuls et les négociants français aient quelques contestations avec les consuls et les négociants d'une autre nation chrétienne, il leur sera permis, du consentement et à la réquisition des parties, de se pourvoir devant leurs ambassadeurs qui résident à ma Sublime-Porte ; et tant que le demandeur et le défendeur ne consentiront pas à porter ces sortes de procès par devant le pacha, cadi, officiers ou douaniers, ceux-ci ne pourront pas les y forcer, ni prétendre en prendre connaissance.

ART. 53

Lorsque quelque marchand français ou dépendant de la France fera une banqueroute avérée et manifeste, ses créanciers seront payés sur ce qui restera de ses effets et pourvu qu'ils ne soient pas munis de quelque titre valable de cautionnement, soit de l'ambassadeur, des consuls, des drogmans ou de quelque autre Français ; on ne pourra rechercher à ce sujet lesdits ambassadeurs, consuls, des drogmans ou de quelque autre Français, on ne pourra rechercher à ce sujet lesdits ambassadeurs, consuls, drogmans ou autres Français et l'on ne pourra les arrêter en prétendant les en rendre responsables.

ART. 54

Lorsque les corsaires et autres ennemis de ma Sublime-Porte auront commis quelque déprédation sur les côtes de notre Empire, les consuls et négociants français ne seront point inquiétés ni molestés, conformément au contenu des commandements ci-devant accordés, et, comme pour la sûreté, réciproque, il est nécessaire que les scélérats appelés forbans, afin qu'il soient tous connus dorénavant, lorsque les bâtiments barbaresques ou autres corsaires viendront dans les échelles de notre Empire, nos commandants ou

autres officiers examineront leurs passeports avec attention, et les commandements ci-devant accordés à ce sujet seront exécutés comme par le passé ; à condition néanmoins que les consuls français examineront avec soin et feront savoir si les bâtimens qui viendront dans nos ports avec le pavillon de France sont véritablement français ; et après les perquisitions dûment faites, de la manière ci-dessus spécifiée, tant nos officiers que les consuls de France s'en donneront réciproquement des avis de bouche et même par écrit, si le cas requiert pour la sûreté réciproque des parties.

ART. 55

La Cour de France étant depuis un temps immémorial en amitié et en bonne intelligence avec ma Sublime-Porte, et le très magnifique empereur de France, de même que sa Cour, ayant particulièrement donné ses soins dans les traités de paix qui sont survenus depuis peu, il a paru que quelque faveur dans certaines affaires de convenance était un moyen de fortifier l'amitié et un sujet d'en multiplier de plus en plus les témoignages ; c'est pourquoi nous voulons que dorénavant les marchandises qui seront embarquées dans les ports de France et qui viendront à notre capitale chargés sur des bâtimens véritablement français, pour être portées en France, après qu'elles auront payé le droit de douane et celui de bon voyage, dit selametlik-resmy, conformément aux capitulations antérieures, lorsque les Français négocieront ces sortes de marchandises avec quelqu'un, l'on ne puisse exiger d'eux, sous quelque prétexte que ce soit, le droit de mézeterie, dont l'exemption leur est pleinement accordée pour l'article de la mézeterie seulement.

ART. 56

Comme il a été accordé aux marchands français et aux dépendants de la France de ne payer que 3 % de douane sur

les marchandises qu'ils apporteront de leur propre pays dans les Etats de notre domination, non plus que sur celles qu'ils emportent d'ici, dans leur pays, quoique dans les précédentes capitulations on n'ait compris que les cotons de laine, cotons filés, maroquins, cires, cuirs et soieries, nous voulons qu'indépendamment de ces marchandises, ils puissent, en payant la douane, suivant les capitulations impériales, charger sans opposition toutes celles qu'ils ont coutume de charger pour leurs pays, et qui pour cet effet seront spécifiées dans le tarif bullé du douanier, à l'exception toutefois de celles qui sont prohibées.

ART. 57

Les marchands français, après avoir payé la douane aux douaniers à raison de 3 %, conformément aux capitulations, et après en avoir pris, suivant l'usage, l'acquit dit *edateskessy*, lorsqu'ils le produiront, il y sera fait honneur, et l'on ne pourra leur demander une seconde douane. Et attendu qu'il nous aurait été représenté que certains douaniers, portés par leur esprit d'avidité, n'exigent en apparence que 3 % tandis qu'ils en perçoivent réellement davantage, et que par la différence qui existe entre l'appréciation des marchandises, il se trouve que sur les diverses qualités de drap insérées dans le tarif de la douane de Constantinople, de même que dans les tarifs de quelques échelles, et notamment dans celle d'Alep, la douane excède les 3 % ; pour faire cesser toute discussion à cet égard, il sera permis de redresser les tarifs, de façon que la douane des draps que l'on apportera à l'avenir ne puisse excéder les 3 % conformément aux capitulations impériales, et lorsqu'ils voudront vendre les marchandises qu'ils auront apportées à tels de nos sujets marchands de notre Empire qu'ils jugeront à propos, personne autre ne pourra les inquiéter ni quereller sous prétexte de vouloir les acheter de préférence.

ART. 58

Lorsque les fess ou bonnets que les négociants français apportent de France ou de Tunis arrivent à Smyrne, le douanier de la douane des fruits de Smyrne forme toujours des contestations à ce sujet, prétendant que c'est lui qui est l'exacteur de la douane des fess ; étant donc nécessaire de mettre cet article dans une bonne forme, nous voulons qu'à l'avenir le douanier ne puisse exiger la douane des fess que les négociants français apporteront, lorsqu'ils ne se vendront pas à Smyrne ; et en cas qu'ils s'y vendissent, le droit de douane sur ces bonnets sera, selon l'usage, exigé par ledit douanier, et s'ils viennent à Constantinople, le droit de douane ne sera pas payé, selon l'usage, au grand douanier.

ART. 59

Si les marchands français veulent porter en temps des marchandises non prohibées dans les Etats de mon Empire par terre ou par mer, de même que par les rivières du Danube et du Tanaïs dans les Etats de Moscovie, Russie et autres pays en apporter dans mes Etats dès qu'ils auront payé la douane et les autres droits, quels qu'ils soient, comme le le payent les autres nations franques, lorsqu'ils feront ce commerce, il ne leur sera fait sans raison aucune opposition.

ART. 60

Ayant été représenté que certains envieux et vindicatifs voulaient molester les négociants français contre les capitulations, et ne pouvant pas exécuter leurs desseins, ils attaquent de temps en temps sans raison et inquiètent leurs censeaux pour troubler le commerce desdits négociants, nous voulons qu'à partir de l'avenir ces censeaux qui vont et qui viennent parmi les marchands pour les affaires desdits marchands, ne soient inquiétés en aucune façon, et que quelques nations dont ils sont redevables les censeaux dont il se servent,

on ne puisse leur faire violence ni les empêcher de servir ? certains de la nation juivés et autres prétendent d'hériter de l'emploi de censal, les marchands français se serviront de telles personnes qu'ils voudront ; et lorsque ceux qui se trouveraient à leur service seraient chassés ou viendraient à mourir, on ne pourra rien exiger ni prétendre de ceux qui leur succéderont sous prétexte d'un retour appelé ghédik, ou d'une portion dans les censeries, et l'on châtierà ceux qui agiront contre la teneur de cette disposition.

ART. 61

Bien qu'il soit expressément porté par les articles précédents que les droits du consulat et de bailliage seront payés aux ambassadeurs et aux consuls de France, sur les marchandises qui seront chargées sur les bâtimens français, cependant comme il a été représenté que ce point rencontre des difficultés de la part des marchands et raïas sujets de notre Empire, nous ordonnons que lorsque les marchands et raïas, sujets de notre Sublime-Porte, chargeront sur des bâtimens français des marchandises sujettes à la douane, il soit donné des ordres rigoureux pour que les marchandises dont le droit de consulat n'a pas été compris dans le nolis, lors du nolisement, ne soient point retirées de la douane, à moins qu'au préalable ledit droit de consulat n'ait été payé conformément aux capitulations.

ART. 62

Comme l'Empire ottoman abonde en fruits, il pourra venir de France une fois l'année, dans les années d'abondance des fruits secs, deux ou trois bâtimens pour acheter et charger de ces fruits, comme figues, raisins secs, noisettes et autres fruits semblables quelconques ; et après que la douane en aura été payée conformément aux capitulations impériales, on ne mettra aucune opposition au chargement

et à l'exportation de ces marchandises. Il sera aussi permis aux bâtimens français d'acheter et de charger du sel, dans l'île de Chypre et dans les autres échelles de notre Empire, de la même manière que les musulmans en prennent sans que nos commandants, gouverneurs cadis et autres officiers puissent les en empêcher, voulant qu'ils soient protégés conformément à mes anciennes capitulations à présent renouvelées.

ART. 63

Les marchands français et autres dépendants de la France pourront voyager avec les passeports qu'ils auront pris, sur les attestations des ambassadeurs ou des consuls de France ; et pour leur sûreté et commodité, ils pourront s'habiller suivant l'usage du pays et faire leurs affaires dans mes Etats, sans que ces sortes de voyageurs se tenant dans les bornes de leur devoir puissent être inquiétés pour le tribut nommé kharatch, ni pour aucun autre impôt ; et lorsque, conformément aux capitulations impériales, ils auront des effets sujets à la douane, après en avoir payé le droit, suivant l'usage, les pacah, cadi et autres officiers ne s'opposeront point à leur passage, et de la façon ci-dessus mentionnées, il leur sera fourni des passeports en conformité des attestations dont ils seront munis leur accordant toute l'assistance possible par rapport à leur sûreté.

ART. 64

Les négociants français et les protégés de France ne payeront ni droit de douane sur les monnaies d'or et d'argent qu'ils apporteront dans nos Etats, de même que pour celles qu'ils emporteront, et on ne les forcera point de convertir leurs monnaies en monnaies de mon Empire.

ART. 65

Si un Français ou un protégé de France commettait quelque meurtre ou quel autre crime, et qu'on voulût que la justice en prit connaissance, les juges de mon Empire et les officiers ne pourront y procéder qu'en présence de l'ambassadeur et des consuls ou de leurs substituts dans les endroits où ils se trouveront ; et afin qu'ils ne se fasse rien de contraire à la noble justice ni aux capitulations impériales, il sera procédé de part et d'autre, avec attention, aux perquisitions et aux recherches nécessaires.

ART. 66

Lorsque notre miry ou quelqu'un de nos sujets marchand ou autre sera porteur de lettres de change sur les Français, si ceux sur qui elles son tirées ou les personnes qui en dépendent ne les acceptent pas, on ne pourra, sans cause légitime, les contraindre au paiement de ces lettres et l'on en exigera seulement une lettre de refus pour agir en conséquence contre le titeur et l'ambassadeur, de même que les consuls se donneront tous les mouvements possibles pour en procurer le remboursement.

ART. 67

Les Français qui sont établis dans mes Etats, soit mariés, soit non mariés, quels qu'ils soient, ne seront point inquiétés par la demande du tribut nommé kharatc.

ART. 68

Si un Français marchand ou artisan, officier ou matelot, embrasse la religion musulmane et qu'il soit vérifié et approuvé qu'outre ses propres marchandises il a des effets appartenant à des dépendants des Français, ces sortes d'effets seront consignés à l'ambassadeur ou aux consuls, dans les

endroits où il y en aura, pour être ensuite remis aux propriétaires, et, dans les endroits où il n'y aura ni consul ni ambassadeur, ces effets seront consignés aux personnes qu'ils enverront de leur part, avec des pièces justificatives.

ART. 69

Si un marchand voulant partir pour quelque endroit, l'ambassadeur ou les consuls se rendent sa caution, on ne pourra retarder son voyage, sous prétexte de lui faire payer ses dettes, et les procès qui les concernent excédant 4.000 zspres seront renvoyés à ma Sublime-Porte, selon l'usage et conformément aux capitulations impériales.

ART. 70

Les gens de justice et les officiers de ma Sublime-Porte, de même que les gens d'épée, ne pourront sans nécessité entrer par force dans une maison habitée par un Français et lorsque le cas requerra d'y entrer, on en avertira l'ambassadeur ou le consul, dans les endroits où il y en aura, et l'on se transportera dans l'endroit en question, avec les personnes qui auront été commises de leur part, et si quelque personne contrevient à cette disposition, elle sera châtiée.

ART. 71

Comme il aurait été représenté que les pacha, cadi et autres officiers voulaient quelquefois revoir et juger de nouveau des affaires survenues entre les négociants français et d'autres personnes, quoique ces affaires eussent été déjà jugées et terminées juridiquement et par hudget, et même que le cas était souvent arrivé, de sorte que non seulement il n'y avait point pour eux de sûreté, dans un procès déjà décidé, mais même qu'il intervenait dans un même lieu des jugements contradictoires à des sentences déjà rendues ; nous voulons que, dans le cas spécifié ci-dessus, les procès qui surviendront

entre Français et d'autres personnes, ayant été une fois vus et terminés juridiquement, et par hudget, ils ne puissent plus être revus ; et que si l'on requiert une révision du procès, on ne puisse donner de commandement pour faire comparaître les parties ni expédier commissaire ou huissier, qu'au préalable il n'en ait été donné connaissance à l'ambassadeur de France, et qu'il ne soit venu de la part du consul et du défendeur une réponse avec des informations exactes sur le fait, et il sera permis d'accorder un temps suffisant pour faire venir des informations sur ces sortes d'affaires, enfin, s'il émane quelque commandement pour revoir un procès de cette nature, on aura soin qu'il soit vu, décidé et terminé à ma Sublime-Porte et dans ce cas il sera libre à ceux qui sont dépendants de la France de comparaître en personne ou de constituer à leur place un procureur juridiquement autorisé, et lorsque les dépendants de ma Sublime-Porte voudront intenter un procès à quelque Français, si le demandeur n'est muni de titres juridiques ou de billets, leurs procès ne seront point écoutés.

ART. 72

On nous aurait aussi représenté que dans les procès qui surviennent, les dépenses qui se font pour faire comparaître les parties et pour les épices ordinaires, étant supportées par celui qui a le bon droit, et les avanistes qui intendent injustement des procès n'étant soumis à aucun frais, ils sont invités par là à faire des procès, sur quoi nous voulons qu'à l'avenir il soit permis de faire supporter lesdits dépens et frais par ceux qui oseront intenter contre la justice un procès dans lequel ils n'auront aucun droit ; mais lorsque les Français ou les dépendants de la France poursuivront juridiquement des sujets ou des dépendants de notre Sublime-Porte, en recouvrement de quelque somme due, on n'exigera d'eux, pour droits de justice ou mahkémé de commissaire

ou mubachirié, d'assignations ou tzarrié, que 2 % sur le montant de la somme recouvrée par sentence, conformément aux anciennes capitulations et on ne les molestera point par des prétentions plus considérables.

ART. 73

Les bâtimens français qui selon l'usage aborderont dans les ports de mon Empire, seront traités amicalement ; ils y achèteront, avec leur argent, leur simple nécessaire pour leur boire et leur manger et l'on n'empêchera ni la vente, ni l'achat, ni le transport desdites provisions, tant de bouche que pour la cuisine, sur lesquelles on n'exigera ni droits ni donatives.

ART. 74

Dans les échelles, ports et côtes de mon Empire, lorsque les capitaines ou patrons des bâtimens français auront besoin de faire calfater, donner le suif et radoubier leurs bâtimens, les commandans n'empêcheront pas qu'il leur soit fourni pour leur argent la quantité de suif, de goudron, poix et ouvriers qui leur seront nécessaires, et s'il arrive, par quelque malheur, qu'un bâtiment français vienne à manquer d'agrès, il sera permis non seulement pour ce bâtiment d'acheter mâts, ancres voiles et matériaux pour les mâts sans que ces articles ne puissent faire exiger aucune donative, et lorsque les bâtimens français se trouveront dans quelque échelle les fermiers, musselems et autres officiers, de même que les kharatchi, ne pourront les retenir sous prétexte de vouloir exiger que le kharatch de leurs passagers, qu'il leur sera libre de conduire à leur destination, et, s'il se trouve dans le bâtiment des raïas, sujets au karatch, ils le paieront audit lieu, ainsi qu'il est de droit, afin qu'en cette occasion il ne soit point fait de tort au fisc.

ART. 75

Lorsque les Musulmans et les raïas, sujets de ma Sublime-Porte, chargeront des marchandises sur des bâtimens français, pour les transporter d'une échelle de mon Empire dans une autre, il n'y sera porté aucun empêchement. Et comme il nous a été représenté que les sujets de notre Sublime-Porte qui nolisent de ces bâtimens les quittent quelquefois pendant la route et font difficulté de payer le nolis, dont ils sont convenus si, sans aucune raison légitime, ces sortes de nolisataires viennent à quitter en route les bâtimens nolisés, il sera ordonné et prescrit au cadi et autres commandants de faire payer en entier le nolis desdits bâtimens, ainsi qu'il en a été convenu par le temessuk ou contrat, comme faisant un loyer formel.

ART. 76

Les gouverneurs, commandants, cadis, douaniers, vaivodes, musselems, officiers, gens notables du pays, gens d'affaires et autres ne conviendront en aucune façon aux capitulations impériales, et si, de part et d'autre, on y contrevient en molestant quelqu'un soit par la parole, soit par voie de fait, de même que les Français seront châtiés par leur consul ou supérieur, conformément aux capitulations, il sera donné des ordres suivant l'exigence des cas pour punir les sujets de notre Sublime-Porte des vexations qu'ils auraient commises sur les représentations qui en seraient faites par l'ambassadeur, et les calculs, après que le fait aura été bien avéré.

ART. 77

Si par un malheur quelques bâtimens français venaient à échouer sur les côtes de notre Empire, il leur sera donné toutes sortes de secours pour le recouvrement de leurs

effets, et si le bâtiment naufragé peut être réparé, ou que la marchandise sauvée soit chargée sur un autre bâtiment pour être transportée au lieu de sa destination, pourvu que ces marchandises ne soient pas négociées sur les lieux, on ne pourra exiger sur lesdites marchandises ni douane ni aucun droit.

ART. 78

Outre que les capitain-pachanles, capitaines de nos vaisseaux de guerre, les beys de galères, les commandants de galiotes et les autres bâtiments de notre Sublime-Porte, et notamment ceux qui font le commerce d'Alexandrie, ne pourront détenir ni inquiéter les bâtiments français contre la teneur des capitulations impériales ni en exiger par force des présents, sous quelque prétexte que ce soit, lorsqu'ils rencontreront en mer des bâtiments français, soit de guerre, soit marchands, ils se donneront réciproquement, suivant l'ancien usage, des marques d'amitié.

ART. 79

Lorsque les bâtiments marchands voient nos vaisseaux de guerre, galères, sultanes et autres bâtiments du sultan, il arrive que, quoi qu'ils soient dans l'intention de leur faire les politesses usitées depuis longtemps, ils sont cependant inquiétés pour n'être pas venus sur-le-champ à leur bord, par l'impossibilité où ils sont quelquefois de mettre avec promptitude leur chaloupe à la mer, ainsi, pourvu qu'on voie qu'ils se mettent en état de remplir les usages pratiqués, on ne pourra les molester sous prétexte qu'ils auront tardé de venir à bord.

Les bâtiments français ne pourront être détenus sans raison dans nos ports et on ne leur prendra par force ni leur chaloupe ni leurs matelots ; et la détention, surtout des bâti-

ments chargés de marchandises, occasionnant un préjudice considérable, il ne sera plus permis à l'avenir de rien commettre de semblable. Lorsque les commandants des bâtimens de guerre susdits iront dans les échelles où il y a des Français établis, pour empêcher les Levantins et leurs gens de faire aucun tort aux Français et de les inquiéter, ils ne les laisseront aller à terre qu'avec un nombre suffisant d'officiers, et ils établiront une garde pour la sûreté des Français et de leur commerce, et lorsque les Français iront à terre, les commandants des places et des échelles et les autres officiers de terre ne les molesteront en aucune façon contre la justice et les usages ; de sorte que si l'on se plaint de ces sortes d'actions contraires à la justice et aux usages, ceux qui seront en faute seront sévèrement punis après la vérification des faits, et, pareillement de la part des Français, il ne sera permis aucune démarche peu modérée contraire à l'amitié.

ART. 80

Lorsque, pour cause de nécessité, on sera dans un cas urgent de noliser quelque bâtiment français de la part du miry, les commandants et autres officiers qui seront chargés de cette commission en avertiront l'ambassadeur ou les consulats, dans les endroits où il y en aura, et ceux-ci destineront les bâtimens qu'ils trouveront convenables ; et, dans les endroits où il n'y aura ni ambassadeurs ni consuls, ces bâtimens seront nolisés de bon gré et l'on ne pourra, sous ce prétexte, détenir les bâtimens français, et ceux qui seront chargés ne seront ni molestés ni forcés de décharger leurs marchandises.

ART. 81

Comme il a été représenté que malgré l'assistance souvent accordée aux Français conséquemment à l'exacte obser-

vation des articles des précédentes capitulations concernant les corsaires de Barbarie, ceux-ci, non contents de molester les bâtiments français qu'ils rencontrent en mer, insultent et vexent les consuls et les négociants français qui se trouvent dans les échelles où ils abordent ; lorsqu'à l'avenir il arrivera des procédés irréguliers de cette nature, les pachas, commandants et autres officiers de notre Empire protégeront et défendront les consuls et les marchands français et sur les témoignages que rendront les ambassadeurs et les consuls que les bâtiments qui viendront sous les forteresses de nos Etats sont véritablement français, on empêchera de toutes manières que ces corsaires ne les prennent et l'on ne prendra aucun bâtiment sous le canon ; si ces corsaires causent quelque dommage aux Français, dans les endroits de notre Empire où il y aura des pachas et des commandants, il sera permis, pour intimider, de donner des ordres rigoureux pour leur faire supporter les pertes et les dommages qui seront survenus.

ART. 82

Lorsque les endroits dont les religieux dépendant de la France ont la possession et la jouissance à Jérusalem, ainsi qu'il est fait mention dans les articles précédemment accordés et actuellement renouvelés, auront besoin d'être réparés, pour prévenir la ruine à laquelle ils seraient exposés par la suite du temps, il sera permis d'accorder, à la réquisition de l'ambassadeur de France résidant à ma Porte de Félicité, des commandements pour que ces réparations soient faites d'une façon conforme aux tolérances de la justice et que les cadis, commandants et autres officiers, ne pourront mettre aucune sorte d'empêchement aux choses accordées par commandement. Et comme il est arrivé que nos officiers que l'on avait fait des réparations secrètes dans les susdits lieux y faisaient plusieurs visites dans l'année

et rançonnaient les religieux, nous voulons que de la part des pachas, cadis, commandants et autres officiers qui s'y trouvent, il ne soit fait qu'une visite par an dans l'église de l'endroit qu'ils nomment Sépulcre de Jésus, de même que dans leurs autres églises et autres lieux de visitation. Les évêques et religieux dépendant de l'empereur de France qui se trouvent dans mon Empire seront protégés tant qu'ils se tiendront dans les bornes de leur état, et personne ne pourra les empêcher d'exercer leur rite suivant leur usage, dans les églises qui sont entre leurs mains, de même que dans les autres lieux où ils habitent ; et lorsque nos sujets tributaires et les Français iront et viendront les uns chez les autres pour ventes, achats et autres affaires, on ne pourra les molester contre les lois sacrées pour cause de cette fréquentation ; et comme il est porté par les articles précédemment stipulé qu'ils pourront lire l'Evangile dans les bornes de leur devoir, dans leur hôpital de Galata ; cependant, cela n'ayant pas été exécuté, nous voulons que dans tel endroit où cet hôpital pourra se trouver à l'avenir, dans une forme juridique, ils puissent, conformément aux anciennes capitulations, y lire l'Evangile dans les bornes du devoir sans être inquiétés à ce sujet.

ART. 83

Comme l'amitié de la Cour de France avec ma Sublime-Porte est plus ancienne que celle des autres cours, nous ordonnons qu'il soit traité avec elle de la manière la plus digne, que les privilèges et honneurs pratiqués envers les autres nations franques aient aussi lieu à l'égard de l'Empereur de France et de ses sujets.

ART. 84

L'ambassadeur, les consuls, les drogmans de France, ainsi que les négociants et artisans qui en dépendent, plus les

capitaines des bâtimens de France et leurs gens de mer, enfin leurs religieux et leur évêque, tant qu'ils seront dans les bornes de leur Etat, et qu'ils s'abstiendront de toutes démarches qui pourraient porter atteinte aux devoirs de l'amitié et à la sincérité, jouiront dorénavant des anciens et nouveaux articles ci-présentement stipulés, lesquels seront exécutés en faveur des quatre états ci-dessus mentionnés, et si l'on venait à produire même quelque commandement d'une date antérieure ou postérieure contraire à la teneur de ces articles, il restera sans exécution et sera supprimé et biffé, conformément aux capitulations impériales.

ART. 85

Ma généreuse et Sublime-Porte, ayant à présent renouvelé la paix ci-devant conclue avec les Français, et pour donner de plus des témoignages d'une sincère amitié, y ayant à cet effet ajouté et fortifié certains articles convenables et nécessaires, il sera expédié des commandemens rigoureux à tous les commandans et officiers des principales échelles et autres endroits où besoin sera, aux fins qu'à l'avenir il soit fait honneur aux articles de ma capitulation impériale, et qu'on ait à s'abstenir de toute démarche contraire à son contenu, et il sera permis d'en faire l'enregistrement dans les mahkemès ou tribunaux publics. Conséquemment, tant que de la part de Sa Majesté le très magnifique empereur de France et de ses successeurs, il sera constamment donné des témoignages de sincérité et de bonne amitié envers notre glorieux Empire, le siège du khalifat. Pareillement, de la part de Notre Majesté impériale, je m'engage, sous notre auguste serment sacré le plus inviolable, soit pour notre sacrée personne impériale, soit pour nos augustes successeurs, de même que pour nos suprêmes vizirs, nos honorés pachas, et généralement tous nos illustres serviteurs qui ont l'honneur et le bonheur d'être dans notre esclavage, que

jamais il ne sera permis rien de contraire aux présents articles ; et afin que de part et d'autre on soit attentif à fortifier et cimenter les fondements de la sincère amitié et de la bonne correspondance réciproque, nous voulons que ces gracieuses capitulations impériales soient exécutées selon leur noble teneur.

Ecrit le 4 de la lune de Rebiul-ewel, l'an de l'hégire 1153.

(L. S.)

Dans la résidence impériale de Constantinople, la bien gardée.

ANNEXE II

DÉCRET DU 8 MARS 1891
PORTANT LOI SUR LES PATENTES

Nous, Khédive d'Égypte,
Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et
l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;
Avec l'assentiment des Puissances ;

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

TITRE I

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER

Le libre exercice de toute profession ou industrie, de tout art, commerce ou métier est assuré à tous les habitants de l'Égypte, indigènes ou étrangers indistinctement, à la condition d'observer les lois générales du pays, sous réserve des industries dangereuses et de celles qui sont ou peuvent être l'objet de monopoles gouvernementaux.

Tout individu, sans distinction de nationalité, qui exerce en Egypte une profession, une industrie, un art, un commerce ou métier non compris dans les exemptions déterminées par l'art. 2 du présent décret, est assujetti au droit de patente.

ARTICLE 2

Sont exemptés du droit de patente :

- 1) Les caisses d'épargne et les Sociétés de bienfaisance ;
- 2) Les auteurs, les professeurs de belles-lettres, de langues, de sciences, de dessin, de musique, d'escrime, d'équitation, de gymnastique, de danse et généralement d'arts d'agrément, les chefs, maîtres et maîtresses d'écoles et de pensions, les instituteurs et institutrices des écoles publiques ou privés, des pensions, pensionnats ou maisons particulières ; les artistes peintres, sculpteurs, dessinateurs ; les artistes dramatiques ou lyriques ;
- 3) Les laboureurs et agriculteurs ne vendant que le produit des terrains par eux exploités, qu'ils en soient propriétaires ou non ;
- 4) Les fonctionnaires ou employés de l'Etat ou des Administrations publiques, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions ;
- 5) Les commis-voyageurs et représentants de maisons de commerce ou de fabriques étrangères, lorsqu'ils n'ont pas de domicile stable en Egypte, qu'ils reçoivent leur rémunération du dehors et ne voyagent qu'avec des assortiments d'échantillons (sans marchandises) dans le seul but d'obtenir des commandes ou d'effectuer des achats, à condition que leur séjour en Egypte ne dépasse pas quatre mois par année ;
- 6) Les employés et commis ; les ouvriers, serviteurs et domestiques à gages ; les personnes travaillant à façon ou

à la journée (sans compagnons, apprentis, enseigne ni boutiques ;

7) Les entrepreneurs de navigation à voile ;

8) Les compagnies de navigation maritime faisant un service postal régulier ;

9) Les sages-femmes, les garde-malades et les nourrices ;

10) Les marchands ambulants ne figurant pas au tableau « A » ;

11) Les propriétaires de baudets de louage ;

Sont en outre exemptés dans les localités autres que celles visées aux deux premières colonnes du tableau « A », les commerçants au détail et les artisans.

TITRE II

Assiette de l'impôt

ARTICLE 3

Les professions soumises à la patente sont divisées en deux catégories :

La première catégorie comprend les professions désignées au tableau « A », lesquelles sont soumises aux droits y figurant.

Dans la seconde catégorie sont compris toutes les professions, industries, arts ou métiers ne figurant pas au tableau « A », sans autres exceptions que celles énumérées à l'article 2.

Les contribuables de la seconde catégorie paieront annuellement un droit de patente de 5 % de la valeur locative des locaux affectés à l'exercice de la profession, sans que ce droit puisse toutefois être inférieur à P. 12.

Pour l'estimation de la valeur locative des locaux affectés à l'exercice d'une industrie, on doit tenir compte des machines fixes et en général de toutes les machines à vapeur.

TITRE III

Etablissements des états, inscriptions, délivrance des patentes, paiement des droits.

ARTICLE 4

Dans le mois suivant la publication par les journaux officiels du présent décret, les personnes que le dit décret soumet à un droit de patente devront faire, dans les villes, à la Daira Baladieh, au Gouvernorat ou à la Moudirieh, dans les villages, chez les sarrafs, une déclaration indiquant leurs nom, prénoms, prénoms de leur père, nationalité, profession, la rue où la profession est exercée, si c'est possible le numéro de la maison, et, s'il y a lieu, l'évaluation du capital ou de la valeur locative devant déterminer le montant de l'impôt.

Si les déclarations ainsi faites sont reconnues exactes par l'autorité administrative compétente, elle fixe le montant du droit sur leur base ; dans le cas contraire, elle leur fait subir les modifications qu'elle croit justes. Elle inscrit d'office les patentables qui n'auront pas fait de déclarations.

Pour la fixation des valeurs locatives, la Daira Baladieh prendra pour base les évaluations servant à la perception du droit sur la propriété bâtie.

ARTICLE 5

Deux états, un pour chaque catégorie, des patentables de la ville, du Gouvernorat ou de la Moudirieh, seront dressés conformément aux dispositions qui précèdent et déposés ou à la Daira Baladieh ou au siège du Gouvernorat ou de la Moudirieh, et dans les villages, chez les sarrafs ; ils seront, aux mêmes lieux, affichés en entier ou par extrait.

Ces états seront en outre communiqués à titre d'infor-

mation en entier ou par extrait aux consulats ayant des administrés patentables dans le ressort de leur juridiction.

ARTICLE 6

Les patentables devront dans le mois suivant l'affichage, et en ce qui concerne les étrangers, la communication aux consulats prescrite par l'article précédent, sous réserve, toutefois, des dispositions de l'art. 10 concernant le point de départ de l'exigibilité pour la première année, retirer leur patente en payant le droit par eux dû ou produire leur réclamation écrite, dont récépissé leur sera donné dans les villes, à la Daira Baladieh, au siège du Gouvernorat ou de la Moudirieh, et dans les villages chez les sarrafs.

Le patentable qui n'aura pas fait sa déclaration dans le délai indiqué ci-dessus pourra encore la produire dans un nouveau délai de deux mois, mais à la condition de l'appuyer de la quittance du semestre dû en conformité de l'art. 10.

ARTICLE 7

La patente devra être renouvelée tous les ans dans le premier mois de l'année.

Si au moment du renouvellement de la patente le contribuable réclame une diminution de taxe, ou si l'administration veut lui imposer une majoration, en cas de désaccord, le patentable a un délai d'un mois pour faire sa réclamation.

En cas de majoration par l'administration, ce délai ne courra que du jour où avis lui en aura été donné dans les conditions indiquées à l'article qui suit.

Le patentable qui n'aura pas fait sa réclamation dans le délai indiqué ci-dessus pourra encore la produire dans un nouveau délai de deux mois, mais à la condition de l'appuyer de la quittance du droit fixé par l'administration.

ARTICLE 8

Toute personne non encore soumise à la patente, qui commencera l'exercice d'une profession y assujettie, devra, dans le mois, faire sa déclaration dans les conditions indiquées à l'art. 4. Faute de ce faire, elle sera inscrite d'office. Elle pourra réclamer contre la taxe qui lui aura été imposée dans un délai de deux mois à partir de l'avis qui devra être donné. Pour les étrangers, cet avis devra être communiqué en même temps à leur consulat.

Le patentable qui n'aura pas fait sa réclamation dans le délai indiqué ci-dessus pourra encore la produire dans un nouveau délai de deux mois, mais à la condition de l'appuyer de la quittance du droit fixé par l'administration.

ARTICLE 9

Les sommes payées par les patentables réclamant dans les conditions prévues aux derniers paragraphes des articles 6, 7 et 8, seront considérées comme un simple dépôt jusqu'à la décision à intervenir. La quittance en fera mention.

ARTICLE 10

Le droit de patente sera exigible pour la première année à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet, si à ces dates se sont écoulés deux mois depuis la promulgation de la loi et un mois depuis le dépôt, l'affichage et la communication prescrits par l'article 5.

ARTICLE 11

Le droit de patente est établi par année du calendrier grégorien. Sous réserve de la disposition relative à la première année, il est calculé à partir du 1^{er} janvier de chaque année et est payable par semestre et d'avance.

Lorsque la patente est demandée après l'expiration du premier mois d'un semestre, le droit est calculé proportionnellement au nombre de mois qui restent à courir, y compris le mois pendant lequel la déclaration a été reçue et l'impôt est immédiatement exigible pour la proportion du semestre en cours.

ARTICLE 12

L'industrie ou le commerce exercé par une association de plusieurs personnes ne donne lieu qu'à la délivrance d'une seule patente.

ARTICLE 13

Toute personne exerçant plusieurs professions passibles du droit fixe ne paie qu'un seul droit fixe, celui afférent à la profession pour laquelle le tarif est le plus élevé.

Dans le cas où plusieurs professions pour lesquelles la patente est basée sur la valeur distincte, le droit est perçu suivant le quantum le plus élevé.

Toute personne exerçant dans plusieurs localités une même profession soumise à un droit fixe sera imposée au droit fixe dans la localité où ce droit est le plus élevé. Le droit dû sur la valeur locative est exigible dans chaque localité.

ARTICLE 14

En cas de cession ou de transfert à une autre personne, celle-ci succède aux droits et charges de son prédécesseur.

A l'expiration du semestre courant, l'une ou l'autre des parties intéressées pourra faire substituer le nom du nouveau titulaire à celui de l'ancien.

Si, dans le premier mois du semestre courant, aucune

des parties n'a accompli la formalité ci-dessus, elles seront solidairement responsables de l'impôt inscrit au nom de l'ancien titulaire.

En cas de cessation de l'exercice de la profession, le droit de patente n'est exigible que jusqu'à l'expiration du semestre courant.

En cas de cessation par suite de décès ou de faillite déclarée, les droits ne seront dus que pour le passé et le mois courant ; le surplus de la taxe déjà perçue pour le semestre sera restitué à la demande des parties intéressées. Cette demande devra être présentée, sous peine de déchéance, avant l'expiration des six mois qui suivront l'événement.

ARTICLE 15

Les patentes délivrées aux contribuables sont détachées d'un registre à souche spécial et portent un numéro d'ordre.

En cas de perte de la feuille de patente, un duplicata à titre gratuit en est délivré sous le même numéro.

TITRE IV

Commission de révision

ARTICLE 16

Les réclamations relatives aux patentes seront portées devant les commissions de révision constituées dans les conditions déterminées par les art. 17 à 21. Pour l'année dans laquelle commencera à fonctionner la présente loi et pour l'année suivante, les Commissions seront constituées avant la mise en vigueur de la loi. Pour les années subséquentes, les Commissions seront constituées avant le 31 décembre de l'année précédente.

ARTICLE 17

Au Caire et à Alexandrie :

Les consulats généraux ou consulats des Puissances représentées à la juridiction mixte désigneront, chacun, ceux des puissances représentées à la Cour d'appel et le Consulat général ou Consulat de Grèce, les autres deux de leurs nationaux.

Les personnes ainsi désignées procéderont, sur la convocation du doyen du corps consulaire de la ville, à la majorité absolue des votants au premier tour et à la majorité relative au second tour, si besoin en est, à l'élection parmi eux de dix membres de la Commission.

L'élection de dix indigènes sera faite dans les mêmes formes et conditions par les cheikhs de toutes les corporations patentables de la ville sur la convocation du Gouverneur.

ARTICLE 18

Dans les Gouvernorats de Port-Saïd et de Suez :

Les consulats généraux ayant une représentation consulaire dans le Gouvernorat désigneront ou conféreront à leur autorité consulaire locale la faculté de désigner, suivant la distinction établie par l'art. 17, deux ou un délégué choisis indifféremment parmi les étrangers de toute nationalité résidant dans le Gouvernorat.

Ces délégués, convoqués par le doyen du corps consulaire au chef-lieu du Gouvernorat, éliront dix membres de la Commission de révision devant y siéger.

Les cheikhs des corporations patentables du Gouvernorat éliront dix membres de la même Commission.

ARTICLE 19

Dans les moudiriehs de Charkieh, Dakahlieh, Charbieh et Siout :

Les consulats généraux des puissances ayant des patentes dans le Moudirieh, ou leurs consulats du Caire ou d'Alexandrie, désigneront, suivant la distinction établie par l'art. 17, deux ou un délégué de nationalité étrangère.

Ces délégués, sur la convocation du Moudir, éliront huit membres de la Commission de révision ; huit membres indigènes seront élus dans les mêmes conditions par les cheikhs des corporations patentables de la province.

ARTICLE 20

Les commissions fonctionnant au Caire et à Alexandrie et dans les chefs-lieux des Gouvernorats et Moudiriehs indiqués aux articles 18 et 19, devront, pour siéger valablement, être composées :

1) du fonctionnaire désigné par le Gouvernement comme président ;

2) de quatre des membres élus dans les conditions prévues aux articles 17, 18 et 19. Trois de ces membres devront être étrangers ou sujets locaux, suivant que le réclamant sera étranger ou sujet local.

Les membres de la Commission seront convoqués à siéger à tour de rôle.

L'administration et le contribuable réclamant devront être avisés au moins huit jours à l'avance du jour fixé pour l'examen de la réclamation ; ils pourront présenter des explications orales ou écrites.

Si au jour fixé pour l'examen d'une réclamation il ne se trouve pas un nombre de membres présents suffisant pour que la Commission puisse siéger, le Président remettra cet examen à une autre date.

Huit jours avant cette date, le consul du réclamant étranger, ou, à défaut, le doyen du corps consulaire et le Gouverneur ou Moudir, pour ce qui concerne les indigènes, seront avisés des jour et heure de la nouvelle séance

et informés qu'aux dits jour et heure, la Commission pourra siéger valablement quelle qu'en soit la composition.

Les membres convoqués à une séance, qui se trouveront absents, pourront toujours être remplacés par d'autres membres étrangers ou indigènes suivant le cas.

ARTICLE 21

Dans les Gouvernorats et provinces que ceux indiqués aux articles 17, 18 et 19, les Commissions seront composées du Moudir ou Gouverneur ou de leur délégué comme président et de deux membres indigènes pris parmi dix délégués élus par les cheikhs des corporations patentables du Gouvernorat ou de la Province. L'administration et le réclamant seront avisés au moins huit jours à l'avance du jour où aura lieu l'examen de la réclamation ; ils pourront présenter leurs explications écrites ou orales.

ARTICLE 22

Les patentables étrangers des Gouvernorats et Provinces visés par l'art. 21 pourront porter leurs réclamations, à leur choix, soit devant la Commission de révision de leur Gouvernorat ou Province, soit devant la Commission de la Province la plus rapprochée parmi celles désignées à l'art. 19, soit devant la Commission du Caire ou d'Alexandrie.

Le patentable qui voudra user de la faculté d'option prévue par le présent article devra spécifier, dans sa réclamation même, devant quelle Commission il entend qu'elle soit portée et la Commission ainsi choisie sera seule compétente. Faute par le patentable d'avoir déclaré son option dans sa réclamation, celle-ci sera portée de plein droit devant la Commission du Gouvernorat ou de la province où il est soumis au droit objet de la dite réclamation.

TITRE V

Poursuites en matière de recouvrements

ARTICLE 23

Toute personne qui n'aura pas payé le montant de la patente à laquelle elle sera définitivement soumise sera poursuivie conformément aux dispositions suivantes :

L'autorité chargée du recouvrement signifiera administrativement au patentable en retard commandement d'avoir à payer le montant du droit dû par lui dans un délai de cinq jours francs à partir de la signification. L'extrait du rôle devra figurer en tête sur l'original et la copie du commandement.

Pour les patentables étrangers, avis de cette signification devra être donné à leur autorité consulaire. Remise de la copie du commandement à cette autorité, qui apposera son visa sur l'original, équivaldra à la signification au contribuable lui-même dans le cas où elle n'aura pas pu lui être faite directement.

Si, à l'expiration des cinq jours impartis par le commandement, le patentable ne s'est pas libéré, ce commandement est rendu exécutoire, pour les indigènes, par le Gouverneur, le Moudir ou leur délégué ; pour les étrangers, il sera présenté au juge de service du Tribunal Mixte, qui devra y faire apposer la formule exécutoire. Il sera ensuite procédé à la saisie-exécution et à la vente des biens meubles et immobiliers du patentable.

L'exécution sera faite, en ce qui concerne les indigènes, par les agents des Gouvernements et des Moudiries, et pour les étrangers par les huissiers des Tribunaux Mixtes. Dans les localités où ne siègent ni Tribunaux Mixtes, ni délégation de ces Tribunaux, il pourra être procédé à tous actes d'exécution, même vis-à-vis des étrangers, par des officiers

publics désignés ad hoc par le Ministère des Finances. Avis préalable des actes d'exécution contre les étrangers devra être donné à leur autorité consulaire.

La somme due est de plein droit majorée d'un douzième par chaque mois s'écoulant entre l'expiration du délai de cinq jours sus-indiqué et l'encaissement par les agents du Trésor.

L'Etat est privilégié en première ligne sur le produit des ventes faites pour le recouvrement des droits de patente, ainsi que toute vente mobilière ou immobilière faite par autorité de justice contre le patentable.

ARTICLE 24

Lorsque les huissiers des tribunaux mixtes seront chargés de l'exécution, ils procéderont en conformité des prescriptions du présent article et de l'article 25.

La saisie mobilière sera opérée par un huissier, assisté de deux témoins, en la forme ordinaire des procès-verbaux de saisie, il sera ensuite constitué un gardien des objets saisis.

Le procès-verbal contiendra fixation du jour, de l'heure et désignation du lieu de la vente, qui ne pourra être effectuée ni avant le huitième ni après le quinzième jour qui suivra la notification de la saisie.

Copies du procès-verbal, certifiées conformes par l'huissier, seront remises au gardien et au saisi ; mention de ces remises sera faite au procès-verbal.

En cas de refus de recevoir la copie, mention de ce refus sera également faite au procès-verbal.

Copie du même procès-verbal sera affiché quatre jours au plus tard après la notification de la saisie à la porte du lieu où sont les objets saisis, à l'endroit où la vente doit être effectuée, s'il est autre, à la porte de la moudirieh ou du gouvernorat, ou de la demeure de cheikh-el-beled, et

en outre au tableau affecté dans le tribunal aux annonces judiciaires.

ARTICLE 25

Aux jours et endroits fixés par le procès-verbal de saisie, il sera procédé par les soins de l'huissier, et en présence de deux témoins, à la vente des objets saisis.

La vente sera poursuivie jusqu'à concurrence des sommes dues, y compris la majoration prévue à l'art. 23 et les frais.

Il sera dressé un procès-verbal mentionnant la cause de la vente, la désignation des objets vendus, leur provenance, l'heure de l'ouverture et de la clôture des enchères, le prix d'adjudication et les noms des adjudicataires.

Ce procès-verbal sera désigné par l'huissier et signé ou cacheté par les deux témoins et les adjudicataires.

Le prix d'adjudication devra être payé au comptant et en espèces.

ARTICLE 26

Lorsque, aux cas prévus par l'art. 23, l'exécution sera confiée aux agents des gouvernorats et des moudiriehs ou à des officiers publics désignés ad hoc par le Ministère des Finances, ils procéderont dans les formes édictées par Notre décret du 25 mars 1880.

ARTICLE 27

Le produit de la vente faite en vertu des articles précédents sera intégralement versé par l'huissier, l'agent ou l'officier public qui y aura procédé, entre les mains du percepteur. Si ce produit est supérieur au montant des sommes dues par le patentable, le surplus lui sera restitué par le percepteur.

ARTICLE 28

Le contribuable pourra former opposition, laquelle devra être motivée aux poursuites prévues plus haut, dans les formes ordinaires et devant le Tribunal civil indigène ou mixte selon la nationalité. L'opposition ne suspend l'exécution que si elle est accompagnée d'une quittance constatant le versement au percepteur, à titre de dépôt, de la somme portée au commandement.

ARTICLE 29

Tous les impôts perçus jusqu'ici sous la dénomination de taxes professionnelles sont, ou remplacés par les droits de patente établis par la présente loi ou supprimés.

ARTICLE 30

La présente loi sera affichée dans les trois langues judiciaires aux sièges de perception, en même temps qu'elle sera publiée dans le Journal Officiel.

ARTICLE 31

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Héliouan, le 8 mars 1891, (27 ragheb 1308).

Méhémet THEWFIK.

Par le Kédivé :

Le Président du Conseil des Ministres

Ministre des Finances,

RIAZ.

Copie conforme :

13 avril 1930.

ANNEXÉ III

PROJET MAHMOUD ET NAHAS-HENDERSON

I

Proposition pour la solution du problème Anglo-Egyptien

1. — L'occupation militaire de l'Égypte par les forces de Sa Majesté britannique a pris fin.

2. — Un traité d'alliance est conclu entre les hautes parties contractantes pour la consécration de leur amitié, de leur cordiale entente et de leurs bonnes relations.

3. — L'Égypte, dans son désir de faire partie de la Ligue des Nations, présentera une demande tendant à son admission à la Ligue, dans les conditions prescrites par l'article premier du Pacte, et le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'engage à appuyer cette demande.

4. — Au cas où un différend, surgissant avec une tierce puissance, menacerait d'occasionner une rupture de relations avec ladite Puissance, les hautes parties contractantes agiront de concert, en vue de régler le différend par les moyens pacifiques, conformément aux dispositions du

Pacte de la Ligue des Nations et à celles de toutes autres obligations internationales qui seraient applicables au cas.

5. — Chacune des deux hautes parties contractantes s'engage à ne prendre, dans les pays étrangers, aucune attitude incompatible avec l'alliance, ou pouvant créer des difficultés à l'autre partie. Dans ce but, elles n'opposeront pas leur politique, l'une à l'autre, en pays étrangers, et ne conclueront avec une tierce Puissance aucun accord d'un caractère politique qui serait préjudiciable aux intérêts de l'autre partie.

6. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît que la responsabilité de la sauvegarde de la vie et de la propriété des étrangers en Egypte incombe désormais au Gouvernement égyptien. Sa Majesté le Roi d'Egypte assurera l'exécution de ses obligations à cet égard.

7. — Si, nonobstant les dispositions du paragraphe 4 précité, l'une des hautes parties contractantes se trouve engagée dans une guerre, l'autre haute partie contractante, en tant qu'alliée, se portera immédiatement à son secours, conformément au paragraphe 14 ci-après.

Spécialement, en cas de guerre ou de menace de guerre, Sa Majesté le Roi d'Egypte fournira à Sa Majesté britannique sur le territoire égyptien toutes facilités et toute assistance en son pouvoir, y compris l'usage de ses ports, aérodromes et moyens de communication.

8. — Etant donné le désir d'unifier l'enseignement et les méthodes dans les deux armées égyptiennes et britannique, Sa Majesté le Roi d'Egypte s'engage, au cas où il estimerait nécessaire d'avoir recours aux services d'instructeurs militaires étrangers, à les choisir parmi les sujets britanniques.

9. — En vue de faciliter et d'assurer à Sa Majesté britannique la protection du Canal de Suez, comme voie de communication essentielle entre les différentes parties de l'Empire britannique, Sa Majesté le Roi d'Egypte autorise Sa

Majesté britannique à maintenir sur le territoire égyptien dans les localités à désigner d'un commun accord, à l'Est du 32° degré de longitude, telles forces que Sa Majesté britannique jugera nécessaire dans ce but.

La présence de ces forces n'aura aucun caractère d'occupation, et ne pourra, en aucune façon, porter atteinte aux droits souverains de l'Égypte.

10. — En raison de l'amitié entre les deux pays et du traité d'alliance envisagé par ces propositions, le Gouvernement égyptien, lorsqu'il aura besoin des services de fonctionnaires étrangers, donnera, en principe, la préférence aux sujets britanniques.

II. — *Sa Majesté britannique reconnaît que le régime des Capitulations existant en Égypte ne s'accorde plus avec l'esprit du temps, ni avec l'état actuel de l'Égypte.*

En conséquence, Sa Majesté britannique s'engage à user de toute son influence auprès des Puissances ayant des droits capitulaires en Égypte, pour obtenir, dans des conditions qui sauvegarderont les intérêts légitimes des étrangers, le transfert aux tribunaux mixtes de la juridiction consulaire existante, et l'application aux étrangers de la législation égyptienne.

12. — En raison de l'amitié entre les hautes parties contractantes et du traité d'alliance envisagé par les présentes propositions, Sa Majesté britannique sera représentée à la Cour de Sa Majesté le Roi d'Égypte par un ambassadeur dûment accrédité, et Sa Majesté le Roi d'Égypte réservera à sa Cour le plus haut rang diplomatique au représentant de Sa Majesté britannique.

Sa Majesté le Roi d'Égypte sera représentée à la Cour de St-James par un ambassadeur.

13. — Tout en réservant la liberté de conclure à l'avenir de nouvelles conventions modifiant la Convention de 1899,

les hautes parties contractantes conviennent que le statut du Soudan sera celui résultant de la Convention dont il s'agit.

En conséquence, le gouverneur général continuera à exercer, au nom des hautes parties contractantes, les pouvoirs qui lui sont conférés par ladite convention.

14. — Par les présentes propositions, on n'entend porter, de quelque façon que ce soit, aucun préjudice dans le présent ou dans l'avenir, aux droits et obligations qui résultant ou qui pourront résulter pour l'une ou pour l'autre des hautes parties contractantes, du Pacte de la Ligue des Nations ou du Traité de renonciation à la guerre signé à Paris le 27 août 1928.

15. — Les hautes parties contractantes conviennent que toute divergence de vues au sujet de l'application ou de l'interprétation des dispositions des présentes propositions, qu'elles ne parviendront pas à résoudre par des opérations directes, sera réglée conformément aux dispositions du Pacte de la Ligue des Nations.

16. — On pourra, à tout moment, après l'expiration d'une période de vingt-cinq ans de la date de l'entrée en vigueur d'un traité basé sur les propositions sus-mentionnées, apporter, d'un commun accord entre les hautes parties contractantes, telles modifications dans les clauses du traité, qui paraîtront alors justifiées par les circonstances.

CAPITULATIONS

Note anglaise

Excellence,

Le paragraphe II des propositions dispose que :

« Sa Majesté britannique reconnaît que le régime des Capitulations existant en Egypte ne s'accorde plus avec l'esprit du temps, ni avec l'état actuel de l'Egypte ».

« En conséquence, sa Majesté britannique s'engage à user de toute son influence auprès des Puissances ayant des droits capitulaires en Egypte, pour obtenir, dans des conditions qui sauvegarderont les intérêts légitimes des étrangers, le transfert aux tribunaux mixtes de la juridiction circulaire existante et l'application aux étrangers de la législation égyptienne ».

Il serait utile d'expliquer à votre Excellence les lignes que, à mon avis, cette réforme du régime capitulaire pourrait bien suivre, étant donné que je serai prêt à appuyer les efforts du Gouvernement égyptien pour conclure des arrangements avec les Puissances sur cette base, après l'entrée en vigueur du traité basé sur les présentes propositions.

En 1920, lorsque les négociations étaient engagées entre les Gouvernements britannique et égyptien, il était à espérer que des mesures fussent prises pour la suppression par les Puissances étrangères de leurs tribunaux consulaires en Egypte ? En conséquence, des projets de loi furent préparés, la même année en vue d'étendre la compétence des tribunaux mixtes, et les mettre à même d'exercer toute

la juridiction actuellement exercée par les Tribunaux consulaires.

Je serais disposé à accepter que ces projets de loi pussent servir de base à la réforme du régime capitulaire, si les Puissances étrangères consentaient à transférer aux tribunaux mixtes la juridiction de leurs tribunaux consulaires.

Sans doute maints changements seront nécessaires sur les points de détails. Ils devront être discutés par les experts.

Il existe cependant certaines modifications, qui, je pense, seront, en tous cas, nécessaires, et que je désire signaler à cette occasion à votre Excellence.

Il pourra être difficile à certaines Puissances de consentir au transfert aux tribunaux mixtes de toutes les affaires se rapportant au statut personnel de leur nationaux. Le transfert dans ce cas, devra être facultatif. La compétence, en pareilles matières, devra demeurer aux autorités consulaires, à moins qu'un accord n'intervienne entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement étranger intéressé, pour le transfert de cette compétence aux tribunaux mixtes.

Je prévois qu'on pourra se mettre d'accord sur l'exercice de cette juridiction par les tribunaux mixtes, en ces matières, dans le cas où des sujets britanniques seraient intéressés.

Dans les cas de grâce ou de remises des peines imposées à des étrangers, comme aussi en ce qui concerne l'exécution de la peine capitale imposée aux étrangers, le Ministre de la justice prendra l'avis de conseiller judiciaire, tant que son poste sera maintenu, avant de présenter son avis au Roi.

Je reconnais que les conditions dans lesquelles les Capitulations sont actuellement appliquées, en ce qui regarde le pouvoir du Gouvernement égyptien de légiférer pour

des étrangers ou de leur imposer des taxes, ne s'accordent plus avec les conditions modernes.

Je serai disposé à conclure un accord stipulant que, dans l'avenir, tout assentiment nécessaire pour l'application aux étrangers de la législation égyptienne, y compris la législation fiscale, sera donné par l'ensemble général des tribunaux mixtes, sauf dans le cas de la législation intéressant la constitution ou la juridiction des tribunaux mixtes eux-mêmes, laquelle ne devra pas entrer en vigueur avant son approbation par les Puissances.

Il appartiendra à l'Assemblée générale des tribunaux mixtes de s'assurer que la législation en question n'est pas incompatible avec les principes généralement adoptés dans la législation moderne applicable aux étrangers, et, en ce qui concerne particulièrement la législation d'un caractère fiscal, qu'elle n'établisse pas une discrimination inéquitable à l'égard des étrangers, y compris les sociétés étrangères.

Une extension de la compétence pénale des tribunaux mixtes nécessitera la préparation et la promulgation d'un nouveau code de procédure criminelle. Les projets de loi préparés en 1920 contiennent certaines dispositions importantes au sujet de la dite procédure (article 10-20 du projet de loi n° 11, du 18 avril 1920), et votre Excellence conviendra sans doute que le nouveau mode pénal ne devra pas s'écarter des principes posés par les dits articles.

Il y a certaines questions sur lesquelles il sera nécessaire qu'un accord intervienne entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique du Royaume-Uni ; mais je ne pense pas qu'il soit nécessaire en ce moment de faire plus que d'indiquer ces questions.

La première est la définition du mot « étranger » aux fins de l'extension projetée de la juridiction des tribunaux mixtes.

J'ai compris de votre Excellence que les lois présentement appliquées par les juridictions indigènes en Egypte

soumettent aux tribunaux indigènes toutes les personnes en Egypte, autres que les personnes qui sont soustraites à leur compétence, soit par une loi, soit par usage, soit par un traité. Je suis disposé à accepter ce principe, à la condition qu'il soit entendu que tous les étrangers qui, dans le passé, ont bénéficié du régime capitulaire, relèveront de la juridiction des tribunaux mixtes, sans tenir compte des changements de souveraineté survenue après la guerre de 1914-1918.

La seconde est l'augmentation du personnel des tribunaux mixtes, qui sera rendue nécessaire par l'extension projetée de leur juridiction, et, subsidiairement, les nouvelles fonctions du procureur général près les tribunaux mixtes, et le personnel dont il aura besoin, pour pouvoir remplir ces fonctions d'une manière satisfaisante. Le conseiller judiciaire sera consulté, tant que son poste sera maintenu, au sujet de la nomination des juges étrangers aux tribunaux mixtes, ainsi que des membres étrangers du parquet, s'il y a lieu.

Note Egyptienne

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre Note, datée de ce jour, par laquelle vous m'avez informé de la manière de voir du Gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni, au sujet des lignes que pourrait suivre la réforme du régime capitulaire, et vous avez appelé mon attention sur certaines considérations particulières auxquelles vous attachez de l'importance.

Je suis heureux de constater que les propositions particulières auxquelles vous vous êtes référé, s'accordent avec les intentions du Gouvernement égyptien, qui partage également la manière de voir du Gouvernement de Sa Majesté

britannique, en ce qui concerne les lignes que devra suivre la réforme du régime capitulaire.

Quant à la définition du mot « étranger », je ferai remarquer que, bien que le Gouvernement égyptien ne s'oppose pas à la compétence des tribunaux mixtes en matière civile et commerciale intéressant les étrangers bénéficiaires des privilèges capitulaires avant la guerre de 1914-1918, les étrangers qui ne possèdent pas ces privilèges et ne les ont jamais possédés doivent évidemment être justiciables de la juridiction indigène.

NOTA. — La conclusion de ce Traité, et la signature, ont été ajournées à quelques mois : la question du Soudan a soulevé quelques difficultés (30 mai 1930).

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	7
INTRODUCTION	II

PREMIÈRE PARTIE

LA LÉGISLATION FISCALE, EN GÉNÉRAL, SUR LE COMMERCE
ET L'INDUSTRIE, DANS LES PAYS ÉTRANGERS,
EN FRANCE, PLUS PARTICULIÈREMENT.

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'impôt sur les revenus du commerce et de l'industrie, avec la déclaration personnelle du revenu réel</i>	35
--	----

En France : Analyse des lois du 29 mars 1914, du 15 juillet 1914, et du 31 juillet 1917, sur l'impôt sur les revenus et sur le revenu.

En Angleterre : L'income-tax.

En Espagne : Revenus du travail combiné avec le capital.

En Italie : Revenu du travail combiné avec le capital.

En Autriche : Impôt sur l'industrie.

CHAPITRE II. — *La patente, en France* 63

Histoire de la patente ; modifications incessantes des lois qui l'organisent, vers plus de justice, dans le but d'atteindre le revenu.

La patente repose sur les signes extérieurs du revenu.

Résumé de la loi de 1880.

Tableau des catégories d'assujettis.

Droit fixe et droit proportionnel.

Exemptés de la patente.

Modalités différentes de la patente dans différents pays.

CHAPITRE III. — *L'impôt sur la productivité moyenne*. 83

Premier objet de la Commission des finances de la Chambre française des Députés, en 1907 : productivité moyenne dans chaque espèce d'industrie.

Analyse de ce premier projet.

L'impôt professionnel, en Alsace-Lorraine, dès 1896, sur la productivité moyenne.

Analyse de la loi du 8 juin 1896, en Alsace-Lorraine.

CHAPITRE IV. — <i>La taxe sur le chiffre d'affaires, en France, et sur les objets de luxe</i>	101
---	-----

Analyse de la loi du 25 juin 1920.

Affaires imposables. — Exemption.

Taux de l'impôt. — Classement des objets de luxe. — Les assujettis. — Le forfait.

CHAPITRE V. — <i>Les impôts actuels, en Egypte</i>	117
--	-----

Sur la propriété non bâtie. — Sur la propriété bâtie. — Droits d'accise. — Droits de douane.

Le budget de l'Egypte. — Son insuffisance. — L'opinion de S. E. Ismaël Sidky Pacha.

Injustice des impôts, en Egypte.

DEUXIÈME PARTIE

EN EGYPTÉ, UNE LÉGISLATION FISCALE EST-ELLE POSSIBLE SUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE, AU POINT DE VUE INTERNATIONAL ?

AVANT-PROPOS	133
--------------------	-----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Conférences de Londres, de Genève, de Paris</i>	135
--	-----

La Conférence de Londres (1885). — La Déclaration de Londres. — Le Gouvernement

égyptien est autorisé à établir l'impôt sur le timbre et sur les patentes.

La Conférence de Genève (1927). — Proclamation de l'égalité des étrangers résidant dans un pays et des nationaux devant l'impôt. — Protestations contre le régime actuel de l'Egypte, par S. E. Sadek Honein Pacha.

La Conférence de Paris (1929). — L'opinion égyptienne dans la Note du Gouvernement égyptien et dans le discours de S. E. Fakry pacha, du 6 novembre 1929.

CHAPITRE II. — *Projets d'accord anglo-égyptien*..... 149

Projet Chamberlain-Sarait, 1927. — Modifications prévues du Régime capitulaire.

Projet Henderson-Mahmoud, 1929. — Analyse du projet. — Son échec.

CHAPITRE III. — *Il faut abroger les Capitulations*..... 159

Les Capitulations ne sont pas des droits, mais des faveurs octroyées.

Les raisons qui les justifiaient autrefois n'existent plus aujourd'hui.

Les Capitulations doivent être abrogées, au nom des principes supérieurs et premiers du Droit international.

CHAPITRE IV. — <i>De la souveraineté de l’Egypte et de son droit d’établir des impôts.....</i>	177
--	-----

Déclaration du 28 février 1922, par l’Angleterre, que l’Egypte est indépendante.

Constitution égyptienne de 1923.

Opinion de la Cour mixte, dès 1880 ; l’Egypte n’avait pas perdu sa Souveraineté.

Valeur et perpétuité relative des traités.

CHAPITRE V. — <i>Moyens législatifs de la réforme fiscale..</i>	185
---	-----

Procédure fixée par la loi n° 17 de 1911 ; modification de l’article 12 du Code civil mixte ; la législation mixte peut être modifiée par délibérations de l’Assemblée générale de la Cour d’appel mixte.

Conseil d’Européens, proposé par Lord Cromer.

Assemblée législative spéciale, proposée par M. Pupikofer. — Approbation, nécessaire constitutionnellement, du Parlement égyptien.

TROISIÈME PARTIE

PROJETS DE LÉGISLATION FISCALE SUR LE COMMERCE DE L'INDUSTRIE, EN ÉGYPTÉ.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Peut-on établir en Egypte des impôts nouveaux, au point de vue économique et social ?</i>	195
--	-----

Charge de l'impôt actuel, par tête, en Egypte ; elle est moindre que dans les autres pays.

Charge de l'impôt actuel, évaluée d'après le revenu national et le montant des impôts ; elle est moindre encore que dans les autres pays.

Les impôts nouveaux devront être introduits avec prudence, modération, par paliers.

CHAPITRE II. — <i>L'impôt sur les revenus du commerce et de l'industrie, avec la déclaration personnelle du revenu réel, en Egypte</i>	205
--	-----

Son impossibilité actuelle en Egypte. — Il suppose une éducation civique spéciale, qui n'existe pas en Egypte ; il exige une administration spéciale, qui n'existe pas, l'organisation longue d'un contentieux compétent.

Inconvénients d'ailleurs propres à la déclaration personnelle du soi-disant *revenu réel* : manque de sincérité et inquisition.

CHAPITRE III. — *La patente en Egypte* 215

La loi de 1891, établissant la patente en Egypte ; analyse de cette loi. — Les assujettis, les exemptés, l'assiette, les modalités d'application, les Commissions de révision, les patentables étrangers.

Tableau des professions. — Tableau des localités. — Cette loi doit subir de nombreuses modifications, dans tous ses chapitres. — Suggestions en vue de ces modifications.

CHAPITRE IV. — *Enquête sur la productivité moyenne.* 241

Analyse de la loi du 6 mai 1893, en Alsace-Lorraine, sur l'enquête à faire avant toute loi.

Comment évaluer la productivité ? — Organisation de Commissions. — Rôle de l'Administration.

Règles détaillées à suivre dans l'évaluation de la productivité.

Urgence d'une telle enquête en Egypte.

CHAPITRE V. — *La taxe sur le chiffre d'affaires et sur les objets de luxe, en Egypte*..... 257

Caractère de cette taxe ; c'est un impôt de consommation.

Avantages de cette taxe.

CHAPITRE VI. — <i>Importation et Exportation. Le tarif douanier</i>	261
---	-----

Défectuosité du régime douanier avant 1930. — But de la réforme de ce régime, en 1930, la protection et le développement de l'industrie égyptienne.

Rapport de S. E. Ahmed Abdel Wahab bey.
— Opinions des Chambres de Commerce.

La Banque Misr. — Mesures déjà prises par le Gouvernement en faveur de l'industrie.

Décrets royaux de février 1930.

Utilité d'enquêtes nombreuses.

CONCLUSION	297
ANNEXE	301
TABLE DES MATIÈRES	339

